

CANDIDAT
DU PARTI TRAVAILLISTEM. Haïm Herzog
est élu président
de l'État d'Israël

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3,00 F ; Maroc, 3,50 F ; Tunisie, 3,00 F ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 540 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 99 c. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Suède, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDIPAR 650571 F

C.C.P. 4287 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Succès social-démocrate
en Finlande

Les élections législatives des 20 et 21 mars ont confirmé le rôle essentiel que joue dans la vie politique finlandaise le parti social-démocrate. Avec 26,8 % des suffrages et un gain de cinq sièges, il aura cinquante-sept députés sur deux cents, chiffre qu'il n'avait jamais atteint depuis la guerre. Le tassement des communistes et apparentés, dû à leurs divisions, se poursuit : ils perdent 4 points et huit sièges ; avec 14 % des voix, ils n'auront plus que vingt-sept députés. En 1958, ils en avaient cinquante.

Outre l'apparition de deux députés écologistes, ce scrutin aura été marqué par un glissement vers la droite, au profit du parti rural, qui, avec un gain de 5,1 points et de onze sièges, comptera dix-sept députés. Ce groupe avait été créé dans les années 70 par un adversaire acharné du président Kekkonen, M. Veikko Vennamo, qui, par une campagne démagogique, s'était assuré les suffrages des mécontents. Cette formation turbulente, en butte à l'opposition des autres partis, avait décliné depuis lors de consultation en consultation. Dirigé aujourd'hui par le fils de son fondateur, le parti rural aura du mal à jouer un rôle autre que celui de trouble-fête.

La déception doit être grande dans les rangs des conservateurs, cantonnés dans l'opposition depuis dix-sept ans. Les sondages prévoyant qu'ils n'attraperaient, voire dépasseraient, les socialistes : s'ils restent la deuxième formation du pays avec 22,2 % des suffrages (- 0,5), ils perdent deux sièges et n'auront que quarante-quatre députés.

Quant au parti du centre, malgré sa fusion avec les libéraux, il enregistre un nouveau tassement. Cette formation, indispensable à la constitution d'une majorité, reste la troisième force politique avec 17,7 % des suffrages (- 3,3), mais n'a plus que trente-huit députés (- 3). Elle peut favoriser soit la création d'un gouvernement de centre-droit, soit la reconduction d'une coalition de centre-gauche, assurée de disposer de cent six sièges au Parlement (P.S., centre et parti suédois).

M. Kalevi Sorsa, premier ministre sortant et président du P.S., satisfait du succès de son mouvement, a déclaré que les consultations sur la formation du gouvernement seraient « délicates, longues et difficiles ». Dans un premier temps, il a invité M. Pekko Vennamo, chef du parti rural, à faire preuve de « sens de responsabilité » dans la vie parlementaire. Celui-ci a répliqué qu'il se voulait pas entraver à tout prix au gouvernement, tout en laissant entendre qu'il ne refuserait pas le portefeuille du travail, si jamais on le lui proposait.

Ce sera la première fois que le président de la République, M. Mauno Koivisto, élu au début de l'an dernier, aura à arbitrer de telles négociations. Son prédécesseur manœuvrait toujours en la matière de façon à provoquer, après quelques barouds d'honneur, la formation d'une coalition de centre-gauche, avec les communistes de préférence. On verra donc dans les jours qui viennent comment le nouveau président interprète les larges pouvoirs que lui confère la Constitution. De toute manière, l'affaire devra être réglée avant le voyage, en juin, à Moscou, du chef de l'État.

(Lire nos informations p. 3.)

Les mesures économiques et sociales après la dévaluation du franc

- Les syndicats redoutent une aggravation de la rigueur
- « Les ministres communistes sont prêts à continuer », déclare M. Ralite

À l'issue du réajustement des parités des monnaies du système monétaire européen (S.M.E.) qui s'est traduit par une dévaluation de 2,5 % du franc français, chacun s'interroge sur les mesures d'accompagnement que devra prendre le gouvernement et dont M. Delors s'est entretenu, mardi matin, avec M. Mauroy. M. Mitterrand doit s'exprimer sur les trois chaînes de télévision, mercredi 23 mars, à 20 heures.

Le ministre de l'économie a annoncé que des décisions seraient prises pour réduire le déficit commercial. Cette réduction, estime-t-on généralement, passe par une baisse de la consommation. Plusieurs hypothèses seraient examinées : augmentation des tarifs publics, renforcement des cotisations de sécurité sociale des salariés, allègement de la fiscalité sur les revenus, économies budgétaires. Dans le même temps, le gouvernement pourrait prendre des dispositions afin de développer l'épargne et alléger les charges des entreprises.

Les projets prêts au gouvernement sont accueillis avec une certaine méfiance par les organisations syndicales.

« L'issue ne peut être ni dans l'austérité ni dans la baisse de la consommation », affirme la C.G.T. F.O. met aussi en garde le pouvoir « contre le risque d'un tassement de la consommation » et la C.F.D.T. estime que la « rigueur ne peut être que sélective ». Du côté du C.N.P.F. on souligne que « le plan gouvernemental serait sans effet s'il ne comportait pas d'allègements substantiels des charges sociales et fiscales ».

Le parti communiste a aussi pris position. « Les communistes ne fuiront pas leurs responsabilités ». Dans une déclaration faite, lundi 21 mars, après l'annonce du réajustement monétaire, et publiée sous forme d'éditorial par l'Humanité de mardi, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., exprime la volonté de son parti de conserver, dans la nouvelle phase de l'action de la gauche au pouvoir, la place qui était la sienne dans la phase précédente.

M. Jack Ralite, ministre de la santé, membre du comité central du P.C.F., l'avait indiqué dès le milieu de la

journée, lundi : « Les ministres communistes, avait-il dit sur Antenne 2, sont prêts à continuer. »

À Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la C.E.E. ont terminé leur réunion mardi midi. M. François Mitterrand a présenté des suggestions pour surmonter les difficultés budgétaires qui n'ont pas satisfait M. Thatcher. Pour ce qui est des relations franco-allemandes, M. Kohl a déclaré : « Il y a entre Paris et Bonn des tensions (sur le plan monétaire) mais elles sont derrière nous », à l'issue d'un petit déjeuner de travail d'une heure avec le président de la République française à la résidence de l'ambassadeur de France.

Sur les marchés des changes très calmes, les cotations officielles à Paris ont entériné les ajustements effectués officiellement la veille. Le mark a ainsi été coté 2,9990 F soit pratiquement son nouveau cours plancher. Le dollar valait 7,22 F environ la devise américaine faisant généralement preuve d'une grande fermeté sur toutes les places financières.

L'austérité n'est pas la solution

par PAUL FABRA

On peut, à première vue, féliciter le chef de l'État et le gouvernement de ne pas s'être laissé déborder de ce qui fut leur choix de départ, le maintien de franc dans le S.M.E. quitte à consentir une troisième et forcément humiliante dévaluation du franc. Cette décision avait été prise au lendemain du 10 mai 1981 comme pour faire savoir aux Français que l'expérience de gauche se déroulerait dans un certain cadre et n'en débordait pas. Dans le climat de méfiance qui continue à régner dans ce pays, il est

écœurant important qu'elle soit aujourd'hui confirmée en toute clarté. Mais on aimerait aussi, pour le succès de la politique à venir, qu'elle ait été prise en toute connaissance de cause. Le danger est que le futur gouvernement ne tire argument de la pénible nécessité où son prédécesseur s'est trouvé de dévaluer à nouveau le franc pour, à la fois, demander trop et pas assez aux Français. À juste titre,

on a présenté la solution qui aurait consisté à laisser flotter le franc comme une dangereuse facilité. Il y a fort à parier que, dans une France politiquement divisée, et gouvernée par une majorité elle-même partagée sur les méthodes à appliquer pour effectuer un redressement dont nul ne nie la nécessité, l'abandon du S.M.E. aurait pu créer l'illusion qu'on avait encore du temps devant soi avant de se plier à cette nécessité.

(Lire la suite page 7.)

Convaincre

Que les communistes conservent, comme ils le souhaitent, dans la prochaine équipe gouvernementale, un poids relatif équivalent à celui qui était le leur jusqu'à maintenant, serait conforme à la conception exprimée, tant à l'Élysée qu'à l'hôtel Matignon.

Au-delà de cette position de principe, le bureau politique du P.C.F., réuni mardi matin, devait préciser ce que serait l'engagement du parti lui-même « pour avancer », selon la

formule de M. Herzog, « dans la réalisation des objectifs de 1981 ». Déjà, M. Herzog préconise plusieurs mesures, dont l'adoption permettrait aux communistes de se reconnaître davantage dans la politique future. Ces mesures portent, notamment, sur la réduction des importations et sur le contrôle des exportations de capitaux.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

Les leçons
des élections
municipalesLire page 2 les articles de
MAURICE DUVERGER,
CLAUDE BOURDET,
MONIQUE PELLETIER,
CLAUDE LEGOUX.Quelle politique
tarifaire
pour E.D.F. ?Lire page 45 un entretien avec
M. MARCEL BOITEUX
président d'Électricité de France

LE DÉBAT SUR L'IMMIGRATION

Les « gourbis » et la gauche

par BRUNO FRAPPAT

Tandis que la France scrutait, lundi, l'horizon monétaire et les défis de la crise économique, dans les banlieues de l'Est lyonnais, plusieurs centaines de jeunes d'origine maghrébine rappelaient, avec violence, l'autre défi pour la France : celui de l'immigration. Tout aussi incertain et inquiétant, car il met en jeu l'aptitude de la gauche à faire front à deux dangers complémentaires : la peur que suscitent les immigrés et la peur qu'ils éprouvent.

Ces temps-ci, le racisme a marqué des points. À Paris, M. Le Pen a glané des voix en faisant de l'immigration le thème de son combat. Il

est élu. A Dreux, M. Stirbois, du Front national, qui demandait aux immigrés de « retourner à leurs gourbis », siège au conseil municipal. A Saint-Étienne, M. Dubanehet avait dénoncé « la délinquance au sein bronzé ». Il gère les affaires de sa ville. Et l'on sait comment, à Marseille, M. Defferre a développé une campagne qu'on pourrait ainsi résumer : contre l'immigration, je suis le plus fort...

Racisme ? Jamais avoué, mais presque avouable, désormais. On a senti depuis deux mois émerger — et c'est la nouveauté — dans le discours politique, lui-même le langage confus, terrorisé, parfois haineux, d'une partie des « braves gens ». La xénophobie latente est devenue explicite, parfois proclamée.

Ces propos ne pouvaient pas laisser indifférents ceux qu'ils visaient : les immigrés. M. Mauroy avait dénoncé abruptement, en janvier, le rôle des courants religieux extrémistes dans les conflits sociaux. « Nous ne sommes pas des ayatollahs », répliquèrent les O.S. Un peu plus tard, on vit M. Autain, secrétaire d'État aux immigrés, polémiquer avec l'opposition sur le thème : nous sommes moins laxistes aux frontières que vous ne l'avez été. La gauche perdait ses marques.

La gauche oublait quelques idées simples. Oui, il y a une relation entre l'immigration et la délinquance : selon les statistiques de la police et de la gendarmerie, les immigrés « commettent proportionnellement plus de crimes et délits que les Français ». Mais, en 1980, 85 % des crimes et de délits ont été commis par des Français.

Autre constat : les fameux « immigrés de la deuxième génération » dont l'insertion pose des problèmes sociaux, éducatifs et de sécurité ne sont plus vraiment des immigrés : ils sont dans un « ailleurs » culturel et bumais : leur pays, c'est la France, mais elle ne le sait pas. Ils le lui rappellent avec cette arme qui est le langage des marges : la violence, au mieux la dévotion. Ils ne retourneront jamais dans leurs « gourbis » parce que leurs « gourbis » ne sont que des ghettos où ils sont nés, les banlieues où on les tient à l'écart d'une société qui fait miroiter des avantages dont ils ne profitent pas.

M. Jospin a réclamé, lundi à Dreux, que le gouvernement lance

un « grand débat » sur l'immigration. Il n'est peut-être pas trop tard. Et il pourrait s'ouvrir par ce rappel : les bons Français de France sont, dans la proportion d'au moins un sur huit, d'origine étrangère.

Pour la gauche, l'heure d'une analyse des effets — positifs et négatifs — de l'immigration est venue. Elle peut « parler vrai » : comprendre les peurs, décortiquer les fantasmes, mesurer les violences possibles, résister aux vents du simplisme — l'angélisme ou le tout-répressif — ne rien minimiser. Sans avoir peur de rester elle-même.

PEINTURE TCHÈQUE A LA GALERIE 1900-2000

Eternel printemps
de Prague

Près de cent cinquante œuvres de vingt-trois artistes sont réunies à la galerie 1900-2000, à Paris, sous le titre de « La peinture surréaliste et imaginative en Tchécoslovaquie de 1930 à 1960 ». Une exposition très lucide rétrospectivement.

« Capitale magique de la vieille Europe », selon André Breton, il était naturel que Prague fût un des foyers actifs du surréalisme, seule ville où pouvait naître Kafka dont on célèbre le centenaire. C'est justement sous l'invocation d'Oddelek, l'étrange être-objet de Kafka, que se place ce panorama de la peinture surréaliste et imaginative en Tchécoslovaquie — digne pendant, dans la même galerie, de l'exposition qui, naguère, nous révélait le versant anglais du même surréalisme. Car le surréalisme ne saurait être compartimenté ni nationalisé : situé seulement, l'expression choisie cette fois, « en Tchécoslovaquie » est suffisamment explicite. On veut montrer comment le message d'une entreprise ambitieuse pour changer la vie a été reçu et renvoyé.

Là encore, à part deux ou trois noms, c'est à une vraie découverte que le public parisien est convié, à celle d'artistes de première grandeur et d'œuvres inconnues, pour beaucoup ramenées de Prague, ou d'ailleurs, par Marcel Fleiss et Édouard Jaguer. On connaissait surtout Jindřich Štyrský (1899-1942) et Toyen (Maria Cernínová, morte à Paris en 1980). Ils ont ici la part belle. Toyen figure notamment avec Lac de Côme et Femme magnétique, un admirable torse-torse rouge brisé sur fond bleu ; Štyrský avec une vingtaine

d'œuvres, collages, dessins, huiles, dont Recina, la Poupée coulante et Mélancoïte, reproduite sur l'affiche.

Da ce couple exemplaire, qui avait fait partie du groupe Devestil, puis lancé l'« artificialisme » avant d'adhérer à part entière au mouvement d'André Breton en 1934 en compagnie de toute l'équipe pragoise, il est difficile de dissocier Jindřich Heisler, mort en 1953, à l'âge de trente-neuf ans, artiste polyvalent, comme la plupart de ses émules, poète des Casernes du sommeil, auteur de « poèmes réalistes » où les mots s'associent à des photos d'objets minuscules, voire d'accumulations avant la lettre. Recherché par la Gestapo, il vécut quatre ans caché dans la salle de bains de Toyen.

Oui avait fondé Devestil en 1920 ? Karel Teige (1900-1951), principal théoricien de l'avant-garde tchécoslovaque — son influence est toujours vivace — éternel contestataire tout au long de sa brève destinée, relié au surréalisme international avec ses camarades, tandis que de son côté Vítězslav Nezval ramenait la flamme devant un Devestil défilant.

JEAN-MARIE OUNOYER.

(Lire la suite page 19.)

**Sortir
des crises
Gérer sa vie
Penser
la société
future**

JOËL de ROSNAY
Les chemins
de la vie

Seuil

هكوان الامل

Le Monde

idées

Pour une pédagogie

par MAURICE DUVERGER

M IROIR brisé qui reflète en ses fragments une foule de situations particulières, les élections municipales sont toujours difficiles à comparer aux scrutins nationaux pour l'Elysée et l'Assemblée nationale. Celles des 6 et 13 mars révèlent malgré tout que le parti communiste continue à baisser et que le parti socialiste a porté tort à l'ensemble de la majorité en tâchant de masquer ce recul par des combinaisons d'état-major. Dans beaucoup de villes, les citoyens ont mal supporté que les listes communales ne tiennent pas compte du nouveau rapport de forces établi en 1981. Atténue par les situations locales et la prime aux sortants, cette réaction serait beaucoup plus forte dans des législatures soumises à la même carte forcée.

Georges Marchais est dans son rôle quand il masque ce facteur de régression de la gauche, souligne au contraire l'effet de la politique de rigueur sur une frange de électeurs du P.C.F., réclame en conséquence une radicalisation et brandit discrètement la menace d'un retrait sur l'Avenir. Cette dernière est irréaliste. En quittant le gouvernement, les communistes perdraient beaucoup plus de suffrages qu'ils n'en gagneraient. Ils se priveraient d'importants moyens d'action sans paralyser un parti socialiste qui détient la moitié des sièges à lui seul. De toute façon, la majorité ne peut pas s'engager dans les voies qui lui sont proposées, car elle se condamnerait alors à un échec.

L'inévitable rigueur

On ne peut pas à la fois maintenir le pouvoir d'achat global, faire de nouvelles réformes sociales, développer l'industrie nationale grâce au protectionnisme et protéger l'emploi. Pour rendre compétitives nos entreprises - qu'elles soient publiques ou privées - il faut abaisser leurs coûts de production par une modernisation impliquant des réductions d'effectifs. Dans quelques années, les difficultés de Citroën, à Aubay et de Renault à Flins auront cessé, soit parce que les robots auront remplacé les chaînes, soit parce que les usines en question seront fermées. Les barrières de douane peuvent être utiles quelque temps pour rattraper un retard, mais elles deviennent vite un facteur de régression. La réduction de la consommation intérieure est un impératif absolu si l'on ne veut pas aboutir à un endettement insupportable.

On peut discuter sur les formes de la rigueur et sur sa répartition : c'est

tout. Elle est inévitable dans une phase transitoire, tant que nos industries n'auront pas retrouvé le dynamisme nécessaire pour affronter le marché mondial. Les sacrifices devront évidemment peser plus lourd sur ceux qui peuvent mieux les supporter. Mais ils ne pourront pas frapper seulement les riches. Tous les privilèges corporatistes devront être remis en cause. Prétendre le contraire, c'est vouloir la défaite finale de la gauche et l'échec du socialisme à la française. Serait-ce l'objectif inconscient des dirigeants communistes ? Ils ont toujours pensé, dit, écrit, proclamé, que leur parti ne devait pas devenir une force d'appoint. Il y a été conduit par son échec de mai-juin 1981. Comment ne cherchait-il pas avant tout à en sortir ?

Un objectif fondamental

Mais l'établissement de cette situation a fait le succès de la gauche bier, et son maintien la conditionne demain. François Mitterrand a été élu au second tour parce que Georges Marchais avait obtenu moins de 15,5 % des voix au premier, ce qui était toute crédibilité au péril rouge et permettait aux électeurs flottants de quitter M. Giscard d'Estaing pour se reporter sur son challenger. Après la dissolution de l'Assemblée, le mouvement s'est accentué parce qu'une bonne partie des centristes ont voté pour le P.S. afin de renforcer sa prééminence sur son allié. Grâce au scrutin majoritaire, l'objectif a été atteint au-delà de toute espérance. Les socialistes seraient fous de casser la mécanique à laquelle ils doivent le pouvoir.

Ils ont tendance à considérer comme un miracle les 38 % de suffrages obtenus le 14 juin 1981. Craignant un échec global de la gauche en 1986 ou un succès qui les mettrait à la merci du soutien communiste, ils commencent à imaginer des projets de proportionnelle empêchant une victoire éventuelle de la droite. Les municipales montrent que ce défilisme n'est pas justifié. Malgré le recul global de la majorité, on constate souvent que le parti socialiste dispose encore parmi les électeurs flottants de réserves prêtes à se reporter sur lui s'il tient la tête haute aux communistes. Les socialistes peuvent raisonnablement envisager d'attendre à long terme la position d'hégémonie qu'ont occupée leurs frères nordiques et anglosaxons dans les trente premières années de l'après-guerre.

Au nom de la raison

par MONIQUE PELLETIER (*)

A U terme d'une campagne municipale ardente dont les résultats ont été largement commentés, j'évoquerai le climat politique qui règne en France au lendemain de ces élections.

Les clivages se sont accentués et donnent le sentiment qu'une fracture irréparable se creuse entre les Français.

Aux affrontements normaux, au légitime débat d'idées se sont trop souvent substitués le mépris et la haine.

La plupart d'entre nous ne se sentent guère à l'aise dans ce climat et ne se reconnaissent pas dans les propos trop souvent excessifs, sectaires, voire hargneux, qu'ils ont pu entendre de toutes parts.

Les Français sont les des caricatures que l'on dresse d'eux. La gauche a tort de contester sans répit à la droite toute volonté de justice et de progrès social, toute générosité. Elle a tort de la présenter comme frivole, revancharde et campant seulement sur ses intérêts et privilèges. La droite a tort lorsqu'elle condamne par principe et sans nuances.

Tout cela n'est guère crédible et témoigne de la carence du débat politique en France. Chacun doit pouvoir exprimer ses désaccords, proposer ses solutions sans être traité de « factieux ». Ces nombreux Français de bonne volonté, plus soucieux de rassembler et de dialogue que de division, ne se situent pas dans un quelconque « marais », mais incarnent, bien au contraire, ce grand corps central de la société française, majoritaire dans notre pays.

Ils aspirent à l'instauration d'une nouvelle règle du jeu, loyale et tolérante, entre la majorité et l'opposition, venant heureusement remplacer l'agression, les formules guerrières et simplifications.

Certes, nous le savons, nos institutions favorisent cette coupure de la France en deux camps.

Certes, il ne peut y avoir d'échanges positifs entre adversaires dont les points de vue sont inconciliables. Il est exclu pour nous, par exemple, d'envisager un dialogue avec ceux qui fondent leur stratégie sur la lutte des classes, la réduction d'Etat. C'est dire, en clair, que nous ne pouvons traiter avec les commu-

nistes comme avec tous ceux qui se réclament du marxisme et ont pour objectif un changement de la nature de notre société.

Pour autant, nombreux sont sans doute, au sein de la majorité, ceux qui partagent notre souci du redressement économique de la France, de son indépendance et du progrès social.

Avec ceux-ci ne peut-on poser quelques règles qui permettraient que l'on travaille ensemble sur ce qui peut nous réunir et que l'on soit adversaires sans être ennemis ?

Le jeu a besoin de règles

Dans de nombreuses démocraties, ces règles du jeu existent et permettent un débat correct, mais cela suppose que soient réunies plusieurs conditions.

La première est le pluralisme de l'information. L'opposition doit pouvoir s'exprimer et se faire entendre dans des conditions comparables à celles de la majorité. Ce qui n'est plus le cas actuellement - loin s'en faut. Confisquer les médias, organiser une propagande, c'est interdire le pluralisme et donc la liberté d'expression. Les citoyens qui sont plus adultes qu'on ne l'imagine parfois ne s'y trompent guère, et cette situation ne favorise pas les vrais échanges auxquels nous aspirons.

La deuxième condition est d'établir institutionnellement de vraies occasions d'un débat démocratique. Le Parlement notamment pourrait être le lieu de ce travail commun si les amendements de l'opposition étaient entendus et pris en compte. Ce n'est pas parce que l'on est minoritaire que l'on a tort ! De même, au sein des conseils régionaux et généraux, des C.E.S. des conseils municipaux, la recherche du seul intérêt général plutôt que des victoires partiales devrait présider aux travaux de ces assemblées. Pourquoi par ailleurs ne pas prévoir des rencontres régulières entre responsables gouvernementaux et leaders de l'opposi-

tion ?

Peut-être aussi est-ce l'occasion de montrer la voie pour les femmes qui détestent les guerres - et surtout les guerres civiles.

(*) Présidente de Dialogue des villes de France.

Les métropoles introuvables

par CLAUDE BOURDET (*)

Le chef de l'Etat doit-il tirer les leçons de la 1^{re} avertissement à qui lui a été donné par les électeurs le 6 et le 13 mars ? Certains porte-parole ou commentateurs le poussent à vivre à droite ; et si possible réduire l'influence des communistes, qui, comme le dit M. Chirac à l'abandonnement des socialistes étrangers, « sont partout ».

Que M. Mitterrand utilise l'occasion pour changer ce qu'il veut, cela le regarde. Dans l'étrange régime où nous vivons, je me demande bien ce qui pourrait l'en empêcher. Mais que les élections aient constitué une « leçon » quelconque ne me paraît pas évident. Il y a eu beaucoup de changements depuis mai 1981, les uns bons, d'autres encore difficiles à juger, mais, on l'a dit, plus de changements qu'en 1958 ou en 1946, et cela en pleine crise mondiale. Il faudra, comme en 1936 et en 1945, plus de vingt mois, pour que les secousses soient « étalées », que les effets heureux se manifestent. Il est normal qu'il y ait, à mi-course, de nombreux mécontents, normal aussi qu'on en trouve beaucoup parmi les plus déshérités, qui votent en général à gauche, et aussi parmi les hésitants qui ont voté, en mai 1981, devant Giscard pour Mitterrand. Et puis, en regardant de près, on voit bien qu'en général la mauvaise humeur du 6 mars a été corrigée le 13, parce que les mécontents ont trouvé (je parle toujours d'une manière générale), que les hommes de la droite étaient pires...

Je dis en général : car il y a l'exception des très grandes villes, des métropoles, et surtout de Paris et de Lyon. Je parlerai de Paris, le connaissant mieux que Lyon, mais mes remarques sont probablement, en partie au moins, applicables à cette deuxième métropole, et même, dans une moindre mesure, à Bordeaux, voire à Marseille et à l'agglomération lyonnaise, malgré le succès relatif que la gauche a remporté dans ces deux dernières zones.

Paris a voté pour son portefeuille

Ces jours-ci, on fête le centenaire de Marx. Je sais bien que le prophète barbu et son « antagonisme des classes » appartiennent à des siècles, à la préhistoire. Pourtant, si l'on élimine quelques prévisions un peu risquées, on peut dire que la notion d'un peu compliqué de la « plus-value » reflète des réalités vieilles et actuelles, que l'on peut mettre également en lumière dans les sociétés dites socialistes. Marx a aussi reformulé un concept ancien, qu'on trouve dans les écrits les plus lucides de l'histoire, notamment dans l'Evangile, à savoir que les idées des gens, leur attitude dans la vie, dépendent de leur situation économique et sociale. Qu'elles en dépendent toujours et tout à fait n'est évidemment pas vrai. Marx, et surtout Engels, sont, parmi beaucoup d'autres, des illustrateurs de cette irrégularité. Il y aura toujours des gens d'affaires révolutionnaires et des ouvriers réactionnaires. Mais en gros, « économiquement », la principe est vrai, et bien plus ancien que Marx. De même, savoir si ce sont les rapports économiques qui « produisent » (selon Marx) religion, philosophie et idéologies, ou bien si ces mouvements de l'esprit ont une origine autonome et

sont simplement influencés par la situation des personnes, importe peu, car cela ne change rien aux attitudes majoritaires, donc aux « classes ».

Revenons-en aux métropoles. La France est un pays riche et assez moderne. Son produit national par tête n'a cessé de s'accroître depuis la guerre, même si c'est faiblement depuis la crise. Ce n'est pas un paradoxe ou une révélation de dire que le bien-être qui en résulte a été inégalement réparti. Certains en profitant beaucoup plus que d'autres, soit parce que leurs gains sont indexés sur les prix, soit parce que, cadres de la nouvelle société, leurs compétences sont de mieux en mieux rémunérées. Or, dans une société moderne, quelle que soit sa forme, la classe dirigeante et ses armées immédiates tendent à se concentrer dans les grandes métropoles, pour des raisons évidentes. Dans notre France très centralisée, la seule véritable métropole, c'est Paris. Lyon vient ensuite, et pour certaines activités seulement, Bordeaux. C'est là que, par un processus naturel, se rassemble la part de la population qui détient le plus de pouvoir, et donc reçoit le plus d'argent ou d'avantages.

A ce processus naturel, s'en est ajouté un second, purement volontaire : en tout cas à Paris, et probablement ailleurs, la poursuite du processus inauguré par Haussmann, le rejet des classes les plus déshéritées vers le périphérie. Haussmann les a repoussées vers l'est de la capitale, et, depuis 1947, les gouvernements de droite et les majorités de droite de la municipalité les ont rejetées en banlieue. Cela a permis de jolis profits. Selon la mot célèbre de M. Haussmann : « C'est chère, cher, mais ça fait du bien ». Cela a permis aussi de se débarrasser de tous ces socialistes et communistes, comme disait, à Bordeaux, dans une grande société d'économie mixte, un des élus actuels de la majorité parisienne.

L'opération a été aisée. La réduction au minimum de la construction d'I.L.M. : les « rénovateurs » sont tacite, l'absence de toute législation modératrice du prix du terrain (du type hollandais, par exemple), rendent Paris inhospitalier aux moins fortunés. Quelques ghettos sont préservés, peuplés pour le plupart d'immigrés : surtout parce que ceux-là sont « plus faciles » à expulser au cours des étapes prochaines. Je n'imagine même pas que l'on a espéré fournir des prétextes au racisme : car il y a des hasards providentiels.

Que cette capitale, peuplée par ceux qui ont le plus d'avantages, ait voté pour son portefeuille n'a rien de surprenant. En 1977 et en 1981, les plus généreux ou les plus intelligents des possédants avaient parfois voté du côté de leur cœur, et cela avait suffi pour changer beaucoup de choses. Entre-temps, tout s'est précipité : il ne s'agit plus d'idées, mais de réalités fiscales et financières. On ne peut pas, dans une période pareille, améliorer le sort de ceux qui ont le moins sans porter à ceux qui ont le plus. Et cause-là, dans les métropoles, le sort de plus en plus nombreux. Il y a sûrement beaucoup d'autres causes à ce poids de plus en plus lourd de la droite dans les métropoles. Mais, quel que soit le « vieillissement » de Marx, le réflexe de classe a joué.

(*) Ancien conseiller de Paris.

L'échange et le partage

par CLAUDE LEGOUX (*)

L'UTOPIE libérale proclame le principe de l'échange, suivant la formule connue : « Donne-moi de quoi je t'ai et je te donnerai de quoi je t'ai ».

L'utopie socialiste est fondée sur le concept de partage, en vertu du célèbre axiome : De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

Sur ces notions d'échange et de partage, il y a, dans l'électorat de toutes les démocraties réelles, et spécialement dans l'électorat français, un malentendu fondamental. Ceux qui se prétendent, et se croient, des libéraux intransigeants, et célèbrent les vertus de l'initiative, de la « compétition », du « risque », plaquent la restriction morale, plus ou moins consciente. Car, dans leur esprit, il doit bien être entendu que, dans l'hypothèse où leur sort personnel serait trop dévalorisé, par le simple jeu des lois de l'échange, une certaine forme de partage viendrait rectifier le résultat.

A l'opposé, dans la perspective des adeptes du partage, il s'agit toujours de partager avec ceux qui ont plus, la hiérarchie des revenus et des situations, à la fois effet et cause de la hiérarchie des compétences, devant impérativement être respectées jusqu'à leur niveau inclusivement. En ce qui concerne leur catégorie sociale et professionnelle, les règles de l'échange restent valables.

C'est pourquoi les élections municipales ont révélé deux sortes de « débus du socialisme » : ceux qui trouvent que l'on a trop partagé et ceux qui exigent que le niveau du partage s'abaisse davantage, jusqu'à la catégorie qui leur est immédiatement supérieure. En dépit de tous les discours, de toutes les déclarations de principe, et de toutes les théories, personne n'est disposé à partager avec plus pauvre que soi, et personne n'est prêt à jouer sans tricher le jeu du libéralisme intégral. Le président de la République sera bien habile si, ayant décrypté le « message », il parvient à y répondre à la satisfaction générale.

(*) Conseiller en informatique.

Le Monde

EUROPE

AUX ÉLECTIONS

Le parti social-démocrate

mais les a

font une prope

De notre

Le parti social-démocrate (S.D.) a obtenu, lors des élections municipales, un succès remarquable. Il a gagné 100 sièges, ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport à 1977. Ce succès est dû à une stratégie claire et à une campagne électorale très efficace. Le S.D. a su attirer l'attention des électeurs sur ses programmes sociaux et économiques, et a réussi à convaincre une large partie de la population de son sérieux et de sa compétence.

Le S.D. a également obtenu de nombreux sièges dans les conseils régionaux et généraux. Ce succès est dû à une stratégie claire et à une campagne électorale très efficace. Le S.D. a su attirer l'attention des électeurs sur ses programmes sociaux et économiques, et a réussi à convaincre une large partie de la population de son sérieux et de sa compétence.

Le S.D. a également obtenu de nombreux sièges dans les conseils régionaux et généraux. Ce succès est dû à une stratégie claire et à une campagne électorale très efficace. Le S.D. a su attirer l'attention des électeurs sur ses programmes sociaux et économiques, et a réussi à convaincre une large partie de la population de son sérieux et de sa compétence.

Le S.D. a également obtenu de nombreux sièges dans les conseils régionaux et généraux. Ce succès est dû à une stratégie claire et à une campagne électorale très efficace. Le S.D. a su attirer l'attention des électeurs sur ses programmes sociaux et économiques, et a réussi à convaincre une large partie de la population de son sérieux et de sa compétence.

Le S.D. a également obtenu de nombreux sièges dans les conseils régionaux et généraux. Ce succès est dû à une stratégie claire et à une campagne électorale très efficace. Le S.D. a su attirer l'attention des électeurs sur ses programmes sociaux et économiques, et a réussi à convaincre une large partie de la population de son sérieux et de sa compétence.

Le S.D. a également obtenu de nombreux sièges dans les conseils régionaux et généraux. Ce succès est dû à une stratégie claire et à une campagne électorale très efficace. Le S.D. a su attirer l'attention des électeurs sur ses programmes sociaux et économiques, et a réussi à convaincre une large partie de la population de son sérieux et de sa compétence.

Le S.D. a également obtenu de nombreux sièges dans les conseils régionaux et généraux. Ce succès est dû à une stratégie claire et à une campagne électorale très efficace. Le S.D. a su attirer l'attention des électeurs sur ses programmes sociaux et économiques, et a réussi à convaincre une large partie de la population de son sérieux et de sa compétence.

Le S.D. a également obtenu de nombreux sièges dans les conseils régionaux et généraux. Ce succès est dû à une stratégie claire et à une campagne électorale très efficace. Le S.D. a su attirer l'attention des électeurs sur ses programmes sociaux et économiques, et a réussi à convaincre une large partie de la population de son sérieux et de sa compétence.

مکان العمل

EUROPE

Finlande

AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le parti social-démocrate reste la première formation mais les « poujadistes » font une progression spectaculaire

De notre correspondant

Helsinki. — Les élections législatives des 20 et 21 mars ont, comme le prévoyaient les sondages, été marquées par une progression du parti social-démocrate, qui, avec 26,8 % des suffrages (+2,8 % par rapport aux élections de 1979) et 57 sièges (+5), demeure la première formation du pays. Les communistes et leurs apparentés groupés dans l'Union des démocrates populaires reculent comme prévu. Ils n'ont plus que 14 % des suffrages (-4 %) et 27 députés (-8). Ils restent néanmoins la quatrième formation. Ils ont apparemment perdu une partie de leur électorat qui les avait quittés pour les sociaux-démocrates à l'élection présidentielle, au début de 1982, et aussi certains de leurs électeurs parmi la paysannerie pauvre, qui ont, eux, reportés leurs suffrages sur le grand vainqueur de cette consultation, le parti rural à caractère poujadiste.

Car, contrairement aux prévisions des sondages, le glissement vers la droite n'a pas profité aux conservateurs — qui restent certes la deuxième formation avec 22,2 % des voix (+0,5 %) mais n'ont plus que 44 députés (-2). Le parti rural triomphe : avec 9,7 % des voix (+5,1 %) et 17 députés, il gagne 11 sièges et retrouve presque son audience au début des années 70.

Le parti du centre (qui regroupe à présent centristes et agrariens et libéraux), en perdant 3,3 points, n'a plus que 17,7 % des suffrages et n'aura plus que trente-huit députés (-3). Le parti de la minorité sué-

doise accroît son audience et aura onze sièges (+1). Nouveaux venus au Parlement, les écologistes emportent d'emblée deux sièges alors que, durant toute la campagne, la presse avait à peine mentionné leur existence. Enfin, à l'extrême droite, réapparaît un député constitutionnaliste : un de ces dissidents du parti conservateur qui avaient créé leur propre parti du temps de M. Kekkonen pour contester l'union majoritaire qui s'était faite sur son nom à chaque élection présidentielle. Enfin, l'union chrétienne perd sept sièges et n'a plus que trois députés : la vague de puritanisme semble donc avoir perdu de sa force. Au total, neuf partis au lieu de sept seront représentés au Parlement, qui comptera près d'un tiers de députés femmes, ce qui est sans doute un record en Europe occidentale.

La coalition gouvernementale sortante, dirigée par M. Kalevi Sorsa, président du parti social-démocrate, comprend des sociaux-démocrates, des centristes et des Suédois depuis que les communistes l'ont quittée en décembre 1982. Elle totalise 106 députés (+3). Comme toujours en Finlande, la formation d'un gouvernement dépendra de la position que prendra le parti charnière du centre. Les négociations risquent d'être longues, mais elles pourraient fort bien se solder par la reconstitution de l'équipe précédente.

PAUL PARANT.

Elections législatives des 20 et 21 mars

Parti	Suffrages obtenus	Celui qui portait le rapport 1979	Nombre de sièges	Celui qui portait le rapport 1979
Social-démocrate	26,8	(+2,8)	57	(+5)
Conservateurs	22,2	(+0,5)	44	(-2)
Centre + libéral	17,7	(-3,3)	38	(-3)
S.K.D.L. (communistes et app.)	14	(-4)	27	(-8)
Rural (à caractère poujadiste)	9,7	(+5,1)	17	(+11)
Suédais	4,6	(+0,2)	11	(+1)
Chrétien	3	(-1,8)	3	(-7)
Écologistes (1)	1,5	(+1,5)	2	(+2)
Constitutionnaliste	0,4	(-0,8)	1	(+1)
Union pour la démocratie	0,1	(-0,2)	0	(=)

(1) Apparaissent pour la première fois aux élections.

Yougoslavie

Le premier ministre soviétique fait une visite de cinq jours à Belgrade

De notre correspondant

Belgrade. — Le président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., M. Nicolas Tikhonov, est arrivé lundi 21 mars à Belgrade pour une visite officielle de cinq jours. Invité par son homologue, M. Planinac, M. Tikhonov sera reçu par M.M. Stambolitch et Ribitchitch, respectivement présidents de la direction collégiale de l'Etat et de la ligue des communistes.

Depuis plusieurs années, les relations entre les deux Etats sont au beau fixe : à part quelques polémiques de presse sans suite, elles ne se heurtent plus à aucun problème majeur et les échanges économiques ont connu un véritable épanouissement. En 1982, ils ont atteint près de 7 milliards de dollars dans les deux sens et l'U.R.S.S. a participé pour plus de 30 % au commerce extérieur yougoslave.

Les Yougoslaves ne semblent cependant pas préoccupés par une dépendance économique aussi prononcée parce qu'ils considèrent que les échanges sont équilibrés (la balance yougoslave est même légèrement excédentaire), ce qui n'est pas le cas avec les pays de la Communauté ou les Etats-Unis. La Yougoslavie exporte vers l'U.R.S.S. des navires, des tubes et des installations pour la grande industrie, de l'équipement pour l'industrie nucléaire et de nombreux articles de consommation courante. L'U.R.S.S. lui fournit des ma-

tières premières (pétrole et coke), divers équipements industriels et militaires, des automobiles et des camions. Conformément à un accord signé en 1964, la Yougoslavie jouit en sein du Comecon d'un statut particulier qui lui permet de prendre part aux délibérations de tous ses ordres, mais d'accepter que les décisions qu'elle estime convenir à son économie nationale.

M. Tikhonov fera avec ses hôtes un tour d'horizon de la situation internationale. Les positions de Belgrade et de Moscou divergent face à plusieurs problèmes d'actualité, notamment sur l'Afghanistan et le Cambodge, la Yougoslavie s'étant prononcée dès le début contre l'intervention de troupes étrangères dans ces pays.

De même, pour les Yougoslaves, les événements de Pologne représentent une affaire strictement intérieure d'un pays indépendant dans laquelle toute ingérence extérieure serait « inadmissible », même sous prétexte de « solidarité internationale ».

On n'ici le sentiment que les Russes ont fini par accepter la Yougoslavie telle qu'elle est. Cette attitude semble avoir été l'élément déterminant de la normalisation des rapports entre les deux partis communistes.

PAUL YANKOVITCH.

R.F.A.

M. Strauss a manqué sa seconde chance

De notre correspondant

Bonn. — M. Strauss a jeté l'éponge. Il reconçoit à monter à Bonn pour occuper un siège dans le futur cabinet Kohl (nos dernières éditions du 21 mars). Il en a prévenu le chancelier par téléphone, lundi matin 21 mars, et s'est ensuite ouvert de ses intentions devant le comité directeur de son parti, la C.S.U. bavaroise. Pour le secrétaire général de cette dernière, M. Edmund Stoiber, qui a interprété la démarche de son patron, celui-ci n'aurait pas voulu la place d'un des cinq ministres bavarois, tous militants exemplaires et experts chevronnés. De plus, la C.S.U. aurait eu pleine satisfaction dans les discussions sur le programme de la coalition, si bien qu'il ne resterait plus rien à « surveiller » dans la capitale fédérale. L'histoire dira ce qu'il faut retenir de ces arguments. Il est certain que M. Kohl n'a pas cherché à faciliter les ambitions gouvernementales de celui en qui il ne pouvait voir qu'un concurrent.

Kohl plus Strauss aurait formé un tandem déséquilibré. Les deux hommes ne sont pas de la même génération (M. Kohl a cinquante-deux ans, M. Strauss soixante-sept). Ils ne s'apprécient qu'à demi ou pas du tout, et le poids politique et moral du leader bavarois aurait fait pencher vers la droite une coalition qui se veut du « milieu ».

Reste à se demander si le « sacrifice » de M. Strauss n'était pas devenu inévitable. Les libéraux s'attachant à leurs portefeuilles — affaires étrangères, économie et justice —, M. Kohl s'étant porté au secours de M. Stöckert, qui entend bien garder aux finances, il ne restait à la disposition de M. Strauss que des emplois de seconde catégorie.

Il en aurait été tout autrement si les Verts n'étaient pas entrés au Bundestag. Leurs vingt-sept mandats auraient été répartis entre les trois autres groupes parlementaires, ce qui aurait assuré à la C.D.U.-C.S.U. une majorité absolue des sièges. Dans ce cas, on pouvait se passer du concours des libéraux ou, s'ils insistaient — n'avaient-ils pas dit qu'ils

ne participeraient pas au gouvernement si la C.D.U.-C.S.U. sortait majoritaire des urnes ? — les mettre à la portion congrue. Le chancelier Kohl doit donc aux Verts la marge de manœuvre qui lui a permis d'évincer M. Strauss, avec tous les regards dus à sa forte personnalité.

Celle-ci lui a peut-être joué un mauvais tour, car, quinze jours d'hésitation, s'achevant sur une « abdication », dévalaient, qui qu'on en dise, son dynamisme politique. D'un côté, il prend ses distances (il pourra toujours, le moment venu, désavouer la conduite des affaires de M. Kohl), mais, de l'autre, il s'éloigne à l'horizon ; il s'écarte, mais aussi il s'efface.

L'opposition à Munich

Le voici pour quatre ans ministre-président à Munich. Il pourra se faire redire sans peine à l'expiration de son mandat, mais le pouvoir central, celui qu'on ne peut exercer qu'à Bonn, lui échappe à jamais. Ou bien se sent-il, en dépit de tout, une vocation de « recours » en cas d'échec patent de M. Kohl ? Telles que les choses sont parties, les difficultés que pourrait rencontrer le chancelier — outre les problèmes réels avec lesquels il sera aux prises, et qui ne sont pas minimes — ne tendraient qu'à la C.S.U.

La véritable opposition à M. Kohl ne peut venir que de l'intérieur, c'est-à-dire de Munich. Pas pour l'instant, où on échange gracieusement des mémoires et des « papiers », dont l'écho devrait se retrouver dans la déclaration gouvernementale, mais qui sait quelle « dérive » réserve l'avenir ? L'homme de la situation serait-il alors forcément M. Strauss ? Il a eu sa chance comme candidat à la chancellerie en 1980. Il a été battu par la coalition social-démocrate-libérale. Les circonstances viennent de prouver qu'il n'y avait pas de « seconde chance » pour M. Strauss ou qu'il n'a pas su la saisir. Ce qui revient au même.

A. C.

Pologne

Les autorités ont remis au pape l'invitation officielle à venir en juin dans son pays

Les autorités polonaises ont fait remettre au pape, lundi 21 mars, l'invitation officielle qui lève les dernières doutes sur la réalisation de la seconde visite de Jean-Paul II dans son pays, en juin prochain. Attendue depuis que le cardinal Glemp et le général Jaruzelski avaient « confirmé », le 9 mars, leur « volonté concertée d'être les hôtes de Sa Sainteté », cette invitation, plusieurs fois retardée au cours de ces douze derniers jours, est contenue dans un message adressé au pape par le chef de l'Etat polonais, M. Henryk Jablonski. Ce message a été diffusé par l'agence officielle P.A.P., mais le Vatican n'en avait pas encore fait état mardi matin.

« Au nom des autorités suprêmes de la République populaire de Pologne, en mon propre nom et en accord avec l'épiscopat polonais, j'invite Votre Sainteté à effectuer une nouvelle visite dans son pays à la date convenue, du 16 au 22 juin », écrit M. Jablonski. Le chef de l'Etat donne à ce voyage le sens politique que le pouvoir souhaite lui voir prendre, celui, comme le disait le 9 mars l'agence P.A.P., d'une « contribution à la normalisation de la vie » dans le pays.

L'expérience en même temps ma conviction, poursuit en effet M. Jablonski, que, tout comme l'annonce de la visite de Votre Sainteté cette année, les préparatifs et surtout le déroulement et les résultats de cette visite se révéleront favorables au bien de la patrie et de l'Etat socialiste polonais, au processus amorcé d'entente nationale et à la poursuite de la nouvelle normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat polonais.

Ainsi présenté, le voyage pontifical est ensuite placé — dans un visible souci d'apaisement des capitales alliées de Varsovie — sous le signe de la lutte pour la paix, dont la propagande des pays de la communauté socialiste a fait son premier thème dans la bataille diplomatique autour de l'affaire des euro-missiles. « Gardant le souvenir des expériences de l'histoire et conscient des dangers qui menacent l'humanité, le peuple polonais, écrit en conclusion M. Ja-

blonski, attend que la visite de Votre Sainteté favorise les efforts des peuples d'Europe et du monde en vue de maintenir la paix, de freiner la course aux armements et d'empêcher une catastrophe nucléaire ».

Un avertissement à M. Walesa

Le programme détaillé du voyage n'a pas encore été publié mais des indiscrétions, jusqu'à maintenant concordantes, citent comme étapes prévues : Varsovie, Cracovie, le monastère de Niepokalanow (fondé par le père Kolbe, canonisé cette année), Poznan, Wrocław, et Piekary-Slaskie, le haut lieu de pèlerinage des mineurs de Silésie. Le doute persiste sur l'éventualité d'une étape à Cracovie, et l'on ignore surtout si le pape rencontrera ou non M. Walesa. Celui-ci vient de recevoir, lundi, une convocation à se présenter devant l'administration des finances de la voïvodie de Gdansk. Une enquête est en effet en cours sur les « irrégularités financières » qui auraient été constatées dans la gestion de l'organisation régionale de Solidarité.

Le président du syndicat dissous avait déjà été convoqué, sous le même motif, à la mi-décembre. On voulait, en fait, l'empêcher de prendre part à une commémoration des émeutes ouvrières de 1970 sur la côte baltique. Il semble qu'en venant, cette fois-ci, lui interdire ainsi d'être présent à l'ouverture du procès d'un groupe de militants clandestins du syndicat qui devait avoir lieu ce mardi matin, à Slupsk, à 100 kilomètres à l'ouest de Gdansk.

Plus généralement, cette nouvelle convocation a valeur d'avertissement, dans une période où M. Walesa multiplie déclarations et gestes politiques. Elle marque aussi que, voyage pontifical ou non, les autorités n'entendent pas relâcher leur pression. Convoquée, ce mardi, pour une session de deux jours, la Diète devait entendre à ce propos un rapport sur « l'état de la sécurité dans le pays ».

Turquie

Ankara reprend ses démarches pour obtenir une collaboration internationale contre le terrorisme arménien

De notre correspondant

Ankara. — Le récent assassinat de son ambassadeur à Belgrade a décidé le gouvernement turc à reprendre ses démarches pour obtenir une collaboration plus étroite dans la lutte contre le terrorisme international. Ainsi, Ankara a demandé officiellement au gouvernement de Beyrouth de prendre des mesures appropriées en vue d'empêcher la formation, l'organisation et le stationnement des groupes terroristes arméniens sur le sol libanais, à ses yeux incompatibles avec l'amitié et les liens de voisinage entre les deux pays.

Porteur d'un message du président de la République le général Evren, le ministre turc des affaires étrangères, M. Turkmen, a effectué une visite-surprise le 17 mars, à Beyrouth. Le chef de la diplomatie turque s'est entretenu avec le président libanais, M. Gemayel, avec M. Al Wazzan, premier ministre, et M. Chirani, ministre des affaires étrangères par intérim. Il a déploré, auprès d'eux, que les attentats contre les diplomates turcs en poste à l'étranger aient été commis par des terroristes arméniens opérant à partir de Beyrouth. « La plupart des terroristes arrêtés portaient des passeports libanais », a souligné le ministre Turkmen. Le Liban servirait en même temps de « refuge » aux terroristes ayant quitté l'Europe ou les Etats-Unis après y avoir perpétré des attentats, a-t-il encore affirmé.

Ankara estime que les terroristes arméniens ont surtout bénéficié, depuis 1975, du chaos et du vide de l'autorité étatique du Liban. De gauche et de droite, ils auraient à la fois des liens avec les phalangistes et des liens avec les mouvements de gauche libanais.

Le président Gemayel aurait promis de donner concrètement suite aux demandes d'Ankara. Pour l'instant, les dirigeants turcs s'interdisent tout optimisme étant donné les jeux d'équilibre au Liban actuel.

Dès son retour, le chef de la diplomatie turque a également laissé entendre que des démarches semblables seront menées auprès d'autres Etats de la région. A commencer par la Syrie, où il existerait des camps d'entraînement mis à la disposition des terroristes arméniens. Selon les informations recueillies par les services secrets turcs, de plus en plus assés par leurs collègues libanais, les principaux dirigeants des mouvements terroristes arméniens, qui avaient quitté Beyrouth et se trouvaient réunis dans plusieurs Etats de la région, regagnent progressivement la capitale libanaise. Selon le quotidien *Milliyet*, l'organisation terroriste Les commandos justiciers du génocide arménien, proche du mouvement Dashnak, n'a pratiquement pas souffert de l'occupation de Beyrouth, contrairement à l'ASALA (pro-soviétique), qui a dû se disperser, mais reste très active, comme semble en témoigner les récents attentats à Paris et à Belgrade.

D'après la presse turque, le secteur grec de Chypre continue toujours à héberger des groupes terroristes arméniens et servirait de base d'opération, surtout pour l'ASALA. M. Turkmen a lancé, de son côté, un « avertissement clair » à l'intention des dirigeants grecs chypriotes. « Nous sommes en possession de sérieux indices à ce propos. Nous ne manquerons pas de suivre cette affaire », a-t-il poursuivi, laissant entendre que la réaction d'Ankara serait alors assez sévère. Si la région sud de Chypre, a-t-il dit, tolère de

telles agissements, « elle commettrait la plus grande erreur de son histoire ».

Le service secret turc posséderait suffisamment d'indices permettant d'établir un « pentagone » du terrorisme arménien, dont les pôles sont, d'après le quotidien *Hürriyet* : Téhéran, Damas, Beyrouth, le secteur grec de Chypre et Athènes.

M. Bayülken, ministre turc de la défense, qui assista à la réunion du groupe de planification nucléaire des pays de l'OTAN à Lisbonne, s'apprête à redemander une collaboration plus étroite entre tous les alliés dans la lutte contre le terrorisme international. « Certains alliés » (on ne les indique pas nommément mais on comprend : la France et la Grèce) sont notamment accusés par les Turcs de ne pas s'y montrer énergiques. Ankara accuse Athènes de se comporter presque complaisamment à l'égard des mouvements arméniens. La publication par un journal grec d'un entretien avec un dirigeant arménien qui prônerait de nouvelles menaces contre les diplomates turcs, trois jours seulement avant l'assassinat de l'ambassadeur turc à Belgrade, a été très mal accueillie ici. La presse turque accuse également le PASOK d'entretenir des liens privilégiés avec les dirigeants du Mouvement populaire arménien révolutionnaire basé à Athènes.

ARTUN UNSAL.

A Paris

TENTATIVE D'ATTENTAT CONTRE UN MILITANT ARMÉNIEN

Une charge explosive, composée de quatre pains de plastique, d'environ sept cents grammes au total, reliée à un mécanisme de mise à feu, a été désamorcée, lundi 21 mars après-midi, sous la voiture de M. Jean-Marc (dit Ara) Toranian. Vingt-neuf ans, animateur du mouvement national arménien (M.N.R.), ce sont des automobilistes qui ont prévenu M. Toranian, alors qu'il roulait à la périphérie de Paris, de la présence d'un objet insolite sous son véhicule. Prévenus, les policiers de la préfecture de police de Paris ont pu désamorcer la charge. La mise à feu, qui devait être commandée par un fil lors du démarrage, s'était déréglée.

Le M.N.R. a aussitôt affirmé : « Ara Toranian a été victime d'une tentative d'assassinat qui s'inscrit dans le cadre de l'offensive lancée par les services secrets du régime fasciste turc contre les militants de la cause arménienne ».

Il y a encore six mois, le Mouvement national arménien soutenait l'armée secrète arménienne (ASALA), responsable de nombreux attentats dont plusieurs en France. M. Toranian, militant arménien très actif, a été entendu à plusieurs reprises par la police française, notamment lors de l'enquête sur les attentats commis par le groupe arménien « Orly », en 1982, et à propos de la tentative d'assassinat, le 23 mai 1982, contre M. Hano Moskovic, libanais d'origine arménienne.

Daniel Sibony

Daniel Sibony
La juive
Une transmission d'inconscient

La juive

Collection Figures dirigée par Bernard-Henri Lévy
"Livre faisant de richesses, de trouvailles, de libertés ou d'audaces géniales qui m'assaillent ou me désarçonnent et me laissent en arrière."
Emmanuel Levinas



هكوان الاميل

PROCHE-ORIENT

Les États-Unis ont envoyé au Liban soixante-dix instructeurs pour entraîner l'armée

Les États-Unis ont envoyé au Liban soixante-dix instructeurs pour entraîner l'armée libanaise, a indiqué, lundi 21 mars, le Pentagone. Ces spécialistes, parmi lesquels figurent vingt-huit membres des forces spéciales (bêres verts), doivent entraîner les soldats libanais aux tactiques d'infanterie et aux opérations menées par de petites unités.

Selon un porte-parole du Pentagone, l'arrivée de ce contingent marque le début de la seconde phase du programme américain d'assistance à la réorganisation des forces armées libanaises. La première phase avait commencé à la fin de 1982, après l'acceptation par le président libanais Amine Gemayel des propositions mises au point par une commission américaine dirigée par le général Gerald Bartlett. Au cours de cette phase, qui s'est achevée en février 1983, l'armée libanaise, selon le Pentagone, a renforcé les effectifs de seize de ses bataillons.

La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants commence, ce mardi, l'étude de la requête de Washington pour une aide économique et militaire au Liban de 251 millions de dollars. Selon un rapport élaboré à cet effet à la demande du Congrès, « l'armée libanaise est dans un très piètre état après la longue guerre civile et existe essentiellement sur le papier ». Les auteurs de l'étude estiment que le moral des troupes est bas et qu'« il faudra deux ans pour entraîner et équiper cinq brigades des forces armées libanaises, soit le minimum pour contrôler effectivement le pays ». Les gens n'ont pas confiance en l'armée, indiquent-ils, et la moitié des soldats sont ou bien chez eux ou inactifs. Les soldats, selon l'étude, sont en majorité musulmans et les efforts du gouvernement pour recruter des chrétiens se sont montrés « largement infructueux ». En outre, plusieurs des factions des milices chrétiennes sont bien meilleures au combat que l'armée régulière, et même les plus petites de ces factions sont mieux équipées.

Mutinerie à Ansar

Au Sud-Liban, des prisonniers palestiniens de la prison militaire de camp d'Ansar se sont soulevés, pendant plus de six heures, lundi. Selon la radio israélienne, la mutinerie a commencé alors que la police procédait à un contrôle de routine. Les prisonniers, brandissant des drapeaux palestiniens, ont alors entonné

des chants de l'O.L.P. Les cinq mille quatre cents prisonniers auraient participé à cette manifestation. L'armée n'est pas intervenue, et le calme est revenu lorsqu'un dirigeant palestinien demanda à ses compagnons de laisser la police procéder à son inspection.

Dans la Bekaa, au centre du Liban, un char israélien a sauté, dimanche soir, près du village d'Al-Rafid. Un porte-parole israélien a indiqué qu'aucun militaire n'avait été blessé par l'explosion, contredisant ainsi les informations rapportées par des correspondants de presse au Liban selon lesquelles cinq soldats auraient été blessés.

Huit nouvelles colonies civiles en Cisjordanie

A Jérusalem, le gouvernement a décidé dimanche, lors de sa réunion hebdomadaire, la création de huit nouvelles colonies de peuplement juives en Cisjordanie, a annoncé lundi la radio israélienne. Les huit nouvelles implantations, qui étaient jusqu'à présent des postes militaires, accueilleront prochainement des civils. Deux des implantations sont voisines de la ville de Naplouse. Cette annonce intervient alors que la politique d'implantation massive israélienne dans les territoires arabes occupés depuis 1967 suscite une opposition grandissante dans le monde et notamment aux États-Unis, où elle apparaît comme un des principaux obstacles à la participation du roi Hussein de Jordanie à la négociation. — (A.F.P.)

Égypte CINQ ÉVÊQUES GRECS ORTHODOXES SONT PRIÉS DE QUITTER LE PAYS

(Correspondance)

Le Caire. — Le ministre égyptien de l'Intérieur a fait savoir, samedi 19 mars, au métropolite grec orthodoxe de Memphis, Mgr Dionissios, et à quatre autres évêques de cette communauté, dont le vicaire du patriarcat d'Alexandrie, Mgr Crisostome, qu'ils avaient une semaine pour quitter l'Égypte. Les autorités égyptiennes n'ont fourni aucune explication (1).

La nouvelle confirmée de source diplomatique grecque n'a provoqué surprise et consternation dans une communauté qui compte moins de vingt mille membres, dont un tiers de Grecs d'Égypte, les autres étant pour la plupart citoyens égyptiens d'origine syrienne, libanaise ou palestinienne. Tous les évêques sur le point d'être expulsés sont de nationalité grecque.

La hiérarchie ecclésiastique de la communauté est donc pratiquement décapitée, le patriarche Nicolas VI, qui possède la double nationalité grecque et égyptienne, ayant été le seul épargné. Coïncidence, le patriarche est depuis quelques jours en U.R.S.S., où il est allé se faire soigner les yeux. Lundi soir, les représentants de la communauté grecque affirmaient n'avoir toujours pas pu obtenir d'explication à une mesure qu'ils ne comprennent pas.

M.B.

(1) Selon l'Agence U.P.I., qui cite un porte-parole du ministère égyptien des affaires étrangères, cette mesure a été prise à la demande de la hiérarchie de l'Église grecque orthodoxe à Athènes.

venez essayer le CAD TRÉCA
chez **CAPÉLOU** DISTRIBUTEUR
VU A L'ATÉLÉ

Sommeil articulé équipé d'un moteur électrique permettant automatiquement un nombre incalculable de positions.

CAPÉLOU 37, AV. DE LA REPUBLIQUE - 75011 PARIS
Métro Parmentier - Téléphone : 357 46 35

Salon du des Jeunes Diplômés 1er Emploi
17, boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS
du 22 au 25 mars 1983

Entrée libre et gratuite.
Horaire: Mardi 22: de 14 à 18 heures. - 23, 24, 25 mars: de 10 à 18 heures.

Organisé sous l'égide de la Confédération des Bureaux d'Élèves des Grandes Écoles de France, Le Monde. Le Monde de l'Éducation et Havas Contact.

PROGRAMME GÉNÉRAL

Mardi 22 mars:
Inauguration du Salon à 14 h 30 par M. Gabriel MIGNOT, délégué à l'emploi.
Visite du Salon.
Débat public animé par Charles VIAL, journaliste à la rubrique éducative du Monde, sur le thème:

DES JEUNES DIPLÔMÉS POUR QUOI FAIRE ?

Avec la participation de M. MIGNOT et des responsables de la Confédération des Bureaux d'Élèves des grandes écoles.

Mercredi 23 mars:
"Table ronde" publique à 17 heures sur le thème:

QUELLE PLACE POUR LES CADRES DANS LES ENTREPRISES DE L'AN 2000 ?

Avec la participation de M. Pierre CORDIER, directeur général adjoint d'USINOR; de M. Gérard BAUVIN, P.D.G. de la SLIGOS; de M. Michel VAQUIN, secrétaire général de RHONE-POULENC; de M. Christian BRIERE, directeur du personnel d'ESSWEIN S.A. (groupe Thomson).
Le débat sera animé par Serge BOLLOCH et Michel NOBLECOURT.

Judi 24 mars:
Présentation, à 16 heures, par Havas Contact d'une enquête visant à déterminer les critères de choix des entreprises par les jeunes diplômés, et à dégager une image de l'entreprise idéale telle qu'ils la conçoivent.

Vendredi 25 mars:
"Table ronde" de 10 h 30 à 12 h 30 animée par Jean-Michel CROISSANDEAU, rédacteur en chef du Monde de l'Éducation, sur le thème:

LE RECRUTEMENT DES JEUNES CADRES

Avec la participation de Mlle D'HIER (THOMSON-CSF); M. SAINTOB (SCHLUMBERGER); M. LANDREAU (Cabinet CEFOP et président de SYNTHECI); M. TIC (Cabinet ALEXANDRE TIC); M. FLORENTIN (Cabinet ETAP); Mme EGNELL (Cabinet CLEAS).

AFRIQUE

Namibie

L'offensive des nationalistes de la SWAPO aurait déjà fait deux cent cinquante morts

De notre correspondant

Johannesburg. — Les combats se poursuivent avec acharnement dans le nord de la Namibie, au moment où la Maison Blanche s'efforce de renouer les fils de la négociation avec les Sud-Africains d'une part et les Angolais de l'autre. Près d'un mois après l'échec de la deuxième phase des entretiens directs entre Luanda et Pretoria au Cap-Vert (le Monde du 25 février), la recherche d'un règlement négocié en Namibie paraît bien, une nouvelle fois, marquer le pas. Angolais et Sud-Africains se disent, certes, prêts à renouer le dialogue interrompu, mais tout indique que l'établissement d'un « climat de confiance », condition nécessaire quoique insuffisante à la proclamation d'un cessez-le-feu temporaire sur la frontière, n'est pas en voie de réalisation.

La plus vaste offensive jamais lancée par les nationalistes de la SWAPO namibienne en dix-sept ans de guérilla contre les forces d'occupation, a déjà fait, en cinq semaines, au moins deux cent cinquante morts, bilan provisoire, et pourtant sans précédent sur le territoire même (1). Certes, à en juger par les communiqués de l'état-major sud-africain « qu'aucune source indépendante n'est en mesure de confirmer », les guérilleros feraient l'essentiel des frais des combats (deux cent cinq me). Les forces de Pretoria (armée « territoriale » namibienne incluse) n'auraient perdu que dix-sept hommes au total, et vingt-neuf civils auraient également péri dans les combats.

Bien qu'elle se refuse toujours à indiquer si des fermiers blancs — cible principale des attaques nationalistes — se comptent au nombre des victimes, l'armée sud-africaine affirme tenir la situation bien en main. Compte tenu de l'état des forces en présence, et de l'imposant quadrillage opéré par l'armée dans toute la région nord, l'offensive de la SWAPO a, en effet, toutes les apparences d'une vaste opération suicidaire.

Tout ce que les nationalistes peuvent espérer, et c'est sans doute là leur objectif, c'est de rappeler au peuple namibien et sud-africain qu'ils existent toujours et qu'aucun règlement négocié ne se fera sans eux. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'offensive a été lancée à l'occasion de la commémoration du 100^e anniversaire de la naissance de Nelson Mandela.

D'abord, parce que, en dépit de son incontestable supériorité sur le terrain, l'armée n'est pas encore parvenue à éliminer tous les maquisards.

« L'histoire, rappellent-ils pour bien marquer qu'il tenait Luanda responsable de la reprise des combats, le gouvernement sud-africain décida, quelques jours avant la rencontre du 23 février, de retirer de sa délégation les trois ministres désignés pour la conduire au Cap-Vert. Cet « affront » diplomatique fut évidemment mal pris par les Angolais et les entretiens, qui devaient se poursuivre deux jours, échouèrent en moins de trois heures.

Pour un diplomate sud-africain, tant que les combattants de l'Armée de libération du peuple namibien (branche militaire de la SWAPO) livrent bataille, « chez elles », il ne peut être question d'un cessez-le-feu même temporaire entre nous et l'Angola, qui les équipe ». En sera-t-il à nouveau question quand les guérilleros qui se sont infiltrés en Namibie auront été éliminés ou repoussés de l'autre côté de la frontière ?

Entretiens confidentiels

Tel fut probablement, entre autres, l'objet des entretiens amical-sud-africains du week-end dernier à Washington. Une rencontre que le département d'Etat eut souhaité d'autant plus secrète que le chef des renseignements militaires sud-africains, le général Van Der Westhuizen, figurait dans la délégation de Pretoria. Rien n'a encore filtré de ces entretiens aussi confidentiels que le fut la rencontre américano-anglaise de Paris tout récemment. Mais, à en juger par les derniers communiqués des forces sud-africaines stationnées en Namibie, il semblerait qu'on s'achemine plutôt vers une intensification des combats.

D'abord, parce que, en dépit de son incontestable supériorité sur le terrain, l'armée n'est pas encore parvenue à éliminer tous les maquisards.

« Trois des huit groupes de terroristes qui se sont infiltrés en Namibie ont été éliminés », a annoncé le consul sud-africain du territoire, M. Willy Van Niekerk. Chaque unité comprenait quarante à cinquante hommes, il restait plus de deux cents guérilleros dans le nord du pays et trois cents seraient prêts à passer à l'action à partir de leur « sanctuaire » en Angola. Certains « terroristes » porteraient l'uniforme des forces régulières angolaises, et, toujours selon l'armée, « tout indique que la SWAPO continue d'utiliser leur infrastructure logistique ». Pour un diplomate étranger ces « révélations suffiraient à elles seules de précéder à une nouvelle expédition militaire chez le voisin ». Mais il y a plus : « Le nombre de Cubains présents en Angola » serait « récemment passé de vingt-trois mille à trente mille ». Deux mille d'entre eux étaient basés à Menongue (300 kilomètres de la frontière namibienne) pour entretenir et piloter des avions de combat soviétiques Mig, mais ils ont apparemment été déplacés en sud jusqu'à 130 kilomètres de la frontière. A Lubango (220 kilomètres au nord), d'autres Cubains, des Allemands de l'Est et des officiers soviétiques parachèveraient l'entraînement intensif d'une « unité spéciale » de la SWAPO.

De puissants « contingents terroristes » seraient, enfin, stationnés encore plus près de la frontière, à Cabinda (100 kilomètres) et Cuvai (150 kilomètres). Pour les observateurs, il n'y a pas à s'y tromper, « dans le passé, fondés ou non sur la réalité, ce genre d'allégations est rarement resté sans suite ». Pour l'instant, dit un spécialiste sud-africain de la question, « il s'agit simplement de préparer l'opinion blanche à l'éventualité de nouveaux combats en Angola-méme. Tout sera, bien sûr, oublié dans le bien improbable cas où un cessez-le-feu serait rapidement signé... »

PATRICE CLAUDE.

(1) Les forces sud-africaines étaient jusqu'ici parvenues à porter l'essentiel des combats dans les « sanctuaires » angolais de la SWAPO. La dernière offensive lancée par les nationalistes en Namibie avait fait l'an dernier moins de cent morts.

A TRAVERS LE MONDE

Côte-d'Ivoire

YAMOUSSOUKRO. REM-PLACE ABIDJAN COMME CAPITALE. — L'Assemblée nationale ivoirienne réunie en session extraordinaire lundi 21 mars a adopté par acclamation le projet de loi relatif au transfert de la capitale de la Côte-d'Ivoire, Abidjan, à Yamoussoukro, ville natale du président ivoirien Houphouët-Boigny, agglomération d'environ cent mille habitants, située à 250 kilomètres au nord-ouest d'Abidjan. — (A.F.P.)

Venezuela

RUMEURS DE COUP D'ÉTAT. — Le gouvernement vénézuélien a démenti, lundi 21 mars, les rumeurs de coup d'État militaire qui circulaient et que des mouvements inhabituels dans le centre de la capitale de la plus importante division blindée du pays avaient renforcées. Des slogans proclamant « Maintenant, les militaires » sont apparus sur les murs de certaines villes du pays. Ces rumeurs surviennent alors que le Venezuela est, lui-même, frappé par la crise. La dette extérieure est estimée à 9 500 millions de dollars, et la fuite des capitaux à 6 milliards de dollars pour les six derniers mois. — (A.F.P.)

Zimbabwe

RAPPORT SUR LES ATROCITÉS AU MATABELELAND. — Neuf organisations de secours internationales indépendantes ont remis, lundi 21 mars, à M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, un dossier sur les atrocités commises par l'armée, et notamment par la cinquième brigade, contre des civils au sud-ouest du pays, indiquant des sources proches de ces organisations à l'Assemblée nationale pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien (M.P.A.I.C.), qui disposait d'une radio. Aujourd'hui, ce mouvement est en veilleuse. Diminué physiquement par les séquelles d'un attentat (dont les auteurs, espagnols, sont toujours incarcérés en Algérie), son président, l'avocat Antonio Cubillo, est très discret. De source es-

Haute-Volta

Arrestation de personnalités politiques

Ouagadougou (A.F.P.). — Quatre personnalités politiques, accusées d'« agitation », de « provocation » et d'« insinuations calomnieuses », ont été arrêtées dans la nuit de samedi 19 à dimanche 20 mars à Ouagadougou par le Conseil de salut du peuple (C.S.P.), instance politique suprême de Haute-Volta, au pouvoir depuis le coup d'État du 7 novembre 1982. Il s'agit de MM. Joseph Ouédraogo, ancien président de l'Assemblée nationale et secrétaire politique du Front progressiste voltaïque (F.P.V.) fondé par le professeur Kérékou Zéro; Albert Patouin Ouédraogo, ancien ministre de l'Éducation nationale sous le régime du Comité militaire de redressement pour le progrès national (C.M.R.P.N.) du colonel Say Zéro (1980-1982); Frédéric

Guirra, premier ambassadeur de Haute-Volta à l'ONU et François Tinoga Kabore, commerçant.

Par ces arrestations, le régime voltaïque semble chercher à mettre en garde ses nombreux adversaires qui tentent de reprendre leurs activités politiques. Le capitaine Thomas Sankara, premier ministre, avait reconnu en février dernier, l'existence de ces « adversaires », qui peuvent se recruter parmi les partisans du premier président voltaïque, M. Maurice Yaméogo, ceux de son successeur, le général Sangoulé Maizana, et ceux du régime du colonel Say Zéro, renversé le 7 novembre dernier. Le nouveau régime s'est également fait de nombreux ennemis chez les officiers, dont un grand nombre ont été mis à la retraite d'office.

Algérie

Le gouvernement veut développer la coopération avec Madrid

De notre correspondant

Alger. — M. Guerra, vice-président du gouvernement espagnol, commence, ce mardi 22 mars, une visite officielle de quatre jours en Algérie, accompagné des ministres de l'Industrie et de l'Énergie, des Travaux publics, de l'Urbanisme et du Secrétaire d'État au Commerce. Cette visite illustre la volonté de l'Algérie de diversifier ses partenariats commerciaux, en particulier dans le cadre méditerranéen. Elle est facilitée par le dégel algéro-marocain et la volonté commune de trouver une solution au problème du Sahara occidental.

Fidèle à son attitude, consistant à soutenir qu'elle n'est pas directement partie prenante au conflit, l'Algérie n'a jamais reproché officiellement à l'Espagne les accords de Madrid de 1975, qui ont mis le Sahara espagnol sous administration marocaine et mauritanienne. Mais le dépit algérien s'est traduit par l'installation à Alger du Mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien (M.P.A.I.C.), qui disposait d'une radio. Aujourd'hui, ce mouvement est en veilleuse. Diminué physiquement par les séquelles d'un attentat (dont les auteurs, espagnols, sont toujours incarcérés en Algérie), son président, l'avocat Antonio Cubillo, est très discret. De source es-

pagnoise, on affirme qu'il pourrait revenir en Espagne et militer pour l'autonomie, voire l'indépendance des Canaries, à condition de rester dans la légalité.

En 1976, alors dans l'opposition, M. Felipe Gonzalez avait conclu avec le Polisario un « accord » qui reconnaissait la légitimité de celui-ci. Parvenus au pouvoir, les socialistes espagnols n'ont pas reconnu la R.A.S.D., bien qu'ils maintiennent de bonnes relations avec ses dirigeants.

Si la conjoncture actuelle au Sahara occidental rend moins délicate la position de l'Espagne par rapport à l'Algérie, il est exclu que ce problème soit au cœur des entretiens. La visite de la délégation espagnole vise à « établir le cadre d'une coopération bilatérale plus développée ». Il sera notamment question d'achat de gaz algérien. Un contrat signé en 1975 n'avait été que très partiellement appliqué. Aujourd'hui, de nouvelles négociations pourraient s'ouvrir. Les livraisons algériennes pourraient se faire d'abord par méthaniers. Mais le projet de construction d'un gazoduc entre l'Algérie et l'Espagne pourrait être aussi relancé.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ASIE

Fragile Cambodge

II. - « Devant la porte du socialisme... »

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

La force qui assure la protection du régime de Phnom-Penh face à la résistance khmère rouge et nationaliste demeure l'armée vietnamienne (le Monde du 22 mars). Quant au prince Sihanouk, les dirigeants pro-vietnamiens s'en méfient trop pour promettre de lui laisser les coutées franches si un jour il acceptait de rentrer à Phnom-Penh.

Phnom-Penh. - Le bar du Samaki est bien mort! Beaucoup de pensionnaires de l'ancien hôtel Royal, membres d'organisations humanitaires, ont déjà plié bagage: la situation au Cambodge ne justifiait plus tout à fait leur présence. Ils sont, aujourd'hui, une soixantaine à veiller sur la convalescence d'un pays miné par les révoltes fous de M. Pol Pot et des siens.

Les organisations internationales ont fortement diminué leurs programmes d'assistance financière au Cambodge, jugeant qu'il n'y avait plus urgence en la matière. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), par exemple, qui, d'octobre 1979 à décembre 1981, avait déposé sur place 100 millions de dollars, a limité sa contribution, l'an dernier, à 4 millions. Moins d'argent, moins d'hommes sur le terrain: les autorités de Phnom-Penh ont demandé aux agences humanitaires de réduire leur personnel. Par sagesse et, peut-être aussi, par méfiance politique, elles souhaitent désormais, semble-t-il, contrôler elles-mêmes le développement du pays, quitte à en ralentir le rythme, plutôt qu'à en confier la maîtrise, faute de cadres, à des escouades d'experts étrangers.

Lorsque, en 1980, l'Union soviétique avait proposé de dispenser une trentaine d'équipes médicales à travers le pays, les autorités locales s'y étaient déjà opposées. Lorsque, à son tour, l'an dernier, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge mit à leur disposition, avec un empressé malade, une quarantaine de praticiens, elle dut prématurément

interrompre sa mission. Dieu sait pourtant si, en ce domaine, les besoins sont encore criants!

La dernière distribution de médicaments faite par le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) aux dispensaires de district remonte à mars 1982, à juin pour les hôpitaux de province. Faute de médicaments, les trois usines pharmaceutiques de Phnom-Penh tournent au ralenti. Seules deux équipes de la Croix-Rouge, l'une soviétique et l'autre suisse, composées chacune d'un chirurgien et d'une infirmière, sont encore à pied d'œuvre à Kompong-Chhnang et à Kompong-Cham. Ailleurs, hors de la capitale, c'est un peu le désert médical.

Vers l'autosuffisance

Fragile «renaissance» du Cambodge! La très grande majorité des enfants, entre six et dix ans, sont scolarisés. Mais combien pourront continuer leurs études? Le manque de professeurs dans l'enseignement secondaire va contraindre inévitablement les autorités locales à imposer une sévère sélection à la sortie du primaire. Et pourtant les parents veulent, coûte que coûte, assurer un avenir à leur progéniture. A Karkor, sur la route de Battambang, la fête est présente à ramasser des fonds. Autrefois, c'était pour construire une pagode; aujourd'hui, c'est pour bâtir une école. « La population a l'air pauvre, commente le guide, mais elle a le bonheur en main. » Dans ce domaine comme dans d'autres, le pays pâtitra longtemps encore de l'absence de cadres. Il a même fallu faire appel à des maçons vietnamiens pour construire le musée de la Révolution!

La situation alimentaire est moins critique: le Cambodge s'achemine lentement vers l'autosuffisance alimentaire. Cependant, les résultats de la campagne 1982-1983 sont as-

sez décevants: 1,181 million de tonnes d'équivalent-riz, selon les statistiques officielles, ce qui s'est traduit, d'après le ministère de l'Agriculture, par un déficit de 280 000 tonnes. La sécheresse avait affecté quinze provinces sur vingt, notamment dans le Sud. Seules les Nations unies ont aidé l'an dernier le Cambodge à combler son déficit alimentaire en lui fournissant 40 000 tonnes de riz. Les experts de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) estiment que, pour la saison à venir, ce déficit ne devrait pas dépasser, sauf imprévu, 100 000 tonnes.

Vaste plaine aux épis coupés: c'est l'après-moisson dans la province du Battambang, le « grenier à riz » du Cambodge. On y cultive, paraît-il, le meilleur paddy qui soit: à la belle époque, la production de cette seule région suffisait à nourrir le pays tout entier. M. Som Sath, vice-président du comité populaire provincial, fait état, malgré la sécheresse, d'une récolte de 300 000 tonnes lors de la dernière saison des pluies. « Nous avons même vendu un excédent de 80 000 tonnes à l'étranger », précise-t-il.

Sur leurs charrettes que tirent des bœufs aux sabots fatigués, des paysans s'en vont livrer au gouvernement leurs sacs de paddy qui s'entassent devant les entrepôts villageois. Au reste, les agriculteurs sont encore loin d'avoir reconquis le territoire rizicole d'avant 1970: il s'en faut d'un bon million de boeufs: 7 % seulement des surfaces cultivées, sont irriguées. Pour suppléer aux effets de la sécheresse, les paysans se débrouillent avec les moyens du bord: ils étendent leurs bananeraies et élèvent des porcs et des volailles. Et puis, malgré les vicissitudes de l'histoire immédiate, le dicton local n'a pas vieilli: « Là où il y a de l'eau, il y a du poisson! »

Les autorités s'efforcent aussi de relancer l'activité industrielle. Priorité aux secteurs alimentaire et textile pour nourrir et vêtir la population, et au secteur mécanique pour répondre aux besoins de l'agriculture. Dans la capitale, soixante entreprises sur soixante-neuf sont de nouveau en état de marche. « Mais le volume de notre production est très faible: il a représenté, l'an dernier, le dixième de ce qu'il était en 1969 », précise M. Meas Samnang, ministre de l'Industrie.

Quatre étages dans un petit salon de son ministère suffisent pour exposer les échantillons de la production cambodgienne: ustensiles de cuisine, instruments aratoires, tissus, boissons, etc. Force est pour le gouvernement, face à cette pénurie de biens de consommation, de laisser libre cours aux marchandises étrangères. Encore vient-il de décider de les taxer selon un barème adapté à leur utilité: de 5 % à 10 % pour l'indispensable comme les médicaments, de 30 % à 50 % pour le superflu comme les cigarettes. C'est là aussi une manière de protéger les fabrications locales. Il s'empêche que M. Samnang ignore la Révolution et fume ostensiblement des Dunhill devant ses visiteurs...

Pas de grand bond en avant

La simple remise à flot du pays exige encore des concours étrangers importants. De 1979 à 1982, l'aide internationale non remboursable s'est élevée à environ 400 millions de dollars, celle de l'Union soviétique à 329 millions sous forme de produits alimentaires, de pétrole, de véhicules divers, etc. « Nous continuerons à la même cadence », indique-t-on à l'ambassade d'U.R.S.S., mais on précise que le Cambodge ne recevra plus de dons - le dernier en date servira à financer la construction, comme au Laos, d'une station de

liaison par satellite Intersputnik - et se verra consentir des crédits commerciaux classiques. Retour à la normale, même entre « pays frères ».

« Nous avons mis à la disposition du Cambodge deux cent cinquante conseillers techniques, mais compte tenu des projets en cours, qui visent notamment à créer le secteur étatique, ce nombre va augmenter », disent les Soviétiques. Plus d'un millier de stagiaires cambodgiens, en outre, sont en cours de formation en U.R.S.S. Les premiers seront de retour à l'automne pour participer à la reconstruction d'un pays dont M. Hun Sen, vice-président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères, affirme qu'« il est arrivé devant la porte du socialisme ».

Les responsables veulent, cependant, éviter d'appliquer à la lettre des formules toutes faites. « Nous dirigeons ce pays selon ses conditions propres », insiste M. Hun Sen. Notre patrie est d'avancer pas à pas, de ne diverger ni vers la droite ni vers la gauche. « Il n'est plus question de « grand bond en avant » à la manière khmère rouge. Le Cambodge en a vu et en subit encore les effets désastreux. Et le ministre d'assurer: « Les trois secteurs - étatique, collectif et privé - continueront de coexister, même au stade ultime du socialisme. » D'ici là, il faudra que beaucoup d'eau ait coulé dans les rizières...

FIN

fjords d'islande

avec
votre voiture
car-ferri « VON »
Départs d'Ecosse
Norvège ou Danemark

Votre agent de voyages
ou
Agent général
Voyages AGREPA
42, rue Etienne-Marcel
75002 PARIS, tél. 508.81.50

**Du PORT
de CAEN
en
ALGERIE
EXPORTEZ
par
CONTAINERS
ARMATEURS**



Départs réguliers sur
ORAN - ALGER - ANNABA
C.N.A.N. depuis mai 1979
C.G.M. en janvier 1980

SOGENA
Tél.: (31) 82.21.76 Télec.: 170.122

Les Français savent produire, Technip sait exporter.

Technip
l'ingénierie créatrice de marchés.

Le Nigeria voulait produire sur place ses propres boissons. Plusieurs bouteilleries et brasseries à réaliser: Technip est sélectionnée. Des commandes nouvelles en résultent pour l'industrie française. L'activité de Technip: concevoir, étudier, construire des unités industrielles dans le monde entier. 84% du chiffre d'affaires de Technip est ainsi réalisé à l'exportation.

De l'Arctique canadien à la Chine, du Nigeria à l'Indonésie, de la Sibérie au Koweït, les hommes de Technip sont présents, en liaison avec les services centraux de Paris, Lyon, Saint-Nazaire. Leur savoir-faire, ils l'exercent dans des domaines très divers: pétrole, gaz, chimie, verre, papier, agro-alimentaire...

Chaque heure d'ingénierie Technip est génératrice de 20 heures de travail en moyenne pour notre industrie; or Technip vend 2.500.000 heures d'ingénierie par an...

TP

PARCEAT & ASSOCIÉS

هكوان الوطن

ASIE

Inde

Trêve précaire en Assam

De notre correspondant

New-Delhi. — La nouvelle Assemblée de l'Etat d'Assam, dans le nord-est de l'Inde, s'est réunie lundi 21 mars dans un climat de tension. Les responsables du mouvement d'agitation destiné à chasser les « étrangers » de l'Etat avaient appelé la population, et notamment les fonctionnaires, à exprimer leur méfiance à l'égard des autorités et des élus locaux. La grève générale paralyse la plupart des activités dans la vallée du Brahmapoutre. L'ouverture de la session avait été précédée par une nouvelle vague de violence. Une trentaine de personnes auraient été tuées dans le district de Darrang au cours d'affrontements entre Assamais et immigrants. Un couvre-feu a été décrété à Tezpur, la capitale du district.

Réaffirmant leur position, les chefs du mouvement ont expliqué qu'il ne s'agit pas de « de permettre à une assemblée illégale, soutenue par des étrangers, de déterminer le sort de l'Assam ». Il semble toutefois qu'ils soient décidés, pour le moment, à s'en tenir à des actions symboliques, afin de ne pas paraître entraver les opérations d'aide aux victimes des affrontements de février (1). De plus, le caractère communaliste (opposition entre hindous et musulmans) pris par certains affrontements ainsi que l'hostilité manifestée par les populations tribales à l'égard des Assamais invitent à la prudence des dirigeants qui peuvent craindre de voir, une

nouvelle fois, le mouvement échapper à leur contrôle. De leur côté, les autorités semblent décidées à user à la fois de la carotte et du bâton. Ainsi, le nouveau chef du gouvernement local, M. Saikia, a-t-il indiqué récemment qu'il n'hésiterait pas à armer et à entraîner ceux qui sont la cible des « agitateurs ». De plus, une réorganisation et des recrutements massifs seraient opérés dans la police et l'administration locales, afin d'en augmenter l'efficacité et d'y atténuer l'influence qu'y détiendraient les éléments favorables au mouvement d'agitation. Certes il n'est pas question de procéder à une enquête judiciaire au sujet des massacres (2), mais une enquête administrative sera effectuée afin de déterminer les responsabilités éventuelles.

Pour le moment il n'est pas prévu d'interdire les deux organisations qui, depuis trois ans, animent la campagne d'agitation. « La porte des négociations reste ouverte », a déclaré M. Saikia. Les autorités locales n'en ont pas moins décidé unilatéralement de procéder, dans deux ou trois mois, au recensement des personnes entrées illégalement en Assam depuis 1971. Des tribunaux spéciaux seraient constitués à cet effet. Encore faut-il fixer les critères qui seront appliqués pour mener à bien une tâche qui s'annonce des plus ardues.

Autant d'initiatives qui, bien que jugées positives par la plupart des observateurs, n'en paraissent pas moins insuffisantes. Ainsi, même la presse modérée estime que le gouvernement central ne regagnera pas la confiance de la population en soutenant contre vents et marées un gouvernement local dont la légitimité est pour le moins sujette à caution. Certes on peut jongler avec les statistiques et mettre en valeur la participation électorale dans les circonscriptions où les immigrants sont en majorité. Mais il reste difficile de masquer le caractère constable d'un scrutin organisé « à l'ombre des fusils » et bondé par une très large fraction de la population. Comment, à la lecture des chiffres publiés par la commission électorale (3), ne pas s'interroger sur la représentativité d'une Assemblée élue dans de telles conditions et sur les chances de survie d'un gouvernement en sursis ? Force est de constater qu'aucun ministre, ni aucun élu ne peut aujourd'hui se déplacer en Assam sans protection policière. D'où l'impression que l'Assam vit actuellement une trêve des plus précaires. « Nous savions, quand nous avons décidé d'organiser des élections, qu'il y aurait des actes de violence, nous a confié un proche collaborateur de M. Gandhi, et nous ne pouvons exclure aujourd'hui une nouvelle explosion... »

PATRICK FRANCÈS.

(1) Près de trois cent mille personnes auraient fui leurs villages et seraient hébergées dans des camps de réfugiés en Assam. Vingt mille auraient gagné le Bengale-Occidental et autant l'Arunachal-Pradesh.

(2) Le bilan officiel des massacres s'élèverait à plus de mille tués et deux mille « disparus », dont la plupart sont considérés comme morts.

(3) Les élections ont eu lieu dans cent neuf des cent vingt-six circonscriptions. Parmi les cinquante et une où le taux de participation a été inférieur à 25 %, vingt et une ont enregistré un taux inférieur à 5 % ; le taux de participation global a été de 32,7 % contre 66,8 % lors des précédentes élections locales de 1978. Le parti de M. Gandhi a emporté quatre-vingt-onze des cent neuf sièges.

AMÉRIQUES

« La politique de Reagan en Amérique centrale risque de déboucher sur une situation de type vietnamien » nous déclare le ministre cubain de la culture

A Paris, M. Armando Hart devait inaugurer mercredi 23 mars une rétrospective du peintre cubain Wilfredo Lam au Musée d'art moderne. Il devait aussi s'entretenir avec un certain nombre de dirigeants français, ainsi qu'avec M. Jospin, premier secrétaire du P.S.

Ce projet de visite de M. Fidel Castro s'inscrit dans le cadre d'une relance cubaine auprès des pays de l'Europe occidentale à un moment où le gouvernement de La Havane paraît très préoccupé par l'évolution de la situation en Amérique centrale. M. Hart estime que « les États-Unis paraissent résolus à intervenir de plus en plus nettement dans la région, en particulier au Salvador et au Nicaragua », et que « cette attitude est dangereuse, car elle risque de déboucher sur une situation de type vietnamien ». Les répercussions d'une intervention américaine seraient, selon le ministre cubain, « catastrophiques à tous les niveaux ».

Il estime que « la politique agressive de l'administration Reagan se heurte, aux États-Unis, à l'hostilité de certains membres du Congrès et d'une partie de l'opinion publique », et il paraît assuré que « les Nicaraguayens sont tout à fait en état de se défendre par leurs propres moyens », excluant ainsi, implicitement, une éventuelle riposte cubaine.

directe dans l'hypothèse où le gouvernement sandiniste de Managua devrait affronter une véritable situation de guerre.

Mais il pense aussi que des interventions diplomatiques de certains pays européens pourraient jouer un rôle important et favoriser une éventuelle amorce de dialogue entre les parties en cause dans les conflits d'Amérique centrale. M. Hart juge ainsi qu'une initiative en ce sens de pays latino-américains, par exemple le Mexique et la Colombie, pourrait être efficacement appuyée par la France et l'Espagne. Le gouvernement de Madrid paraît actuellement engagé, de toute manière, dans une action de « bons offices » en Amérique centrale.

M. Hart estime que son pays est « victime d'une campagne de dénigrement dans les médias occidentaux ». On nous accuse, dit-il, d'avoir mis en place un puissant appareil bureaucratique. Mais pour qu'il ne parle-on pas de l'appareil bureaucratique des agences de presse transnationales qui donnent une image déformée de notre réalité culturelle ? On parle de certains cas de dissidents. Mais peut-on me donner un seul nom de personnalité cubaine de renom, dans les lettres et les arts, qui ait quitté Cuba ? A Cuba, avant la révolution, on éditait un million de livres par an. Maintenant, on en édite, environ cinquante millions par an. Faut-il juger nos problèmes à travers les scandales publicitaires organisés autour d'une ou deux personnes au par le nombre de bibliothèques dans le pays ?

On nous demande, et les États-Unis en premier, dit encore M. Hart, de revenir dans le giron de l'Occident. Mais nous sommes Occidentaux. Et nous suivons notre discussion culturelle et politique dans le cadre de l'Occident. C'est à l'Europe de l'Ouest — et elle y aurait le plus grand profit — à se tourner de nouveau davantage vers les problèmes du tiers-monde... »

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGAU.

Etats-Unis

Un homme réputé pour son intégrité est nommé à la tête de l'Agence pour la protection de l'environnement

Washington (A.F.P.). — M. Reagan a fait appel, le lundi 21 mars, à M. William Ruckelshaus pour diriger l'Agence pour la protection de l'environnement. M. Ruckelshaus, âgé de cinquante ans, avait été de 1970 à 1973 le premier responsable de l'Agence. Il s'est acquis une réputation d'intégrité pendant le scandale du Watergate, lorsqu'il préféra démissionner de ses fonctions de ministre adjoint de la justice plutôt que de l'ignorer le procureur spécial chargé de l'enquête, M. Archibald Cox. M. Reagan a annoncé lui-même, à la Maison Blanche, la nomination de M. Ruckelshaus, qui succédera à M. Anne Burford, laquelle a démissionné il y a une dizaine de jours à la suite des accusations de corruption, de mauvaise gestion, de manipulation de fonds à

des fins politiques et de destruction de documents, lancées contre les dirigeants de l'Agence au cours des enquêtes menées depuis trois mois par le Congrès et le département de la justice.

Le même jour, une sous-commission de la Chambre des représentants a publié des notes, prises lors d'une rencontre entre un ancien responsable de l'Agence et un fonctionnaire de la Maison Blanche, montrant, selon eux, la manipulation de certains fonds de l'Agence à des fins politiques et surtout le fait que la Maison Blanche était au courant. Celle-ci a admis que les notes portaient sur des sujets politiques, mais a rejeté toute accusation de manipulation.

Nicaragua

Les combats avec les antisandinistes pourraient déclencher une guerre généralisée affirme Managua

La situation au Nicaragua est « grave » et risque de dégénérer en une guerre généralisée en Amérique centrale, a affirmé, le lundi 21 mars, le ministre de la défense, M. Humberto Ortega, au cours d'une conférence de presse tenue en présence de M. Sergio Ramirez, membre de la junte de gouvernement, de M. Leopoldo Rivas, vice-ministre de la défense, et de M. Lenin Cerna, chef de la sécurité de l'Etat.

M. Ortega a néanmoins ajouté que « l'actuelle escalade agressive contre-révolutionnaire ne mettrait pas en danger le pouvoir révolutionnaire ».

Selon les autorités de Managua, les combats qui se déroulent depuis deux mois dans le nord-est du pays entre les « envahisseurs », estimés à environ mille cinq cents, et les forces nicaraguayennes, ont provoqué la mort de deux cent cinquante antisandinistes, de cinquante-sept sandinistes et de onze civils.

De son côté, le Front démocratique nicaraguayen a affirmé dans un communiqué, publié lundi à Tegucigalpa (Honduras), que les « commandos antisandinistes » avaient fait plus de trois cents morts et blessés dans les rangs de l'armée nicaraguayenne dans le département de Matagalpa.

Il a précisé que ces commandos poursuivaient avec succès une grande offensive dans les départements de Matagalpa et Nueva Segovia (centre et nord du Nicaragua), où ils contrôlent d'importants secteurs dans la région de San Juan-de-Rio-Hato et de Susacayan.

Mais le vice-ministre nicaraguayen de la défense a démenti que les « rebelles » aient pris quelque localité que ce soit, ajoutant qu'ils n'étaient capables que de « mener des actions de harcèlement ». Néanmoins, M. Sergio Ramirez a an-

noncé que « tous les moyens seront mis en œuvre pour défendre le pays, y compris les lois d'urgence en matière économique, sociale et militaire ». Il a également indiqué qu'un appel à la solidarité avait été lancé à tous les gouvernements amis, ainsi qu'aux organisations « qui soutiennent la révolution ».

« La commission des droits de l'homme du Salvador (C.D.H.E.S.), illégale depuis 1980, a rendu responsable le régime salvadorien et le gouvernement américain de l'« assassinat » de la présidente de cette organisation, Mariánella García Villas, tuée le 15 mars au nord de la capitale. Selon la C.D.H.E.S., qui a lancé un appel à la commission des droits de l'homme des Nations unies pour qu'une enquête soit ouverte, cet « assassinat » est un « nouvel attentat contre la paix mondiale ». La sœur de l'ancienne présidente de la C.D.H.E.S., M^{me} Antonieta García, a pour sa part affirmé que Mariánella García Villas « n'a jamais appartenu à la guérilla ».

M^{gr} Arturo Rivera y Damas, archevêque de San Salvador, a demandé dimanche aux autorités, au cours de son homélie, de faire la lumière sur les circonstances de la mort de Mariánella García Villas. — (A.F.P.)

« La Ligue française des droits de l'homme exprime « son indignation à la suite de l'assassinat de M^{me} García Villas, présidente de la commission salvadorienne des droits de l'homme ». La ligue estime que le gouvernement salvadorien s'efforce vainement d'accroître une version des faits tendant à faire croire que M^{me} García Villas a été tuée « au cours d'un engagement entre l'armée et les résistants à la dictature ». En fait, « M^{me} García Villas a été assassinée alors qu'elle poursuivait son travail d'information sur « les droits de l'homme au Salvador ».

« Au Salvador, l'Agence France-Presse rapporte que l'armée prépare une offensive de grande envergure contre les positions détenues par la guérilla dans le département de Chalatenango, au nord du pays. L'aviation a bombardé les montagnes de la région, où seules quatre localités, dont la capitale Chalatenango, n'ont pas encore été occupées par les insurgés.

« Le gouvernement américain n'est pas en mesure de confirmer que des armes livrées au Nicaragua par l'Algérie étaient destinées à la guérilla salvadorienne, a déclaré, lundi 21 mars, le département d'Etat. Le porte-parole a ajouté que « l'Algérie a fourni, de 1981 jusqu'au début 1982, des armes d'origine soviétique ou Nicaraguayenne ». Les autorités américaines, a-t-il ajouté, « ne sont pas en mesure de confirmer si ces armes étaient destinées ou non parvenues aux guérilleros salvadoriens ». — (A.F.P.)

Guatemala

CINQ PERSONNES FUSILLÉES

Au Guatemala, cinq personnes — trois civils et deux militaires — ont été passées par les armes, le lundi 21 mars, avant l'aube, dans le cimetière général de la capitale (nos dernières éditions du 22 mars). Ce sont les pompiers chargés du transport des cadavres qui ont donné la nouvelle. Les cinq personnes fusillées avaient été condamnées par un tribunal militaire, au cours d'un procès à huis clos, pour « des vols, des viols et des meurtres ». Le 3 mars, trois jours avant la visite du pape, six personnes avaient été exécutées « pour actes terroristes » au même endroit.

Au total, quinze personnes ont été fusillées depuis la création, en juillet dernier, de tribunaux militaires spéciaux chargés de combattre « la subversion et la délinquance ».

TIRAGES DIAPOS

EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS

ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e 347.21.32

499F par mois.

Où vous pouvez rouler en 2CV6 Spécial autant que vous le souhaitez pendant un an pour 499F par mois sans aucun dépôt de garantie. Même la carte grise est comprise.

499F* par mois c'est la nouvelle formule Eco-plan**, location longue durée inventée par Citroën.

Proposition valable sur l'ensemble des berlines 2CV avec mensualités proportionnelles à la valeur du véhicule choisi.

Offre valable jusqu'au 31 mars. En avant chez Citroën.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par Loca Citroën Assurance tout risque obligatoire — ** Marque déposée.

Jusqu'au 31 mars, 499F par mois, kilométrage illimité.

La 20

des Français de L. 1970, elle est la plus vendue de France depuis le 1^{er} janvier 1983. Elle est la plus vendue de France depuis le 1^{er} janvier 1983. Elle est la plus vendue de France depuis le 1^{er} janvier 1983.

CITROËN crédite **TOTAL**

CITROËN

هكذا من الأصل

LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

AU CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES

M. Mitterrand a fait des suggestions pour une solution à long terme du problème budgétaire des Dix

Le conseil européen (sommet triennal des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne), qui a réuni ses membres à Bruxelles à la fin des ministres des finances de la zone franc, a débuté au début de l'après-midi de ce mardi après une discussion consacrée à la situation internationale : euro-missiles, relations Est-Ouest, conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, sommet des non-alignés de la Nouvelle-Delhi, Pologne, etc.

Après la tempête monétaire des derniers jours, les Dix ont ouvert les autres grands dossiers, notamment le dossier britannique. M. Mitterrand a fait des propositions pour une solution d'ensemble et à long terme du problème budgétaire de la Communauté.

Après la tempête monétaire des derniers jours, les Dix ont ouvert les autres grands dossiers, notamment le dossier britannique. M. Mitterrand a fait des propositions pour une solution d'ensemble et à long terme du problème budgétaire de la Communauté.

De nos envoyés spéciaux

Bruxelles (Communauté européenne). - Il n'y a pas eu de continuité entre la session dramatique des ministres des finances et le conseil européen de l'après-midi. Le grand décalage que le ton pathétique employé par M. Delors samedi - pouvait laisser présager - ne s'est pas produit.

M. Mitterrand, contrairement à ce que certains partenaires attendaient, n'a pas pris le relais pour exposer le point de vue de la France sur le fonctionnement de la Communauté, sur ses insuffisances et les changements qu'il réclame. Ses interventions ont été brèves, voire discrètes. De ses idées précises, le président réserve le premier aux Français auxquels il s'adressera mercredi. A l'adresse des autres gouvernements de la Communauté, il estime que le message est suffisamment clair : la décision de tester dans le S.M.E., avec ses disciplines et ses contraintes, constitue en soi un choix fondamental en faveur de l'Europe, du maintien des échanges ouverts (au moins avec les pays partenaires) et de la rigueur.

Pourtant, les indications fournies par M. Mitterrand, si on les rapproche des réminiscences formulées samedi par M. Delors et des orientations esquissées lundi soir au dîner des ministres des affaires étrangères par M. Cheysson, permettent de distinguer la voie dans laquelle la France voudrait engager la Communauté. La nécessité d'un renouveau de la Communauté, soulignée par M. Cheysson, suppose une réévaluation d'un certain nombre de problèmes essentiels. Du côté français,

deux chapitres retiennent particulièrement l'attention. En premier lieu, la timidité à l'égard de l'extérieur, et en particulier des Etats-Unis et du Japon. Avant le sommet économique occidental, qui se tiendra à Williamsburg en juin, les Français, en harmonie avec la Communauté, voudraient que la Communauté sorte les rangs. Il ne s'agit pas de jouer les fiers-à-bras ou de chercher systématiquement l'affrontement, mais simplement, sur le plan monétaire et peut-être surtout commercial, de se montrer ferme lorsque cela est nécessaire.

Pour une solution raisonnable

Le différend agricole avec les Etats-Unis a été évoqué lundi soir au dîner des chefs d'Etat et de gouvernement. Les Dix estiment que les problèmes posés des deux côtés de l'Atlantique (la récession des excédents) sont similaires et qu'il convient de parvenir à une délimitation des marchés, du moins à une coopération sur une base égalitaire. Faire entendre un tel langage aux Etats-Unis implique que les Dix soient unis.

Autre source de blocage : le financement des dépenses communautaires. C'est sur ce thème que le président de la République s'est le plus étendu. Le niveau de la contribution britannique au budget européen, qui, chaque année, accapare l'énergie des Dix pendant plusieurs mois,

ne peut, selon lui, être traité isolément. Il faut l'aborder comme l'un des éléments du problème plus général des « ressources propres » ou, pour employer une formulation préférée des Français, du « financement des dépenses européennes ». Une solution raisonnable, a expliqué M. Mitterrand, pourrait comporter : 1) une augmentation modeste et planifiée des ressources propres (par exemple en relevant légèrement le plafond de la fraction de T.V.A., actuellement 1 %, pouvant être affectée au budget européen) ; 2) une réforme du processus d'intervention du Parlement européen. Il s'agit d'endiguer la bohémie des dépenses que l'Assemblée, utilisant ses pouvoirs, impose chaque année sans même que des politiques communes cohérentes existent pour utiliser ces crédits supplémentaires ; 3) l'autofinancement hors budget (et, par conséquent, sans l'imposition brouillonne de l'Assemblée de Strasbourg) de politiques communes nouvelles (sur l'énergie, par exemple) mises en œuvre par la création d'agences spécialisées. Seuls y adhésieraient les Etats membres intéressés.

M. Thatcher n'est pas d'accord

Un tel schéma, cependant, ne convient guère à M. Thatcher. Le premier ministre britannique a insisté pour que le programme de la réduction de la contribution britannique au budget en 1983 soit traité

au plus vite. Nul doute que, sur ce point, les Britanniques vont revenir à la charge de manière constante au cours des mois à venir. M. Thatcher considère qu'il est trop tard pour trouver des maintenant une solution durable : elle reste, d'autre part, opposée à un accroissement des ressources propres, estimant qu'il convient plutôt de faire des économies, notamment en maltrisant mieux les dépenses agricoles.

La coopération politique a été peu discutée. Tout au plus M. Fynn, ministre britannique des affaires étrangères, a-t-il évoqué la situation au Proche-Orient. Le président français a rappelé de son côté la position de la Communauté à l'égard de l'Espagne et du Portugal. Cette position, a souligné M. Mitterrand, demeure politiquement favorable. (Il faut sauver les jeunes démocrates espagnols et portugais dans l'Europe libérale), mais plus nuancée sur le terrain économique. L'admission de Madrid et de Lisbonne devrait être précédée, selon lui, d'un accord général sur les « productions méditerranéennes ». Les partenaires de la France n'ont pas réservé mauvais accueil à la suggestion de M. Mitterrand d'engager des discussions permettant aux participants du sommet de Williamsburg d'y faire entendre aussi la voix des « petits ». Preuve supplémentaire que les controverses monétaires de la matinée, qui avaient vu la France s'opposer à la Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Danemark, n'étaient pas de nature à étouffer la « flamme européenne » de l'après-midi.

PHILIPPE LEMAÎTRE et BERNARD BRIGOLEUX

Une légère baisse du niveau de vie paraît inévitable

Parce qu'une dévaluation est toujours un appauvrissement pour le pays qui la supporte, la modification de parité du franc par rapport au deutchemark devrait être la dernière avant longtemps. Cet objectif, s'il est difficile à atteindre, n'est pas au-dessus de nos forces. Mais un franc solide suppose des solides résolutions au service d'une politique de rigueur renforcée.

Sur les deux années 1981-1982, la demande intérieure privée et publique a augmenté de 1,5 % en France alors qu'elle baissait de 4,3 % en Allemagne fédérale. L'année dernière, le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 93 milliards de francs alors que celui de la R.F.A. était excédentaire de 51,2 milliards de deutchemarks, soit l'équivalent de 130 milliards de francs. On peut rapprocher ces chiffres. Ils montrent que la demande intérieure du pays est trop forte par rapport à sa production. La consommation des ménages, qui représente plus de 70 % de cette demande, est, au premier chef, en cause. Les Français ne peuvent durablement continuer d'augmenter une demande que la crise a réduite dans tous les pays industriels.

Le chômage

Pour éviter qu'une quatrième dévaluation du franc ne s'impose dans dix mois, le déficit de notre commerce extérieur doit disparaître. Dès cette année, il devrait être réduit de moitié, le reste du chemin étant accompli en 1984. Compte tenu de l'extraordinaire difficulté que les entreprises éprouvent pour augmenter leurs exportations dans un contexte de commerce mondial stagnant, l'une des solutions à notre portée est de réduire de façon drastique les importations.

La baisse des prix du pétrole, qui entraînera une baisse des prix des autres matières premières, nous fera économiser un peu moins de 20 milliards en 1983. Il est à craindre que ce gain ne soit amputé d'une bonne dizaine de milliards de francs si le dollar se situe durablement à 7,15 F, comme cela risque de se produire à la suite du réajustement monétaire de lundi. Gain net probable : 10 milliards de francs.

La politique arrêtée par MM. Mauroy et Delors en juin 1982 en même temps qu'elle annonçait la deuxième dévaluation (rigueur salariale, freinage du revenu disponible), devrait entraîner théoriquement une réduction de 10 milliards de francs du déficit extérieur. Reste quelque 25 milliards de francs de déficit extérieur. Reste quelque 25 milliards de francs d'importations à économiser pour ramener notre déséquilibre à moins de 50 milliards de francs.

La tentation sera grande d'arrêter les produits étrangers aux frontières. Mais les difficultés seront telles pour y arriver qu'une solution tentante sera de s'arrêter à mi-chemin tout en assurant que la longue marche continue.

Il existe une méthode assez radicale pour réduire les importations : elle consiste à comprimer la de-

mande intérieure du pays. On peut estimer que, pour « économiser » 25 milliards de francs d'importations, la demande intérieure doit être réduite de quelque 40 milliards de francs. Cela représente une baisse de presque 1,5 % de la demande intérieure du pays. Elle paraît, à l'évidence, une baisse du pouvoir d'achat moyen des ménages. Les comptes officiels du gouvernement annexés à la loi de finances pour 1983 prévoyaient à l'automne 1982 une progression de 0,9 % du revenu disponible brut des ménages (impôts et cotisations sociales comprises). Cette progression prévue a été - officiellement - ramenée à +0,3 % au début de l'année. Le plan qui sera annoncé mercredi 26 mars transformera probablement cette progression en un recul.

Les moyens pour y parvenir sont nombreux : augmentation des tarifs publics, relèvement des cotisations de Sécurité sociale, aggravation de la fiscalité sur l'essence, allouement de la fiscalité sur les revenus. La hausse des prix (par relèvement des taux de T.V.A.) peut également régler - mais mal - le problème. A ces mesures de réduction de la consommation des ménages peuvent être ajoutées des incitations à l'épargne (tout ce qui est épargné n'est pas consommé), notamment pour le logement. L'Etat peut, lui aussi, économiser sur ses dépenses en réduisant son budget.

Deux facteurs vont rendre extrêmement difficile l'application de telles mesures. Le premier est la nécessité pour un gouvernement de gauche d'éviter de trop faire payer les « pauvres ». Mais plus les « riches » seront mis à contribution et plus l'effort qui devra être demandé sera important, dans la mesure notamment où le taux d'épargne s'élève avec les revenus (1). D'où le risque de rupture sociale sous une forme ou sous une autre. Même les symboles auront leur coût : une aggravation des droits de succession ou un alourdissement de l'impôt sur les grandes fortunes seront justifiés à faire accepter, aussi justifiés soient-ils dans les circonstances présentes. Un alourdissement de l'impôt sur le revenu sous forme d'emprunt remboursable serait un effort minimum. Il ne sera pas mieux accueilli. Risque de rupture dans un pays jusqu'à présent relativement protégé de la crise et de ses conséquences.

Autre difficulté : les engagements pris par M. Mauroy de ne pas laisser s'accroître le chômage. La quasi-stagnation économique qu'entraînera la politique de rigueur renforcée augmentera le nombre des demandeurs d'emploi.

Un assainissement économique et financier est à l'évidence nécessaire. Mais les difficultés seront telles pour y arriver qu'une solution tentante sera de s'arrêter à mi-chemin tout en assurant que la longue marche continue.

ALAIN VERHOLLES.

(1) Un accroissement de la fiscalité directe sur les hauts revenus serait compensé par une baisse du taux d'épargne, du moins en partie. L'effet sur la consommation serait donc faible.

L'austérité n'est pas la solution

(Suite de la première page.)

Cependant, le délai que s'est donné le chef de l'Etat pour nommer un nouveau gouvernement l'a amené à devoir annoncer le réajustement monétaire - une dévaluation de 8 % par rapport à la monnaie de notre principal partenaire, le mark allemand - avant les mesures d'assainissement qui s'imposent. Cette inversion dans le calendrier est contraire à la logique économique et risque de lier les mains du successeur de M. Pierre Mauroy (on de M. Mauroy lui-même) dans une affaire où, au contraire, le premier ministre et son équipe auraient besoin de la plus grande liberté de manœuvre.

C'est à une profonde remise en ordre que le pouvoir devrait procéder s'il n'entend pas condamner l'économie française à la stagnation, alors qu'une reprise des affaires est en cours aux Etats-Unis et se dessine en R.F.A., et s'il veut ne pas donner au mot rigueur un contenu de souffrance inutile qui tiendrait à la gauche toute chance de se distinguer de la droite technocratique qui tenait les rênes avant le 10 mai 1981. Rien de solide ne pourra être fait sans une réduction décisive de l'inflation obtenue sans l'artifice des contrôles des prix et des normes de salaires qui ont déjà commencé à être tournées dans les conventions que l'Etat lui-même a passées avec ses propres fonctionnaires.

Le risque est que, pour s'attaquer au mal, on ne raisonne une fois de plus en termes multilatéraux : donner un tour de vis supplémentaire au

crédit déjà sévèrement encadré (augmentation de la masse monétaire limitée à 11 % pour l'année) ; opérer par tous les moyens une ponction plus ou moins différenciée sur le pouvoir d'achat. Non pas que des relèvements d'impôts et de cotisations sociales ne soient pas nécessaires, mais ces mesures ne doivent être envisagées que dans la perspective d'une amélioration rapide de la situation économique par baisse importante des taux d'intérêt et augmentation de la contribution britannique au budget européen, qui, chaque année, accapare l'énergie des Dix pendant plusieurs mois,

Aide à l'exportation et inflation

S'il est un pays où le diagnostic est relativement facile à établir, c'est bien la France, bardée de régimes d'exception. Son déficit budgétaire, de l'ordre de 120 milliards de francs, n'est-il pas financé à concurrence de plus des deux tiers par l'émission monétaire pure et simple ? Une autre pratique, beaucoup moins connue du public, mais non moins contestable, consiste à faire financer par l'Institut d'émission, c'est-à-dire encore une fois par l'inflation, la quasi-totalité des ventes à crédit de gros matériels et de biens d'équipement à des pays dont la solvabilité, de surcroît, n'est pas assurée. Le gouvernement parle de reconquête du marché intérieur. Qu'il commence par ne pas subventionner indûment les grosses entreprises privées ou publiques qui exportent et dont les intérêts sont

défendus par un puissant groupe de pression.

Une bonne politique économique exige qu'on fasse confiance aux entreprises, de même que le client débiteur a le droit de conserver l'équilibre que s'il obéit aux conseils du moniteur qui lui apprend à se pencher vers le vide pour éviter la chute, autrement dit à faire le contraire de ce que l'Institut lui commande. Il est vrai que la France a besoin d'exporter, mais les méthodes qu'elle emploie pour forcer la cadence ont pour conséquence d'aggraver l'inflation et donc le niveau des taux d'intérêt en France. Les modifications de régime, il en résulte une diminution des tensions inflationnistes, qui provoquent à son tour une baisse du coût de l'argent (c'est-à-dire pour un Etat pratiquant une politique de gauche de l'emprunt à 5 % ?). On pourra alors diminuer les subventions de l'Etat général, tours de déficit.

Pour réduire le déficit des finances publiques, il est plusieurs sortes de procédés, des bons et des mauvais. Les mauvais consistent à comprimer sans discernement les dépenses de fonctionnement ou d'équipement. Les bons consistent à abolir les dépenses d'aide aux entreprises chaque fois que celles-ci, si on leur donne les moyens de se débiter elles-mêmes, pourraient redresser leur situation. En d'autres termes, supprimer les subventions et donner de l'air aux entreprises publiques et privées par augmentation des tarifs et desserrement du contrôle des prix.

Comme il n'y a aucune raison que ce soit les familles modestes qui paient les pots cassés, il conviendrait de prévoir l'augmentation des salaires les plus bas en même temps qu'on libérerait les chefs d'entreprise des contraintes qui pèsent sur eux. En résumé, la rigueur doit s'appliquer à la gestion des affaires publiques et non à la population.

Mais revenons aux échanges extérieurs tant le déficit de la balance commerciale obsède les dirigeants. Leur diagnostic s'appuie pourtant sur des arguments souvent inexacts. A entendre certaines déclarations, l'industrie française aurait perdu ses dents et l'obtention de l'équilibre exigera de la France un long effort d'amélioration de la productivité. Il est évident qu'il convient d'œuvrer dans ce sens. Plus un pays est compétitif, plus il est riche et peut assurer un niveau de vie élevé à ses habitants. Mais cela ne peut nullement dire que l'équilibre ne peut pas être atteint dans un délai rapide. Car le déficit ne s'obtient pas seulement par augmentation des exportations, mais par ajustement de ces dernières au volume des importations. Entre 1980 et 1981, le déficit de la balance commerciale a été multi-

plié par quatre ; puis de nouveau par deux entre 1981 et 1982. Faudrait-il en conclure que les structures de l'économie se sont détériorées dans un laps de temps aussi court ? Ce serait là une conclusion absurde. Le déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements courants qui en résulte est dû à la conjonction de deux facteurs. L'un est la forte inflation française qui a pour effet de distribuer du pouvoir d'achat sans cause, c'est-à-dire sans production intérieure correspondante. Le deuxième n'est autre que la politique d'emprunts à l'étranger, tant il est vrai qu'un pays qui reçoit par ce moyen des ressources de l'extérieur voit sa balance des paiements devenir déficitaire (si bien que globalement recettent et dépenses s'équilibrent à peu près). C'est une leçon constante de l'histoire, non moins constamment oubliée.

Augmenter et mieux répartir les ressources

Il serait tentant, pour stimuler les ventes à l'étranger, de disposer d'une prime d'exportation confortable sous forme d'un taux de change approprié. Mais, comme l'histoire économique le montre, cette prime ne devient vraiment importante qu'en période de dépréciation rapide de la monnaie nationale, ce qu'il s'agit précisément d'éviter. En réalité, l'idéal est de faire que le gouvernement laisse flotter le franc pendant quelques semaines, le temps d'élaborer un programme de redressement cohérent et de consulter l'ampleur des relèvements de tarifs (et de bas salaires) qu'un tel programme doit nécessairement impliquer. On aurait pu alors à peu près calculer le taux de correction monétaire nécessaire pour ramener le niveau moyen des prix français au niveau ou légèrement au-dessous du niveau international.

C'est non seulement à une nouvelle répartition mais à une augmentation des ressources disponibles qu'il convient de procéder. En réduisant surtout les causes de déficit et par conséquent l'inflation, on pourra donner, les mesures d'incitation prises par M. Jacques Delors l'année dernière aidant, une impulsion décisive à l'épargne des Français. Ainsi pourrait être financé un nouvel effort de développement industriel et de construction de logements. C'est par ce moyen qu'il convient d'obtenir une moindre progression de la consommation. La France mérite mieux qu'une politique d'austérité qui la condamne à un chômage tempéré par des mesures destinées à transformer en retraités avant l'âge des hommes et des femmes qui ont perdu leur emploi sans que cela se traduise par de nouvelles possibilités d'embauche pour les jeunes.

PAUL FABRA.

Les nouveaux cours-pivots du franc

A la suite du réajustement intervenu lundi, la Banque de France fait savoir que le cours-pivot du franc, en ECU, a été fixé à 0,147217 ECU pour 1 F (au lieu de 0,151197 précédemment).

Exprimée en francs, la valeur de l'ECU (européen currency unit) ressort à 6,79271 F (6,81387 F auparavant), ce qui représente une variation de 2,70 % par rapport aux cours précédents, précise la Banque centrale.

Les nouveaux cours-pivots du franc français ainsi que les cours-pivots et plafonds s'établissent à présent ainsi :

- 1 deutchemark vaut 3,06648 F (contre 2,83396 F depuis le 1^{er} juin 1982), le cours-pivot étant de 2,9985 F (contre 2,7709 F) et le cours-plafond de 3,1383 F (contre 2,8985 F).
- 1 florin néerlandais vaut 2,72158 F (contre 2,58380 F), le cours-pivot étant de 2,8910 F (contre 2,5087 F) et le cours-plafond de 2,7835 F (contre 2,8221 F).
- 1 lire italienne vaut 0,00489819 F (contre 0,00489818 F), le cours-pivot étant de 0,004613 F (inchangé) et le cours-plafond de 0,005201 F (inchangé).
- 1 franc belge vaut 0,153106 F. (contre 0,147072 F), le cours-pivot s'établissant à 0,1497 F (contre

0,1438 F) et le cours-plafond à 0,156580 F (contre 0,150420 F).

● 1 couronne danoise vaut 0,844432 F (contre 0,803239 F), soit un cours-pivot de 0,825650 F (contre 0,785350 F) et un cours-plafond de 0,863850 F (contre 0,82150 F).

● 1 livre irlandaise vaut 9,47313 F (contre 9,57129 F), le cours-pivot étant de 8,2625 F (contre 9,3585 F) et le cours-plafond de 9,6885 F (contre 9,7890 F).

A titre de comparaison, à l'issue du réajustement du 4 octobre 1981 (réévaluation de 5,5 % du deutchemark et dévaluation de 3 % du franc), la parité centrale du deutchemark avait été fixée à 2,56 F. Lors du second réajustement du S.M.E. effectué le 12 juin 1982 (réévaluation de 4,25 % du deutchemark et dévaluation de 5,75 % du franc), elle était passée à 2,8339 F.

Le franc français est sorti à deux reprises du « premier », l'ancien du S.M.E., la première fois du 19 janvier 1974 au 10 juillet 1975 et la seconde du 15 mars 1976 jusqu'au 13 mars 1979, date d'entrée en vigueur du Système monétaire européen. Au cours de cette période, le cours du deutchemark est passé de 1,72 F à 2,31 F, ce qui équivaut à une réévaluation de 34,3 %.

هكرام الناصر

LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

Les milieux financiers estiment insuffisants les changements de parité du franc et du mark

Comme en octobre 1981 et en juin 1982, le changement de parité entre le mark et le franc risque d'être à la fois insuffisant et coûteux, avec, peut-être, une atténuation sur ce dernier point si le cours du dollar voulait bien baisser, ce dont il ne prend guère le chemin pour l'instant.

Au lendemain de l'opération du lundi 21 mars, l'opinion des places financières européennes est unanime : 8 % de réajustement, ce n'est pas suffisant. A l'heure actuelle, en effet, l'écart d'inflation cumulé entre la France et l'Allemagne est d'environ 8 %, et la dévaluation du franc ne fait donc, une fois de plus, que remettre le compteur à zéro, à ceci près que le compteur recommence à tourner tout de suite aux dépens de notre industrie.

En R.F.A., le taux d'inflation a glissé en dessous de 3 %, contre 9 % à 10 % pour la France, les salaires augmentent de 3,2 % chez Volkswagen en 1983 et d'environ 10 % chez Renault. Dès maintenant, l'écart recommande donc à se creuser, M. Delors ayant, lui-même, reconnu qu'il n'était pas possible, sans graves dommages pour l'industrie, de faire diminuer brutalement le taux d'inflation en France.

Effets pervers

Il eût fallu, pour bien faire, que la France bénéficiât d'un avantage de change supplémentaire, le franc étant un peu plus dévalué (ou le mark un peu plus révalué, ou les deux) de façon à donner un peu d'avance à notre industrie et à notre monnaie sans se trouver trop vite sous pression. Mais on sait que nos partenaires, soucieux d'éviter toute dévaluation « concurrentielle », ne le permettent pas. Cela aurait pu se faire en cas de sortie du S.M.E. (15 % de dévaluation par exemple, comme la Suède en novembre dernier), mais c'eût été une déclaration de guerre commerciale.

Quant au coût, il est immédiat dans la mesure où le prix d'achat de la plus grande partie de nos importations est immédiatement majoré, à commencer par celui de l'énergie. Toute hausse du mark à Paris - effet du réajustement - entraînant automatiquement celle du dollar, monnaie dans laquelle sont libellés nos achats de matières premières (40 % du total des importations), la répercussion sur les prix industriels va être immédiate, ce qui va porter un coup de canif dans les contrats de modération. En outre, le bénéfice tiré de la diminution des prix du pétrole (environ 13 % pour la France) va se trouver amoindri du montant de l'ajustement (18 %), si le cours du dollar à Francfort ne baisse pas : tous les espoirs nourris à ce

FRANÇOIS RENARO.

Les exportations agro-alimentaires seront plus difficiles

Le réajustement monétaire qui vient d'intervenir ne sera pas l'agriculture française. Du fait des montants compensatoires monétaires (M.C.M.), les productions agricoles ne profiteront pas de l'effet de change, somme toute modeste. Au contraire, l'accord se traduit surtout par l'augmentation de M.C.M. positifs en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas par la création de ces M.C.M. positifs au Danemark et en Belgique et au Luxembourg. Ce qui aura pour effet de faciliter les importations en provenance de ces pays qui sont déjà les principaux fournisseurs agro-alimentaires de la France. Ils sont aussi, derrière l'Italie, ses principaux clients, mais on sait que les M.C.M. jouent comme des taxes à l'exportation, quand il y a vente d'un pays à monnaie faible vers un pays à monnaie forte.

Les conditions de la négociation sur les prix agricoles pour la campagne 1983-1984, qui doit se dérouler du 28 au 30 mars sont donc modifiées, par l'instauration de ces M.C.M. et aussi par les remaniements ministériels attendus en France et en R.F.A. M. Louis Eyraud, porte-parole des socialistes français à l'Assemblée européenne, a estimé que, selon toute probabilité, les prix agricoles ne pourront pas être fixés pour la date normale du début de campagne, le 1^{er} avril, « bien que le Parlement européen l'ait demandé avec insistance ».

Le niveau atteint par les M.C.M. allemands pourrait cependant faciliter l'accord. Bonn pourrait accepter, conformément à l'accord sur le S.M.E. de 1979, de réduire d'environ 3,5 % le volume des M.C.M. existants. La hausse des prix pour les agriculteurs d'outre-Rhin serait faible (environ 2 % en moyenne) mais l'augmentation des M.C.M. positifs due à la dévaluation qui épaissit (de 8 à 9 % aujourd'hui à 13 %) les matelas des aides à l'exportation pourrait faciliter ce sacrifice.

Du côté français, le niveau des M.C.M. qui était de 5,3 % devrait atteindre, avec la dévaluation, environ 8 %. Il semble difficile que le gouvernement revienne sur sa décision déjà ancienne de démanteler ces M.C.M. à hauteur de 3 %, à compter du 1^{er} avril, ce qui correspondra à une baisse de prix de 3 %, qui s'ajoutera à celle obtenue en Juin, pour la campagne et qui devrait tourner autour de 4,5 %-5,5 %. Il paraît peu probable, en revanche, que la réduction des M.C.M. et donc l'augmentation des prix français soit plus importante. Autant dire que la F.N.S.E.A. estime que « la situation va se révéler intenable pour l'agriculture française : elle demande cependant l'ajustement complet de la valeur du franc vert à la valeur réelle du franc, ce qui entraînera la suppression totale des montants compensatoires monétaires français ».

Dans la presse parisienne

« Cessez-le-feu monétaire » titre Libération qui prévoit « un nouveau tour de vis » dans le même temps où les Echos posent deux conditions pour que la dévaluation soit réussie : « Une nouvelle rigueur pour sauver le nouveau franc » et « Un programme de sursaut national pour l'industrie ».

Et « Maintenant la note », titre pour sa part le Mouin, alors que le Quotidien de Paris écrit : « Dévaluation à la prochaine...sauf si Mitterrand parvient à imposer à la nation des sacrifices intolérables ».

Pour le Figaro, cette troisième dévaluation par rapport au mark laisse « Le franc en sursis » alors que l'Humanité propose : « Cinq mesures pour avancer ». France-Soir titre pour sa part : « Et maintenant : le tour de vis ».

A L'ÉTRANGER

R.F.A. : la grise mine des industriels

De notre correspondant

Bonn. — Marienne qui tombe dans les bras du légendaire « Deutsche Michel » en lui donnant du cbeiri, tout en lui subtilisant les deutschemarks qu'il a dans sa poche-revolver, cette caricature en première page de la Frankfurter Rundschau, journal qui ne peut pas passer pour systématiquement anti-français, résume l'amertume des milieux allemands devant le compromis intervenu à Bruxelles. Certes, le déficit français ne pouvait pas continuer sur sa lancée ; mais, pour arrêter cette hémorragie, disent certains experts, il aurait fallu dévaluer le franc de 12 %, et ne pas se contenter d'un réajustement qui en appellera certainement d'autres.

En tout cas, les milieux industriels font grise mine. L'Association des constructeurs de machines-outils déplore que le réajustement monétaire « constitue une charge supplémentaire pour la concurrence » : 24 % des exportations de machines-outils vont vers la France et l'Italie, qui se trouvent avec une monnaie dévaluée. En revanche, cette organisation ne pense pas que les Allemands paieront moins cher les voitures d'autres pays européens. Un porte-parole de Fiat a déclaré que les prix ne bougeraient pas.

Une décision « purement politique »

Les milieux bancaires de Francfort regardent le réajustement comme une décision « purement politique ». Le Deutsche Industrie und Handelstag considère « le procédé et les résultats » de la réunion de Bruxelles comme une déception. L'économie allemande va se trouver soumise à de fortes pressions, sans que les tensions au sein du S.M.E. soient pour autant réduites.

Pour sa part, l'Association des exportateurs en gros réclame que la

PAYS-BAS : pour la première fois un pas moins important que Bonn

De notre correspondant

Amsterdam. — Pour la première fois depuis l'établissement du S.M.E., en 1979, les Pays-Bas n'ont pas embolisé le pas à l'Allemagne fédérale lors du réajustement monétaire. Lundi, le florin néerlandais a été révalué de 3,5 %. Avant la fin de la semaine, des observateurs faisaient remarquer que les Pays-Bas suivraient encore une fois l'exemple de son puissant voisin.

Le ministre des finances, M. Rüdiger (chrétien-démocrate), a expliqué cette première en affirmant : « L'Allemagne fédérale a cette fois-ci pris en compte des considérations d'ordre politique dans sa réévaluation, ce qui n'est pas conforme à la réalité économique ; nous n'avons pas été disposés à incorporer ces aspects politiques dans notre réévaluation du florin ».

« Un geste d'amitié »

Tout en exprimant sa satisfaction du résultat obtenu, M. Rüdiger a mis en garde les pays affiliés contre « le danger qu'il y avait à l'avenir le S.M.E. puisse être contraint à tenir compte d'autres facteurs que l'inflation seule ». M. Rüdiger estime que la réunion de Bruxelles a été marquée par « la volonté allemande de venir à la rencontre de la France ». Il a souligné à plusieurs reprises que la politique économique française exerce une forte pression sur le S.M.E.

Le premier ministre, M. Lubbers, qualifie d'« extraordinaires » les

ESPAGNE : pas de modification de la parité de la peseta

De notre correspondant

Madrid. — Réunis afin d'examiner les conséquences pour l'Espagne du réajustement réalisé au sein du S.M.E., le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, et les ministres responsables de l'économie ont annoncé, le 21 mars, que la monnaie ne serait pas dévaluée. Ils ont essentiellement justifié cette décision en invoquant les progrès enregistrés par la balance des paiements, qui, à leurs yeux, rendent superflue toute mesure de dépréciation.

Les socialistes avaient procédé à une dévaluation de 8 % en décembre, dès leur arrivée au pouvoir, pour couper court à la spéculation due au changement de gouvernement. Il leur fallait maintenir la compétitivité des produits nationaux face à la France, premier client de l'Espagne (mais seulement son quatrième fournisseur), dont elle absorbe 16,5 % des exportations. Le gouvernement aurait pu profiter du réajustement d'ensemble opéré dans les pays voisins pour dévaluer, sans

qu'une telle mesure apparaisse comme une conséquence spécifique des faiblesses structurelles de l'économie espagnole. S'il en a décidé autrement, c'est apparemment avant tout pour éviter un renchérissement des importations. Une dévaluation risquait notamment d'annihiler les effets bénéfiques que la baisse des prix du pétrole décidée par l'OPEP devrait avoir sur la balance commerciale espagnole (les premières estimations portent sur une économie de 1,3 milliard de dollars).

Depuis décembre, la peseta, qui

THERRY MALINIAC.

BELGIQUE : un succès psychologique

De notre correspondant

Bruxelles. — Le succès psychologique pour le gouvernement belge est indéniable. Lorsque, ces jours derniers encore, le ministre des finances, M. Willy de Clercq, affirmait que le franc belge pourrait, bien de façon très modeste, suivre une réévaluation du deutschemark, bien des experts parlaient d'une « faufaronnade ». Aujourd'hui, pourtant, le franc belge démontre qu'il est plutôt dans le camp des vainqueurs. « Celo crée une certaine surprise », a dit M. de Clercq, et l'espère qu'il s'agit d'une surprise positive.

Sur le plan politique, le succès, aussi limité soit-il, que le gouvernement vient de remporter, est d'une grande importance. A un moment où le plan d'austérité, en application depuis plus d'un an, commence à être l'objet d'une sérieuse contre-offensive syndicale, le premier ministre peut arguer que le redressement économique et financier accompli a été reconnu et confirmé à l'issue d'une confrontation monétaire extrêmement dure.

Depuis le début des controverses monétaires, on a maintenu à Bruxelles que la situation belge serait beaucoup plus saine que celle de la France. Il n'y aurait donc jamais eu la moindre raison d'envisager une dévaluation de la devise nationale. Aussi n'a-t-on guère apprécié ici l'attitude du gouvernement de Paris durant ces derniers jours. Du côté belge, en tout cas, on considère que M. Delors, soucieux avant tout de masquer les faiblesses de la politique française, a tenté de camoufler ses échecs, en entraînant dans sa déconfiture des gouvernements et des monnaies qui ne méritaient pas de tels coups.

« Les petits n'obéiront pas aux grands »

C'est ainsi que les dirigeants de Bruxelles s'enorgueillissent d'avoir été à la tête d'un mouvement de résistance contre les manœuvres françaises. C'est ce que M. de Clercq a exprimé en termes à peine diplomatiques, lorsqu'il a dit : « Les petits

n'obéiront pas aux grands : c'est ma conception de l'Europe ».

Si, pour l'instant, la satisfaction paraît l'emporter dans la capitale belge, la victoire est loin d'être aussi éclatante ou aussi complète que les premiers commentateurs pourraient le suggérer. Tout d'abord, les négociateurs belges ont dû tenir compte de contraintes très strictes. La plus large part des dettes de la Belgique à l'extérieur (650 milliards de francs belges) sont libellées en marks, en florins, en francs suisses et en dollars. Même si l'écart avec la devise allemande a été quelque peu limité, il n'en reste pas moins que Bruxelles se voit imposer des charges plus lourdes en intérêts et en amortissements.

En outre, les échanges avec la R.F.A. occupent une place importante dans le commerce avec la Belgique. La situation à cet égard est encore plus sérieuse en Luxembourg, où plus de 40 % des importations proviennent de l'Allemagne fédérale. La remise en ordre monétaire, qui vient d'intervenir, et le renchérissement consécutif des importations pourraient donner un dangereux coup de pouce inflationniste, aussi bien à Bruxelles qu'à Luxembourg.

L'intransigence dont les Belges ont fait preuve dans les négociations a sans aucun doute été déterminante aussi par la résolution des Luxembourgeois. Ceux-ci avaient réagi de la façon la plus vive l'an dernier, lorsque le franc belge fut dévalué. A un moment, il fut même question de rompre l'union monétaire entre les deux pays. Depuis, une convention a été mise au point qui donne aux Luxembourgeois les moyens de résister plus efficacement à des initiatives de Bruxelles dont le caractère leur paraîtrait un peu trop unilatéral. Cette situation à elle seule aurait probablement suffi pour contraindre le gouvernement belge à ne pas faire preuve de la moindre faiblesse dans sa partie de bras de fer avec le partenaire français.

JEAN WETZ.

DANEMARK : baisse du taux d'escompte de 1,5 %

De notre correspondante

Copenhague. — Dès que l'on a su à Copenhague que les ministres des finances de la C.E.E. avaient abouti, la Banque nationale du Danemark a annoncé qu'elle réduisait son taux d'escompte de 1,5 %, le faisant passer ainsi de 10 % à 8,50 %. La Banque avait ramené son taux d'escompte de 11 % à 10 % au début de décembre 1982 — mesure estimée alors insuffisante par les milieux d'affaires. Ceux-ci réclamaient depuis un nouvel abaissement d'au moins 2 % pour stimuler la reprise qui semblait s'amorcer en cette fin d'hiver dans le sillage de la politique de redressement du gouvernement Schlüter (centre-droite).

M. Hoffmeyer, directeur de la Banque, a expliqué que, si cette mesure s'était fait attendre, ce n'était pas, comme on l'avait prétendu, à cause des élections allemandes et françaises, ou même à cause des négociations pour le renouvellement des conventions collectives (à peu près toutes conclues maintenant, de façon positive), mais parce que l'on prévoyait dans les cercles bien informés une prochaine crise monétaire à l'échelle européenne, dont nul ne pouvait présager du dénouement. La stabilité rétablie non sans mal le 21 mars aura, en revanche, permis de franchir ce pas. M. Hoffmeyer a avoué à cette occasion que ces derniers jours la Banque nationale du Danemark avait dépensé près de 5 milliards de nos francs pour soutenir la couronne.

En fin de journée, le ministre de l'économie, M. Andersen (libéral), a reçu les représentants des formations politiques siégeant à la Chambre unique pour leur mettre au courant des modalités du réajustement. Le taux de réévaluation de la couronne de 2,5 % a paru, les surprenant, les experts ayant prédit au plus 1 %. Le ministre a souligné qu'en réalité il s'agissait là d'une « solution zéro où avantages et inconvénients s'équilibrent à peu près ».

L'important, a-t-il expliqué en substance, était au fond que : 1) la coopération au sein du S.M.E. puisse continuer telle quelle avec la France et sans qu'on ait dû modifier les marges de fluctuation des devises ; 2) que la dévaluation de la couronne par rapport au mark ait été relativement modérée, la R.F.A. étant aujourd'hui à la fois le plus gros créancier du royaume et son client principal. Aucun parti n'a soulevé d'objection après cet exposé.

Au contraire, tous ont paru l'approuver et M. Noergaard, ancien

JAPON : satisfaction

Tokyo (A.F.P.). — Le ministre japonais des finances, M. Noboru Takeshita, s'est félicité du réajustement monétaire européen, en faisant valoir qu'il aurait un effet positif sur le système monétaire international. Selon les responsables de la Banque centrale japonaise, ce réajustement n'aura pas d'impact important sur la tenue du yen.

Selon M. Takeshita, la faiblesse du yen constatée le 22 mars était essentiellement attribuable à la dépréciation du mark vis-à-vis du dollar. Le dollar s'échangeait à Tokyo pour 241,30 yens mardi matin contre 238,60 yens vendredi en clôture.

Pour le ministre, qui ne croit pas que cette faiblesse de la monnaie soit due à une détérioration de la situation économique du Japon, trois facteurs expliquent la récente dépréciation du yen : les prix du pétrole, le système monétaire et les taux d'intérêt américains.

U.R.S.S. :

Une « secousse sérieuse »

Moscou (A.F.P.). — Le réajustement décidé à Bruxelles est considéré par Tass comme une « secousse sérieuse pour toutes les monnaies nationales du prétendu système monétaire européen ». Cette « douloureuse décision ténéologique, une fois de plus, selon l'agence officielle soviétique, de la gravité de la crise économique au sein de cette organisation, ainsi que de l'inefficacité totale de son système monétaire ». Le S.M.E. est « en passe de se transformer en un mécanisme qui empêchera les États de sortir de l'impasse de l'actuelle dépression économique ».

GRANDE-BRETAGNE

Le ministre des finances, M. Geoffrey Howe, a déclaré que le gouvernement britannique ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc. Il a souligné que le Royaume-Uni est un pays à monnaie forte et que la dévaluation du franc ne lui causera aucun dommage. Il a également déclaré que le gouvernement britannique ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc.

ITALIE : assainir la monnaie

Le ministre des finances, M. Ciriaco De Mita, a déclaré que le gouvernement italien ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc. Il a souligné que l'Italie est un pays à monnaie forte et que la dévaluation du franc ne lui causera aucun dommage. Il a également déclaré que le gouvernement italien ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc.

ESPAGNE : pas de modification de la parité de la peseta

Le ministre des finances, M. Felipe Gonzalez, a déclaré que le gouvernement espagnol ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc. Il a souligné que l'Espagne est un pays à monnaie forte et que la dévaluation du franc ne lui causera aucun dommage. Il a également déclaré que le gouvernement espagnol ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc.

LES ETATS-UNIS : nécessité d'un réajustement des politiques économiques

Le ministre des finances, M. Donald Regan, a déclaré que le gouvernement américain ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc. Il a souligné que les Etats-Unis sont un pays à monnaie forte et que la dévaluation du franc ne lui causera aucun dommage. Il a également déclaré que le gouvernement américain ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc.

LES ETATS-UNIS : nécessité d'un réajustement des politiques économiques

Le ministre des finances, M. Donald Regan, a déclaré que le gouvernement américain ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc. Il a souligné que les Etats-Unis sont un pays à monnaie forte et que la dévaluation du franc ne lui causera aucun dommage. Il a également déclaré que le gouvernement américain ne se préoccupe pas de la dévaluation du franc.

LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

EN FRANCE

M. Mauroy est prêt à assumer une politique de rigueur accrue

M. François Mitterrand possède maintenant toutes les données qui déterminent la politique économique et sociale pour les mois à venir et conditionnent le choix des hommes qui auront la charge, au sein du gouvernement, de conduire cette nouvelle phase de son septennat. Le réajustement monétaire, notamment, lève la dernière hypothèque à laquelle était subordonné le remaniement ministériel attendu et, surtout, la reconduction ou le remplacement de M. Pierre Mauroy à l'hôtel Matignon.

Plusieurs éléments tendent à accréditer la thèse initiale de l'Élysée, fondée, dès le lendemain des élections municipales, sur le maintien du maire de Lille à la tête du gouvernement. Les conclusions des négociations monétaires de Bruxelles correspondent à la solution souhaitée par M. Mauroy, même si ce dernier est moins apparu sur le devant de la scène que M. Delors.

Dès dimanche matin à Lille, le premier ministre avait réaffirmé la nécessité de ne voir dans le réajustement monétaire qu'une étape franchie avant l'assainissement complet du plan économique et monétaire. Par l'intermédiaire de M. Henri Guillaume — qui remplace M. Jean Peyrelevade comme principal conseiller économique et financier — le cabinet de M. Mauroy a été étroitement associé à la préparation du plan d'accompagnement de la nouvelle dévaluation du franc.

M. Delors lui-même, en effet, lundi à Bruxelles, que M. Mauroy présenterait lui-même, mercredi

23 mars au conseil des ministres, les mesures qui seront arrêtées après les arbitrages qui doivent être rendus par M. Mitterrand mardi après-midi, à Paris, à l'issue du conseil européen. Le ministre de l'économie et des finances — qui avait affirmé, la veille, dans un entretien avec Libération que ceux qui voient en lui le futur chef du gouvernement « se trompent tout à fait » — a souligné, en effet, que cette mission incombe au « premier ministre ».

S'il s'agissait simplement d'affirmer que cette nouvelle phase de l'action gouvernementale ne fera que prolonger celle engagée en juin 1982, on pourrait logiquement en conclure que les deux principaux inspirateurs de la politique de rigueur — MM. Mauroy et Delors — sont les plus qualifiés pour parachever ce travail. Soucieux d'effacer toute ambiguïté sur certaines arrière-pensées prêtées au premier ministre par son entourage, certains conseillers économiques de M. Mauroy affirment que celui-ci est prêt, sans aucune réserve, à assumer tous les inconvénients d'une politique de rigueur accrue, même si cette accentuation doit avoir un fort parfum d'austérité.

Il renvoie notamment aux déclarations faites le 16 février, à Antenne 2, par le premier ministre qui avait souligné, ce soir-là, que si le réajustement monétaire devait y avoir, il faudrait nécessairement imposer les plus rigoureux. Ils ont, en effet, été rappelés, le 27 février, au Club de la Presse d'Europe 1, le chef du gou-

vernement avait écarté « complètement » toute nouvelle dévaluation après le scrutin municipal. Selon les mêmes sources, le maintien de M. Mauroy à l'hôtel Matignon prêterait aussi, théoriquement, l'avantage de préserver les apparences de la continuité, notamment aux yeux des communistes, comme cela avait déjà été le cas après le blocage des prix et des revenus. Reste à savoir si la même recette politique peut avoir deux fois le même effet.

M. François Mitterrand peut tenir, au contraire, que l'art de la synthèse cher au maire de Lille n'a pas suffisamment réussi, jusqu'ici, à convaincre les Français d'adhérer à la politique gouvernementale ainsi que l'a montré le reflux de la majorité aux élections municipales. Le chef de l'État peut estimer, en outre, que l'image de la rigueur ne colle pas toujours parfaitement à un chef de gouvernement dont le style est contesté par les dirigeants socialistes eux-mêmes, et dont la chaleur communicative et la popularité ne compensent pas toujours l'impression de laxisme qu'il laisse parfois à l'opinion publique, ainsi que l'attestent certaines enquêtes.

Dans l'hypothèse où M. Mitterrand privilégierait, dans ses réflexions, la nécessité de créer un choc psychologique, M. Mauroy risquerait ainsi, en particulier, de faire les frais de l'optimisme qu'il affichait avant les élections municipales, sur les perspectives économiques et sociales ouvertes au pays.

ALAIN ROLLAT.

« Il ne s'agit que de poursuivre l'effort de rigueur entrepris » déclare le ministre de l'économie

A l'issue de la réunion de Bruxelles où fut arrêté le réajustement monétaire, M. Delors, ministre de l'économie et des finances, a observé que « chacun avait fait un effort », que les résultats étaient « très proches » de ce qu'il avait envisagé dès le départ le gouvernement français. « C'était à nous partenaires allemands de faire la plus grande part », il a fait. Pour conforter l'unité allemande et dans le souci de lui donner tout son dynamisme, la France a participé à ce réajustement.

Il a tenu à différencier ces trois dévaluations du franc : celle d'octobre 1981 était due à l'apurement du passé ; celle de juin 1982 pouvait être considérée comme une crise du franc proprement dite ; celle de mars 1983 qui vient d'être décidée a, selon lui, pour origine les difficultés de fonctionnement du S.M.E. qui se sont manifestées par la poussée vers le haut du D.M.

Quant aux mesures d'accompagnement à prendre, M. Delors a souligné l'absolue nécessité de convaincre l'opinion publique d'œuvrer à une meilleure maîtrise de l'inflation. A ce sujet, il a cependant précisé : « Il ne

s'agit que de poursuivre l'effort entrepris et non pas de l'accroître, sinon les fondements mêmes de l'économie française seraient mis en danger. » Cependant il a confirmé que des mesures nouvelles seraient prises s'agissant de l'effort à accomplir pour réduire le déficit du commerce extérieur. Compte tenu de la contraction du commerce international, de l'insuffisance du dynamisme à l'exportation des chefs d'entreprise français, il a indiqué : « Nous devons renforcer notre dispositif afin de ramener le déficit du commerce extérieur de 93 milliards de francs en 1982 à 43,45 milliards en 1983. La baisse du prix du pétrole nous y aidera, il faudra prendre des mesures supplémentaires qu'annoncera le prochain ministre. » M. Delors a cependant indiqué qu'il excluait qu'une telle mesure puisse affecter le commerce intra-communautaire.

M. Delors a également indiqué qu'il comptait demander la réévaluation des emprunts communautaires à moyen terme, mais que la France n'est pas la seule à vouloir en bénéficier.

M. Cheysson : l'expérience de croissance limitée dans un seul pays a échoué

Commentant la situation économique de la France au cours d'un entretien accordé jeudi 17 mars au Washington Post, M. Cheysson a indiqué que le « problème n° 1 » à l'arrivée de la gauche au pouvoir était celui du chômage, et que celui-ci « ne peut être réglé au niveau national ».

M. BARRE : notre pays a échappé à un grave péril. M. Raymond Barre, invité par les étudiants de l'Institut supérieur du commerce de Paris, a prononcé lundi 21 mars après-midi à Lyon, une conférence au thème et au ton très universitaires sur « le rôle de l'État dans une économie libérale ». A cette occasion, il a, en termes mesurés, commenté le réajustement monétaire intervenu le jour même à Bruxelles.

L'ancien premier ministre a souhaité rester « prudent » et « réservé » avant l'ouverture du marché des obligations. Il a toutefois émis trois « observations » : « Notre pays a échappé à un grave péril : la sortie du franc du système monétaire international qui aurait eu de graves conséquences pour l'avenir de la France et de la C.E.E. Quel que soit l'habillage des mesures arrêtées à Bruxelles le franc est dévalué pour la troisième fois en vingt-deux mois. Je le constate avec tristesse, et le gouvernement ne saurait crier victoire. »

« Une dévaluation n'est pas une panacée. Son efficacité n'est due qu'à la politique globale d'accompagnement mise en place. Je ne me prononcerais donc sur le fond que lorsque cette politique sera annoncée. » (Correspondance).

« Nous, Français, a ajouté le ministre des relations extérieures, avons essayé, après le changement de majorité, d'annoncer une croissance limitée à l'intérieur des frontières nationales, et cela a échoué. Cela a produit quelques résultats limités, résultats que nous avons consacrés exclusivement, aux plus pauvres. Mais cela a montré très clairement que le prix à payer pour une telle croissance limitée est très élevé en termes de résultats sur l'inflation, sur la balance des paiements et donc sur l'endettement. C'est pourquoi cela ne peut être fait par aucun pays agissant seul, et l'effet est très en-deçà du but poursuivi. C'est pourquoi le problème doit être abordé dans une dimension plus large, et, pour nous, la dimension préférée est l'Europe. A plus forte raison, les problèmes les plus importants doivent être traités au niveau mondial, ce qui veut dire avec le complet soutien des Américains. »

M. Cheysson a ajouté : « Les États-Unis sont encore le pays le plus puissant, celui qui dispose des meilleures réserves, du meilleur potentiel, humain et économique, des meilleures capacités non utilisées. C'est pourquoi, si nous ne prenons pas la tête, je ne sais pas comment cela marchera. »

[Le Washington Post avait rendu compte le 21 mars de cet entretien d'une heure avec le ministre français en écrivant que l'« expérience » socialiste française avait échoué. Soucieux de rétablir les nuances, le Quai d'Orsay a diffusé la version complète, en anglais, des propos du ministre, version que nous reproduisons ici.]

M. RALITE : il aurait été dommage que l'on sorte du S.M.E.

M. Jack Ralite, ministre de la Santé, membre du comité central du P.C.F., a déclaré, lundi 21 mars, au cours du journal de la mi-journée sur Antenne 2 : « Il nous faut renforcer le développement de notre appareil productif (...). C'est de cela que vient le mal (...). Il y a, autour de nous, des pays qui pratiquent l'austérité et qui menacent le marché français. » Selon M. Ralite, le développement d'une industrie française compétitive « est la donnée cardinale, qui va venir sur le devant de la scène après les décisions de Bruxelles ».

M. Ralite a « l'impression que les ministres communistes ne sont pas sur le départ ». Il a déclaré : « Nous sommes prêts à continuer, à travailler avec sérieux, avec réalisme, pour poursuivre la politique inaugurée le 10 mai (...), dans le cadre de la coopération européenne. » M. Ralite a ajouté, à propos du Système monétaire européen (S.M.E.) : « Ma sensibilité me conduit à dire qu'il aurait été dommage qu'en sorte. »

■ M. Bernard Fourrier, président de l'U.J.P. : « Le gouvernement se disloque. Le franc se dégrade. Notre pays a fait depuis le week-end un pas de plus sur la voie de l'affaiblissement. »

RÉSIDENTS - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean Médien - 06000 NICE
Tél. (93) 80 98 31 (F.N.A.I.M.)

GRANDE-BRETAGNE : soulagement

Londres. — Face aux malheurs du franc et au réajustement des parités au sein du S.M.E., les milieux dirigeants britanniques éprouvent des sentiments mitigés. Dire qu'ils ont été surpris serait certainement exagéré. Pour des conservateurs qui ont depuis quatre ans prêché — et largement pratiqué — la rigueur économique, il est dans l'ordre des choses que l'expérience du « socialisme à la française », même corrigée d'une dose de « réalisme » qui a été saluée, tout en étant jugée insuffisante, soit sanctionnée par les « forces du marché ».

En période de crise, la politique de refaçon menée dans un seul pays était, aux yeux des monétaristes qui donnent le ton ici, une dangereuse aberration. A l'automne dernier déjà, Sir Geoffrey Howe s'était attiré une vive réplique de M. Mitterrand, lorsqu'au congrès conservateur, il s'était gaussé des deux premières dévaluations et du blocage des salaires et des prix, « véritable arc de triomphe de la France ».

Les dirigeants de Londres ne sont pas uniquement animés d'intentions

De notre correspondant
socialistes. Le propos n'était pas dépourvu d'intentions polémiques à l'égard des travaillistes et il ne fait guère de doute que pendant la prochaine campagne électorale en Grande-Bretagne, la politique française sera brandie comme l'exemple à ne pas suivre, contre le Labour qui prône, peu ou prou, le même type de relance.

Les Britanniques n'ont pas oublié l'humiliation subie en 1976 par le gouvernement Callaghan, obligé de passer sous les fourches caudines du Fonds monétaire international pour sauver la livre. Mais la presse est unanime à féliciter M. Delors pour ce que M. Healey, ancien chancelier de l'Échiquier du gouvernement Callaghan, appelle la « très grande habileté » du ministre français de l'économie et des finances, qualifié même de « héros » par le Financial Times.

Les dirigeants de Londres ne sont pas uniquement animés d'intentions

partisans. Aussi sont-ils satisfaits qu'une solution ait pu être trouvée au différend franco-allemand et ils insistent d'ailleurs sur le rôle d'« honnête courtier » joué pendant tout le week-end par Sir Geoffrey. Bien que la livre sterling ne fasse pas partie du Système monétaire européen, les britanniques sont très intéressés à sa survie.

Sans accord à Bruxelles, la France aurait quitté le S.M.E. et se serait repliée derrière des barrières douanières. Le Times (indépendant) et le Daily Telegraph (conservateur) emploient le même mot : « soulagement ». Le danger du protectionnisme paraît pour le moment écarté, même si à long terme l'avenir du S.M.E. reste suspendu à une convergence des politiques économiques en Europe, c'est-à-dire à la réussite du plan français d'austérité.

La descente de la livre

Même si le gouvernement britannique se prononce pour une harmonisation des politiques économiques des États membres de la Communauté, sous le signe de la rigueur, il n'est plus question que la livre s'élève entre dans le S.M.E. Aux arguments traditionnels des adversaires de cette participation — rôle particulier de la place de Londres et de la livre en tant que « pétro monnaie » — est venu s'ajouter la stabilité très relative du S.M.E. M. Thatcher et Sir Geoffrey, qui sont tous les deux des partisans déclarés du flottement, peuvent faire valoir que si la souplesse du système avait été remarquée lors des réajustements précédents, cela n'a pas été le cas cette fois. Certains analystes financiers londoniens se demandent même si le réajustement n'a pas été trop tardif et trop limité pour ne pas rendre inévitable un nouveau changement de parités avant la fin de l'année.

Cependant la crainte immédiate des milieux bancaires est que la dévaluation du franc français ne place maintenant la livre en première ligne de la spéculation. Or la livre a encore baissé, lundi 21 mars, sur le marché de Londres qui était resté ouvert. Elle est descendue à 1,47 dollar, le niveau le plus bas jamais atteint. Cette chute serait paradoxale dans la mesure où la politique de rigueur du gouvernement conservateur a eu des effets positifs sur les grands équilibres (le Monde du 17 mars).

La balance commerciale a eu un solde positif de 4,5 milliards de livres en 1982, dans lequel, il est vrai, les exportations de pétrole se taillaient la part du lion. Même avec l'Allemagne fédérale, premier client et deuxième fournisseur, la Grande-Bretagne a eu un déficit presque deux fois inférieur au déficit français (2 milliards de livres). Mais c'est le prix du pétrole de la mer du Nord qui a l'effet le plus direct sur la tenue de la livre : si ce prix baisse de 50 ou 75 cents par baril dans les prochains jours comme il en est fort probable, la livre paraît condamnée à descendre encore.

Le gouvernement de Londres, qui affirme « ne pas avoir de politique du taux de change », et s'en remet, là encore, aux « forces du marché », pourrait se trouver dans l'embarras. La livre a perdu 13 % depuis novembre par rapport aux principales devises ; la compétitivité des produits britanniques sur les marchés extérieurs a augmenté, mais la poursuite de ce glissement mettrait en danger les résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation, alors qu'une hausse des taux d'intérêt aurait des effets négatifs sur la reprise naissante.

DANIEL VERMET.

« SUDEUTSCHE ZEITUNG » (MUNICH) : LES PROTECTIONNISTES FRANÇAIS NE SONT PAS TOUS AU P.C.

« La question pour la France n'est rien de moins que de savoir si la construction du socialisme bleu-blanc-rouge est compatible avec l'insertion dans une communauté capitaliste. (...) Les partisans du repli derrière les frontières, de l'éloignement de l'Europe, du socialisme dans un seul pays, des industries planifiées, financées et protégées par l'État ne se trouvent pas tous dans le parti communiste. »

« L'existence des entreprises qui se situent au milieu du sein d'une sainte alliance avec la C.G.T., lorsque des hausses régulières de prix et de salaires assurent à la fois les profits et la paix sociale et que l'après-vent de la concurrence étrangère ne les dérangeait pas. »

« A l'aile gauche du parti socialiste, des forces ont guetté avec espoir le moment où la politique européenne antérieure semblait être dans une impasse, car ils ont compris que la nouvelle société dont ils rêvent ne peut être édifiée sous le poids des contraintes de la Communauté européenne. »

ROBERT SOLÉ.

Italie : assainir au plus tôt

De notre correspondant

Rome. — Pour l'Italie l'accord sur le réajustement monétaire européen apparaît réaliste, compte tenu des risques qui pèsent sur le S.M.E. Cette nouvelle parité des monnaies au sein de la C.E.E. n'en aura pas moins des conséquences qui « pourraient s'avérer graves », a souligné le ministre du Trésor, M. Goria, « si n'est pas entreprise au plus tôt un assainissement de l'économie ».

Dans l'immédiat, la dévaluation de la lire réduit encore la marge de manœuvre du gouvernement en matière de déficit public et conduira le ministère des finances à revoir ses comptes extérieurs, non seulement ceux réglés en devises de la Communauté européenne, mais aussi, d'une manière plus préoccupante encore, ceux liés par le cours du dollar, comme les importations en pétrole. Toutefois, dans l'immédiat, le gouvernement italien n'entend pas prendre de mesures d'accompagnement.

Le schéma de 1982

Depuis le début de cette nouvelle crise monétaire, les Italiens ont estimé que leur monnaie n'était pas au centre de la tempête : la lire n'a, en effet, jamais atteint dans ses fluctuations les limites fixées par le S.M.E. Les Italiens sont donc allés à Bruxelles avec tout le confort d'appuyer les propositions allant dans le sens d'un maintien du système. Selon M. Goria, « affaiblir le S.M.E. équivaudrait à nous affaiblir politiquement et économiquement ». De là le sentiment à Rome que le « bras de fer » entre l'Allemagne et la France était inutile et qu'il « peut-être, selon la Stampa », « engendrer de nouveaux risques sans pour autant apporter des avantages ».

Pour l'instant, et dans l'attente des réactions du marché internatio-

mal, les Italiens sont surtout préoccupés par l'évolution éventuelle du cours du dollar. Un renforcement de la devise américaine coïnciderait avec celui du mark, reproduirait les difficultés des problèmes de 1982. La première conséquence en serait la réduction des avantages offerts par la diminution du prix du pétrole (soit 13 000 milliards de lire).

En ce qui concerne les autres monnaies, la réévaluation de facto de 8 % du deutschemark par rapport à la lire devrait sans doute accroître les rentrées en devises provenant du tourisme (les Allemands représentent 44 % du total des visiteurs) que sur le plan commercial, l'Allemagne, qui absorbe 15 % des exportations italiennes, est le pays avec lequel l'Italie a enregistré le déficit le plus important en 1982 (3 167 milliards de lire). En ce qui concerne la France, les Italiens craignent que Paris introduise la pratique du dépot probable sur les importations, qui coïnciderait à une réduction de leurs exportations. Ils se réservent alors d'étudier des mesures en réaction à cette décision.

La dévaluation peut donc avoir des conséquences importantes sur l'économie intérieure. Toute dévaluation d'un point engendre, selon les experts, une augmentation de 0,38 % de l'inflation. Selon ce calcul, l'opération de Bruxelles entraînerait une augmentation de 1 % de l'inflation, et pourrait rendre encore plus difficile d'atteindre l'objectif de ramener à 13 % l'augmentation des prix en 1983. Cette répercussion n'est cependant pas automatique : tout dépendra de la manière dont réagira le marché des changes, et notamment du comportement du dollar.

PHILIPPE PONS.

ÉTATS-UNIS : nécessité d'une coordination des politiques économiques occidentales

De notre correspondant

Washington. — Le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, estime que le dollar pourrait baisser légèrement au cours des prochaines semaines. Il a fait cette prévision lundi 21 mars, lors d'un déjeuner de presse, en limitant au maximum ses commentaires sur le réajustement des parités au sein du S.M.E. Pour quoi se mêler d'une « affaire intérieure à l'Europe », comme disait le même jour l'un de ses porte-parole ?

Les États-Unis ne se sentent pas directement concernés. Mais, surtout, ils tiennent à rester à l'écart de ce genre de débats. Nous n'interviendrons sur les marchés des changes qu'en cas de « déséquilibre majeur », a rappelé lundi M. Regan. Les fluctuations des derniers jours n'entraient pas dans cette catégorie et n'ont donc entraîné aucune action de la Réserve fédérale.

Responsabilités

La non-intervention est un dogme au département du Trésor. On constate plus de souplesse chez le secrétaire d'État, M. Shultz, et chez le président de la Réserve fédérale, M. Volcker, mais ils n'ont l'un et l'autre qu'une influence limitée dans la politique des changes.

Le dogme avait semblé s'assouplir pendant la récession. Il reprend force, au contraire, avec la reprise. Une reprise officiellement confirmée lundi par l'annonce d'un accroissement du P.N.B. de 4 % au premier trimestre. Ce résultat — sujet à révision — est le meilleur depuis deux ans. Quant à la hausse des prix, elle n'a été que de 2,8 % au

premier trimestre, taux le plus bas depuis onze ans.

Favorable à une stabilité monétaire, les États-Unis auraient déploré l'éclatement du système européen. Mais cette stabilité implique, selon eux, que les gouvernements occidentaux visent les mêmes objectifs, avec les mêmes moyens. Sans être sommé, la France est jugée responsable des désordres monétaires en Europe. M. Regan a souligné, lundi, la nécessité d'une coordination des politiques économiques des pays industrialisés, « soulignant que le thème serait soulevé au sommet de Williamsburg, en mai ».

Les fluctuations au sein du S.M.E. n'ont qu'une incidence marginale sur les États-Unis. La baisse du franc, en particulier, ne les touche pas beaucoup : Paris est un partenaire commercial de deuxième importance. Ce sont les échanges avec l'ensemble de la zone S.M.E. et les rapports entre le mark et le dollar qui comptent aux yeux des Américains. Les taux d'intérêt en R.F.A. sont bien plus suivis que les cotations du « serpent ».

Les négociations de ces derniers jours à Bruxelles intéressaient surtout Washington d'un point de vue politique. Plus que les fluctuations des monnaies, l'avenir de l'entente franco-allemande leur importait. Ils sont plutôt satisfaits du résultat de la négociation, après avoir craint le pire : un isolement de la France, un « gauchissement » de son gouvernement et une manœuvre de protectionnisme.

ROBERT SOLÉ.

هكرام الزهر

LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

LES RÉACTIONS

Le C.N.P.F. espère un « sursaut national »... et un allègement des charges des entreprises

Le patronat a réagi avec modération à la dévaluation du franc. « Ce qui nous intéresse, c'est l'avenir », a déclaré M. Gattaz, président du C.N.P.F., « est le reflet de la situation économique de notre pays, or celle-ci est très mauvaise ».

En fait, les milieux patronaux attendent le plan d'accompagnement pour juger d'une éventuelle évolution de la politique gouvernementale. Comme le dit le président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, M. Pierre Netter : « C'est à la nature et à l'intensité des mesures d'accompagnement que l'on pourra juger s'il y a un changement de cap significatif ».

Même idée au C.N.P.F., où, après avoir souligné que « cette dévaluation ne règlera pas — comme par un

Coup de baguette magique — nos difficultés actuelles », l'on précise : « Ce qui nous intéresse, c'est l'avenir ».

Apparemment, plusieurs mesures ont été soumises par l'administration, pour avis, au C.N.P.F. ces dernières semaines : procédure du dépôt préalable, qui oblige tout importateur lorsqu'il a une facture à payer à l'étranger à déposer avant l'importation 20 % par exemple de son montant ; un mécanisme qui, en renchérisant le coût des achats à l'étranger dissuade les importateurs ; mais surtout un projet, attribué à M. Jean Riboud, président de Schlumberger et proche du président de la République, d'allègement significatif (un point ou un point et demi) des charges des entreprises, qui serait financé par une hausse de la T.V.A. Un projet qui a visiblement

l'heur de plaire au C.N.P.F. M. Gattaz n'a d'ailleurs pas caché que, selon lui, « si le plan gouvernemental ne comportait pas d'allègements substantiels des charges sociales et fiscales, il serait sans effet et n'arrêterait pas la dégradation de notre monnaie ».

Même son de cloche d'ailleurs à la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.), qui réclame « un effort massif et immédiat d'allègement des charges des entreprises ».

Les organisations patronales manient cependant volontiers le langage de crise. Le C.G.P.M.E. parle de la nécessité d'une « politique économique de salut public », tandis que le C.N.P.F. affirme que « tout va dépendre de la politique économique qui va être menée et du sursaut national qu'elle est capable de susciter ».

Scepticisme et inquiétudes dans les syndicats

Même s'il ne recourt pas à un plan aussi sévère qu'en juin 1982, au moment de la seconde dévaluation, par exemple en bloquant de nouveaux les revenus, le gouvernement aura du mal à retrouver auprès des syndicats une attitude aussi modérée et — relativement — compréhensive qu'il y a neuf mois. Non seulement le contexte politique n'est plus le même mais les confédérations de salariés ont mieux pris la mesure de mécontentement et des inquiétudes de leurs bases.

Sans attendre le dispositif d'accompagnement et sans savoir, faute d'avoir des interlocuteurs au clair de leur avenir immédiat, si le premier ministre réunira les partenaires sociaux, les syndicats ont dès lundi annoncé la couleur.

Pour la C.G.T., qui adopte ainsi la même attitude que le parti communiste, « l'issue ne peut être dans l'austérité ni dans la baisse de la consommation chère à la droite et au patronat, mais dans le maintien du pouvoir d'achat pour des débouchés pour l'emploi ».

Dans sa déclaration du 21 mars, M. Gérard Alazard, secrétaire de la C.G.T., a donc souligné que la France ne devait pas « céder » aux « manœuvres de la finance internationale » visant à « la faire rentrer dans le rang de l'austérité ». Préconisant un développement prioritaire de l'industrie, un blocage « sélectif » des prix et une réduction « des gâchis matériels et financiers », la centrale prône une logique qui va à l'opposé du renforcement de la rigueur qui doit être annoncée.

Sans être hostile à un encouragement à l'épargne, pour favoriser le développement industriel, elle combattra plus fermement toute incitation à la baisse du pouvoir d'achat et de la consommation. Cela promet de belles empoignées en fin d'année dans le secteur public lorsqu'il s'agira de négocier les fameuses clauses de sauvegarde si l'inflation dépasse 8 %.

La C.F.D.T. a situé sa première réaction dans le cadre de la coopération européenne : « Ce réajustement monétaire, a déclaré M. Pierre Hétyer, met l'accent sur la nécessité d'adapter et de moderniser notre industrie dans un cadre européen ». Au sein de la commission exécutive de la centrale, on se montre cependant plus sévère en affirmant qu'il faut passer « d'une gestion à la petite semaine à une gestion plus rigoureuse », en s'attaquant avec vigueur aux causes structurelles de l'inflation, en généralisant les négociations salariales et en relançant sélectivement l'investissement.

Face à ce nouveau tour de vis, la centrale de M. Edmond Maire n'entend plus tolérer de fausses. Le recours à l'épargne forcée ? Cela suppose un contrôle de l'affectation de cette épargne. Une réduction de la consommation ? Il ne saurait être question, souligne-t-on, d'admettre une baisse globale ayant « des effets pervers sur l'emploi ». La nouvelle rigueur ne pourrait être que sélective et ne contraindre à la lutte contre le chômage, ni la priorité aux bas salaires, encore le financement de la protection sociale.

M. André Bergeron a lui aussi lancé une mise en garde contre les « risques d'un tassement de la consommation ». « Je ne suis pas là, a déclaré, à France-Inter, le secrétaire général de F.O., pour travailler à l'abaissement du niveau de vie, mais pour défendre au mieux les intérêts des salariés sans démagogie et sans surenchère ».

Tout en se félicitant du maintien du franc dans le S.M.E., M. Bergeron est très inquiet quant au contenu d'un « nouveau plan anti-inflation ». Il redoute une nouvelle baisse du pouvoir d'achat — ce qui lui fait craindre une recrudescence revendicative de la C.G.T. — et encore « un dépréciement de la vie conventionnelle qui aurait des conséquences redoutables ». Il se montre également pour le moins sceptique quant à l'efficacité d'un recours à l'épargne forcée.

Ce scepticisme se retrouve dans les autres syndicats réformistes, qui pour l'instant se contentent d'un prudent attentisme. Pour M. Jean Bonard (C.F.T.C.), les mesures d'accompagnement, inévitables, « doivent tenir compte des exigences à la fois économiques et sociales ». Pour la C.G.C., la dévaluation est un « malin mal » par rapport à une sortie du S.M.E., mais elle coïncide avec la fin de l'année 1982 : « nous avons un gouvernement qui se trompe souvent ». Les syndicats risquent donc d'être des interlocuteurs plus difficiles.

MICHEL NOBLECOURT.

Convaincre la gauche

(Suite de la première page.)

Déjà, M. Herzog préconise plusieurs mesures, dont l'adoption permettrait aux communistes de se reconnaître davantage dans la politique future. Ces mesures portent, notamment, sur la réduction des importations et sur le contrôle des exportations de capitaux.

Les communistes approuvent le maintien du franc dans le système monétaire européen, et ils dénoncent comme une calomnie anticommuniste la thèse selon laquelle ils auraient été, en quelque sorte, naturellement favorables à une rupture de la coopération monétaire européenne et à l'adoption, par la France, d'une politique d'affrontement avec ses principaux partenaires commerciaux. Le P.C.F. estime, néanmoins, comme d'ailleurs le P.S., que cette confrontation existe et que, si les décisions prises à Bruxelles sont positives, c'est parce qu'elles résultent de la résistance du gouvernement aux pressions intérieures et extérieures tendant à obtenir de lui qu'il allège sa politique sur l'austérité pratiquée en R.F.A.

Il s'agit donc, pour les communistes, de poursuivre sur cette voie, opposée à celle qui passerait par une réduction du pouvoir d'achat. Le P.C.F. a souligné, à plusieurs reprises, que ce pouvoir d'achat doit être maintenu pour les salaires couverts par les conventions collectives et pour un montant équivalent à deux fois le SMIC. M. Herzog admet, en revanche, la possibilité de « plans d'épargne salariale », qui favoriseraient, notamment, l'achat de logements.

La discussion prévue, au sein du parti, jusqu'à la réunion du comité central, les 19 et 20 avril, doit permettre de convertir les cadres et les militants que les résultats des élec-

tions municipales renforcent dans le sentiment que le parti n'a rien à gagner à endosser une politique aussi différente de celle qu'il défendait il y a encore deux ans.

Les difficultés, si elles sont d'un autre ordre, ne sont pas moindres au parti socialiste. M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, avait, dès dimanche, subordonné l'adhésion des socialistes à un plan de rigueur bis à une répartition plus équitable de cette rigueur. Le « numéro deux » du P.S. avait insisté, notamment, sur la nécessité d'une réforme fiscale, instrument privilégié, à ses yeux, de cette plus grande équité. M. Herzog souligne, lui aussi, cette nécessité et préconise, en particulier, un recours accru à l'impôt sur la fortune, ainsi qu'un prélèvement sur le capital pour financer la sécurité sociale.

Ce thème n'est pas nouveau. M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, avait souhaité l'élaboration d'une telle réforme fiscale à l'automne 1982. Il avait renoncé à ce projet, jugé prématuré par le gouvernement.

Le maintien du franc dans le système monétaire européen tranche un point essentiel du débat au sein de la gauche sur la politique économique qui doit être suivie. La solution retenue n'est pas celle qui aurait isolé le pouvoir d'achat au moins provisoirement de la France au sein de l'Europe. Si la sensibilité européenne, représentée notamment par M. Jacques Delors, a prévalu et si les communistes soulignent, eux aussi, la nécessité d'une coopération dans la C.E.E., les inflexions de la politique future ne sont pas néanmoins déterminées *ipso facto*. Elles ne seront connues avec davantage de pré-

cisions qu'après la formation du nouveau gouvernement et l'intervention du président de la République. Le P.S., comme le P.C.F. sont donc à cet égard dans l'attente.

Il est clair toutefois que les réactions de ces deux partis au choix qui sont sur le point d'être rendus publics seront influencées par les différentes tendances qui les animent. Au P.S., par exemple, le C.E.S., dont l'un des chefs de file est M. Jean-Pierre Chevènement, d'avait pas dissimulé son hostilité aux orientations défendues par M. Delors. Le P.C.F. pour sa part a clairement énoncé sous la plume de M. Herzog ce que devraient être à ses yeux les marques de la poursuite de la politique voulue par la majorité des Français en 1981.

Des réactions des deux partis dépendra la mobilisation qu'ils estiment l'un et l'autre nécessaire pour assurer la réussite de la politique gouvernementale. L'un comme l'autre regretteront à ce sujet que le gouvernement de M. Pierre Mauroy ne se soit pas davantage soulié, dans le passé, d'obtenir l'adhésion des militants à ses décisions.

Le comportement du P.S. et du P.C.F. devrait subir aussi l'influence des réactions syndicales face aux nouvelles orientations. Une révision des objectifs annoncés, jusqu'à présent, en matière de pouvoir d'achat hypothéquerait la bienveillance dont le pouvoir a bénéficié de la part des principales confédérations. Celles-ci ont exprimé dès lundi leur hostilité à toute perspective de ce genre. Si leurs craintes se révélaient justifiées, la contestation qui apparaîtrait de ce côté ne pourrait pas ne pas rejettir sur l'attitude des militants socialistes et communistes.

PATRICK JARREAU.

Dans l'opposition

M. CHIRAC : un signal d'alarme

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a notamment déclaré, lundi 21 mars : « Pour la troisième fois en moins de deux ans, le franc est dévalué par rapport aux plus importantes monnaies du monde. C'est un échec. Le pouvoir ne maîtrise plus la situation. Ayant quitté le peloton de tête des pays industriels, la France est soumise à des pressions auxquelles elle ne peut plus résister. C'est un appauvrissement. De dévaluation en dévaluation, ce que nous possédons, le fruit du travail de notre peuple, perd de sa valeur chaque fois davantage. Le poids de notre économie ne cesse de diminuer dans le monde. C'est un signal d'alarme. Ce qui est désormais en cause, c'est non seulement la place de la France parmi les grandes nations, sa place au sein de l'Europe, construite grâce à tant d'efforts persévérants, mais c'est l'avenir même de notre pays. Tout l'héritage de progrès économique et de progrès social de la V^e République est en danger ».

Pour remonter la pente, il ne suffit pas de parler de rigueur ou d'austérité. Il ne suffit pas d'appeler les Français à l'effort et aux sacrifices. Il faut faire en sorte qu'une fois encore ces sacrifices ne soient pas inutiles et que nous ne nous trouvions pas tous les six mois devant les mêmes échecs dramatiques (...).

Le président de la République est désormais placé face aux conséquences de la politique qu'il a voulue et menée. Il est seul en mesure d'apporter à cette politique les modifications fondamentales qu'appelle la situation du pays ».

M. MÉHAIGNERIE : les ornières de la démagogie

M. Pierre Méhaignerie, ancien ministre de l'Agriculture, président du C.D.S. : « La nouvelle dévaluation du franc, la troisième en deux ans de pouvoir socialiste, symbolise l'échec de la politique économique du gouvernement. Cette nouvelle dévaluation n'aura aucun effet si le président de la République et le futur gouvernement continuent d'ignorer les exigences d'une politique économique et sociale qui doit quitter les ornières de la démagogie pour retrouver le sens du courage et l'effort. La spéculation vient d'offrir un pouvoir manifestement dépassé par les événements, n'est en tout cas pas de nature à restaurer la confiance des Français et de l'Europe. L'endettement extérieur du pays est devenu d'une gravité telle que le C.D.S. demandera à ses élus à l'Assemblée nationale et au Sénat, de confier à une commission parlementaire d'enquête la mission d'éclaircir l'opinion publique sur une évolution et des décisions qui compromettent l'avenir du pays en limitant pendant de longues années la capacité de croissance de notre économie ».

M. PONIATOWSKI : Waterloo.

M. Michel Poniatowski, ancien ministre d'Etat, président d'honneur

du P.R. : « Honte et tristesse pour les Français. M. Delors ne revient pas de Bruxelles mais de Waterloo. Honte devant un gouvernement qui n'a pas gouverné la France depuis trois semaines. Honte devant un gouvernement qui a bradé jour après jour nos réserves en devises, coûteusement empruntées et que les Français devront rembourser. Honte d'avoir le plus mauvais gouvernement d'Europe avec ses déficits énormes, ses endettements massifs et ses trois dévaluations en dix-sept mois, si prévisibles qu'à trois reprises je les ai annoncées publiquement six mois à l'avance. Le franc Mitterrand est un franc semestriel ».

« Honte d'un gouvernement qui, car il ne s'agit ni de la faute à Voltaire, ni de la faute à Rousseau, ni de celle des Belges ou de celle des Allemands, mais de la faute du gouvernement socialiste français, qui ajoute à la crise mondiale une crise due à son incapacité et à son incohérente gestion (...). Non seulement il faut changer les hommes dévalués, mais aussi les méthodes et les objectifs. Si l'on ne remplace pas des théories fumeuses par le bon sens, la quatrième dévaluation est inévitable ».

M. FOURCADE : la cuillère de bois.

M. Jean-Pierre Fourcade (P.R.), ancien ministre des finances, sénateur des Hauts-de-Seine : « La dévaluation s'analyse comme un double constat. Premièrement, constat d'échec de la politique économique et sociale conduite depuis mai 1981 : à vouloir négliger les contraintes économiques mondiales, la France s'est isolée de ses partenaires et doit en payer le prix, même si le premier ministre a tenté de camoufler les mauvais résultats de son action. Deuxièmement, constat de faiblesse ensuite : la France partage avec l'Italie et l'Irlande la cuillère de bois de l'Europe des Dix. Dans un monde qui connaît une sévère compétition, la générosité sociale fondée sur l'emprunt ne peut tenir lieu de politique ».

M. MONORY : la perte de notre indépendance

M. René Monory (C.D.S.), ancien ministre de l'économie, sénateur de la Vienne : « Cette troisième dévaluation en deux ans est le symbole de la perte de notre indépendance nationale. Des décisions de Bruxelles et de Bonn dépend notre avenir et même la composition de notre gouvernement. Aucun Français ne peut accepter cela. Il faut que le président de la République parle clair aux Français, qu'il tranche entre marxistes et partisans de la liberté de l'économie, que cesse enfin l'ambiguïté de son langage ».

M. BARIANI : dévaluations du socialisme

M. Didier Bariani, président du parti radical : « Il faut appeler les choses par leur nom : cette troisième dévaluation en moins de deux ans n'a rien de fortuit. Après les dé-

valuations de la relance, c'est la dévaluation de l'austérité. Dans chaque cas, il s'agit de dévaluations du socialisme. N'allons pas chercher à l'étranger de boucs émissaires, aux conséquences de notre gouvernement : nous assistons aux effets obligés d'une politique économique qui méprise l'évidence, creuse le gouffre du commerce extérieur et que gangrène l'inflation. Gageons que les spéculateurs escomptent déjà, hélas la quatrième dévaluation socialiste ».

M. LÉOTARD (P.R.) : au fond de la classe

M. François Léotard, secrétaire général du P.R. : « Il faut cesser de se moquer des Français. Notre peuple sait dans les moments difficiles accepter les efforts. Il n'est pas besoin d'anesthésie. Les vraies causes de cette troisième dévaluation tiennent à ce que le gouvernement socialiste s'est efforcé de faire le contraire de tous ses partenaires européens. La France s'est isolée. Elle campe aujourd'hui au fond de la classe. Cette troisième dévaluation (...) ne sera qu'un sursis de quelques mois si le gouvernement ne se résout pas à une révision totale de sa politique économique. Le redressement passe par une forte réduction de notre déficit, par une lutte contre l'inflation avec nos voisins. Il suppose que l'on permette aux entreprises françaises d'être compétitives. Seule, une politique économique libérale s'inscrivant dans une véritable concertation européenne peut conduire à ce redressement ».

M. LECANUET (U.D.F.) : à la traîne

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F. : « Au rythme d'une dévaluation tous les neuf mois, la France s'enfonce. Quel échec et quelle tristesse pour notre pays, qui était il y a moins de deux ans encore dans le peloton de tête, de se voir aujourd'hui à la traîne et si affaibli (...) La politique économique et sociale du pouvoir condamne la France à l'austérité. Après les illusions du 10 mai 1981 les lendemains déçoivent. Si la France veut éviter une quatrième dévaluation dans quelques mois, il devient urgent de réduire le cap et de changer les orientations ».

« M. Max Lejeune, sénateur, président du parti social-démocrate (U.D.F.) : « Trois dévaluations en moins de deux ans sanctionnent l'échec de la politique du gouvernement socialo-communiste. C'est un triste record. Les Français sentent bien que le pays n'est plus gouverné. Aujourd'hui, à Bruxelles, c'est la France qui est dévaluée ».

M. Patrick Gérard, président du Mouvement des jeunes giscardiens : « Avant le 10 mai 1981, la France prêtait à l'Allemagne. Aujourd'hui, malgré des emprunts ruineux, elle dévalue pour la troisième fois. M. Mitterrand a gagné l'oscar de la dévaluation ».

Dans la majorité

M. Herzog : les communistes ne fuiront pas leurs responsabilités

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du parti communiste, chargé des questions économiques, dénonce, mardi 22 mars, dans l'humanité, une « offensive politique internationale et internationale », conduite par les milieux capitalistes et les forces de droite et visant à empêcher la majorité de poursuivre dans la voie qu'elle a choisie les Français en 1981. M. Herzog souligne que « contrairement [aux] espérances [de ces milieux], les communistes ne fuiront pas leurs responsabilités » et que « dans la majorité, ils contribueront avec sérieux, dynamisme et dans un esprit constructif à la réussite des objectifs de la politique nouvelle choisie en 1981 ».

M. Herzog écrit : « Les décisions prises à Bruxelles sont justes. La France a bien fait de rester au sein du système européen. Cela étant, les problèmes de fond restent posés. Pour avancer dans la réalisation des objectifs de 1981, ces problèmes nécessitent des solutions. Le responsable des questions économiques au P.C.F. préconise d'impliquer, de fond le secteur public industriel, les banques, le financement public dans des engagements et des décisions concrètes de développement de productions efficaces, de la qualification des travailleurs, de la recherche, de l'investissement ».

M. Herzog estime, en outre, que « mener cette politique avec rigueur nécessite une lutte effective pour réduire les importations excessives et les exportations de capitaux. Nous ne voulons pas de protectionnisme, souligne-t-il, mais nous ne voulons pas, non plus, que notre

économie soit ruinée par la guerre commerciale. Dès 1983, on doit réduire sensiblement le déficit commercial et réduire, aussi l'endettement supplémentaire ».

Les communistes proposent « la constitution d'une commission spéciale interministérielle chargée d'établir le bilan des importations, d'examiner avec tous les intéressés des remplacements possibles de ces importations par des productions nationales compétitives, de proposer des mesures de réduction des coûts, en particulier par la promotion technologique, de développer la coopération entre les producteurs français et entre eux-mêmes et les utilisateurs ».

M. Herzog souligne, d'autre part, que « le redressement industriel nécessite un soutien suffisant de la consommation. On ne pourrait, ajoute-t-il, relever l'investissement et l'emploi si la consommation baissait. Il faut donc que soit défendu le pouvoir d'achat des travailleurs. En revanche, il conviendrait de développer l'impôt sur la fortune, de dissuader les prélèvements des patrimoines privés sur les entreprises. Des plans d'épargne salariale pour la consommation, pour le logement, contribueraient à la relance des productions. » M. Herzog écrit, enfin, que « des coopérations industrielles, financières et monétaires d'intérêt mutuel en Europe sont particulièrement indispensables » et que « ces coopérations gagneront à être conjuguées avec la relance des échanges avec les pays socialistes et en voie de développement ».

M. JOSPIN : une décision logique


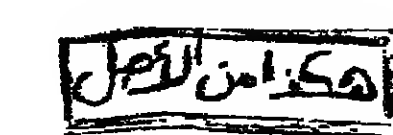
M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., nous a déclaré : « Le réajustement des monnaies européennes qui vient d'intervenir est logique. Dans un Système monétaire international qui n'a plus de règles stables, où la monnaie principale, le dollar, n'a plus d'obligations et où toutes les monnaies flottent par rapport à lui, la volonté de préserver les parties fixes entre les principales monnaies européennes a ses contraintes. Il faut procéder à des ajustements monétaires périodiques qui traduisent les différences de potentiel industriel — ou l'industrie française est sortie affaiblie de la dernière décennie — et parfois aussi les différences dans les objectifs de politique économique et sociale. La France a privilégié le maintien du pouvoir d'achat et la lutte contre le chômage, en acceptant certains risques monétaires. L'Allemagne a privilégié sa monnaie : elle le paie lourdement sur le plan du chômage. Il est urgent que la communauté mondiale, et en premier lieu les pays de la C.E.E., se fixent des objectifs communs de lutte contre la crise ».

« M^{me} Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du P.S.U., estime que l'accord monétaire de Bruxelles est un « compromis raisonnable, qui devrait permettre d'améliorer la situation française ».

Antigriffine
comme son nom l'indique

La grande force d'Antigriffine Mudy a la vitamine C, nouvelle formule, est de combattre à la fois la leucémie et la douleur. Antigriffine nouvelle formule reste Antigriffine. Attention, ce médicament contient de l'aspirine. Pas d'alcool, pas d'additifs, sans aucun médicament. Chez votre pharmacien.

LABORATOIRES SUN-AND - 20 RUE DES FOSSÉS ST JACQUES 75004 PARIS CEDEX 05 - Tél. 01 46 11 22 22

voyages sans nuage

AIRCOM SETI
25, rue la botte, 75008 Paris
Tél. : 268.15.70 + LIC A962

Réélu maire de Paris

M. Jacques Chirac rajeunit le « gouvernement » de la capitale

Réélu maire de Paris, M. Jacques Chirac bénéficie durant les six prochaines années d'un pouvoir sans partage. Non seulement la décentralisation - voulue par le gouvernement socialiste - lui permet d'échapper, comme tous les autres maires de France, à la tutelle préfectorale, mais encore le renouvellement de ses adjoints à l'Hôtel de Ville lui a donné l'occasion de remplacer les anciens barons du gaullisme parisien par des hommes qui lui sont totalement dévoués. Il y a six ans le nouveau président du R.P.R. avait dû s'appuyer sur les réseaux que les gaullistes avaient peu à peu tissés sur la capitale pour empêcher M. Michel d'Ornano de conquérir l'Hôtel de Ville. Des hommes comme MM. Christian de La Malène, Pierre Bas, Gabriel Kasperit, Jean de Préaumont, pouvaient dire à M. Chirac : « nous l'avons aidé à devenir maire de Paris ». En 1983, pour se faire réélire, ils ont dû écrire sur leurs affiches : « Voter X... c'est voter Chirac ». Le rapport de forces est renversé.

La composition de la nouvelle municipalité parisienne illustre. Le cas de M. de La Malène en est l'exemple le plus frappant. Député de Paris de 1958 à 1977, sénateur depuis cette date, il fut d'avril 1965 à 1977 rapporteur général du budget de la ville de Paris, et, à ce titre, l'un des vrais « patrons » de l'Hôtel de Ville sous l'ancien statut. Devenu maire, M. Chirac en avait fait son premier adjoint chargé des finances. Aujourd'hui s'il est encore le premier des adjoints dans l'ordre protocolaire, il n'est plus qu'un « adjoint spécial » sans attribution particulière. Le premier adjoint en titre est M. Jean Tiberi, un fidèle parmi les fidèles du maire, et l'adjoint chargé des finances M. Alain Juppé, principal conseiller économique du président du R.P.R. qui, il y a peu, était le directeur des finances et des affaires économiques de la Ville.

De même M. Pierre Bas, ancien adjoint à la culture et vice-président-délégué du groupe Union pour Paris. Aujourd'hui la culture est

confiée à M^{me} Françoise de Panafieu, une jeune élue R.P.R., et la présidence du groupe Rassemblement pour Paris à M. Roger Romani, lui aussi un homme de confiance du maire. M. Bas sera maire du VI^e arrondissement.

Le nouveau statut, si critiqué par M. Chirac, lui a permis d'offrir les maires d'arrondissement à ses anciens barons qui n'avaient plus leur place dans son entourage immédiat. Sans doute certaines de ces maires d'arrondissement devaient, il est vrai, être confiées à des hommes du maire, M. Alain Devaquet dans le onzième, M. Jacques Toubon dans le treizième, mais il s'agit là d'arrondissements que l'on souhaite reprendre à la gauche aux prochaines législatives.

Mais on comprend mieux que M. Chirac ait jugé bon de mettre en garde ses amis devenus maires d'arrondissement : il ne devra pas y avoir, a-t-il voulu préciser, « d'émissionnement du pouvoir ».

THIERRY BREHIER.

MARSEILLE : M. Gaudin annonce le dépôt d'un recours en annulation dans trois secteurs

De notre correspondant

Marseille. - M. Jean-Claude Gaudin (U.D.F.) a, au cours d'une conférence de presse lundi 21 mars à Marseille, annoncé le dépôt auprès du tribunal administratif de trois recours en annulation des résultats des élections municipales dans les premier, deuxième et troisième secteurs de Marseille - pour fraude électorale -.

M. Gaudin était accompagné par M. Hyacinthe Santoni (R.P.R.), qui était candidat dans le premier secteur, et entouré de trois avocats chargés de constituer le dossier. M^{re} Eugène Agostini, conseiller de M^{me} Jean Chelini et Raymond Gola, candidats du troisième secteur. MM. Marc Leroux et Mathieu Baffert, conseils de M. Santoni et de M^{me} Jacqueline Grand (premier et deuxième secteur).

Revenant sur les résultats, M. Gaudin a souligné que « M. Defferre allait être réélu en étant le seul maire de France à avoir recueilli moins de voix que son adversaire. La liste Changeons Marseille, a déclaré M. Gaudin, a recueilli 3 436 voix de plus que celle de la gauche unie ». Résultats obtenus, selon le chef de l'opposition à Marseille, « en comptabilisant les voix des listes Defferre et Gaudin du premier et du deuxième tour en excluant les voix obtenues par la liste Marseille-Sécurité ».

« Si nous avions eu le même statut à Marseille qu'à Paris et à Lyon, c'est nous qui nous installerions à la mairie aujourd'hui », a ajouté M. Gaudin, car nous sommes majoritaires en voix dans huit arrondissements sur seize. La victoire de M. Defferre, a conclu M. Gaudin, est celle de la charcuterie, de l'analogue et de la calamité ».

Pour sa part, M. Santoni a dénoncé l'« attitude inadmissible » de M. Bernard Patault, préfet délégué pour la police, à qui il reproche d'avoir opéré « des rapprochements sérieux entre les pouvoirs de police et le R.P.R. La voiture piégée et la bombe de la Cayolle, a dit M. Santoni, ont servi une cause qui a abouti à la réélection de Gaston Defferre. C'est grave ce que je dis là mais j'en prends la responsabilité ».

M^{re} Agostini a constaté des anomalies dans le déroulement du vote (bulletins de l'opposition prémarqués d'un trait fin ayant entraîné leur annulation) et une absence de contrôle d'identité de

certaines votants. L'avocat a également relevé les abus de pouvoir dont se serait rendu coupable M. Defferre dans des articles signés de son nom et publiés dans le *Provençal* après la clôture officielle de la campagne, et celui dont se serait rendu coupable M. Bernard Patault en déclarant que les hommes tués par l'explosion de la bombe de la rue Dragon étaient en relation avec des policiers de droite.

L'avocat dénonce en outre la violation de l'article 31 de la loi « informatique et libertés » que constituent les photocopies des feuilles d'émargement du premier tour, photocopies qui auraient permis à la majorité d'adresser des lettres personnelles aux abstentionnistes.

Pour leur part, MM. Leroux et Baffert ont fait état de nombreuses anomalies dans le déroulement même du scrutin. Ils ont annoncé le dépôt de deux plaintes, l'une contre X, pour recherche des auteurs de ratures sur certains bulletins des listes d'opposition dans le troisième secteur, l'autre contre certains représentants de bureaux de vote qui se seraient appuyés au contrôle des identités par les assesseurs désignés par l'opposition.

JEAN CONTRUCCI.



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

La majorité fait la loi

Je proclame M. Jacques Chirac maire de Paris - c'est par cette formule que le M. Pierre Lépine, doyen d'âge du Conseil de Paris, a annoncé lundi 21 mars l'élection, aisément prévisible, du premier magistrat de la capitale. Debout, les cent quarante et un membres des groupes Paris libéré et Rassemblement pour Paris ont applaudi leur chef de file.

Confinés sur deux travées de gauche, les vingt deux élus socialistes et communistes rescapés de la bataille des municipales sont restés silencieux. La mandature sera dure pour cette poignée d'opposants qui, comme le disait M. Paul Quilès, « ont recueilli 30 % des voix des Parisiens mais ne représentent que 15 % de la nouvelle assemblée ».

Ils en ont fait l'expérience dès cette première séance du conseil exclusivement réservée à l'élection du maire et de ses vingt-deux adjoints. « Nous sommes la minorité », avait dit M. Quilès, mais nous avons l'intention d'être très vigilants pour que nos droits soient respectés et que, par exemple, l'information municipale ne fasse pas l'objet d'un véritable monopole. Nous serons très attentifs aux restrictions qui pourraient être apportées au nouveau

statut de Paris par le maire. Nous veillerons à ce que les promesses soient tenues, notamment celles concernant le réajustement entre les arrondissements riches de l'Ouest et les arrondissements pauvres de l'Est parisien ».

Cette brève déclaration suscitait aussitôt les bruyantes protestations de la majorité. M. Bernard Rocher, invoquant le règlement, demanda au président de séance d'interrompre l'orateur. M. Quilès ne put achever son intervention. Quant à M. Henri Malberg, représentant du groupe communiste, il ne parvint même pas à commencer la sienne.

Les conditions de cette rentrée expliquent-elles la manifestation d'intolérance de la majorité ? Il est vrai que l'on n'avait jamais vu autant de monde, dans la salle du Conseil de Paris. Les élus, qui étaient cent neuf pendant la précédente mandature, sont aujourd'hui cent soixante-trois, et comme on n'a pas ajouté un seul pupitre, il a fallu installer trois personnes là où il n'y en avait que deux.

Les « nouveaux », c'est-à-dire les deux tiers des membres du Conseil, ont été surpris par un tel inconvénient, auquel s'ajoutait la chaleur dégagee

par les projecteurs de la télévision et la monotonie des vingt-trois scrutins nominatifs, qui ont paru interminables.

En outre, M. Chirac, revenu à son fauteuil de maire, n'a nullement cherché à euphémiser ses amis. D'entrée de jeu, il a au contraire insisté sur « la lourde et très grave responsabilité qui échoit à la majorité », en raison même de l'ampleur de sa victoire. « Notre devoir, a-t-il dit, est, dès cet instant et pour chacun d'entre nous, de ne pas décevoir les Parisiens qui nous ont massivement fait confiance ».

Puis, en quelques mots, il a indiqué les grands axes de la politique municipale. Le nouveau statut de Paris sera mis en œuvre dans les termes mêmes de la loi lorsque ceux-ci seront d'une application claire. « Mais je n'ai pas l'intention », a ajouté le maire, de laisser libre cours à des interprétations extensives qui seraient de nature à compromettre les responsabilités du maire. Pas d'émiettement du pouvoir. « Cet avertissement était adressé aux futurs maires d'arrondissement - ils seront élus le 29 mars prochain - qui seraient tentés de défendre trop vigoureusement les intérêts de leur quartier ».

La période qui s'ouvre devant nous, a continué M. Chirac, sera marquée par la dureté des temps. L'application de la loi de décentralisation va engendrer un volume important de dépenses nouvelles et une substantiel manque à gagner du

MARC AMBROISE-RENDU.
(1) On appelle Chambre introuvable l'Assemblée élue le 7 octobre 1815, après le retour de Louis XVIII en France. Celui-ci réunit la même de la docilité de la majorité ultra.

LE P.S.U. SE DÉCLARE PRÊT À PARTICIPER À L'ACTION GOUVERNEMENTALE

La direction politique du P.S.U., réunie les 19 et 20 mars à Paris, estime que, avec « plus de huit cents élus, dans la quasi-totalité des départements », et notamment « dans quatre-vingt-deux villes de plus de trente mille habitants, contre trente-trois en 1977 », la volonté du P.S.U. de parachever son ancrage dans la majorité, tout en développant les orientations nécessaires à une véritable politique de gauche, a porté ses fruits.

Le compte rendu des travaux de la direction politique, publié lundi 21 mars, indique que celle-ci a approuvé la déclaration faite le 13 mars par le bureau politique, qui affirmait : « Partie prenante, avec les trois autres partis de gauche, de la campagne municipale, le P.S.U. entend, aujourd'hui, participer à leur côté à la nécessaire mobilisation commune et à l'action gouvernementale elle-même ».

PRÉCISIONS

AURILLAC (Cantal). - Dans le tableau concernant les villes de plus de trente mille habitants qui n'ont pas bougé (le Monde du 15 mars), nous avons omis de mentionner Aurillac, dont le maire, M. Souchon (P.S.), a été réélu dès le 6 mars avec 57,72 % des suffrages exprimés. D'autre part, la répartition des élus de l'opposition dans le conseil municipal est la suivante : 2 U.D.F.-rad. ; 1 U.D.F.-C.D.S. ; 2 U.D.F. ; 3 R.P.R.

SCHILTIGHEIM (Bas-Rhin). - La répartition des élus de gauche au conseil municipal de Schiltigheim est la suivante : 5 P.C. ; 17 P.S. ; 8 div-g.

LES VERTS-PARTI ÉCOLOGISTE CONTESTENT LA REPRÉSENTATIVITÉ DE M. LALONDE

Le conseil national des Verts-parti écologiste, réuni les 19 et 20 mars à Paris, a adopté une déclaration condamnant la démarche de M. Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre, qui s'était porté candidat à la direction d'une liste écologiste pour l'élection européenne de mai 1984 (le Monde du 2 mars). « M. Brice Lalonde n'est pas mandaté pour parler au nom de l'écologie politique, qui a ses porte-parole élus », déclarent les Verts-parti écologiste.

Ils rappellent que les Amis de la Terre, lors des débats sur une éventuelle unification des écologistes, avaient annoncé leur volonté de mener, de façon indépendante, une action de style associatif, et non politique.

La troisième composante du mouvement écologiste, les Verts-Confédération écologiste, avait elle aussi, condamné l'initiative de M. Lalonde. (Le Monde du 18 mars.)



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



COMMENT PARLER DU RACISME ? FAUT-IL MÊME EN PARLER ?

Christian Delacampagne

L'invention du racisme

Antiquité et Moyen-Âge

Christian Delacampagne répond avec force : il faut connaître pour combattre.

Frédéric Feneux (le Nouvel Observateur)

Le racisme a mauvaise réputation. On le méprise, on le déteste, et il ne s'en porte pas plus mal. Si on l'écrase, il se redresse. Plusieurs milliers de personnes, chaque année, continuent de mourir au nom de cette réalité imaginaire qu'on appelle la race. Christian Delacampagne interroge à son tour cette variété de haine. Son livre est d'un philosophe, mais ce philosophe est un combattant.

Gille Lapouge (le Monde)

FAYARD

354 pages, 89 F

هكوان الزين

POLITIQUE

Les nouveaux maires

Nous poursuivons ci-dessous la publication de la liste des maires élus en 1983. Pour les derniers, nous donnons aussi quelques indications biographiques.

ELUS

BOUCHES-DU-RHÔNE. — **Aix-en-Provence.** : M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca (U.D.F.-R.).

[Né le 26 juin 1930, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca, docteur en médecine, était adjoint au maire sortant, M. Alain Josselin, qui n'avait pas subi de renouvellement de son mandat. Il a été élu conseiller général du canton d'Aix-en-Provence Nord-Est au premier tour des cantonales de mars 1982.]

ALPES-MARITIMES. — **Cannes.** : M. Anne-Marie Dupuy (R.P.R.).

[Née en 1920, mariée, deux enfants, M. Anne-Marie Dupuy, conseillère d'Etat, a notamment occupé les fonctions de chef de cabinet (1963-1968) puis de directrice de cabinet (1969-1974) de Georges Pompidou. Engagée volontaire pendant la dernière guerre mondiale, en qualité de conductrice dans un régiment de train, elle a fait les campagnes d'Italie et d'Allemagne. Elle est également, depuis mars 1983, conseillère générale du canton-est de Cannes.]

COTES-DU-NORD. — **Lannion.** : M. Yves Nedelec (R.P.R.).

[Né le 15 mai 1944 à Bréval, près de Lannion, M. Yves Nedelec est agent d'assurances. Il siège au conseil municipal sortant.]

DOUBS. — **Valentigney.** : M. Louis Bianchi (app. R.P.R.).

[Né le 31 octobre 1920 à Ruit, M. Louis Bianchi, ancien agent aux automobiles Peugeot, a été adjoint au maire de 1971 à 1977.]

EURE. — **Bernay.** : M. Joël Bourdin (U.D.F.).

[Né le 25 janvier 1939 à la Barre-en-Ouche, ancien recteur de l'université de Haute-Normandie, M. Joël Bourdin est actuellement professeur d'économie politique à l'université de Caen, titulaire de la chaire qu'occupait naguère M. Raymond Barre.]

LOUVRES. : M. Odile Prost (R.P.R.).

[Née le 17 mars 1946, M. Odile Prost (née Thépaut) pour l'école civile du nom de son mari, diplômée, dirige un service d'études économiques et sociales au C.N.P.E. Elle est conseillère générale du canton de Louvres-Sud depuis mars 1982.]

VERNON. : M. Jean-Claude Asphe (R.P.R.).

[Né le 15 juillet 1937, M. Jean-Claude Asphe exerce la profession de directeur commercial. Il est conseiller général de Vernon-Sud depuis mars 1982.]

EURE-ET-LOIR. — **Châteaudun.** : M. Alain Vernot (R.P.R.).

[Né le 26 août 1946, à Châteaudun, M. Alain Vernot, ancien élève du centre de formation des journalistes, est directeur d'un supermarché. Il a été secrétaire départemental du R.P.R.]

GARD. — **Nîmes.** : M. Jean Bousquet (div. d.).

[Né à Nîmes, le 30 mars 1932, marié, père de deux enfants, M. Jean Bousquet a exercé le métier de modéliste dans une maison de prêt-à-porter à Paris, avant de constituer une société spécialisée dans la confection de vêtements et baptisée Cacharel, du nom d'un gibier de Camargue. Cette société possède cinq unités de production et emploie mille personnes dans le Gard. M. Bousquet présidera aussi le comité directeur de l'équipe de football de Nîmes-Olympique.]

HAUTE-GARONNE. — **Toulouse.** : M. Dominique Baudis (app. U.D.F.).

[Âgé de trente-six ans, journaliste, ancien présentateur du journal télévisé de FR 3, M. Dominique Baudis avait quitté cette chaîne en février 1982 à la suite d'un désaccord et était chargé, depuis lors, des relations de FR 3 avec le Parlement. Il succède à son père à la mairie de Toulouse.]

GIROUDE. — **Pessac.** : M. Jean-Claude Dalbos (app. R.P.R.).

[Né le 24 septembre 1928, à Bordeaux, chirurgien-stomatologiste, M. Jean-Claude Dalbos dirige une clinique dans sa ville natale. Elu député de la troisième circonscription de la Gironde en 1958, sous l'étiquette U.D.R., il avait perdu son siège quatre ans plus tard. Elu maire de Pessac en 1959, il a déjà exercé trois mandats consécutifs, jusqu'en 1977. Il a également été conseiller général de 1963 à 1976. M. Dalbos a également siégé au conseil régional et au conseil de la communauté urbaine de Bordeaux, où les nombreux différents l'ont opposé à M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux. M. Dalbos n'a d'ailleurs jamais adhéré au R.P.R.]

HERAULT. — **Béziers.** : M. Georges Fontes (U.D.F.-C.D.S.).

[Né le 3 septembre 1924, à Béziers, directeur de la caisse locale de Sécurité sociale, M. Georges Fontes, ancien conseiller de la S.F.I.O., est conseiller général depuis mars 1982.]

ISÈRE. — **Grenoble.** : M. Alain Carignon (R.P.R.).

[Âgé de trente-quatre ans, M. Alain Carignon est un jeune gaulliste qui a grandi dans l'ombre d'un homme pour lequel il professe une administration sans bornes : M. Alain Piquet, le « Monsieur France » de la droite iséroise, ancien médiateur. Ancien membre de l'Union des jeunes pour le progrès, il est directeur général adjoint de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble et conseiller général de la ville depuis 1976. Fils d'un journaliste du *Dauphiné libéré*, il avait déjà tenté sa chance aux élections municipales en 1971 — il avait vingt-deux ans — à Saint-Martin-d'Hères, ville de la banlieue grenobloise. En 1973, il avait été le suppléant de M. Pierre Vohmand, député U.D.R. sortant de la deuxième circonscription de l'Isère, qui n'avait pas été élu.]

MEUSE. — **Verdun.** : M. Jacques Barot-Dupont (div. d.).

NORD. — **Croix.** : M. François Debenne (U.D.F.-C.D.S.).

[Né à Rambaix le 2 août 1923, agent immobilier, M. François Debenne est, depuis 1976, administrateur de la FNAM. Elu pour la première fois conseiller municipal en 1965, il a été l'un des adjoints du maire de 1971 à 1977, réélu en 1981 à l'occasion d'un scrutin partiel.]

Densin. : M. Arthur Brabant (P.C.).

[Né le 15 février 1921 à Lourches, agent commercial, M. Arthur Brabant a été élu au conseil municipal, pour la première fois, en 1977. Il était le premier adjoint du maire sortant, qui ne se représentait pas.]

Douai. : M. Jacques Vernier (R.P.R.).

[Né le 3 juillet 1944 à Paris, polytechnicien, directeur de l'Agence de l'eau du bassin Artois-Picardie depuis 1974, M. Jacques Vernier, membre du mouvement gaulliste depuis 1975, préside les instances locales du R.P.R. Fondateur.]

d'association de consommateurs regroupant deux mille adhérents, il est l'auteur d'un ouvrage publié en 1971 sous le titre *La bataille de l'hypermarché*.

Hazeubrouck. : M. Maurice Serghier (mod.).

[Né le 28 janvier 1920 à Oudezinde, M. Maurice Serghier, greffier en chef honoraire, a exercé sa carrière au tribunal d'Hazeubrouck. Conseiller général du canton d'Hazeubrouck-Sud, il est également député (non-inscrit) de la troisième circonscription depuis 1978. Il siège au conseil municipal depuis 1965 avec une interruption de 1971 à 1977.]

Tourcoing. : M. Stéphane Dermaux (U.D.F.).

[Né le 13 juillet 1929 à Rocoq, directeur commercial d'une filature, M. Stéphane Dermaux est, depuis 1975, dirigeant local et régional du mouvement gaulliste. Il est également conseiller général depuis 1976.]

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — **Rivesaltes.** : M. André Basco (div. d.).

[Né le 9 avril 1944 à Rivesaltes, M. André Basco exerce la profession d'ingénieur des arts et métiers. Conseiller municipal depuis 1971, il était l'un des adjoints du maire sortant.]

VIENNE. — **Châtelleraut.** : M. Edith Cresson (P.S.).

[Née en 1934 à Boalingne-Billancourt, diplômée d'H.E.C., ingénieur en économie agricole, membre de la Convention des institutions républicaines en 1965, puis responsable des jeunes au P.S. Elle a été élue députée de la Vienne en 1981 et conseillère générale en 1982. Elle a été nommée ministre de l'Agriculture dans le premier gouvernement Mauroy et reconduite dans le deuxième.]

REÉLUS

DOUBS. : A. Besançon, M. Robert Schwint, P.S., sénateur.

HAUTE-LOIRE. : A. Yssiegeux, M. Marcel Guillaumond, div. d.

NORD. : A. Cambrai, M. Le-gendre, R.P.R.; A. Dunkerque, M. Prouvost, R.P.R.; A. Grande-Synthe, M. Carême, P.S.; A. Lamberville, M. Delfosse, U.D.F.-C.D.S., député; A. Lomme, M. Notebart, P.S., député; A. Logn, M. Dupont, P.S.; A. La Madeleine, M. Dhimin, R.P.R.; A. Marquise-Baraill, M. Charles, R.P.R., député; A. Mons-en-Baraill, M. Wolf, P.S.; A. Rumsies, Mme Lefebvre-Musmeaux, P.C.; A. Saint-Amand-les-Eaux, M. Donnez, U.D.F.; A. Saint-Pol-sur-Mer, M. Tirmarche, P.S.; A. Valenciennes, M. Carous, R.P.R., sénateur; A. Villeneuve-d'Ascq, M. Caudron, P.S.; A. Wattignies, M. Delfosse, R.P.R.; A. Wattrelos, M. Faugaret, P.S.

VIENNE. : A. LOUDUN, M. René Maury, U.D.F.-C.D.S., sénateur.

HAUTE-VIENNE. : A. Limoges, M. Louis Longueque, P.S., sénateur.

RÉGION PARISIENNE

YVELINES. : A. Houilles, M. Eugène Seleskovich, P.C.

VAL-DE-OISE. : A. Pontoise, M. Jean-Philippe Lachensud, U.D.F.; A. Bezons, M. Jacques Leser, P.C.; A. Eaubonne, M. André Petit, U.D.F.-C.D.S., ancien député; A. Ermont, M. Jacques Berthod, div. d.; A. Garges-lès-Gonesse, M. Henri Cukierman, P.C.; A. Gonesse, M. Bernard Février, div. d.; A. Herblay, M. Roger Barat, U.D.F.-Rad.; A. Montmorency, M. Albert Macarian, U.D.F.-P.R.; A. Saint-Ouen-l'Aumône, M. Alain Richard, P.S., député; A. Saran, M. Canelier, U.D.F.; A. Villiers-le-Bel, M. Louis Perrin, P.S., sénateur.

D'égal à égal avec l'État

Elus ou réélus, les nouveaux maires vont avoir à exercer des fonctions, assumer des responsabilités, gérer des budgets de manière profondément différente de celle de leurs prédécesseurs.

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981, en effet, une dizaine de lois et une quarantaine de décrets sont venus donner un contenu nouveau — au moins sur le plan institutionnel — à ce qui n'était que sujet de discours : la décentralisation.

La loi de base, la « loi-phare » puisque le terme de « loi-cadre » n'est plus juridiquement correct, est celle du 2 mars 1982 intitulée « Droits et libertés des communes, départements et régions », et elle intègre à ce titre tout le maire que les présidents de conseil général et régional.

Cette loi rétablit d'abord l'équilibre des compétences entre le conseil municipal, le conseil général (ancien préfet) et le maire (le *Monde* du 3 février). En supprimant les tutelles administratives, juridiques et techniques, elle fait du maire un membre à part entière des institutions françaises. Le maire n'a plus à attendre l'avis favorable du préfet pour faire exécuter une délibération du conseil municipal. Plus besoin, non plus, de demander l'autorisation du représentant de l'Etat pour passer des marchés. De même ont été considérablement élargies les compétences d'intervention économique des communes (aides aux entreprises, garanties d'emprunts).

Deuxième loi essentielle qui donne aux maires des pouvoirs accrus : celle du 7 janvier 1983 sur le transfert des compétences. Il est prévu que ce transfert (qui intègre non seulement les communes mais aussi les départements et les régions) s'étalera jusqu'en 1985 pour que l'harmonisation des ressources et des dépenses entre le budget de l'Etat et celui des collectivités locales ne soit pas mise à mal par des procédures précipitées.

Déjà, les maires se voient confier, en 1983, d'importants pouvoirs en matière d'urbanisme. La commune a l'initiative pour l'élaboration des plans d'occupation des sols (POS). Le conseil municipal arrête le projet de POS et l'approuve après qu'ont été faites les enquêtes publiques. Le maire délivre le permis de construire, à condition qu'un POS ait été approuvé.

Au chapitre financier, la principale innovation qui entre (partiellement) en vigueur cette année est la dotation globale d'équipement (D.G.E.). Le maire disposera d'une somme forfaitaire englobant les subventions que chaque ministère, auparavant, accordait au coup par coup. Il en fera l'usage qu'il veut. Tel maire fera plus de piscines et moins de crèches, tel autre plus de

maisons de cure et dépensera moins pour le remembrement.

Mais, au-delà des textes, ce n'est pas parce que les maires reçoivent, par la loi, davantage de droits et de pouvoirs qu'ils vont rompre les liens traditionnels avec les représentants administratifs ou techniques de l'Etat. Dans les petites communes notamment, le maire aura toujours besoin des conseils d'un ingénieur du génie rural ou du sous-préfet avant de rédiger une délibération, ou avant de préparer son budget.

« Les tutelles existaient, c'est vrai, mais il fallait savoir en jouer. Parfois, elles nous évitaient des erreurs, voire des fautes, qui nous conduisaient au tribunal administratif, dit un maire d'une petite localité de la Creuse. Mais il est vrai aussi que dans ce nouveau système notre interlocuteur essentiel devient le conseil général pour la répartition des subventions. »

« L'accroissement de nos pouvoirs — urbanisme, emploi, économie — va nous obliger à élargir nos services municipaux, note pour sa part M. René Dosière, P.S., maire de Lagny. L'économie constitue pour les maires un vaste champ d'action qui va libérer les imaginations. Nous devons prendre des contacts avec les industriels, définir une doctrine et une stratégie économique. Quelle sera la part des aides de la région, du département, de la commune face à une entreprise en difficulté ? Inévitablement, les communes d'un même bassin d'emploi devront se regrouper pour la prospection économique. »

Ça a coïncé

« J'ai très peur pour ma part que les communes ne soient désormais tentées de se substituer aux banquiers, avertit M. Michel Giraud (R.P.R.), maire du Perreux, président du conseil régional d'Ile-de-France. Cela représenterait un gros risque pour l'argent des contribuables locaux, qui sont déjà soumis à une ponction importante. Les moyens financiers des collectivités locales constituent un véritable problème de gouvernement qui ne sera pas résolu au fur et à mesure des transferts de compétences. Bref, financièrement, ça coïncine de plus en plus. »

C'est pourquoi tous les maires attendent avec impatience la mise en chantier de la réforme de la fiscalité locale. Une réforme qui, pour eux, et quelle que soit leur couleur politique, doit se traduire par un large transfert des impôts que lève l'Etat, au profit des municipalités, des conseils régionaux et des conseils généraux, pour que la décentralisation prenne un tour concret.

FRANÇOIS GROSCHARD.



BMW 520i:
une berline 6 cylindres
pour 6,5 l aux 100*.

La BMW 520i est la seule berline 4 portes à bénéficier, pour 2 litres de cylindrée, de la puissance et de la souplesse incomparables d'un moteur 6 cylindres en ligne.

Par l'exploitation rationnelle d'une technologie futuriste cette 9 cv élève le sens de l'économie au niveau des qualités et des performances attachées à l'esprit de la marque.

Mettez la BMW 520i à l'essai de vos exigences, chez votre concessionnaire BMW.



200 CONCESSIONNAIRES
ET AGENTS EN FRANCE.

*Conformément Normes UTAC : 6,5 l à 90, 6,5 l à 120, 12,2 l en cycle urbain.

Le plaisir de conduire.

A LEVALLOIS-PERRET

Un ordinateur de gauche pour une ville de droite.

M. Patrick Balkany, nouveau maire R.P.R. de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), se fait bien du souci à cause d'un ordinateur genevois. Il vient en effet de s'apercevoir que tout le système de traitement informatique de la mairie dépend d'un Syndicat intercommunal qui, sous le nom de Nord-92, gère l'informatique de quatre communes du nord du département : Nanterre, Colombes, Gennevilliers et Levallois.

Chacune des mairies dispose d'un terminal, tandis que l'ordinateur central, installé dans un immeuble de Gennevilliers, traite pour chaque mairie le système paie, le système élections ainsi que quelques autres fichiers moins importants.

Avant le 6 mars, les quatre villes intéressées étaient gérées par des maires communistes. Trois d'entre eux ont été réélus, mais, à Levallois, M. Patrick Balkany a dû céder la place à M. Balkany, et celui-ci se demande s'il n'est pas dangereux de laisser les informations confidentielles concernant sa mairie aux mains d'un syndicat contrôlé par les

communistes. « A leur départ de Levallois, les communistes ont fait le nettoyage par le vide, explique M. Balkany. Cette ville n'a pas dû avoir de maire pendant dix-huit ans puisqu'on ne trouve aucune trace de la moindre lettre envoyée ou reçue... »

De ce fait, même s'il admet n'avoir encore aucun motif de se plaindre de Nord-92, M. Balkany manifeste une méfiance instinctive : « Qui sait à quelle manipulation pourrait se livrer le service central, et quelles garanties avons-nous que le secret de certains fichiers soit protégé ? »

Interrogé, M. Michel Bortoro, secrétaire général du Syndicat intercommunal, se veut rassurant : « Nous sommes un établissement public intercommunal, dit-il, et nous avons à ce titre une mission impérative de service public. » « L'aspect confidentiel des procédures est garanti, explique-t-il, ne serait-ce que parce que M. Jans lui-même n'aurait jamais permis que les « secrets » de sa ville puissent être divulgués. »

FRANÇOIS ROLLIN.

FSL

USA - ANGLETERRE
(1) 544.62.20

☐ SÉJOURS EN FAMILLE / JEUNES 12 A 18 ANS
COURS ET ACTIVITÉS
☐ STAGES INTENSIFS / ADULTES / TOUTE L'ANNÉE

☐ SÉJOURS EN FAMILLE/TOUTE L'ANNÉE/SUMMER
CAMP / UNE ANNÉE SCOLAIRE / JEUNES 12 A 18 ANS
☐ STAGES INTENSIFS ADULTES UNIVERSITÉ / CIRCUITS

Cochez la ou les brochures souhaitées et retournez avec nom et adresse
F.S.L. 13, rue de Grenelle, 75007 Paris - Tél. : (1) 544.62.20

هكزان الأول

La journée de concertation dans les collèges a été bien accueillie

C.V.

PIERRE MARGOTTE

COPIES

M. Guillaumet, qui a été l'assistant de M. Guy Alloué, et se sont pas contentés de préparer la journée du 21 mars, ils l'ont « mitonnée ».

Réparés dans une dizaine de salles, une centaine d'adultes, parmi lesquels on comptait à peu près autant de professeurs qu'il y avait de parents et des délégués des élèves, ont réuni les différents groupes de l'établissement. Ce dernier thème a particulièrement motivé les potaches, soucieux d'améliorer la vie quotidienne dans l'établissement.

De fait, la réflexion n'aura pas traîné en chemin. Ici, la question du tutorat a été presque immédiatement réglée. Tout le monde est d'accord : si le tuteur doit être à l'organisme de l'élève et l'aider dans l'organisation de son travail, il n'en reste pas moins qu'il doit être un représentant des parents d'élèves et « indispensable » au sein de l'équipe éducative.

Dans une autre salle, on réfléchissait au rôle du professeur en dehors de son achempé sur le dispositif de rencontre en places des groupes de niveaux : « Qu'est-ce qui va faire qu'un enfant passera dans le groupe supérieur ? ». Autre question fondamentale qui n'a pas été émise : *Au fait, disait une élève, en se posant la question de l'objectivité des collèges, nous enseignons pour...*

Le Monde

MEDECINE

Quelles politiques sanitaires pour le tiers-monde ?

par CLAIRE BRISSET

PERDRE un enfant sur trois, avant qu'il n'atteigne l'âge de cinq ans : aussi invraisemblable qu'elle paraît, cette proportion reste le lot commun de l'immense majorité des familles du tiers-monde. A l'heure où la mortalité infantile s'est abaissée, en Occident, à des niveaux qui paraissent encore inimaginables il y a trente ans (moins de dix pour mille par exemple, en France), elle demeure, dans le tiers-monde, écrasante.

La faim, la malnutrition, les infections précoces - dont un grand nombre peuvent être combattues par la vaccination - en sont responsables. Sont-elles pour autant inévitables ? « La faim n'est pas un fléau, c'est un scandale », répond M^{me} Susan Georges (1). C'est vrai, si l'on songe que la terre produit à l'heure actuelle de quoi nourrir l'ensemble de ses habitants, comme le souligne la F.A.O. (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture). Mais

quatre cent cinquante millions de personnes sont sous-alimentées de manière chronique, et les puissances du monde continuent d'investir en armements plus de 1 milliard de dollars... par jour.

Ces chiffres, heureusement, ne tombent pas dans l'indifférence générale ou du moins pas toujours, comme vécurent d'en témoigner trois colloques réunis en France et aux Pays-Bas.

Le premier, rassemblé à Paris sous l'égide de l'Institut national d'études démographiques (INED) et l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (U.I.E.S.P.), a montré qu'il n'existe plus, en termes de mortalité, de « tiers-monde » :

certain pays sont parvenus à augmenter nettement l'espérance de vie de leur population, malgré une pauvreté qui persiste (Chine, Cuba, Sri-Lanka, pour ne citer que ces exemples) ; mais d'autres, les plus pauvres, continuent à enregistrer une mortalité - infantile notamment - intense (Bangladesh, Afghanistan, Népal, l'ensemble des pays du Sahel). Entre ces deux extrêmes, il existe quantité de situations intermédiaires, modifiées notamment par l'afflux - ou l'absence - de revenus pétroliers. En tout état de cause, l'inégalité s'accroît : entre les nations et à l'intérieur des pays où d'étroites élites urbaines bénéficient de l'essentiel des moyens sanitaires.

Tel était précisément le thème choisi par le Centre

international de l'enfance (Paris) en axant ses travaux du 1^{er} au 4 mars, sur la malnutrition dans les bidonvilles, notamment en Afrique et en Amérique latine où sévit la « pauvreté absolue ».

A ce dévouement, les nouvelles stratégies élaborées par les institutions internationales depuis plusieurs années peuvent-elles apporter un début de remède ? Telle est la question qui est apparue en filigrane de ces trois colloques, notamment à Bithoven (Pays-Bas), sous l'égide de l'Institut néerlandais de la santé publique. Ces nouvelles stratégies, qui ont pour axe la notion de « soins de santé primaires », d'effort de prévention (en particulier les vaccinations) ont-elles dès à présent fourni des preuves de leur efficacité ?

(1) Comment meurt l'autre moitié du monde. Robert Laffont, édité.

Commencer par vacciner ?

APPROVISIONNER la population du monde en eau potable ; lui fournir une alimentation décente ; lui donner l'accès aux soins élémentaires ; l'assister par le biais d'agents communautaires disponibles et bénévoles ; assainir le milieu ; creuser des égouts ; investir dans les méthodes préventives et non dans la médecine du petit malade... Ainsi se présentait, en 1978, la nouvelle stratégie des « soins de santé primaires » conçue par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour transformer la situation sanitaire des pays les plus pauvres.

Cinq ans après, 85 % de la population du tiers-monde restent privés d'accès à l'eau potable, 450 millions d'individus sont sous-alimentés, la plus grande partie de l'humanité continue à ne disposer d'aucun soin, même élémentaire, d'aucun médicament ni vaccin, bien des gouvernements continuent d'investir dans les hôpitaux et la médecine curative, au détriment de l'assainissement du milieu.

Cette réalité est indéniable. Elle mérite pourtant d'être nuancée : en premier lieu parce qu'il n'est pas possible, en si peu de temps, d'opérer un tel renversement et qu'il faudra encore de nombreuses années avant qu'une telle théorie puisse trouver partout une réalisation concrète. Mais déjà bien des résistances ont été levées. Il est trop tôt pour parler, comme le font certains, d'échec.

Mais il est vrai que la tâche paraît écrasante et propre à susciter le découragement. Faut-il commencer par une action nutritionnelle, parce que la sous-alimentation crève le lit des affections parasitaires et infectieuses ? Par l'assainissement du milieu parce que les maladies hydriques figurent parmi les plus meurtrières ? Par une large campagne de formation, parce que l'éducation sanitaire est la clé de tout progrès ? Par une protection contre les infections ?

Il n'y a sans doute pas, à ces questions, de réponses théoriques sim-

Sauver cinq millions d'enfants par an

Parmi les voies d'approche préconisées par l'O.M.S. pour atteindre la « santé pour tous en l'an 2000 », figure, entre autres, la vaccination de tous les enfants du monde contre les six maladies les plus communes de la petite enfance (poliomyélite, diphtérie, tétanos, rougeole, coqueluche, tuberculose), responsables à elles seules de la mort de cinq millions d'enfants chaque année et de lourdes séquelles pour cinq autres millions (1). Une action rationnelle, systématique, d'immunisation des enfants contre ces six maladies à l'échelle de la planète ne permettrait-elle pas d'amorcer concrètement la politique de soins de santé primaires, de lui conférer, outre une indiscutable efficacité, la crédibilité qui lui manque ?

Telle est la thèse qu'a décidée de défendre le comité pour vacciner les enfants du monde qui viennent de constituer M. Robert McNamara, ancien président de la Banque mondiale, le professeur Jonas Salk, directeur du Salk Institute (La Jolla, Californie), qui a mis au point en 1954 le premier vaccin antipoliomyélique ; M. Léopold Sedar Senghor, ancien président du Sénégal et M. Van den Hoven, président d'Unilever ; un comité dont la création a été annoncée lors du colloque de Bithoven. La mise en œuvre effective de ce programme, a déclaré M. McNamara, devrait permettre non seulement de sauver la vie de cinq millions d'enfants chaque année, mais aussi d'espérer, outre des améliorations sanitaires considérables, un allègement de la pression démographique, dit-il.

Il ne s'agit pas là d'une théorie abstraite : les « programmes larges

de vaccination » sont déjà en œuvre dans un certain nombre de pays du tiers-monde. L'O.M.S. propose, pour son application, un calendrier qui exige, de la part des équipes vaccinales, quatre passages, avant que l'enfant n'atteigne l'âge d'un an : trois sessions au cours desquelles sont délivrés, outre le B.C.G., le D.T. Coq (diphtérie, tétanos, coqueluche) et le vaccin antipoliomyélique oral ; puis une séance (à neuf, douze mois environ) d'immunisation contre la rougeole.

Il s'agit là, on le conçoit, d'une stratégie très coûteuse pour des pays aux moyens limités. Aussi, les efforts conjoints de la recherche et de l'industrie ont-ils permis d'élaborer une approche moins lourde. Les travaux du professeur Salk du Rijkswetenschappelijk Instituut (professeur Van Wezel) et de l'Institut Mérieux ont abouti à la mise au point d'un nouveau vaccin antipoliomyélique, injectable, concentré, plus efficace, qu'il sera désormais possible de produire en très grande quantité (2).

Parallèlement, la sensibilité à la chaleur du vaccin contre la rougeole s'est améliorée, enfin, le terrain, des opérations de vaccination reposant sur une stratégie à deux passages et intégrant la nouvelle formule du vaccin antipoliomyélique étaient menées dans le sud du Sénégal, depuis 1980, par l'Association pour la promotion de la médecine préventive (A.P.M.P.), qui dirige M. Philippe Stocckel (3).

Succès en Haute-Volta

Cette stratégie, qui permet d'améliorer notablement la couverture vaccinale des enfants, suscite, dans la communauté scientifique et parmi les organismes d'aide au tiers-monde, le plus vif intérêt. Ainsi, la fondation néerlandaise Sauvez les enfants, qui vient de se constituer sous la présidence de la princesse Juliana, avec le concours de l'organisation britannique pour Save the children, a-t-elle décidé de mener, avec l'A.P.M.P., une action d'envergure dans un département de Haute-Volta (zone de Kaya) qui comporte 700 000 habitants. Cette action, qui a commencé en décembre dernier sur le terrain, a suscité un tel enthousiasme aux Pays-Bas et un tel afflux de dons, que ses responsables envisagent de l'étendre à l'ensemble de la Haute-Volta. A 90 %, les mères se sont présentées spontanément, avec leurs enfants, aux équipes de vaccination, composées de volontaires que l'A.P.M.P. et le ministère de la santé de Ouagadougou, qui soutient fortement le programme, ont formés sur place.

Il ne s'agit pas, souligne M. Stocckel, d'une « campagne de masse » au sens classique, mais d'une action individualisée, enfant par enfant, comportant une fiche personnelle permettant de s'assurer de la réalisation du calendrier pour chacun. A plus long terme pourront être fournis aux enfants et à leurs mères des soins élémentaires et une éducation nutritionnelle.

La théorie des soins de santé primaires ne pourra, peut-être, s'affranchir des incertitudes qui pèsent encore sur elle que si elle s'insère dans le réel, sur des modèles de ce type. De telles réalisations démontrent, à tout le moins, que sa mise en œuvre, fût-ce par l'un de ses aspects, est possible.

(1) Le Monde du 4 mars 1981.
(2) L'Institut Mérieux s'est doté dans ce but de « fermenteurs » de 1 000 litres. Le vaccin injectable obtenus sera plus onéreux que le vaccin buvable. Mais sa plus grande efficacité dans les pays tropicaux et la simplification du calendrier qu'il autorise en font un vaccin mieux adapté au tiers-monde que le produit oral, responsable d'un certain nombre d'échecs. L'O.M.S. pourrait être amenée à modifier le schéma type qu'elle propose sur ce point.
(3) 5, boulevard de Montparnasse, 75007 Paris. Tél. : 734-52-94.

La faim et la ville

A la fin de ce siècle, la moitié de la population mondiale vivra dans les villes, soit trois milliards d'individus. Sur ce total, les deux tiers seront des habitants du tiers-monde. A l'heure actuelle, 370 millions d'enfants âgés de moins de quinze ans vivent dans les concentrations urbaines des pays les moins développés. Ce chiffre devrait atteindre, selon les projections des Nations unies, 666 millions d'ici à la fin du siècle. De toutes les grandes régions du monde, c'est l'Afrique noire, encore à prédominance rurale, qui s'urbanise le plus vite.

Ce mouvement précipité a, bien entendu, des répercussions sanitaires, comme l'a montré clairement le colloque réuni par le Centre international de l'enfance (C.I.E.). En effet, les nouveaux arrivants se concentrent dans les périphéries des grandes villes, ou dans les « quartiers spontanés » construits dans des zones dénuées de valeur foncière (parce qu'elles sont inondables, escarpées, polluées, parce que ce sont des décharges publiques, etc.).

Des questions fondamentales

FACE à l'immensité des besoins se posent au tiers-monde un certain nombre de questions fondamentales. Abaisser notablement la mortalité, dans des pays où l'offre alimentaire n'augmente pas, n'est-ce pas aggraver, à terme, le sort de ces communautés ? Assurément non, répondant la majorité des experts, car une baisse de la mortalité, l'histoire le prouve, s'est toujours accompagnée, moyennant un certain décalage, d'un fléchissement de la fécondité.

Quelle sera l'ampleur de ce décalage, dont l'histoire de l'Europe montra qu'il peut s'exprimer en siècles ? Là est sans doute l'une des questions

essentielle, qui ne trouvera de réponse que dans une meilleure articulation entre stratégies sanitaires et politiques démographiques.

Il n'en demeure pas moins impossible d'admettre, précisément parce que l'équilibre de la planète s'en trouve directement menacé, que l'état sanitaire d'une partie de l'humanité continue de se dégrader à un rythme accéléré. « Lorsque la santé fait défaut, la sagesse ne peut se manifester, la culture ne peut s'exprimer, la vieillesse ne peut combattre, la richesse devient inutile et l'intelligence sans objet », écrivait, il y a 2 500 ans, Héraclite. Sur ce point du moins, l'intelligence des peuples n'a pas varié.

Une démographie « éclatée »

La mortalité dans le tiers-monde, souligne les démographes, a perdu toute homogénéité, déjouant les prévisions faites jusqu'aux années 60 par les Nations unies. Ces dernières, en effet, avaient élaboré des projections selon lesquelles l'espérance de vie croîtrait dans le tiers-monde à mesure que les technologies médicales occidentales s'y appliqueraient, sur le schéma de ce qui s'était produit en Europe depuis le début du vingtième siècle.

Le modèle type, sur ce point, était fourni par l'île de Ceylan, où l'utilisation massive du D.D.T. avait fait pratiquement disparaître le paludisme, dès l'année des années 1950, alors que s'amorçait une nette hausse de l'espérance de vie. Les problèmes aigus de la mortalité et de la morbidité du tiers-monde, pensait-on, se résoudraient par le transfert de technologies scientifiques applicables aux grands nombres, ce qui permettrait de maintenir dans les capitales une médecine hospitalière d'« appel » pour les cas les plus graves et les élites urbaines.

La réalité devait démentir ce schéma. Outre le fait que le paludisme n'a pas disparu définitivement du Sri-Lanka, il est apparu que l'incontestable progrès sanitaire observé sur l'île était dû à des causes infiniment plus variées que la démoustication. En outre, et surtout, il est aussi devenu évident que ce schéma n'était pas transposable ailleurs et que l'éradication du paludisme était un leurre. C'était la remise en cause des stratégies

« verticales », remise en cause qui devait s'exprimer, en 1978, lors de la conférence réunie à Alma-Ata, en U.R.S.S., par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) et l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance).

Mais des expériences très différentes ont abouti à des résultats encourageants, en particulier celle de Cuba, où l'espérance de vie rejoint aujourd'hui celle des pays industrialisés, et celle de la Chine, où la mortalité serait tombée, estiment les spécialistes, à cinquante pour mille, niveau qu'a atteint la France au début des années 50. L'espérance de vie en Chine serait aujourd'hui de soixante-cinq ans.

Ainsi des résultats comparables ont-ils été obtenus par des voies différentes. D'autres pays ont marqué eux aussi des progrès notables, tels le Mexique, le Vietnam, la Corée du Sud, la Malaisie, où les politiques sanitaires n'ont pourtant que peu de points en commun. Certains Etats pétroliers tels que le Koweït, les Emirats arabes, approchent eux aussi les niveaux européens.

Mortalité et fécondité

Mais l'inégalité interne, dans tous ces exemples, demeure la règle : les espérances de vie n'expriment que des moyennes, parfois extrêmement trompeuses. Ainsi l'Inde ou l'Indonésie, par exemple, semblent-elles sortir de la zone à très forte mortalité, avec une espérance de vie qui atteint, en moyenne, cinquante à

l'espace manque pour que la famille puisse continuer à bénéficier du matriarcat, du petit élevage, des cultures élémentaires propres aux zones rurales. En outre, comme le souligne Mme T. Bihlari (Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer), la désagrégation des solidarités familiales, l'isolement des femmes, la précarité du lien conjugal en milieu urbain, contraignent la population féminine à rejoindre le monde du travail salarié, où elle subit une exploitation massive, comme l'illustrent surtout les grandes métropoles asiatiques ou latino-américaines.

Dans de telles conditions, le maintien de l'allaitement maternel devient une gageure. S'ajoutent à cela les conditions dans lesquelles les femmes accouchent, dans plus de 90 % des cas sans l'aide d'un personnel qualifié. D'où l'importance de la mortalité maternelle et de la mortalité infantile.

La précarité de ces conditions d'existence trouve une traduction directe dans la faiblesse du revenu de ces familles : or l'économie des villes - et des bidonvilles - est une économie monétaire, où les biens alimentaires s'achètent et où, comme le souligne Mme A. Thébaud (Institut national de la santé et de la recherche médicale), la viande, les légumes, les fruits et les produits laitiers sont les denrées les plus chères et les plus sensibles à l'inflation ; elles restent donc inaccessibles aux plus pauvres, réduits à l'achat de ce que les Québécois appellent les « aliments à calories vides » (boissons industrielles, céréales traitées, etc.).

L'ensemble de ces constatations plaide en faveur de stratégies nutritionnelles pleinement intégrées à l'action sanitaire. Et pour que l'aide alimentaire soit perçue comme ce qu'elle est, une mesure d'urgence et non un remède de fond.

(1) Désespoir des paysans et concentrations urbaines en Amérique latine », Le Monde diplomatique, septembre 1982.

MEUSSEL JAMA
Journal de l'Association Médicale des Médecins
Numéro 66 Février 1983

Le JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
en français pour les médecins
le n° 120 paraît le 15 Mars 1983
sur commande à l'Association Médicale des Médecins
Tél. 579.64.00

JAMA-PMI, 17 rue Fondary 75015 Paris Tél. 579.64.00

Contenu :
Nouvelles médicales : La prescription rigoureuse de l'acte contre les genres pathologiques récurrents.
Une nouvelle technique : la radiothérapie photonique dans le cancer.
Des complications neurologiques dans le traitement des tumeurs cérébrales.
L'hydrolyse et son rôle dans le traitement des tumeurs.
Un test d'étude de la communication des malades atteints de certaines maladies.
De nouvelles « recommandations » pour lutter contre le risque d'empoisonnement.
Contributions originales : Les douleurs thoraciques dans un « tableau clinique ».
Test de cholestérol sanguin et mesure de la pression artérielle chez l'homme de 40 à 60 ans.
Conclusions : le cholestérol en pathologie : quelle soit la cause ?
Chirurgie : Des anomalies congénitales du cœur par la laparoscopie chez un malade présentant un syndrome coronarien diffus.

Programme à promouvoir associé à un accès hospitalier :
Syndrôme de Rasmussen.
Atteinte locale.
La technique Fumelle.
Analyse.
Antécédents d'insuffisance cardiaque.
Conduite thérapeutique et thérapeutiques.
Communication spéciale : Comment améliorer l'enseignement des malades atteints de certaines pathologies.
Recherches cliniques : Polypéptide à effet insulino-sensibilisant et ses effets thérapeutiques.
Radiologie : Radiologie.
Quelques remarques : Paris dans le JAMA.
Courrier : Courrier.
Bibliographie : Bibliographie.

هكذا من الأصل

LA GRÈVE DES INTERNES ET DES CHEFS DE CLINIQUE

POINT DE VUE

De l'espoir à l'amertume

par le professeur
J.-P. DERENNE (*)

Le changement de gouvernement survenu en 1981 avait suscité beaucoup d'espoir parmi les médecins hospitaliers, tout particulièrement parmi les plus jeunes, et ce, qu'ils aient ou non voté pour l'actuelle majorité. En effet, le régime précédent avait laissé s'accumuler des contradictions et des tensions de plus en plus mal supportées par les médecins les plus jeunes. La rigidité des cadres juridiques séparant les praticiens en plusieurs dizaines de statuts différents, le maintien du monopole de tous les pouvoirs aux mains des seuls chefs de service, l'absence complète de définitions concrètes des tâches de chacun, comme de validation du travail effectué, ont créé un fossé qui s'est approfondi entre la réalité de l'exercice hospitalier et sa représentation apparente.

Cela signifie, en pratique, que, par exemple, l'essentiel de l'activité de soins et d'enseignement clinique est assuré, dans les centres hospitaliers et universitaires (C.H.U.), par les internes et les chefs de clinique. Or, que leur propose-t-on ? Le statut du chef de clinique est ainsi fait que non seulement il n'est pas titulaire de son emploi, mais encore qu'il est obligé de quitter l'hôpital universitaire s'il n'a pas la chance, devenue bien rare aujourd'hui, de devenir professeur. On en vient à ce paradoxe qu'un médecin peut enseigner et chercher lorsqu'il est chef de clinique, mais qu'il est considéré comme inapte à ces fonctions lorsqu'il est promu à

un poste entre qu'une maîtrise universitaire.

La carrière hospitalo-universitaire leur étant barrée, beaucoup de chefs de clinique ont été recrutés comme chefs de service dans les hôpitaux généraux, et cela a été l'un des facteurs qui ont amoindri leur fonctionnement. Toutefois, ces débouchés se tarissent à leur tour, bon nombre d'entre eux sont amenés à prendre des postes d'adjoints où ils entrent en concurrence avec d'autres praticiens issus de filières différentes (en particulier l'interne de régions sanitaires).

Le paradoxe aberrant des gardes

A l'hôpital universitaire même, la nécessité d'augmenter le nombre de médecins a conduit à multiplier le nombre de cadres statutaires, voire à détourner le système des vacations hospitalières pour combler les manques. C'est ainsi que, à Paris même, plusieurs centaines de médecins exercent à plein temps sans aucune garantie sociale, de retraite, ni d'emploi. On en est ainsi arrivé à une situation où, dans l'hôpital universitaire, cohabitent des médecins ayant titres, emploi et carrière de velleur, d'autres avec des carrières beaucoup moins avantageuses, et un grand nombre qui, sans garantie aucune, se demandent avec angoisse quel sera son futur.

Or, rien ne distingue la pratique quotidienne des uns et des autres.

(*) Hôpital Saint-Antoine, Paris ; président du Syndicat de la médecine hospitalière.

Dans l'hôpital non universitaire, c'est à la fois au niveau du recrutement et des modalités d'exercice que se manifestent les tensions. En effet, rien n'est plus distingué la pratique d'un adjoint de celle du chef de service. De plus, une concurrence acharnée oppose, bien souvent, des médecins formés en C.H.U. à ceux formés en hôpital non universitaire. L'obtention d'une carrière hospitalière ou hospitalo-universitaire et les conditions d'attribution des postes sont, de l'avis général, dues quelquefois au hasard, souvent à la chance, parfois à des critères plus obscurs.

Il est un autre paradoxe particulièrement aberrant, celui des gardes. Il est, en effet, nécessaire de maintenir une présence médicale pour répondre aux besoins et aux urgences vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Or, les heures de garde, de travail de nuit sont, aujourd'hui, payées trois ou quatre fois moins que celles de jour. Bien sûr, en théorie, le temps ainsi passé peut être « récupéré », mais, d'une part, cette récupération est généralement illusoire faute de médecins pour remplacer, et, d'autre part, les heures récupérables sont bien inférieures aux heures passées à travailler la nuit. Combien d'internes, de réanimateurs arrivent à l'hôpital à 8 heures le matin pour n'en ressortir qu'à 20 heures le lendemain ! Quel corps de métier accepterait de telles conditions de travail ? On pourrait, en plus, citer des aberrations concernant les retraites et la couverture sociale.

Enlèvement

Le secteur privé permettrait à certains de compenser ces insuffisances statutaires. Sa suppression, bonne en soi, a toutefois mis à nu toutes les contradictions et insuffisances énumérées plus haut. Il convenait donc d'aller vite. Il convenait donc de rassurer les médecins, de garantir clairement leur avenir aux internes, de définir les rémunérations sur la base du travail réellement effectué, de démocratiser les modalités de recrutement afin de donner à chacun sa chance.

Une concertation a eu lieu l'an dernier au ministère de la santé qui avait abouti, en juillet 1982, à des propositions communes de la plupart des praticiens les plus jeunes. Elle avait suscité l'espoir de voir enfin la situation se débloquer. Pendant plus de six mois, on a laissé la situation s'enliser. De plus, l'absence de précision quant aux statuts des hospitalo-universitaires élaborés dans le secret et, en dehors de toute concertation, par le ministère de l'éducation nationale n'a fait qu'aggraver les craintes et fonder les espoirs.

Aujourd'hui, les internes de C.H.U. et les chefs de clinique se mettent en grève. Ce profond mouvement de mécontentement est teinté d'amertume et traduit la désillusion de ceux qui espéraient la transformation progressive de l'hôpital public. Que certains essaient de récupérer pour eux-mêmes ce qui leur a été promis, c'est évident. Que les risques soient grands de voir ce mouvement de déception se retourner contre l'intérêt des médecins hospitaliers est indéniable.

Mais si la formulation des ultimatums adressés au gouvernement est contestable, les questions posées sont réelles et correspondent aux inquiétudes de chacun. Finalement, les médecins hospitaliers n'ont encore rien obtenu de concret, et s'ils mettent en doute ce que leur propose le directeur de cabinet du ministère de la santé, ce n'est pas par méfiance à son égard mais parce qu'ils ne savent pas si sa parole engage le gouvernement.

Si l'on veut aujourd'hui éviter que ne s'émorce un mouvement de refus qui pourrait faire tache d'huile et conduire à une grave généralisation des prévisions hospitalières, il faut d'urgence que soit affirmé, aux plus hauts niveaux de l'État, que la politique suivie seule qui veut que les médecins qui ont participé à la concertation, que les moyens en seront donnés, que les internes et les assistants pourront travailler dans l'hôpital public. Cela suppose une volonté politique. Cela suppose de s'en donner les moyens et ne saurait être enfermé dans une enveloppe budgétaire définie comme constante avant même d'avoir étudié les incidences économiques, techniques et psychologiques d'une telle attitude.

APRÈS PLUS DE MILLE DEUX CENTS CAS DÉPISTÉS DANS LE MONDE

L'agent responsable de l'épidémie de carence immunitaire n'a toujours pas été découvert

Depuis le mois de juin 1981, plus de mille deux cents cas d'AIDS (Acquired Immuno-Deficiency Syndrome) (1) ont été recensés, en majorité aux États-Unis. Trop vite baptisée « syndrome des homosexuels » et supposée d'origine toxique, cette nouvelle pathologie apparaît, aujourd'hui, de nature infectieuse, sans qu'on ait encore pu cependant

identifier l'agent causal. Les données établies suscitent, à l'intérieur et au dehors de la communauté homosexuelle, de nouvelles inquiétudes. Il est notamment démontré que cette affection peut, dans certains cas, être transmise par les dérivés du sang. Ce dernier point pose d'importantes questions aux responsables de la santé publique.

A U début, ce fut brutal. Rapidement, cela prit la forme d'une épidémie mortelle d'infections et de cancers frappant de plein fouet la communauté homosexuelle masculine de la côte californienne, New-York ou Miami. Après quelques hésitations, les médecins ne purent dénommer le phénomène que de manière symptomatique, faute d'en connaître l'origine.

Le mal débute insidieusement avec l'apparition d'une fièvre, d'un amaigrissement, d'une fatigue tenace accompagnée de sueurs nocturnes et de diarrhées. Après une période de latence de quelques semaines ou de quelques mois, surviennent une série d'infections essentiellement pulmonaires dues à la présence et à la prolifération de germes (bactéries, virus ou parasites) dans les organismes aux résistances immunologiques très diminuées.

Une fois sur trois, l'ensemble se complique d'une forme grave d'affection cancéreuse, jusqu'à présent très rare dans les pays industrialisés, le sarcome de Kaposi, du nom de Moritz Kaposi, dermatologue autrichien qui, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, décrit cette entité pathologique fréquente dans certaines régions d'Afrique.

Selon les pronostics médicaux, deux malades sur trois décéderont dans les deux années qui suivent l'apparition de la maladie.

De septembre 1981 à l'été 1982, on crut que l'AIDS ne pouvait toucher que les homosexuels masculins. L'analyse épidémiologique ne devait pourtant pas tarder à mettre en évidence un fait essentiel. Parmi les nouveaux malades tous ne sont pas homosexuels. Si la plupart sont bien des hommes, homosexuels ou hétérosexuels, ayant de nombreux partenaires, on a aussi identifié plusieurs sous-ensembles. On avait d'abord cru que les femmes et les enfants étaient épargnés. On sait, aujourd'hui, qu'ils peuvent aussi être atteints.

« Quelques fantasmes vécus »

A ce jour, plus de mille deux cents cas ont été identifiés dans quinze pays et pour la majeure partie dans trente-cinq États américains ; 75 % des personnes atteintes sont de jeunes homosexuels masculins, 13 % consomment des drogues par voie parentérale, 6 % sont des sujets binationaux ayant émigré aux États-Unis. Pour le reste, il s'agit de femmes se livrant à la prostitution et de malades hémophiles ou recevant des produits dérivés du sang.

La mise en évidence de cet étonnant ensemble « à risque » a profondément modifié les idées et les recherches sur l'AIDS. On a, en particulier, abandonné progressivement les multiples hypothèses qui avaient fleuri au début du phénomène, conséquences d'un manque de données suffisantes, mais aussi, pour une part, révélateur, pour reprendre les termes d'un médecin français, « de quelques fantasmes vécus par certains scientifiques ».

Dès le départ, en effet, on avait imaginé que l'agent responsable était constitué par les drogues de diversification utilisées par les homosexuels masculins. Les conclusions ne furent pas probantes. C'est dans la même impasse que devaient tour à tour se trouver les scientifiques proposant des hypothèses étiologiques, comme le surmenage sexuel ou

le rôle immuno-suppresseur du sperme passé dans la circulation sanguine d'un partenaire.

Aujourd'hui, la plupart des recherches portent sur l'identification d'un agent pathogène, vraisemblablement de nature virale. Rien pourtant ne permet encore de conclure.

Les progrès portent essentiellement sur la description des perturbations du système immunologique et sur la démonstration du caractère transmissible de l'affection.

Un risque de dissémination

A cet égard, il est démontré que la contagion peut se faire par les transfusions de sang ou de produits dérivés du sang. Ce point pose une difficile question aux responsables de la santé publique. Comment éliminer les produits « à risque », alors même qu'on ne connaît pas l'origine de ce risque ?

La situation se complique, aux États-Unis, du fait que le vaccin contre l'hépatite virale du type B est fabriqué par la firme Merck Sharp and Dohme à partir de sécrétions sanguines, dont une partie ont été prélevés chez des homosexuels masculins. N'y a-t-il pas là un risque

majeur de dissémination de l'AIDS ? Un travail rétrospectif a été mis en œuvre il y a peu (2). Si quelques cas d'AIDS ont bien été dépistés aux États-Unis chez des personnes ayant été vaccinées auparavant contre l'hépatite B, il ne semble pas en l'état actuel des données que l'on puisse établir la relation de cause à effet.

Les dimensions prises par l'AIDS ont profondément bouleversé la communauté homosexuelle américaine — bien qu'elle ne soit pas la seule à être affectée. Une émotion que n'atténueront pas les récentes recommandations officielles d'éviter les contacts sexuels avec les sujets atteints ou « à risque » et de renoncer aux dons de sang de sujets homosexuels.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les deux traductions françaises de l'AIDS sont syndrome immuno-déficitaire (S.I.D.A.) et syndrome de carence immunitaire T (syndrome C.I.T.E.). L'Association française des médecins gay (45, rue Sedaine, 75011 Paris, Tél. 805-81-71) consacre les 19 et 20 mars un colloque national à ce syndrome et à l'hépatite virale B.

(2) Journal of American Medical Association (JAMA), daté du 11 février 1983.

Le calvaire de Nadine

DEPUIS deux ans, Nadine Gilet — aujourd'hui âgée de douze ans — vit un véritable calvaire. Grabataire, totalement paralysée depuis une intervention chirurgicale pour appendicéctomie, Nadine est soignée par sa mère dans la maison familiale, une ferme située sur la commune d'Erbray (Loire-Atlantique).

Tout commence le 16 mars 1981 lorsque Mme Gilet conduit Nadine à l'hôpital voisin de Châteaubriant. L'intervention est réalisée le lendemain dans la matinée. Que se passe-t-il exactement ? Les parents ne le savent toujours pas. On leur parle d'incident, de « problèmes de réveil ». On refuse d'en dire plus. Puis, vers 18 heures, on explique à M. Gilet qu'il faut envoyer Nadine vers un autre hôpital. Comteuse, non intimidée, elle est transférée vers un service de réanimation du centre hospitalo-universitaire d'Angers, distant de 70 kilomètres. Elle y restera trois mois dont une partie de ce temps dans le coma, puis est admise dans un centre de rééducation proche du Mans. Le 8 juillet 1982, on la ramène au domicile familial.

A Angers, on a expliqué aux parents, au vu des résultats d'un examen scanographique que Nadine présentait « des séquelles à vie ». La rééducation n'a été suivie de pratiquement aucune amélioration. Un comité de soutien s'est créé, présidé par le maire d'Erbray, qui a recueilli trois mille six cents signatures dont la majorité provient de communes du Maine-et-Loire, d'où les parents sont originaires.

Lenteur de l'expertise

Depuis 1981, une action est engagée devant le tribunal administratif de Nantes. Celui-ci a désigné comme expert le professeur Guy Nicolas, médecin légiste, chef du service de cardiologie au C.H.U. de Nantes. Leur démarche restant apparemment sans suite, ils portaient plainte — il y a un an — pour coups et blessures involontaires, puis, désespérés, faisaient appel à la presse (le Monde daté 2-3 janvier 1983).

Le professeur Nicolas a remis il y a quelques jours son rapport d'expertise après y avoir été invité à de nombreuses reprises en 1981 et 1982 par les compagnies d'assurances. Une lenteur qui, selon lui, se justifiait : « Il fallait attendre, explique-t-il, pour être certain qu'aucune amélioration n'était observée ». Pourquoi l'expertise a-t-elle été faite sans examen de l'enfant ? « Il ne s'agissait pas, poursuit le professeur Nicolas, d'apprécier l'importance des séquelles. L'enfant n'était pas, de plus, interrogé. » Au total, résume-t-il,

il s'agit d'une histoire horriblement compliquée, comme la plupart des accidents liés à l'anesthésie. Il semble que, dans ses conclusions, le professeur Nicolas ne retienne aucune faute lors de l'intervention mais un trop long délai entre l'accident et le transfert vers Angers.

La lenteur de l'expertise est critiquée par la Société hospitalière d'assurances mutuelles, qui, dans une lettre adressée récemment au directeur de l'hôpital de Châteaubriant, expliquait : « Si l'expert judiciaire avait normalement accompli sa mission, notre mutuelle aurait fixé sur les causes de l'incident, donc sur l'existence éventuelle d'une responsabilité de vos services (...) le dossier est bloqué par la carence de l'expert ».

Aujourd'hui, la situation financière de M. et Mme Gilet et de leurs quatre enfants devient difficile : cent voyages aller et retour à Angers, cent autres au Mans, des factures téléphoniques aux montants fort élevés ont progressivement déséquilibré leur budget. Ils ne savent plus quelle conduite adopter. M. R. Brochart, directeur de l'hôpital de Châteaubriant, vient de leur écrire : « J'ai eu l'occasion de prendre connaissance de différents articles parus dans la presse nationale et locale relatifs à l'accident dont a été victime votre fille Nadine, le 17 mars 1981. A la lecture de ces articles, il me semble qu'il m'a été malentendu ou soit inexact et que vous n'avez pas été suffisamment informés des procédures et de l'état actuel du dossier. » Ils ont refusé la proposition qui leur était faite dans cette lettre d'une « rencontre avec les personnes de votre choix aux dates et heures qui vous conviendront, afin d'envisager les démarches qu'il convient maintenant d'entreprendre ».

M. Gilet n'a pas oublié que son fils a été l'objet d'un attentat financier — d'un montant de 10 000 F — ce que le directeur de l'hôpital dément.

Et Nadine ? Elle repose immobile, les mains recroquevillées. Une image sainte est épinglée sur la mur de la chambre. Un téléphone a été installé dont elle ne peut se servir. Trachéotomisée, elle ne peut parler et est alimentée par un système injectant la nourriture au travers de l'abdomen. On lui parle comme à un bébé. Souffre-t-elle ? « On a parfois l'impression, dit son père, qu'elle essaie de pleurer. »

Les yeux grands ouverts, elle dévisage, apeurée, le nouveau venu. « Ne craint rien, Nadine, rassure la mère, le monsieur ne te fera pas de mal, ce n'est pas un docteur ! » J.-Y. N.

CINÉMA SCIENTIFIQUE
JEUDI 24 MARS à 19 h 30
Le Challenger, un défi industriel de Stephen LOW
Prod. Q.N.F., couleurs 1980, 37 mn
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantine (7^e) - 551-35-73
Métro : Invalides
ENTRÉE LIBRE

Vous n'en pouvez plus d'être fatigué ?
Vous subissez l'insomnie comme un calvaire ?
Alors changez votre vie en lisant

PAË ROE
(point d'Acupuncture)
OU
LA FATIGUE ACQUITTÉE
par le Docteur Maurice Tran Dinh Can,
l'un des plus célèbres acupuncteurs de Paris.

Non, la fatigue n'est pas une fatalité.
Oui, ce livre contient la clé de votre délivrance.

BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé, 75006 Paris

COLLOQUE ORGANISÉ PAR
L'UNION DES ANNONCEURS
21 avril 1983
PAVILLON GABRIEL, 5 AVENUE GABRIEL, 75008 PARIS

NOUVEAUX MEDIAS
NOUVEAUX ANNONCEURS

3 THÈMES D'ACTUALITÉ :

1. LES NOUVEAUX MEDIAS 10 h 30 - 12 h 30
Table ronde avec la participation de :
MM. A. HOLLEAUX, Président de FR3,
E. NEROT, Président de RUD,
J. RIGAUD, Président de R.T.L.,
R. ROUX, Directeur Général du Courrier Picard,
B. SCHNEIDER, Député des Yvelines, "Mr. Gable"
Débat avec la salle animé par J.P. ELKABACH

DEJEUNER 12 h 30 - 14 h 30

2. NOUVELLES CONTRAINTES DE L'ENVIRONNEMENT 14 h 30 - 15 h 30
Principales consultations du service juridique de l'UDA.
Politique d'insertion d'une entreprise dans son environnement - Créativité en publicité.
Débat avec la salle animé par M. BASSET-CHERCOFF,
Président de la Commission Autodiscipline de l'UDA

3. NOUVELLES RELATIONS ANNONCEURS / AGENCES 15 h 30 - 16 h 30
Choisir une agence - Comment rémunérer ses services - Maîtriser les frais techniques - L'annonceur propriétaire de sa publicité ? Nécessité d'un contrat - L'agence de publicité : fournisseur ou partenaire ?
Débat avec la salle animé par :
MM. E. NEROT, Président de l'UDA
M. RICHARDOT, Président de l'AACP

Inscriptions et renseignements auprès de Mme LEYRAT - UDA
53 avenue Victor Hugo - 75116 Paris (1) 500-79-10
Prix de participation : 700 F (Adhérents UDA : 450 F).

CORRESPONDANCE

Ballonnets gonflables et artères

Après la publication, dans le Monde de la médecine, du 2 février, d'un article sur l'angioplastie transluminale, nous avons reçu du docteur Gaspard (hôpital cardiologique et pneumologique Louis Pradel de Lyon) une lettre dans laquelle il précise :

« Il faut souligner qu'actuellement cet acte thérapeutique n'est pas encore répété et que, parmi les dix équipes pratiquant en France ce traitement, il nous est souvent

très difficile d'acheter des sondes à ballonnets. »

Pour sa part, le docteur Cécile (centre hospitalier D. Schoffner, de Lens) nous indique, à propos de ces techniques de l'angioplastie transluminale :

« Non seulement nous les pratiquons dans mon service, mais je pense avoir été le premier en France à le faire. De plus, notre statistique (plus de 250 cas) est probablement l'une des plus importantes de notre pays. »

مكتبة القرآن

SOCIÉTÉ

Les incidents de Vénissieux ne remettent pas en cause la politique de prévention déclare le préfet de police du Rhône

Après les incidents qui ont éclaté, lundi 21 mars, la cité des Minguettes, à Vénissieux, le préfet de police du Rhône, M. Bernard Grasset, a déclaré que ces incidents ne devaient, en aucun cas, remettre en cause la politique de prévention qui commence à porter ses fruits. Pour M. Grasset, il convient de ne pas « ressortir les moutons ».

Des affrontements avaient mis aux prises lundi matin trois cents jeunes gens environ, pour la plupart d'origine maghrébine, et des policiers venus perquisitionner dans une des tours de la cité. Au cours de ces incidents, des pierres et des grenades lacrymogènes ont été échangées. Il y a eu une quinzaine de blessés, mais pas d'interpellation. Cette volonté

d'apaisement s'est traduite, lundi matin, par le fait que les C.R.S. appelés en renfort ne sont pas intervenus.

Ces affrontements rappellent que l'agglomération lyonnaise est malade de ses banlieues. La tour Mousmousseau, où la police perquisitionnait une des quatre tours de ce quartier dont la destruction a été décidée en raison de leur dégradation et de l'entassement de leurs habitants. Le quartier des Minguettes a été le théâtre, ces dernières années, de nombreux incidents. L'été dernier, une opération de prévention y a été menée. Cette opération a connu un certain succès, puisque, contrairement aux idées « chaudes » des années précédentes, le quartier a été calme.

« Certains logements servent de repaires à de véritables bandits »

Lyon. - Vénissieux, lundi matin. Le décor : la tour n° 10 du quartier Mousmousseau, une tour désertée par ses habitants, quarante-deux logements sont vides, dix-huit occupés - en attendant la réhabilitation. Le début des accrochages qui ont éclaté sur l'immeuble par de stationnement voisin de la tour se situent vers 9 h 30. Mais certains jeunes affirment que « dès 6 h 30, des policiers ont voulu pénétrer dans le local des jeunes ». Cette contradiction n'est pas la seule.

M. Bernard Grasset, préfet de police du Rhône, présent sur les lieux - et blessé au cuir chevelu puis au menton par jets de pierres - nous a indiqué : « Les policiers sont venus dans le local des jeunes ». Cette contradiction n'est pas la seule. C'est vers 11 heures que les affrontements ont pris de l'ampleur, au moment où les policiers, qui étaient à l'intérieur du bâtiment, sont sortis sous un déluge de pierres et de bouteilles. Au total, dix policiers blessés ainsi qu'un journaliste du Progrès de Lyon, M. Raphaël Delan, blessé au visage par un projectile qui a détruit le pare-brise de son véhicule. Beaucoup de voitures particulières ainsi que des fourgons de police ont été atteints.

Du côté des habitants des Minguettes, aucun bilan du nombre de blessés n'a été établi. Nous en avons rencontré un, le cuir chevelu large-

ment entaillé. Selon le témoignage de M. Annie Campos, éducatrice de prévention, présente pendant les bagarres, les trois quarts des habitants sont restés « passifs ». Parmi eux se trouvaient effectivement beaucoup de mères de famille et d'enfants, puisque ce lundi les collègues du secteur n'accueilleraient pas d'étrangers en raison des discussions sur la réforme Legrand.

M. Campos analyse cette nouvelle flambée de violence, la première qui prend des formes aussi spectaculaires depuis le fameux été chaud de 1981, en ces termes : « Il y a une montée de la violence, mais extérieure aux jeunes de ce quartier, qui se sentent rejetés et agressés par la police ». Enfin, elle conteste la présentation des faits : « Il n'y a eu qu'un seul cocktail Molotov ». Comme certains jeunes, elle affirme même avoir vu des policiers jeter des pierres à partir du quinzième étage de la tour. Aucune interpellation n'a eu lieu dans le feu de l'action, mais les policiers ont pris de nombreuses photographies.

Les réactions des syndicats de policiers sont tout aussi vives. Le bureau régional du Syndicat indépendant de la police nationale (droite) affirme : « Le manque de volonté politique demeure : les incidents graves de ce jour ont eu pour suite et une amplification ». Pour le Syndicat national des policiers en tenue (affilié à la Fédération autonome) : « Le policier ne doit pas être le cible privilégiée d'une bande de marginaux à forte composante d'immigrés ».

Même ton, très dur, de la part de M. Marcel Houët, le maire communiste de Vénissieux : « Ces faits sont intolérables et nous ne les supporterons pas. Les appartements vides des tours Mousmousseau et Démocratie sont devenus des lieux de refuge, tandis que certains logements servent de repaires, non plus à des délinquants, mais à de véritables bandes ». Le maire a également lancé un appel aux médias pour « ne pas grossir plus qu'il ne faut ces incidents, afin d'apaiser les passions », avant de dénoncer « certains individus bien connus de nous [la municipalité], qui, au lieu de chercher à briser des éléments malfamés, ont tenté de dresser contre les élus la communauté maghrébine ».

affirme M. Marcel Houët

De notre correspondant régional

reau régional du Syndicat indépendant de la police nationale (droite) affirme : « Le manque de volonté politique demeure : les incidents graves de ce jour ont eu pour suite et une amplification ». Pour le Syndicat national des policiers en tenue (affilié à la Fédération autonome) : « Le policier ne doit pas être le cible privilégiée d'une bande de marginaux à forte composante d'immigrés ».

Même ton, très dur, de la part de M. Marcel Houët, le maire communiste de Vénissieux : « Ces faits sont intolérables et nous ne les supporterons pas. Les appartements vides des tours Mousmousseau et Démocratie sont devenus des lieux de refuge, tandis que certains logements servent de repaires, non plus à des délinquants, mais à de véritables bandes ». Le maire a également lancé un appel aux médias pour « ne pas grossir plus qu'il ne faut ces incidents, afin d'apaiser les passions », avant de dénoncer « certains individus bien connus de nous [la municipalité], qui, au lieu de chercher à briser des éléments malfamés, ont tenté de dresser contre les élus la communauté maghrébine ».

CLAUDE RÉGENT.

La colère des amis d'Ahmed

De notre correspondant régional

Bron. - Lundi 21 mars, 18 heures, après les incidents du matin aux Minguettes. Dans une petite salle de Bron, plusieurs centaines de personnes, jeunes pour la plupart, se sont rassemblées pour protester contre la mise en liberté du meurtrier d'Ahmed Bouleïja, un Algérien de vingt-cinq ans, tué le 28 septembre 1982 par M. Jean-Claude Lopez. Celui-ci est libre depuis une semaine. Au moment des faits provoqués par une querelle entre adolescents, il y avait eu déjà quelques rumeurs chez les mêmes immigrés (le Monde daté 10-11 octobre 1982).

La libération de M. Lopez a provoqué une très vive émotion dans la communauté des jeunes de la deuxième génération immigrée. « Il a tiré dans le dos sur des gens désarmés. Ce n'est pas de la légitime défense. » Les témoignages sont nombreux. La colère monte. « Si tout le monde faisait pareil... On tire, on fait cinq mois de prison et on sort... »

Pour les plus engagés, certaines comparaisons s'imposent : « C'est comme ça depuis la mort de Kader, à Vitry (1). C'est une provocation, après l'attentat de Marseille (2), et en tout cas une caution, un encouragement pour tous les possesseurs, comme Lopez, de carabines 22 long rifle. Plus personne ne peut les arrêter. » La chambre d'accusation de Lyon a motivé sa décision de libération, le 15 mars dernier, par le fait que « les renseignements

pris sur l'inculpé sont excellents et qu'il offre toutes garanties de représentation en justice ». Cette conclusion suscite à Bron deux sortes de commentaires : « Il est inadmissible de parler de la moralité d'un meurtrier autour d'un véritable mitraillage. » (Une autre personne avait été blessée.) Mais surtout : « On sait comment ça se passe au moment du jugement ; on lui collera la peine qui correspondra juste à celle qu'il a effectuée. »

D'autres questions sont posées : « Imaginez-vous que ce soit un Arabe qui ait tiré ? Serait-il dehors si vite ? » D'autres informations, avouées : « L'été 1983 sera très chaud si ça continue. Les meurtriers sont dehors, alors que des jeunes pourrissent en prison pour des vols de motocyclette. Et puis on en a marre du contrôle social, des gens qui interviennent à notre place. »

Les jeunes se revoltent et pour une action plus offensive, qui attirera peut-être l'intérêt de la presse. - C. R.

(1) Le 16 février 1980, M. Michel Bellet, gardien de la cité Jean-Courty à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), tuait d'une balle dans la tête Abdelkader Lairache, un jeune Algérien de quinze ans. M. Bellet a été condamné le 27 octobre 1981 par les assises du Val-de-Marne à cinq ans d'emprisonnement avec sursis.

(2) Le 13 mars 1983, l'explosion d'un colis piégé dans un terrain du quartier de la Cayolle, à Marseille, a provoqué la mort d'un enfant d'origine gitane âgé de onze ans.

CARNET

Décès

- Nous apprenons le décès de **Raymond BARBAS**, président honoraire de Jean-Paton.

(M. Raymond Barbas avait collaboré avec Jean Paton, son beau-frère, dès la création de la maison en 1919, et lui a succédé en 1936. Il a été particulièrement actif dans le domaine des journaux, créés à partir de 1929 avec un succès mondial, notamment « L'Amour », « Amour » et « Joy ». Ancien président de la chambre syndicale de la couture parisienne, il a présidé le développement du prêt-à-porter au lendemain de la guerre. Il a été nommé en 1980, son poste de Jean de Mouy, la succède.)

- On nous prie d'annoncer le décès de **M. Lucien BÉRECHE**, survenu à Belfort, le 14 mars 1983, à soixante-neuf ans, 14, rue du Lieutenant-Martin, 90000 Belfort.

- M. et M^{me} Ash-Chastel, M. Alain Malles et M^{me} Jeanne, M. et M^{me} Didier Heide, Caroline et Charles, ses sœurs, belle-sœur, neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie CHASTEL, survenu le 20 mars 1983, à Saint-Cloud, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Cloud, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud.

Cet avis tient lieu de faire part.

30, rue des Ténarolles, 92210 Saint-Cloud.

- M. et M^{me} Gilbert Darmon, M. et M^{me} Michel Darmon, M^{me} Françoise Darmon, M^{me} Sylvie Darmon et son fils David, Danielle, Claire et Pierre Darmon, M. et M^{me} Robert Weil, M^{me} Paulette Tardivo, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès survenu le 21 mars 1983, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M^{me} Joseph DARMON, née Renée Kahn, professeur honoraire. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, au cimetière israélite de Versailles.

10, boulevard de Lescage, 78000 Versailles.

- M^{me} Delanoue, Marianne, son épouse, Jeanne, sa sœur, Danielle et Jean, ses enfants, Véronique et Yves, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul DELANOUE, retraité de l'enseignement, président de la Fédération internationale des syndicats de l'enseignement, président de l'Association nationale des anciens combattants et résistants, section d'Indre-et-Loire, et priant d'assister à ses obsèques, jeudi 24 mars, à 14 h 30, au cimetière La Salie, de Tours.

Rassemblement porte nord. La famille souhaite, plutôt que fleurs et couronnes, des dons au profit de la recherche médicale cardiologie-cancer, 4, rue Laplace, 37000 Tours.

- Beyonne. La marquise de Cox, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Henri-Gabriel Bel, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Delmas, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Edouard Harriague, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M^{me} Henri Lesca, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Alfred Tachobin, son frère et sa belle-sœur, M^{me} Louis Tachobin, sa sœur.

Ses neveux, nièces, parents et alliés, ont la douleur de faire part de la mort de

M^{me} André DELMAS, née Marie-Annette Tachobin, plusieurs décédée dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont lieu le mardi 22 mars, à 16 h 15, en la cathédrale de Bayonne.

- On nous prie d'annoncer le décès de **M. Maurice FISCHER**, survenu le 14 mars 1983, à Moret-sur-Loing.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Prière pour lui.

- Montpellier. Limoges. M. et M^{me} Jean-Marie Forest, M. et M^{me} Jacques Forest, M. et M^{me} Bernard Forest, M. et M^{me} Jacques Manry, M. et M^{me} Xavier Forest, M. et M^{me} Hervé Forest, docteur en philosophie, M. et M^{me} Hervé Forest et Morgane, M. et M^{me} Jérôme Forest, Amélie et Mathé, M^{me} Pascale et Adrienne Forest, M. et M^{me} Christian Maury, Jérôme, Cyril, Carole, M^{me} Anne, Thomas et Agathe Forest, M. et M^{me} Philippe Melor, Stéphane et Sophie, M. et M^{me} Vincent Dubois, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Forest, Clavand, Letonde, Marguet, Carriat, Rallier, Leval, Bourbon et Bontemps, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Aimé FOREST, professeur honoraire à l'université de Montpellier, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, correspondant de l'Institut, membre des académies de Montpellier, de Bologne et de Messine.

pluieusement décédée dans sa quatre-vingt-sixième année, à Limoges, le 20 mars 1983.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 22 mars 1983, en l'église d'Oradour-sur-Glane, à 11 heures.

19, cours Jordan, 87000 Limoges.

- M. et M^{me} Michel Gaudet, leurs enfants et petits-enfants, Le professeur et M^{me} Jean Marchal, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Béatrice MARCHAL, née Milon, veuve du professeur André Marchal, survenu à Paris, le 19 mars 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, sa paroisse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Cachan (Val-de-Marne).

8, place du Général-Catroux, 75017 Paris, 9, villa Davoust, 92600 Asnières.

- M^{me} Jérôme Mital, M. et M^{me} Gérard Balay et leurs enfants, M. et M^{me} Edouard Mital et M^{me} Olivia Mital, M. et M^{me} Gérard Mital et leurs enfants, ont le profond chagrin de faire part du retour à Dieu de

M^{me} Edouard MITAL, née Anne Denis, survenu à Lyon le 20 mars 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse, en l'église Saint-Joseph, et l'inhumation au cimetière de la Croix-Rouge se sont déroulées dans la plus stricte intimité le 22 mars 1983.

Cet avis tient lieu de faire part.

40, boulevard des Belges, 69006 Lyon.

- On nous prie d'annoncer le décès de **Louise PÉRICHON**, survenue le 15 mars 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu le 17 mars, à Périgueux, dans l'intimité familiale. Pierre Moreau, 78, avenue Mozart, 75016 Paris.

- Roger Puybouffat, son épouse, Rose et Claude, ses filles, Joël Marrien et Jean-Paul Briand, ses gendres, Lise, Marianne et Claire Marrien, Nadège Briand, ses petites-filles, Ses neveux et nièces, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} DEBU-BRIDEL, née Marie-Adèle Puzanski, une messe sera célébrée le mercredi 23 mars 1983, à 18 heures, en l'église de Saint-Gervais.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT - Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), mercredi 23 mars, à 10 heures, salle 304, au centre Panthéon, M. A. Esoussi : Essai d'analyse sur l'évolution des finances publiques dans les pays maghrébains depuis l'indépendance (Algérie, Maroc, Tunisie).

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

ROBLLOT S. A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

DANS LE MAGAZINE

les jeux de l'esprit

OMAR SHARIF



A RÉUNI 6 CHAMPIONS DU MONDE 18 SPÉCIALISTES pour vous offrir

100 PAGES DE DÉTENTE

BRIDGE • SCRABBLE ECHECS • MOTS CROISÉS

BACKGAMMON - TAROT RÉUSSITES - WARGAMES PSYCHOJEU - Q.I. - ÉNIGME JEUX CULTURELS JEUX DE LOGIQUE VIDEO

LE N°2 EST PARU CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأمل

Le Monde

culture

MUSIQUE

RAVI SHANKAR A LA SALLE FAVART

Court, trop court...

Gandhi, la biographie de l'apôtre de la non-violence filmée par Richard Attenborough sort sur les écrans, demain mercredi 23 mars. Ce même mercredi Ravi Shankar donnera à Paris le dernier des concerts de son actuelle tournée en France. À la salle Favart, où il a joué lundi, une heure seulement.

« Court, selon lui, trop court, à peine le temps d'un raga », Shankar assis en tailleur sur un tapis, Shankar s'envolant d'improvisation en broderies, tout en échangeant au gré des rythmes, des couleurs et des atmosphères microscopiques des sours complètes, et des hochements de tête avec Alla Rakha, son joueur de tabla, magicien de la percussion — une timbale pour le grave, une pour l'aigu. Shankar et son sitar mythique — six cordes jouées et treize « sympathiques » pour la résonance; tandis que derrière lui, à leur tampoira, fileuses longanimes, deux jeunes femmes en sari maintiennent la note.

MIGUEL-ANGEL ESTRELLA

Dans les villages de Lozère

Comme il le faisait naguère dans les contrées indiennes de son pays, le grand pianiste argentin Miguel-Angel Estrella va passer trois jours, à la fin de mars avec les paysans dans de petits villages de Lozère, à l'invitation du Festival méditerranéen, qui a entrepris dans cette région très désertique au point de vue musical une action d'animation très fructueuse. Rien de guindé, rien d'officiel dans ces rencontres; le matin et l'après-midi, les artistes jouent dans les écoles, les foyers de troisième âge ou de handicapés, et le soir tout le village est réuni pour une veillée musicale, où souvent les musiciens locaux apportent leurs instruments traditionnels.

L'accueil a été si enthousiaste que cette année neuf « semaines lozériennes » ont été organisées, pour une quarantaine de petites communes, avec l'appui des collectivités locales et de certains mécènes. Une animation semblable est en préparation dans l'arrière-pays catalan des Pyrénées orientales. — J. L.

★ Renseignements: Festival méditerranéen, B.P. 4, 13129-Saint-de-Giraud, tél. (42) 86-82-14.

CONCERTS

MUSIQUE DE CHAMBRE
à la mémoire
de Pierre HASQUENOPH
Radio France
Grand Auditorium
Mercredi 23 mars
20 h 30

MUSIQUES SACRÉES
ÉGLISE ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Jeudi 24 mars
20 h 30

PERSPECTIVES DU XX^e SIÈCLE
Radio France
Grand Auditorium
Samedi 26 mars

CYCLE ACROUSMATIQUE INA-GRM
Radio France
Grand Auditorium
Lundi 28 mars

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Salle Gaveau
Mardi 29 mars
20 h 30

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Théâtre des Champs-Élysées
Mercredi 30 mars
20 h 30

Tout a été dit de cet apôtre de la musique indienne, depuis 1956 et ses premières balades dans le monde occidental. Il y en eut même pour murmurer « vedette » s'il se produisait avec Yehudi Menuhin, ou pour crier sacrilège quand dans les années 60 il accepta d'être le maître de Georges Harrison, l'un des Beatles.

« C'était bien de le faire, dit-il aujourd'hui, même si cela a eu des inconvénients. J'ai dû souvent priver les jeunes filles de ne pas fumer, en m'écouter. Il m'est même arrivé de quitter des salles: c'était le temps où l'on mélangeait superficiellement rock, musique indienne et drogues. La plupart ont compris. Les autres ne viennent plus. Il m'arrive maintenant, en jouant à l'Ouest, de me croire à Bombay, de sentir un public respectueux, qui comprend. Après vingt-six ans, ce qui serait sacrilège, dit-il, ce serait de jouer du jazz sur mon sitar ». Shankar partage en deux son art: interprète, il ne s'écarte pas de l'orthodoxie classique; compositeur, il joue au contraire avec toutes les formes de la musique. Puisant dans les ressources du Japon aussi bien que dans l'électro-acoustique.

C'est lui qui a écrit la musique du film *Gandhi*, tout comme il avait, naguère, illustré ceux de Satyajit Ray. Ici, il a repris le thème d'un raga dédié au Mahatma en 1948. Sur les images, il émet quelques réserves: « Des tas d'omissions, selon lui; ce sont des images pour qui connaît l'histoire; les personnages indiens sont un peu faibles. Mais qu'importe. Il y avait un propos à remplir, il y avait à faire connaître Gandhi, son amour de la paix ».

MATHIEU DE LA BARDONNIE.

LE GROUPE VOCAL DE FRANCE
recrute une
BASSE PROFONDE PROFESSIONNELLE
au 15 mai 1983
Salaire mensuel brut de 1-03-83
8 200,56 F pour 25 heures par mois
Renseignements et inscriptions:
16, rue de Leningrad
75008 PARIS - Tél. 387-95-80

CONCOURS MAURICE-VIEUX

La vocation de l'alto

L'alto paraît toujours un instrument sacrifié. On n'a dit qu'il était réservé aux mauvais violonistes, comme l'orgue aux mauvais pianistes, boutade stupide, particulièrement dans la musique de chambre: Jean-Sébastien Bach ne tenait-il pas les parties d'alto pour être le cœur, à l'âme, de la musique? Que l'alto puisse être un instrument de vocation, rien ne l'a mieux prouvé que le premier concours international organisé à Paris par l'Association des professeurs et amis de l'alto, et dédié à Maurice Vieux qui fut, entre autres, membre du quatuor Culvet dans toute sa gloire.

La laureate d'Allemagne fédérale, Tabia Zimmermann, adolescente au visage profond et naïf, n'a que seize ans et demi et elle joue avec une fluidité, une poésie, une technique que n'importe quel violoniste lui envierait, allié à une autorité flamboyante et à un sens subtil de la musique. Autre sujet de valeur, le Roumain Marius Vichitescu (deuxième prix), garçon solide et volontaire, dont le jeu brillant et coloré n'attend pas la sensibilité.

Deux Français figurent justement aux places d'honneur: Pascal Cochery et Pascal Robault (troisième et quatrième prix), aux exécutions franches, à la technique sans failles.

Le concours d'un niveau très élevé, qui rassemblait trente-trois concurrents dont dix-neuf Français, donne d'excellents espoirs: il sera sans doute repris en 1986, grâce à la générosité de ces professeurs amoureux attachés à leur instrument.

J. L.

La ville de Remen organise, le 3 juillet 1983, un concours international d'orgue. Les inscriptions doivent parvenir avant le 15 avril. Remen: Direction du développement culturel, 82, rue de Paris, 35000 Remen. Tél.: (99) 36-48-48 (poste 623 ou 618).

La chanson intitulée *Vivre*, du compositeur-interprète Guy Bonnet, représentera la France au concours de l'Eurovision 1983, le 23 avril à Munich. Elle a été publiée, dimanche 21 mars, par les téléscripteurs d'Auteuil 2, parmi quatorze titres.

THÉÂTRE

« LA DEDICACE », à l'Athénée

Une solitude très affairée

Richard s'éveille dans son studio. Seul: sa compagne Hannah l'a quitté.

La *Dédicace*, pièce de théâtre adaptée et mise en scène par Yvon Chail, d'après une nouvelle de Botho Strauß, nous permet de suivre de notre fauteuil les activités de Richard: il boit de l'eau minérale qu'il prend dans le réfrigérateur, il place une cassette dans le magnéto, il passe une veste, il découpe un pot (en verre) de yaourt, il monte sur la lunette de la cuvette hygiénique pour réparer avec une pince une fuite de la chasse d'eau. Arrêtons l'énumération, Richard est très actif, comme si la solitude lui donnait, enfin, du pain sur la planche.

S'accordant une très courte pause, Richard voit passer, dans sa chambre, Nathalie, la fiancée du prince de Hombourg (elle a le visage de Hannah, la compagne qui est partie). Mais Kießer se ressaisit: il lace ses lacets de chaussures, il change la cassette du magnéto-phon, il allume et éteint le poste de télévision, il... Et, à deux

reprises, un inconnu entre lui dire deux mots.

L'étonnant, c'est que la *Dédicace*, pièce très dans le vent, très mode, n'est pas ennuyeuse une seconde. Se laisse regarder et entendre avec plaisir. Cela tient au savoir-faire, au travail soigné, au charme, de cette compagnie de Grenoble (le Théâtre de la Potence): Frédéric Baudet a fait un décor très beau, et drôle, Jacques Berna a concocté une excellente bande-son, et les trois acteurs, Patrick Zimmermann (Richard), Elena Pastore (Hannah), et peut-être surtout Yvon Chail (le visiteur) sont dégourdis, gaîs, précis, intelligents.

MICHEL COURNOT.

★ Athénée, mardi et mercredi, 19 heures; jeudi et samedi, 21 heures.
★ C'est à l'Athénée, place Charles-Dullin, Paris-18^e, qu'est joué l'excellent *Chant du cygne*, de Tchaïkovski, mis en scène par Claude Merin, et non à l'Athénée comme une erreur de transmission nous l'a fait croire dans la suite d'un article de Michel Cournot (le Monde du 22 mars). Le *Chant du cygne* est joué jusqu'au 26 mars.

CINÉMA

« HYSTERICAL » de Chris Bearde

Laborieuse parodie

Les Hudson Brothers, Bill, Mark et Brett, font, paraît-il, rire tous les États-Unis, avec leurs spectacles à la télévision. Ils ont écrit le scénario de *Hysterical*, parodie de films fantastiques américains, à laquelle ils semblent avoir voulu donner le défilé de *Hellzapoppin*. Ils sont plutôt jeunes, ils ont de bonnes têtes d'Américains moyens et ne réussissent en rien, dans leurs pitreries, les Marx Brothers, la bande à Mel Brooks ou les Monty Python. Bill joue le rôle d'un romancier qui vient chercher une nouvelle inspiration dans un phare à louer, en Oregon.

des morts-vivants, de Poltergeist, etc. Un fou à bicyclette rivalise de cabotinage avec les Hudson Brothers.

Pour ce genre de dérision, il faut de l'imagination et beaucoup de talent comique; tout ce qui manque ici.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Lu

« LES CHEMINS DE LA VIE » de Joël de Rosnay

Le temps des réseaux

À échéances régulières, Joël de Rosnay publie dans le magazine *Expansion* des chroniques de sciences humaines. L'idée de les rassembler dans un livre apparaît, à sa lecture, très féconde. On discerne mieux le fil qui relie des observations portant sur notre société en mutation.

Le prix que l'auteur attache à la théorie des systèmes est connu depuis la publication de son ouvrage *Le Microcosme*. Il convenait encore de passer à la pratique, à l'occasion d'événements recueillis dans telle nouvelle démarche scientifique, etc. *Les Chemins de la vie* répondent précisément à ce dessein.

L'idée-force de l'auteur est qu'après la phase de conquête de l'espace terrestre, puis celle de la croissance industrielle, nous entrons dans une phase de « réévaluation » de la société: il se crée, de proche en proche, des réseaux de plus en plus interconnectés, interdépendants, tandis que l'essor des communications conduit à des diversifications, des décentralisations, des différenciations du tissu social et de l'émergence de nouvelles valeurs.

Interdisciplinaire comme il se doit, Joël de Rosnay nous entraîne avec le même bonheur sur les pentes de la biologie, de l'im-

« OTHELLO », à Remen

Tragique vauvauville

Voilà le spectacle actuellement présenté au Centre dramatique national de Bretagne est un gaspillage de temps et d'énergie. Sujet: *Othello*, la pièce de Shakespeare, mise en scène par Dominique Quehec. Le décor est de fausses boiseries à caissons et faux marbre veiné, les effets de perspectives ne tombant juste en aucun cas. Le lit funeste des époux mandrins rappelle ces publicités pour matelas escamotable à encastrer dans votre cloison pour disposer de plus d'espace durant la journée. Passons sur les tissus choisis pour les costumes: si la robe de chambre du père de Desdémone avait été achetée toute faite dans une grande surface pratiquant des remises sur les doublures, elle aurait au moins été taillée correctement.

Si le mari de Desdémone (Marie-Catherine Cont) avait été joué par un comédien plus crédible que Tola Koukoulou, qui est certes noir mais trop jeune, trop sage, trop appliqué... Si les mobiles de la jalousie de Iago avaient été un peu analysés... Si le ton général de cette production, scandée par les « choix musicaux » (sic) de Jean Garrec, n'était pas celui d'un vauvauville à faire pleurer Marjot sur le thème mélodramatique du cocu éternel... Il y aurait tant de « si »! Mais passée la colère, on préfère rire également de comédies faciles de la nouvelle traduction, établie par Jean Paris. Le pire est que ce ratage intégral, nocif pour le théâtre, pour l'idée que l'on se fait du théâtre va être montré abondamment. Une tournée est prévue. Pas moins de seize villes vont y avoir droit. Là est le tragique. M. L. B.

★ Théâtre de la Paroissiererie, Remen, 20 h 30, jusqu'au 9 avril.

Le quatrième Festival de café-théâtre aura lieu cette année du 15 au 23 avril à Comblains-Saint-Honoré. Remen, Les Terrasses, avenue du Pont, 78700 Comblains-Saint-Honoré. Tél.: (3) 919-20-09 ou (3) 972-57-19.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 18 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 20 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 22 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 22 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 22 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 22 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 20 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 20 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 20 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 20 h 30
(P. a. Valois)

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-CONIQUE
Salle Favart
Lundi 21
Mercredi 23
mars
à 20 h 30
(P. a. Valois)

Reprise de « LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND » de Tony Richardson

Ce film d'un free cinema anglais (qui s'éveille à la fin des années 50 et se met à raconter la réalité) est plutôt mal bâti. Alan Silitoe a eu beau adapter lui-même son texte, il n'a pas été récompensé par une œuvre en même temps que leur pitrerie, les Marx Brothers, la bande à Mel Brooks ou les Monty Python. Bill joue le rôle d'un romancier qui vient chercher une nouvelle inspiration dans un phare à louer, en Oregon.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les grandes reprises.

ODEON THEATRE NATIONAL
direction Jacques Toja
29 mars
30 avril
VICTOR
ou les enfants au pouvoir
de Roger VITRAC
Mise en scène Jean BOUCHAUD
J.-C. CASADESUS
R. CASADESUS
« Année J. COCTEAU »
François POULENC
LA VOIX HUMAINE
avec ANNE RHODES
Mary DIBERT, piano
COCTEAU et LA MUSIQUE
multivision de Jean-Marie GRENIER

THÉÂTRE DE L'ŒUVRE
DELPHINE GEORGES SEYRIG WILSON
SARAH
ET
LE CRI DE LA LANGOUSTE
JOHN MURRELL
GEORGES WILSON
La presse: chef d'œuvre prodigieux — admirable éblouissant — magique sublime

EXPOSITION ROUC

Le 11^e Festival du 4^e de Saint-Clément aura lieu le 27 mars, à 19 h, au 4^e de Saint-Clément, 4 rue de la République, 93100 Saint-Denis. Le 11^e Festival du 4^e de Saint-Clément aura lieu le 27 mars, à 19 h, au 4^e de Saint-Clément, 4 rue de la République, 93100 Saint-Denis.

EXPOSITIONS

ROUCHON, AU MUSÉE DE LA PUBLICITÉ

Le choc sans chic

Rouchon, vous connaissez ? Théoriquement, vous pourriez combler cette lacune tragique : en vous rendant au Musée de la publicité, puisque « Rouchon » est le titre de l'exposition qui y est actuellement présentée. Mais, à part la pancarte sévère au-dessus de l'entrée qui annonce impudiquement, volublement « Rouchon », rien ici, pas un panneau, pas une étiquette, pas même une allusion ne permet de se faire une idée dudit et mystérieux Rouchon. Rouchon ? Connaissez-vous Rouchon ?

Qui était-il, était-il seul, quand est-il né, quand est-il mort ? Était-il seulement imprimeur, comme le suggèrent les signatures des affiches, ou aussi dessinateur ? Et quel était, ou quels étaient, le ou les procédés d'impression employés ? Toutes ces questions resteront sans réponse, à moins d'avoir 70 francs à consacrer au catalogue, singulièrement moins chers. Et ne vous aviez pas d'aller défrayer la jeune et dynamique équipe — il était trois ou quatre samedi matin — qui gère le bureau de l'entrée. Ce n'est pas à elle de répondre aux questions : « Si vous croyez qu'au Louvre les gardiens vous répondraient... », répond lui-même l'un d'eux à un visiteur étonné. Et un autre, plongé dans une version grecque (ce qui est fort louable) de souples devant ce public encombré. L'ancien Musée de l'affiche, devenu Musée de la publicité, s'écroule curieusement sous son image de marque.

Heureusement pour Rouchon, un public assez nombreux vient parcourir l'autre exposition, consacrée à la campagne de la R.A.T.P. : « Ticket-chic, ticket-choc ». On l'on voit comment utiliser de la belle manière les bruns et jaunes des billets parisiens quand on est malin, imaginatif, doté d'un sens certain de la mode et de l'humour ainsi que d'un indéniable flair artistique. Quelques trinités du métro profitent de cette même chance pour s'en aller jeter un salutaire coup d'œil à Rouchon. Car pour ce qui est de l'art, du rire, de la mode et de l'imaginaire, Rouchon, n'a, c'est le moins qu'on puisse dire, rien à envier aux publicitaires de la R.A.T.P. Rouchon, dites-vous ?

Allez, on vous dit tout. Grâce au catalogue. Jean-Alexis Rouchon, né en 1794 et mort en 1878, imprimeur de papier peint, sur l'idée, vers le milieu du dix-neuvième siècle d'unifier sa technique au service de l'affiche jusqu'au bout de la typographie, au noir, au blanc et aux petites formes. D'où la présence d'un joli fragment de papier peint. Prêt par les Arts décoratifs, son motif a d'ailleurs fait l'affaire pour une des affiches exposées. Rouchon, c'est le couleur, et comme le souligne Alain Weil, conservateur du musée, c'est une « révolution » pour la population parisienne, qui, à partir de 1840, découvre ces grands formats vivement colorés. Une couleur somp-

tuieuse, éclatante, chargée de matière, et qui se met au service de causes aussi nobles que les « magasins de nouveautés » (la confection), l'épicerie, les bains de Seine (Jura), les théâtres, ou l'eau d'Orezza « minérale (Corse), ferrugineuse et carbonique », sans oublier l'absinthe chinoise qui « remplace avantageusement l'absinthe sans en avoir les inconvénients ». La publicité, en bref, à laquelle il faut ajouter le talent d'artiste, naïf ou confirmé, anonymes sauf exception, et un merveilleux usage de la lettre et de la mise en pages.

Rouchon, c'est déjà le grand art de l'affiche, « à l'instar (...) de Chéret, Toulouse-Lautrec, Mucha, Steinert ou Coppiello », écrit Charles Fereusse, conservateur à la Bibliothèque nationale, qui a fait beaucoup pour tirer ces merveilleux d'un dépôt légal salvateur, mais nécessairement oublié.

L'intérêt plastique de l'exposition Rouchon est accru par son intérêt documentaire lui-même renforcé par deux ou trois photographies d'époque, où l'on aperçoit les affiches in situ. Ce sont, en effet, les mœurs,

les passions, les objets, les bonnes et mauvaises habitudes d'un dix-neuvième siècle prolifique et commerçant, ses fées et ses manies, qui surprennent des placards du brave Jean-Alexis. Dans l'ordre sociologique, comme il convient de dire aujourd'hui, on est, en particulier, troublé par la présence de costumes d'ordinaire attachés au monde de la gravure, et qu'on a parfois du mal à imaginer appartenant déjà à l'univers de la publicité.

Il manque somme toute un zeste de pédagogie au Musée de la publicité qui ne doit pas se cantonner dans un rôle de pionnier talentueux, inventif. Dans le cas présent, Rouchon et le Musée y auraient trouvé l'estime qu'ils méritent l'un et l'autre.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

* Rouchon, pionnier de l'affiche illustrée.

* Exposition réalisée avec les collections de la Bibliothèque nationale. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, 75010 Paris. Jusqu'au 6 juin. * Ticket-chic, ticket-choc, jusqu'au 30 avril.

ARTS

Magritte faussaire ?

Le surréaliste belge Marcel Mariën, qui était un grand ami du peintre René Magritte, vient de publier un livre, le *Radeau de la mémoire*, qui rapporte un certain nombre de souvenirs propres à faire miroiter, entre autres, les experts en tableaux. Il raconte en effet que entre 1942 et 1946, il « vendit un nombre important de dessins et de tableaux, attribués principalement à Picasso, Braque et Chirico, tous confectionnés par Magritte », ajoutant que le produit de cette activité « leur servit à faire bouillir la marmite ». Et de souligner qu'il lui serait fort difficile d'identifier aujourd'hui ces œuvres. Deux des collectionneurs incriminés sont nommés : tant il est évident — comme Magritte l'a précisé lui-même — qu'achetant un faux diamant, sans le savoir, la satisfaction se trouvera être la même du fait qu'on y a mis le prix. Parmi les anecdotes qui suivent concernant ces ventes, Mariën cite une *Grande Forêt* de Max Ernst reproduite dans le catalogue de la rétrospective de la Tate Gallery de Londres, en 1961, et aussi dans l'album *The Essential Max Ernst* (Londres, 1972), pour finir sur une exposition de vingt-cinq gouaches attribuées à tort à Magritte, à Bruxelles, en novembre 1970, trois ans après sa mort.

Parmi les autres révélations de Mariën on trouve aussi la confection, toujours par Magritte, de faux billets de cent francs belges, qu'il se chargeait (Mariën) d'écouler, avec Paul Magritte. On l'on voit donc que les jeux surréalistes sur le réel et l'illusion seraient trouvés quelques prolongements intéressants hors de la peinture, tout en y restant. Ce qui serait aussi une belle façon de pousser jusqu'au bout le dédoublement de la mécanique du marché de l'art. On peut ajouter que d'avoir un tableau de Ernst exécuté par Magritte n'est peut-être pas une si mauvaise chose.

Il reste qu'il faut mettre cette histoire de faux au conditionnel, car si Mariën ne redoute pas les scandales,

il y a d'ailleurs prescription, la venue de Magritte, dément. Elle met en cause l'écriture, et a décidé de confier l'affaire à son avocat. En attendant des preuves, elle a obtenu, le 18 mars à Bruxelles, l'interdiction de la vente du *Radeau de la mémoire* en Belgique. Mais le livre est sorti à Paris, (édition Le pré aux clercs).

Cette affaire Magritte — Mariën déclencherait-elle une psychose des faux ? Toujours est-il qu'on vient d'apprendre successivement qu'un faux de *L'éléphant surréaliste* de Dali pourrait se trouver en Colombie, où il aurait été exposé durant un mois au musée d'art moderne de Bogota. Cette information est fournie par le quotidien *el Tiempo*, dont les recherches s'inscrivent dans le cadre d'une enquête menée à l'échelon mondial par des journalistes de magazines tels que *Stern* (R.F.A.), *Canibal* (Espagne) et *Time* (Etats-Unis). Le quotidien madrilène *Ya* rapportait à son tour, le 20 mars, que la garde civile espagnole enquêtait depuis un mois sur une affaire de faux tableaux, qui pourrait concerner plus de six cents toiles. A l'heure actuelle quarante-sept incriminations d'œuvres d'artistes tels que Dali, Picasso, Miro, Gris, Toulouse-Lautrec ou Goya auraient déjà été récupérées, et trois personnes arrêtées. D'autre part, un jeune peintre catalan, Manuel Pujol Baladas, affirmerait être l'auteur de plus de quatre cents des six cents œuvres attribuées à Dali depuis 1973, et serait entendu par un juge d'instruction de Madrid ; ce que l'hebdomadaire *Cambio* annonçait le 18 mars.

Pour clore, peut-être provisoirement sur ce sujet, rappelons que le livre très sérieux *Faux et faussaires*, de Otto Kurz, qui passe en revue quelques grands dossiers de faux en tous genres (peinture, sculpture, mobilier, gravure...), et qui date de 1948, vient d'être réédité chez Flammarion. Sur la couverture : un autoportrait de Van Gogh à lunettes.

G. B.

Éternel printemps de Prague

(Suite de la première page.)

Et présentent d'exemple : voici, entre autres collages, le *Mannequin* et la jeune fille qui rappelle le *Chirico* première manière (le vrai), ou celui, érotico-régional, intitulé dans l'album offert à Toyen pour son anniversaire, *La vie commence à quarante ans*.

De Devastil également, est issu Josef Sima (1891-1971), l'immense artiste tchèque à Paris. On connaît son rôle dans la *Grand Jeu* dissident. Mais, solitaire, il n'en a pas moins illustré la couverture de *Nadja* en version tchèque. Il était nécessaire d'intégrer au reste de l'exposition ses compositions cosmiques et oniriques, tel le *Retour de Thésée*.

Ce n'est pas lui, c'est Frantisek Muzika (1900-1974) qui a lancé la formule de la « peinture imaginative » : elle peut englober toute peinture, surréaliste ou pas, qui n'a cessé de s'épanouir dans le climat de Prague. Muzika et son fantastique non figuratif, auteur d'une merveille, *L'Arbre*, seau en bleu. Orthodexe ou marginal, chacun a participé, dans un esprit commun en dépit des conflits internes, à cette poétique sans frontières, dont vingt-trois noms ont été réunis pour ce florilège de près de cent cinquante œuvres.

Parmi eux, Frantisek Janousek, autre jacobin, visionnaire cruel, a présidé la réaction en chaîne des catastrophes qui allaient s'abattre sur le monde (*Paysages aux serpents*, *Composition à l'oiseau*). Et, sorti de la clandestinité, le groupe Ra (1945-1958), rassemble jusqu'au « coup de Prague » Václav Zykumund, lui aussi hypersensible dès 1935 à la Menace, Vilém Reichmann, peintre et photographe, Zdenek Skahar et ses entrainements visuels, Josef Leter, auteur d'une femme changée en cascade dans le ruissellement bleu du *Verseau*. Enfin, comme pour affirmer la vitalité de l'imagination au (contre) pouvoir, se constituait la groupe VDS, d'où émerge le couple Mikulase Medak (*la Rumeur du silence*) et Emilia Medkova (encore une photographie générale).

On est moins frappé par l'importance croissante donnée à la photographie, capable de capter la surréalité — chez l'avant-garde tchèque — que par la présence de toutes les techniques sont bonnes lorsqu'il s'agit d'exprimer l'ineffable, et la plupart du temps mises à contribution par le même artiste : outre la peinture proprement dite, représentée ici par une série d'œuvres majeures, débouchant parfois sur l'ingénu, il utilise collages, proses, poèmes, voire théâtre ou film.

Toutes les ressources du verbe et de l'image ne sont pas de trop pour donner la clé des champs, selon un titre d'André Breton, aux forces obscures de l'être. On conçoit mal qu'un mouvement visant à la libération totale de l'homme n'ait pas trouvé un tremplin idéal dans la cité des rêves. Sa persistance le prouve sur place, en dépit d'un jdanovisme d'importation, comme ailleurs parmi les Tchèques et les Slovaques émigrés. Un certain nombre des artistes cités ont en effet survécu — tous, vivants ou morts, à peu près contemporains, quelle que soit la tranche chronologique où on a pu les classer. Quant à leurs suivants, qui existent et se manifestent, ils ne sauraient pour l'instant être pris en compte, puisque cette rétrospective, ouverte en 1930, se ferme en 1980, lorsque s'annonce un printemps sans lendemain.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte. Jusqu'au 15 avril.

MERCREDI

GRAND REX (2800 places) - UGC ERMITAGE - NAPOLEON - LA ROYALE DISNEY - UGC MONTMARTRE 63 - MISTRAL-MAGIC CONVENTION - UGC ODÉON - 3 MURAT - UGC GODELINS - VERSAILLES Cyrano - NOGENT Artel - ENGHEN Français - SAINT-GERMAIN C2L - PANTIN Carrefour - SARCELLES Flanades - PARNOR Aulnay - VELIZY - ARGENTEUIL Gamma - CRÉTEIL Artel - LA VARENNE Paramount - EVRY Gaumont - ROSNY Artel - MARNE-LA-VALLEE Artel - LA DÉFENSE 4 Temps

WALT DISNEY PRODUCTIONS présente

Pinocchio

Un héros de légende...
Un chef-d'œuvre du dessin animé!



MERCREDI

ATTENTION HORAIRES SPÉCIAUX

VO : GAUMONT AMBASSADE (XXI) - HAUTEFILLE PATHE (XXI) - CLIMY PALACE (XXI) - GAUMONT LES HALLES (XXI) - 7 PARNASSIENS (XXI) - VF : LE GRAND MIRAMAR (XXI) - LE WELPER PATHE (XXI) - FRANÇAIS PATHE (XXI) - GAUMONT SUD (XXI) - GAUMONT RICHELIEU (XXI) - GAUMONT GAMBETTA (XXI)

OSCARS HOLLYWOOD 1983

11 NOMINATIONS

Dont
MEILLEUR FILM
Meilleur Acteur
BEN KINGSLEY
Meilleure Mise en Scène
RICHARD ATTENBOROUGH



GANDHI

Son triomphe change notre monde pour toujours.

UN FILM DE RICHARD ATTENBOROUGH - "GANDHI" BEN KINGSLEY
L'AMBIANCE DE LA LIBÉRATION DE L'INDIE ET LA TRISTESSE DE LA MORT DE MAHATMA
UN FILM DE RICHARD ATTENBOROUGH - "GANDHI" BEN KINGSLEY
L'AMBIANCE DE LA LIBÉRATION DE L'INDIE ET LA TRISTESSE DE LA MORT DE MAHATMA
UN FILM DE RICHARD ATTENBOROUGH - "GANDHI" BEN KINGSLEY
L'AMBIANCE DE LA LIBÉRATION DE L'INDIE ET LA TRISTESSE DE LA MORT DE MAHATMA

Mercredi

MARIGNAN PATHÉ - QUINTETTE PATHÉ - FORUM LES HALLES - IMPERIAL PATHÉ MONTMARTRE BIENVENUE - SAINT-LAZARE PASQUIER - 14 JUILLET BASTILLE LA PAGODE - PLM SAINT-JACQUES - ARGENTEUIL - C2L Versailles TRICYCLE Asnières

PETITES NOUVELLES

■ Les ateliers-théâtre de Châteaule-Roi présenteront, du 23 au 27 mars, *Mohs le fou, Mohs le sage*, d'après Tahar Ben Jelloun, dans une adaptation et une mise en scène d'Idrissi Ahmed, au Théâtre Paul-Eluard, 4, avenue de Villeneuve-Saint-Georges, 94400 Châteaule-Roi. Tél. : 890-89-79 et 890-63-43.

■ Le cinquième Festival du réel a décerné son grand prix au film *Les First Contact* de Bob Connolly et Robin Anderson. Le prix du court métrage n'a pas été attribué. Ont également été couronnés Jean Felix Sanchez (Venezuela) et Terence Milnes (Irlande), qui respectivement ex aequo, le prix des Trois Mondes nouvellement créé, à l'initiative du ministère des relations extérieures, ainsi que le *Montagne* (Hollande), prix des bibliothèques.

■ Le III^e Festival du court métrage de Saint-Cloud aura lieu le 16 avril. La remise d'un « Prix du public » couronnera cette manifestation. Rem. : Mairie des Jeunes et de la Culture, 14, rue des Ecoles, Saint-Cloud. Tél. : 602-34-12.

■ Un réalisateur québécois, Roland Paré, a remporté le Grand Prix du périmètre 1982-1983 décerné par l'Agence de coopération culturelle et technique.

■ La Société française des architectes organise du 27 au 30 mai un « séminaire culturel en Italie » (Florence - Vicence - Vérone). Rem. : S.F.A., 100, rue du Commerce-Midi. Tél. : 540-53-10.

■ Le musée de l'État, de la Louisiane, aux États-Unis, organise l'un prochain, en collaboration avec les musées nationaux français, une exposition consacrée au Roi Soléil d'État porte le nom. Cette exposition internationale se tiendra à La Nouvelle-Orléans, du 6 mai au 11 novembre 1984, puis sera présentée à Washington et à Chicago.

PATHE MARCONI présente

PINK FLOYD

the final cut

nouvel album et cassette

SORTIE MONDIALE: AUJOURD'HUI

COMMISSARIAT DOWLING

PAULINE A LA PLAGE

ERIC ROHMER

Amanda L'ANGLER / Arielle DOMBASLE / Paul GREGORY / Rocio ATKINE / Simon de LA BROUSSE / ROSETTE / Images Nector ALMENDROS / San Georges PRAT - Une production de MARGARET MENEGOT - LES FILMS DU LOSANGE, LES FILMS ARIANE - Distribué par AAA

BERLIN 1983 : OURS D'ARGENT POUR LA MEILLEURE MISE EN SCÈNE

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

Le printemps des âmes sensibles

A la fois naïf et ambigu, ce « Grand Echiquier », consacré, lundi soir 21 mars sur Antenne 2, à l'avenir du printemps. Printemps, de l'espoir pour l'avenir, de l'honneur, le cours automobile Didier Pironi, qui compte, fermement reprendre le volant de sa Ferrari pour le dernier Grand Prix de la saison, un an après son terrible accident du 7 août 1982, au cours duquel il fut tué. Le Grand Prix d'Allemagne à Hockenheim.

Avec des petits papiers, dans la voix, Jacques Chancel, plus paternel que jamais, a célébré le courage et l'obstination du champion français: lequel, tout au long de cette soirée docu-crochet, a dit et redit que son épouse - de longs mois d'hôpital - lui avait permis de découvrir autre. C'était assurément très sincère, mais très ingénu aussi - dans la pensée et dans le ton - à l'égard des poèmes corrigés par sa compagne, l'actrice Véronique Jannot.

Sans doute, les âmes sensibles ont-elles été touchées par le dévouement de Jacques Chancel, qui a consacré, en ce jour de printemps, à donner espoir à ceux qui sont momentanément victimes d'un handicap physique, en montrant un exemple, avec Didier Pironi, l'ex-dansesuse étoile de l'Opéra de Paris, aujourd'hui sourde-muette, dans un monastère de la Vierge de trois ans, ou la joueuse du violon de chambre Nicole Roudil, bras paralysé pendant un an à la suite d'un accident.

Mais, ce « Grand Echiquier » a trop donné l'impression que tout, pour un retour à la vie normale d'antan, n'était qu'affaire de volonté, de foi ou de passion. Comme si les conditions matérielles ou sociales n'existaient pas. Ou comme si, pour un Didier Pironi, ne se profilait pas la grande armoire de la formule 1. Le « je veux ce pilote » d'Enzo Ferrari a été le seul moment, dans

cette émission, où l'on s'est rendu sur terre.

L'ambiguïté, elle, s'est accrue dans les propos du professeur Letourmel, le chirurgien qui soigne ses patients dans leur passion, leur « volonté fantastique de récupération » aidant énormément non seulement à leur guérison physique « normale » - comme le fait de remarquer - mais surtout à la possibilité d'exercer à nouveau leur art, qui est « toute leur vie ». S'agissant d'un coureur automobile, cette passion doit-elle être entretenue par un homme de science ? On ne fait que poser la question, qui mérite ample réflexion. Victime d'un grave accident de deltaplane, le 3 juin 1979, Patrick Depailler, soigné dans les mêmes conditions que Didier Pironi, a tué le 1^{er} août 1980, aux essais du Grand Prix d'Allemagne, sur ce même circuit d'Hockenheim.

MICHEL GASTAING.

49 des 56 membres du Conseil national de la communication audiovisuelle sont nommés

Un décret publié au Journal officiel du 22 mars porte nomination des membres du Conseil national de la communication audiovisuelle, sorte de « parlement » des sociétés de l'audiovisuel, instituée par la loi du 29 juillet 1982 (articles 27 et 28). Celui-ci comprend 56 membres représentant différents domaines de la vie sociale, nommés pour trois ans par le ministre de la communication.

● **Travailleurs permanents et intermittents de l'audiovisuel** : MM. Gilbert Chazaud, Bernard Dondre, Jean Drejac, Pierre Ganz, Jean-Marc Leven, M^{me} Michèle O'Glor, M. François Werner ;

● **Entreprises de communication** : M. Lucien Adès, M^{me} Evelynne Baylet, MM. Jean-Louis Bessis, MM. Paul Parisot, Jean-Dominique Prevet, Michel Richardot, Serge Sirtak ;

● **Personnalités du monde culturel et scientifique** : M^{me} Marie Cardinal, MM. Aimé Césaire, Alain Decaux, Joël Le Tasse, Jean Pierre Ramsay, Lucien Sfez, André Stil ;

● **Grands mouvements spirituels et philosophiques** : M^{me} Mireille Chavon, Eva de Vitray-Meyerovitch, Père Jean-Michel de Falco, MM. Roger Leray, Jacques Robert, M^{me} Françoise Seligmann, M. Emile Toussaint ;

Il reste à nommer sept délégués des comités régionaux et territoriaux de la communication audiovisuelle, qui n'ont pas encore été formés. Le Conseil national devra, après son installation, élire en son sein un président, qui sera délégué auprès de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

A l'appel de la C.G.T.

GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES A LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTION

Le Syndicat national de radiotélévision (S.N.R.T.) C.G.T. a appelé les personnels de la S.F.P. à cesser le travail pour vingt-quatre heures, ce mardi 22 mars. Cette grève devait entraîner la non-diffusion de l'émission de Patrick Sabatier, « Atout cœur », sur TF1, de 12 h 30 à 13 heures.

Le S.N.R.T.-C.G.T., majoritaire dans cet établissement, entendait manifester ainsi son inquiétude devant « l'absence de perspectives en matière de volume de productions commandées par les chaînes de la S.F.P. », l'absence de planification de ces commandes, qui crée une mauvaise utilisation des potentiels humains et techniques de la S.F.P., l'absence de politique de l'emploi, qui tend à instaurer l'utilisation systématique d'occasionnels, et ne résout pas le problème de l'équilibre des effectifs nécessaires à la société.

Au ministère de la communication, on indique qu'il est de près cette situation. Une initiative, visant à mieux coordonner les commandes des chaînes, devrait être annoncée prochainement.

Mardi 22 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Caméra une première : Un manteau de chinchilla. De D. Lescarier, réal. C. Othman-Girard, avec M. Dubois, K. Allain.

Nicole, femme d'un ouvrier syndicaliste, rêve de porter un manteau de chinchilla, mais son mari achète une caravane d'occasion. Drame et rêve de méditerranée !

21 h 45 Musique : Fatti vivo Claudio. Réal. Paul Séban, avec G. Robert.

Une évocation de Monteverdi, qui se voulait originale, mais l'interprétation devient prétentieuse et narcissique, dimanche.

22 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 40 Film : Le Tombeau des dames. Film américain de J. Lewis (1961), avec J. Lewis, H. Traubel, P. Susskind, K. Freeman, G. Raft (rediffusion).

Un garçon laid et timide, rendu mélophane par ses chagrins d'adolescent, devient dompteur dans une pension de famille dirigée par une femme et où ne logent que des jeunes filles.

Auteur, réalisateur, interprète, Jerry Lewis s'en prend au mariage, avec cette comédie burlesque qui réserve beaucoup de surprises par ses gags et ses ruptures de ton.

22 h 20 Mardi cinéma. Avec Miqui-Mou et Marilyn Jobert.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Film : Violente et François. Film français de J. Rouffio (1976), avec L. Adjani.

J. Detron, S. Reggiani, L. Massari, F. Arnou (rediffusion).

Une jeune bourgeoise qui a rompu avec sa famille et pour compagnon un marginal qui lui fait mener une vie farnesienne. A son exemple, elle se met à voler dans les grands magasins.

Une adaptation sociale, typique des années 70. Entre la comédie et le drame à fleur de peau, le réalisateur effleure un peu son récit mais on y trouve beaucoup de tendresse. Le couple Adjani-Detron s'accorde parfaitement au propos du film.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Bleu outre-mer. De Guyane : Carnaval ; De métropole : Xavier Louis ; De Nouvelle-Calédonie : carte postale de l'île Wallis.

23 h 18 Une minute pour une image.

23 h 20 Prêt-à-porter à la nuit.

Festival de Cannes : Eduardo Fala (guitariste et chanteur argentin), œuvres de J. Aguirre.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Sciences : L'espace et le temps aujourd'hui. Les relativités, avec le professeur J.-M. Levy-Leblond.

20 h, Dialogues : L'économie peut-elle rassembler les Français ? Avec L. Stoléru et F. de Closets.

22 h 30, Nuits magiques : Allusion ; musique américaine.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Premières loges : S. Balgarnie ; M. Renaud.

20 h 30, Concert (donné à Berlin le 26 novembre 1982) : « Sinfonia Poetica » de Mozart ; « Symphonie inachevée », de Schubert ; par l'Orchestre philharmonique de Berlin.

22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; 23 h 5, Jazz-Club.

Mercredi 23 mars

L'allocation du président de la République sera diffusée sur les trois chaînes à 20 heures. Cette retransmission - dont nous ne pouvons préciser la durée au moment où nous mettons sous presse - risque de modifier les horaires de la soirée.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 Vision plus.

12 h HF 12 (info.).

13 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 35 Un métier pour demain : l'informaticien.

13 h 50 Mer-cré-dis-moi-tout.

14 h 45 Jouer le jeu de la santé.

15 h 50 Les pieds au mur.

16 h 20 Le village dans les nuages.

17 h 50 Histoire d'en rire.

18 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 S'il vous plaît.

19 h 53 Tirage du lotto.

20 h Allocation de M. François Mitterrand et Journal.

20 h 35 Les choses de la vie : la Bof génération ? Magazine de la rédaction de TF 1 de A. Sodey et P. Sainty.

Le premier numéro de ce magazine traite des mouvements de société. Les choses de la vie sera diffusé le troisième mercredi de chaque mois.

22 h 45 Vivre les chemins du corps. Les nouvelles thérapies psychologiques, enquête de D. Friedmann.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h Journal (et à 12 h 45).

13 h 05 Jeu : L'Académie des neufs.

13 h 30 Stade 2 midi.

14 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.

14 h Les carnets de l'aventure.

« Fitz Roy », de L. Tajada Flores.

15 h 30 Dessins animés.

15 h 5 Récit A2.

17 h 10 Pétrole 45.

De P. Legren et C. Paech. Avec Jacky et Jane Birkin.

17 h 45 Terre des bêtes.

500 chimères pour un treizeur.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Le théâtre de Boulevard.

20 h Allocation de M. François Mitterrand et Journal.

20 h 35 Théâtre : « C'est des étoiles ». De N. Sgarro. Avec B. Neill, P. Khambatta, T. O'Connor.

Une histoire un peu simplette un homme, fils d'extraterrestre, se le pousse par son seul regard de faire mourir des objets. Mais grâce à un suspense à l'américaine, ce téléfilm est sauvé de l'insignifiance.

22 h 10 Série : Meurs en direct : Jouer sa vie.

de G. Carlo et C. Condali.

Un documentaire à la sauce un peu délirante, où les réalisateurs traquent un portrait du joueur type, volontiers superstitieux, quelque peu mélophane, solitaire malin.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.

Association mondiale des amis de l'enfance.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.

20 h Allocation de M. François Mitterrand.

20 h 35 Spéciale 3 : Les Muses Joyeuses.

Opérette en trois actes de F. Lohé, livret de V. Léon et L. Stas ; avec F. Lott, E. Belcourt, D. Chlostaeva, par l'Orchestre Opéra, dir. G. Deckert, mise en scène A. Aris et la participation du ministère de la culture. Cent l'histoire d'une venue qui, grâce à l'héritage de son mari, se retrouve être la femme la plus courtisée du Paris de la Belle Époque, et en particulier des hommes politiques.

22 h 30 Journal.

23 h 8 Une minute pour une image.

« L'Arche Vierge » d'Alain Vassal.

23 h 10 Prêt-à-porter à la nuit.

Mozart, de F. Chopin, avec T. de M. Magnin au piano.

FRANCE-CULTURE

9 h 57, Matinée des sciences et des techniques.

10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : La XX^e Foire internationale du livre pour enfants à Bologne.

11 h 2, La musique prend la parole : Malher.

12 h, Agor.

12 h 45, Passages.

13 h 30, Musiques disparues et oubliées (et à 17 h 32 et 20 h).

14 h, Sons.

14 h 5, Un livre, des voix : « Le Moko », de H. Bonnier.

14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : les jonctions des parents et le rythme propre de l'enfant, avec H. Harel, psychologue.

15 h, Le livre-cabot de France-Culture : le monde en singulier, à 15 h 45, Promenade à l'Institut d'ethnologie ; à 17 h, Rome libre.

18 h 30, Feuilles : Mémoires d'un défunt.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, La science en marche : Étrange et fascinant cerveau, avec le professeur G. Chapoutier.

22 h 30, Nuits magiques : Allusion (la mode) ; musique sud-américaine.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 5, D'une oreille l'autre.

12 h, L'amateur de musique.

12 h 35, Jazz à Saint-Louis Blues.

13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Rameau, Bodin de Boismortier, Chedeville ; par C. Tadhada, violon, et son ensemble.

14 h 4, Microcosmos.

17 h 5, Répertoire contemporain : Pablo.

17 h 30, Les légendes : la musique d'Erik Satie.

18 h 30, Studio-Concert (en direct du Théâtre du Ranelagh) : œuvres de Poulenc, Berg, Lutoslawski, J. Brahms ; par S. Kozloff, clarinette ; C. Lavoix, piano.

19 h 38, Jazz 100 Jouez-le ?

20 h, Les chants de la terre : Magazine traditionnel.

20 h 30, Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France), à la mémoire de P. Haquinoph : « Sonate pour deux pianos », de Haquinoph, par R. et A. Petrossian ; « Quatuor », de Haquinoph, par le quatuor Enesco ; « Cinq poèmes », de Maria, par M. Sartova, soprano ; E. Chomacka ; « Sonate à Nuremberg », par les instrumentistes du Nouvel Orchestre philharmonique, avec L.-Y. Fourmeau, saxophone.

22 h 15, La nuit sur France-Musique : Ravi Shankar (en direct de la salle Favart).

A Paris

« CARBONE-14 » SE SABORDE

Après dix-huit mois d'existence, la radio locale parisienne Carbone 14 - dont la demande d'autorisation a été rejetée par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle - a décidé d'arrêter ses émissions mercredi 23 mars. Fondée en septembre 1981 par une association de douze personnes, dont plusieurs publicitaires, Carbone-14, qui a toujours affiché un goût inné de la provocation, s'est surtout rendue célèbre par quelques « coups » en canulars radiophoniques (« l'Amour en direct » à la radio en février 1981) et par plusieurs émissions-paroles de la station, comme « La fesse merde », « Le diable au corps », et « 50 millions de voleurs », un programme où animateurs et auditeurs échangeaient à l'antenne divers « trucs » pour éviter de payer l'électricité ou le téléphone, frapper les cartes téléphoniques, voler le bouton de la porte.

Selon ses responsables, qui expliquent mercredi à l'antenne les raisons du sabotage de la station (de 10 h à midi), l'expérience aura coûté trois millions de francs. « Personne n'a osé nous défendre, déclarent-ils aujourd'hui, la presse de droite comme celle de gauche ; les promesses écrites ou verbales de certains hommes politiques sont restées lettres mortes... Place aux radios-flic, aux radios godillots, aux radios la voix de son maître... »

MICHEL DRUCKER A EUROPE 1

Un accord est intervenu entre Michel Drucker et Europe 1. Le producteur-animateur de « Champs-Élysées », qui continuera de présenter cette émission télévisée, devient, à partir du mois d'août prochain, conseiller du groupe pour les problèmes audiovisuels. Il pourrait aussi avoir la responsabilité d'une émission sur Europe 1.

Michel Drucker avait interrompu ses activités radiophoniques à la rentrée dernière (le Monde du 4 septembre 1982) : il avait la trachée horde 11 h 13 h, du lundi au vendredi, sur R.T.L.

● Le syndicat général du Livre parisien C.G.T., à l'issue de son huitième congrès tenu du 18 au 20 mars, observe notamment que de nombreux travaux, structurellement rattachés au secteur presse, comme les suppléments magazine aux quotidiens et divers travaux couleurs, glissent dans le secteur travailleur.

Cette situation, estime-t-il, rend problématique le maintien de l'emploi dans le secteur presse. Il propose d'intervenir pour la collecte de l'ensemble des ressources dont disposent les éditeurs grâce à la franchise fiscale (article 39 bis), pour la constitution d'un fonds commun d'aide à l'investissement et à la modernisation des imprimeries, dans le cadre d'une gestion tripartite pouvoirs publics, industriels, représentants des salariés.

● La polémique entre la C.G.T. et l'A.F.P. - M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a demandé un entretien à M. Burin des Rozières, président du conseil supérieur de l'A.F.P., au sujet de la dépression sur le conflit Citroën-Aulnay, à l'origine d'une vive polémique entre la centrale syndicale et l'agence (le Monde des 17, 18 et 19 mars).

A REIMS

Un gérant unique est nommé à « l'Union »

A l'issue de l'assemblée générale des actionnaires du quotidien l'Union, éditée à Reims, lundi 21 mars, M. Jean-Pierre Jacquet, trente-huit ans, P.-D.G. de Nouvelles techniques informatiques, société rémoise - a été désigné (par dix des douze associés) gérant unique du journal.

La mission confiée à M. Jacquet, est de mener la plus rapidement possible les négociations nécessaires à la mise en place du plan de financement correspondant aux objectifs de développement du journal. Le contenu exact de l'accord intervenu entre les partenaires n'a pas encore été rendu public.

Deux associés se sont abstenus : les représentants du P.S. et du P.C. Depuis janvier dernier, après le « coup de force » de la C.G.T., l'Union est dirigée par un administrateur judiciaire, M. Hubert Lafont.

Les organisations de la C.G.T. - l'Union départementale de la Marne, la Fédération française des travailleurs du livre et le Syndicat du livre de Reims - soulignent dans un communiqué que « le plan de développement qui a été adopté par l'assemblée générale des associés maintient les emplois et les avantages sociaux des travailleurs, assure la nécessaire modernisation du journal, préserve le patrimoine de l'entreprise et la composition actuelle du capital social de toute ingérence du capital privé, garantissant ainsi le caractère régional et pluraliste du journal ».

« La concrétisation du plan par les associés du journal, qui permet d'éviter le dépôt de bilan, est basée sur des emprunts à long terme garantis par les collectivités territoriales des régions Champagne-Ardenne et Picardie, pour lesquelles l'aval des pouvoirs publics au niveau national est nécessaire », ajoute la C.G.T.

SPORTS

MOTOCYCLISME

Alain Chevallier le « bricoleur » de Vendôme

En gagnant le premier Grand Prix de la saison dans la catégorie 250 cm3 le 19 mars, Jean-François Baldé a fait coup double : il a effacé d'un trait une saison 1982 faite de malchance aussi bien en 250 cm3 qu'en 350 cm3, et il a rappelé que les motos d'Alain Chevallier n'ont plus rien à envier à celles des usines japonaises.

Le titre de champion du monde 1982 obtenu en 250 cm3 par le Français Jean-Louis Tournadre sur Yamaha avait laissé dans l'ombre le génial artisan de Vendôme. Pourtant, l'an passé, les Chevallier avaient déjà obtenu des résultats : le jeune Belge Didier de Radigues, révélation des Grands Prix 1982, les avait menés à la victoire en Italie, en Tchécoslovaquie (en 350 cm3), en Yougoslavie (250 cm3) et avait obtenu le titre de vice-champion du monde en 350 cm3, malgré de nombreuses épreuves. En clair, les Chevallier n'ont pas attendu le Grand Prix de Kyalami pour s'imposer.

Qui est donc Alain Chevallier ? On le compare souvent à Rondeau, l'homme des Vingt-Quatre Heures du Mans, auquel il s'apparente par certains côtés. Alain et ses frères sont passionnés de mécanique, de cambouis et de courses. C'est Olivier, pilote talentueux, qui confie très tôt à son frère Alain le soin de préparer ses motos, puis avec le temps et l'argent, celui de réaliser des machines performantes et originales. Dans le courant de 1977, Alain prend comme base moteur la Yamaha Grand Prix, vendue par l'importateur et la transforme complètement. Il réalise toute la partie cycle de l'engin, en employant des matériaux comme le titane. Mais la malchance est au rendez-vous : en 1980, Olivier se tue sur le circuit Paul-Ricard. Un an plus tard, alors qu'Alain décide de continuer malgré sa douleur, c'est au tour de Michel Rougerie de trouver la mort, en Yougoslavie, au goudron d'un de ses engins.

1982 sera une année-charnière pour l'artisan de Vendôme. Chevallier perd le soutien de Pernod, qui s'offre une moto à ses couleurs et à son nom, mais gagne celui d'Elf, à la fois financier et technique, et de Johnson. Deux pilotes vont défendre en 1981 ces machines, Erié Saul et Didier de Radigues, un jeune in-

D'un sport à l'autre

FOOTBALL. - Les quinze membres du personnel administratif et de service de l'Association sportive de Saint-Etienne (A.S.S.E.) ont voté le principe d'une grève de partir du 23 mars. Ils s'inquiètent de l'impossibilité d'effectuer la paie de mars et critiquent l'incapacité des membres du conseil d'administration à adopter une politique de sauvegarde de l'A.S.S.E..

TENNIS. - La première journée du Tournoi de Nice comptant pour le Grand Prix (doté de 75 000 dollars), le 21 mars, n'a pas été très favorable aux joueurs français : Bernard Fritz et Jean-Louis Haillet ont été éliminés par l'Espagnol Juan Avendaño (6-4, 2-6, 6-1) et l'Américain Jimmy Brown (6-3, 6-7, 6-3). Le champion du monde junior Guy Forget a été sorti sèchement par son compatriote Christophe Coe (6-2, 6-2).

هكذا انظر

INFORMATIONS « SERVICES »

LOISIRS

AU SALON DU MODÈLE RÉDUIT Le champ infini de la miniature

De la locomotive au Fouga Magister, du contre-torpilleur au vaisseau spatial, de la plate-forme pétrolière à la ville médiévale de Sarlat, en Dordogne, de l'océan à l'usine marémotrice, que ne peut-on faire en maquette ? Mais ce « on », qui est-ce ? Des millions de Français, hommes et femmes, enfants et troisième âge, et bien plus de millions encore chez les Britanniques.

Il y a les amateurs du dimanche qui ne se croient pas ridicules lorsque le lundi matin ils racontent à leurs collègues de bureau qu'ils ont joué au train électrique tout le week-end. Il y a les professionnels - P.M.E. ou artisans - regroupés ou non dans la Chambre syndicale nationale de la maquette volume, dont le président-fondateur est M. Philippe Valois. Tous, en tout cas, sont des artistes amoureux fous de la vérité miniature, mi-copie mi-création, mais toujours passion.

En 1980, le 1^{er} Salon de la maquette et du modèle réduit avait enregistré 98 000 visiteurs. L'an dernier, pour le troisième manifestation, on en était à 110 000. Pour M. Alain Barrau, directeur de la Spodex (1), président du Salon, le « maquettisme » (métier des professionnels) et le « modélisme » (activité des amateurs) « font partie des loisirs techniques et intelligents. Tout est permis et l'imagination est infinie. L'aspect ludique se conjugue avec l'intérêt pédagogique et de la découverte technologique ».

Lors du 4^e Salon, des championnats de vitesse ou d'acrobatie seront organisés entre différents constructeurs amateurs, qui d'avions, qui de bateaux télé-guidés. Que tout ceux qui, depuis des mois, construisent leurs chefs-d'œuvre dans un grenier n'hésitent pas à descendre dans l'arène du CNIT ! Les simples visiteurs pourront assister, devant des galeries évoluant sur un plan d'eau de 400 mètres carrés, à la bataille de Lépante ; on suivra la course d'une voiture à essence, à l'échelle un huitième, qui force à 100 à l'heure ; on verra avec des figurines une campagne des armées de Napoléon (le ministère de la défense a un stand au salon...) ; on pourra ouvrir une pe-

L'expo à l'horizon

Le 4^e Salon n'a pas encore ouvert ses portes que déjà les organisateurs voient plus loin. En 1984, sera exposée une gigantesque maquette de Paris avec les sites retenus pour l'exposition universelle de 1989. On pense même installer un téléphérique miniature entre les anciens terrains Citroën et Bercy, (si ces emplacements sont bien, en définitive, retenus par les organisateurs).

L'Expo en miniature avant l'Expo grandeur nature ? La maquette d'architecte et d'industriel peut être une bonne méthode pour préparer les esprits à la démesure « grande affaire » de Paris.

F. GROSCHARD.

* 1^{er} Salon de la maquette et du modèle réduit, Palais du CNIT, Paris, la Défense, du 2 au 10 avril, de 10 h à 19 h ; vendredi 8 avril jusqu'à 22 heures.

(1) Spodex, Société pour l'organisation d'expositions, 2, place de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : 345-55-55.

PARIS EN VISITES

JEUDI 24 MARS

- « Le Marais », 15 heures, place des Vosges, statue de Louis XIII (Approche de l'art).
- « La France-magasin », 15 heures, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Galeries et passages couverts », 15 heures, 6, rue Vivienne (Les Filaneries).
- « L'Institut Pasteur », 15 heures, 25, rue du Docteur-Roux, M^{re} Hauller.
- « Hôtel de Brinvilliers », 15 heures, 12, rue Charles-V (Histoire et archéologie).
- « La place Dauphine », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).
- « Du Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
- « Le 1^{er} Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).
- « Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant la poste, M^{re} Roman.
- « Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabilon (Le Vieux Paris).

« Le Moyen Âge », 11 heures, 19, rue de Valenciennes (Visages de Paris).

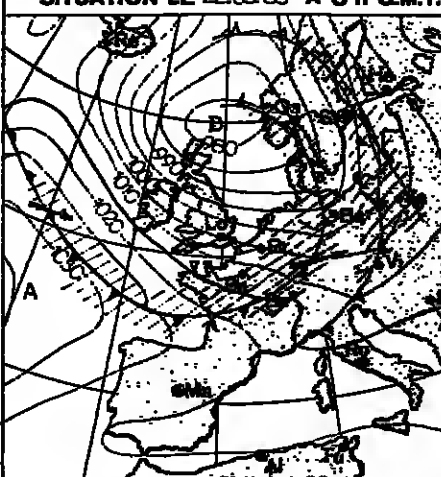
CONFÉRENCES

- 15 heures, 46, rue Barrault, M^{re} D. Kocobian de Bismont : « De retour d'Amérique » (Université populaire de Paris).
- 17 heures, 107, rue de Rivoli, docteur Ph. Perrot : « Le corps et le vêtement bourgeois du dix-neuvième siècle ».
- 18 heures, 125, avenue de Suffren, M^{re} P. Haquet, Y. de Gentil Baichis : « Année de la communication. Rôle des mass media ».
- 18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité : « De la rosière à la Miss, la jeune fille dans les fêtes populaires ».
- 19 heures, 62, rue Madame : « Les romans africains, politique et religion » (Aruca).
- 20 h 30, 21, boulevard Jourdan, M^{re} N. Olivier et M. J.-P. Wague : « Peinture spontanée et expression de soi ».

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT/REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e ☎ 347.21.32

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22.03.83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mardi 22 mars à 0 heure et le mercredi 23 mars à midi.

La France se maintiendra dans un flux d'ouest à nord-ouest, perturbé et relativement frais.

Mercredi, en matinée, il fera beau sur les régions méditerranéennes ainsi que sur le sud des Alpes. Des éclaircies se développeront également sur l'Aquitaine, le Massif Central, le Poitou et les Charentes. Sur les autres régions, les passages nuageux seront abondants et donneront des averses sur la Lorraine, l'Alsace, la Champagne et les Ardennes, de la pluie continue en Bretagne et en Normandie.

Dans l'après-midi, ces pluies se déplaceront vers le sud-est ; elles se situeront, en fin de journée, des Pyrénées aux Alpes et à la Méditerranée, tandis que sur la moitié Nord-Ouest se généraliseront des éclaircies et quelques averses. Des chutes de neige se produiront en montagne, sauf sur les Alpes du Sud. Il fera plutôt frais : les températures maximales s'échelonneront de 8 à 15 degrés du nord au sud du pays.

Quant aux vents, ils souffleront assez fort du sud-ouest puis de l'ouest sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 22 mars à 7 heures, de 1012,4 millibars, soit 759,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 mars ; le second le minimum de la nuit du 21 mars au 22 mars) :

Ajaccio, 16 et 8 degrés ; Biarritz, 13 et 10 ; Bordeaux, 12 et 8 ; Bourges, 13 et 7 ; Brest, 12 et 6 ; Caen, 12 et 4 ; Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 15 et 7 ; Dijon, 14 et 4 ; Grenoble, 19 et 6 ; Lille, 10 et 3 ; Lyon, 17 et 8 ; Marseille-Marguier, 18 et 10 ; Nancy, 12 et 2 ; Nantes, 14 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 8 ; Paris-Le Bourget, 12 et 3 ; Pau, 12 et 8 ; Perpignan, 23 et 12 ; Rennes, 13 et 5 ; Strasbourg, 14 et 4 ; Tours, 12 et 6 ; Toulouse, 13 et 8 ; Pointe-à-Pierre, 31 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 10 degrés ; Amsterdam, 8 et 4 ; Athènes, 19 et 8 ; Berlin, 11 et 3 ; Bonn, 11 et 2 ; Bruxelles, 9 et 3 ; Îles Canaries, 20 et 17 ; Copenhague, 9 et 1 ; Dakar, 38 et 20 ; Djibouti, 22 et 13 ;

BREF

STAGES

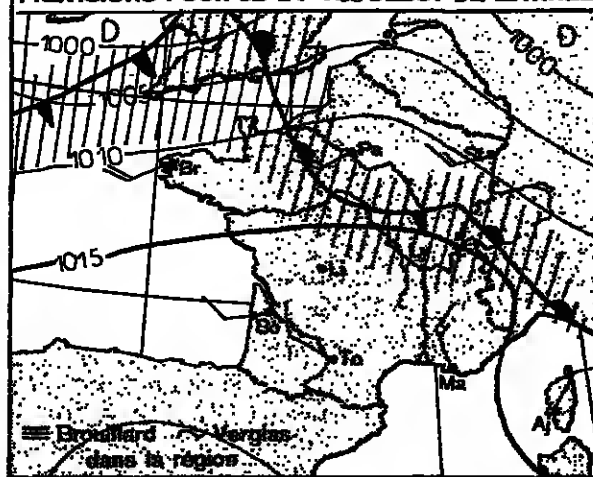
MUSIQUE EN ALSACE. - La Maison régionale de la musique de Sainte-Croix-aux-Mines (Haut-Rhin) organise d'avril à septembre différents stages musicaux avec, au programme, de la musique de chambre, musique ancienne, flûte contemporaine, etc.

Pour obtenir le calendrier de ces stages, s'adresser à la Maison régionale de la musique, 68160 Sainte-Croix-aux-Mines. Tél. : (89) 58-72-33.

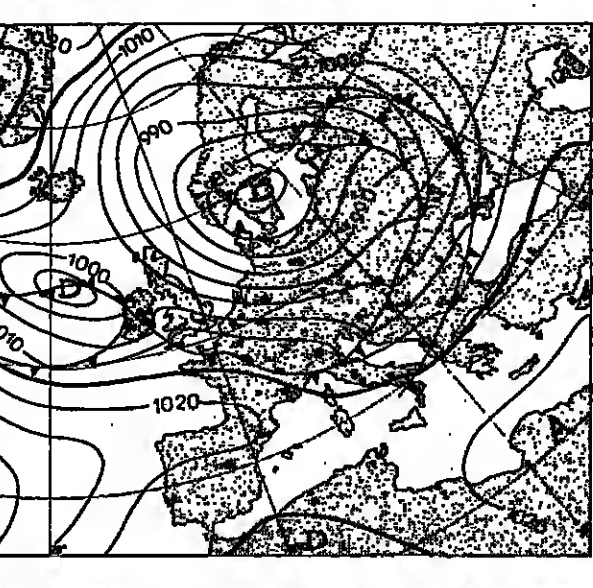
ARCHÉOLOGIE.

L'Archéologue départemental du Val-de-Marne et l'ASPAV organisent des stages gratuits d'initiation au problème de l'archéologie (stratigraphies des niveaux géologiques proches, d'archéologie, relevé de terrain,

PRÉVISIONS POUR LE 23.3.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 23 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Genève, 18 et 7 ; Jérusalem, 19 et 6 ; Lisbonne, 20 et 11 ; Londres, 11 et 2 ; Luxembourg, 9 et 2 ; Madrid, 23 et 6 ; Moscou, 3 et -2 ; Nairobi, 30 et 17 ; New-York, 14 et 7 ; Palma-de-Majorque, 23 et 6 ; Rome, 16 et 10 ; Stockholm, 2 et -1 ; Téhéran, 27 et 15 ; Tunis, 22 et 11.

Probabilités pour jeudi, vendredi et samedi

La situation perturbée s'avancera vers la Méditerranée et les Balkans, tandis que sur la France, un flux d'air frais et instable de secteur nord se généralisera avec établissement d'un temps à giboulées.

Jeudi : après quelques pluies matinales, des Alpes aux régions méditerranéennes, rapide extension à l'ensemble de la France : temps instable et plus frais avec rotation des vents à nord-ouest et alternance d'averses et d'éclaircies. Ondées orageuses du sud des Alpes à la Corse.

Vendredi et samedi : temps frais et instable sur l'ensemble de la France, avec giboulées et rafales de nord et nord-ouest. Neige en montagne à partir

de 600 mètres, surtout sur les versants nord, Mistral et tramontane.

Baisse des températures surtout sensible sur les maximums, qui s'échelonneront de 5 à 9 degrés du Nord au Sud, atteignant 10 à 15 degrés dans le Midi méditerranéen. Gelées matinales à craindre, samedi, à la faveur d'une atténuation des vents.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3411

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Est souvent insolente chez des gens vraiment sans gêne. - II. Patron vénéré des Artésiens. Le premier s'est perdu dans la nuit des temps, quant au dernier il exige une certaine recherche. - III. Donner un certain cachet. - IV. Statue dans un palais. - V. Sujet d'un entretien difficile. Qui peut être coordonné. - VI. Bousculade en portillon. - VII. Défend la liberté. Transporteur à la S.N.C.F. - VIII. Grecque. Participe passé. - IX. Action du pendule ou d'une certaine pièce de la pendule. - X. Sans elles, aucun piston ne saurait procurer de l'avancement. - XI. Spoliée. Sujet épineux sur lequel on peut s'étendre.

VERTICALEMENT

I. Association où les membres supérieurs ne jouent qu'un rôle secondaire. Au cœur du problème. - 2. Beaucoup plus de gens y restent qu'ils n'en sortent. Se fait à la cuisine, mais au salon il faut se la faire. - 3. Peut-être mère, jamais grande-mère. - 4. Famille nombreuse. Force facilement une place avec son canon. - 5. Plonger dans le monde du silence. Revers ou cause de revers. - 6. Préposition. Pas toujours bon à tout, mais jamais bon à rien. - 7. Pour le faire au figuré une luxueuse voiture s'impose, quant au sens propre un mauvais tacot suffit. Sigle hallucinogène. - 8. Femme souvent sur les nerfs. - 9. Il est dangereux de voyager sur sa ligne. Certains n'admettent pas qu'on leur ait fait perdre leur latin.

SOLUTION DU N° 3410

Horizontalement
I. Bagatelle. - II. Acre. Toit. - III. Loire. Car. - IV. Lumineuse. - V. Étés. SSS. - VI. Réputés. - VII. Il. Rose. - VIII. Nil. Pl. - IX. Epithète. - X. Pore. Hue ! - XI. Génisse.

Verticalement

1. Ballerine. - 2. Atout. Lippe. - 3. Grimer. Lion. - 4. Aérifier. Tri. - 5. En. Poches. - 6. Et. Esus. - 7. Locuste. Thé. - 8. Liasse. Pou. - 9. Etre. Soi. Et.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en Journal officiel des lundi 21 et mardi 22 mars :

DES DÉCRETS

• Modifiant certaines dispositions du décret du 9 juin 1972 organisant la profession d'avocat ;

• Relatif au régime fiscal des journaux et publications périodiques ;

• Portant révision du code rural pour ce qui concerne les dispositions législatives relatives aux baux ruraux.

UN ARRÊTÉ

• Portant création d'une instance nationale de formation des personnels de l'éducation surveillée.

La voie royale : chaque semaine, 9 TriStar vers Djedda et Riyad. * à partir du 27 mars.

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Saudia. 55 avenue George V, 75008 Paris. Tél. 720.68.20, libre appel 146.



saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES
Bienvenue dans notre royaume

هكمان النحل

Ce mois-ci chez IBM:

Bienvenue dans le monde des petits ordinateurs.

9 TriStar
soudia

هكرامن الأصل

De longue date, IBM s'est fait connaître comme un constructeur de grands systèmes pour grandes entreprises. Nous le sommes restés. Mais il y a longtemps aussi que nous fabriquons des petits systèmes.

Pas si petits, bien sûr, que l'exige cette illustration qui veut évoquer la quasi-totalité de leur gamme.

Ces petits ordinateurs, compte-tenu de leurs performances, vous sont proposés à un niveau de prix raisonnable car, on peut bien le dire maintenant, quelques-uns d'entre eux surpassent aujourd'hui en puissance certains "grands anciens", de dix ans leurs aînés.

Ces petits ordinateurs ont été conçus aussi bien pour les besoins des utilisateurs de petites entreprises que pour ceux des services internes ou décentralisés de grandes sociétés.

En effet, un petit système IBM, étant facilement connectable à un ordinateur central, peut, tout en effectuant par lui-même et sur place un traitement informatique important, être interactif avec le centre nerveux de l'entreprise; ce qui, incontestablement, joint l'utile à l'agréable. Surtout si l'on sait que nous nous attachons à rendre nos petits systèmes simples à utiliser. Pour plus de facilité encore dans votre travail, un large choix de programmes vous est proposé.

Il en est qui vous paraîtront faciles à utiliser, car ils vous conduisent pas à pas dans l'accomplissement de vos tâches. Et si jamais vous étiez embarrassé, vous pouvez, sur nombre de nos terminaux, faire appel à la touche secours. Les messages édités par le système vous aident à trouver, la réponse à votre question.

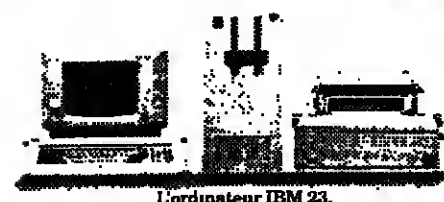
Ainsi donc, quels que soient la taille et les besoins de votre entreprise, vous devez pouvoir trouver dans notre gamme, le petit système qui pourra répondre à votre attente.



L'ordinateur personnel IBM.



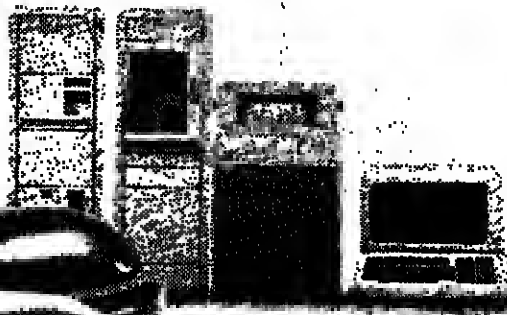
Le système IBM Visiotexte.



L'ordinateur IBM 23.



Le système d'information distribuée IBM 5280.



La série 1 IBM.



L'ordinateur IBM 34.

L'ordinateur personnel IBM.

Le plus récent de nos petits ordinateurs, conçu pour votre usage personnel dans le domaine des affaires et de la formation. Il comprend un processeur (capacité maximale: 544 K), un clavier, écran et une imprimante en option. Sur disquettes, des programmes pré-enregistrés vous permettent une mise en marche rapide, dès leur introduction en machine.

Le système IBM Visiotexte.

Visiotexte est un système multi-fonctions, modulaire, évolutif, ergonomique et facile à utiliser. Destiné essentiellement au traitement de vos textes, il peut également gérer vos données et fichiers numériques. Il s'adresse à des entreprises de toutes les tailles et peut fonctionner de façon totalement autonome ou s'intégrer dans un réseau de communication d'entreprise.

L'ordinateur IBM 23.

D'un prix modéré, ce système peut effectuer à la fois le traitement informatique et le traitement de texte. Il convient à la plupart des entreprises car il permet de débiter à un niveau simple et de croître par la suite, en fonction des modèles disponibles. Les fichiers sont à répartir sur un maximum de 4 systèmes. Vous pouvez choisir l'une quelconque des imprimantes connectables qui vous donnent soit l'édition rapide d'états en écriture pointillée, soit une impression de grande qualité, en caractères pleins. Une documentation bien illustrée, des disquettes auto-éducatives avec leurs exercices, vous faciliteront sa mise en marche. Des programmes comme BRADS III permettent même à un non-programmeur d'écrire des programmes de classe 1, 2 et 3.

Le système d'information distribuée IBM 5280.

Ces petits ordinateurs, postes de travail puissants, présentent un double avantage. Ils sont à la fois simples à exploiter pour l'utilisateur et suffisamment évolués pour dialoguer avec des grands systèmes. C'est ainsi que l'IBM 5280 peut être autonome dans une petite entreprise, stockant, traitant, imprimant et transmettant simultanément des données. Il peut être aussi le sous-système d'un grand ordinateur permettant à distance, une entrée de données "intelligente" et interactive.

La série 1 IBM.

C'est une famille modulaire d'ordinateurs utilisables dans une grande variété de domaines. Une gamme de processeurs, tous montables dans des armoires de dimensions standardisées et une grande variété d'écrans standard et personnalisables, permettent de satisfaire une multiplicité de besoins: des travaux traditionnels, comme le contrôle d'inventaires, aux transmissions de données, au contrôle d'énergie, ou à l'automatisation industrielle. Comme il est entièrement modulaire, vous pouvez débiter avec les unités et les dispositifs nécessaires à ce moment-là, puis construire par la suite la configuration qui convient à votre croissance et aux besoins de votre évolution: ceci, en fonction des matériels commercialisés.



L'ordinateur IBM 34.

Bien que sa simplicité d'emploi soit l'une de ses caractéristiques essentielles, l'IBM 34 est assez grand pour être l'ordinateur central d'une PME — ou le système décentralisé d'une grande entreprise. En d'autres termes, il peut être aussi souple que l'entreprise qui l'emploie. Les IBM 34 sont maintenant des milliers dans le monde à aider les entreprises, contribuant aussi bien à la bonne marche d'un cabinet de groupe dans une profession libérale, qu'à la gestion d'opérations bancaires évoluées.

L'ordinateur IBM 38.

C'est vraiment un petit grand ordinateur: il vous donne des fonctions et des avantages de grands systèmes pour le prix d'un petit équipement. Nous l'avons conçu en adaptant les technologies IBM, comme les logiciels IBM les plus récents. Ce qui fait de ce système très évolué un système en réalité simple à utiliser. Inutile d'avoir une équipe de spécialistes pour guider la machine à travers un programme, étape par étape: la spécialisation informatique y est, pour ainsi dire, intégrée. L'ordinateur IBM 38 peut aider chacun de vous au cours d'une tâche quotidienne, ainsi qu'en cas d'urgence, pour un gros travail.

Le système IBM 8100.

Il vous donne accès à un réseau d'informations interconnecté, dans tous vos bureaux, magasins, entrepôts, gérés par un seul système. Par exemple, votre IBM 8100 pourrait être au cœur d'un ensemble intégré de systèmes de bureau, pour le traitement des textes et des données. L'installation et l'utilisation d'un tel système sont grandement facilitées par les programmes d'application IBM disponibles.

L'ordinateur IBM 4300.

Son prix modéré et sa compacité permettent de mettre ce supermini au rang des petits systèmes. En fait, le haut de gamme à la puissance et les possibilités d'un vrai grand son jeu d'instructions est le même que celui de notre série 308X. L'IBM 4341 modèle 9 en particulier, permet des applications scientifiques et une maîtrise technique très évoluées. Son excellent rapport prix-performance et ses larges possibilités de croissance modulaire, en font un système attractif et compétitif.

Pour plus ample information, écrivez à: LMS
IBM France, Centre de Services,
Tour Générale, 92088 PARIS
La Défense Cedex 22
Ou téléphonez à: (1) 776 95 14.

☐ Désire recevoir une documentation sur le système IBM.

☐ Être invité à une démonstration.

M. _____

Fonction _____

Entreprise _____

Adresse (ville et code postal) _____

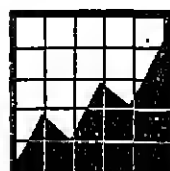
Téléphone _____

IBM

هكوان الامل

		ANNONCES ENCADRÉES		tarif/m²	tarif/m² T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47	
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42	
IMMOBILIER	52,00	IMMOBILIER	33,60	39,85	
AUTOMOBILES	52,00	AUTOMOBILES	33,60	39,85	
AGENDA	52,00	AGENDA	33,60	39,85	
PROP. COMM. CAPITALUX	151,80				

ANNONCES CLASSEES



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Contrôle de gestion
Etudes stratégiques

Rejoignez l'équipe de la direction générale !

Nous sommes une des premières sociétés françaises d'assurances et nous renforçons les équipes de la Direction générale, chargées du contrôle central de gestion, des études générales et du développement stratégique. Rejoignez-nous si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (grande école ou équivalent) avec une formation complémentaire économique et si vous disposez dans ces différents domaines d'une expérience professionnelle de quelques années en entreprise.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2447/LM à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

L'un des agents de charge parisiens (50 personnes), réputé pour son dynamisme commercial, cherche

un secrétaire général

Assisté d'une trentaine de collaborateurs, vous prenez en charge les services comptabilité générale, clients, caisse espèces et titres, bourse, informatique (nous disposons d'un mini-transacticiel utilisé en libre-service), la gestion du personnel, les questions juridiques et fiscales.

A 35 ans minimum, de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co), vous avez acquis une bonne expérience pratique en comptabilité, organisation, informatique, administration dans la banque, un établissement financier ou une compagnie d'assurances, complétée par de solides connaissances juridiques et fiscales, et souhaitez vous intégrer à une équipe jeune et performante.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4322 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

DYNAMIC SKIS

Directeur Technique

On ne gagne pas par hasard.

Si depuis 50 ans, nos skis équipent les meilleurs skieurs, c'est grâce à notre esprit d'innovation, à l'enthousiasme et la conscience de nos techniciens et de nos ouvriers.

Avec 55 % d'activité à l'exportation, 25 % d'accroissement en volume et 60 % en chiffres d'affaires en 2 ans, nous connaissons une forte expansion. Nous voulons conserver notre place dans l'innovation, développer notre productivité et, dans ce but, nous vous proposons de nous rejoindre pour créer le fonction de Directeur Technique.

Rattaché au PDG, vous prendrez la coordination des services recherche, production et services généraux (environ 180 personnes), vous aurez pour mission d'aider l'entreprise à créer de nouveaux produits, à les mettre au point, à aider la fabrication pour qu'elle obtienne les meilleures conditions de coût et de qualité. La fabrication des skis fait appel à des techniques multiples : travail du bois et du métal, injection, moulage de matières plastiques, sérigraphie.

Il vous faut une formation d'ingénieur généraliste, une expérience d'animation de plusieurs années comme responsable de production, une expérience importante en méthodes et en recherche. Vos conseils seront Jean-Claude KILLY et Michel AIRPIN. Vous devez vous-même pratiquer le ski alpin.

Vous devrez fixer votre domicile dans les environs de ST ETIENNE DE ST GEOIRS, aéroport de GRENOBLE.

Nous avons chargé notre Conseil, la CORT, de prendre avec vous les premiers contacts.

M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum vitae en indiquant votre rémunération, sous référence 2904 M et vous assure de sa totale discrétion. CORT - Département Recrutement - 65, avenue Kléber 75116 PARIS.

Paris-Lille-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTec

SOCIETE DE GESTION DE L'ENERGIE

Filiale du Groupe

elf aquitaine

recherche

Directeurs

Développement Régional

(MONTPELLIER, NANCY, PARIS)

Vous avez entre 35 et 40 ans environ.

Après des études de haut niveau, dans une grande école de commerce (HEC, ESSEC) ou d'ingénieurs (X - ECP - MINES), les différentes étapes de votre vie professionnelle vous ont mis au contact des réalités opérationnelles (de gestion, de commerce ou de fabrication) dans un premier temps comme membre d'une équipe, comme patron de cette équipe ensuite.

Vous estimez nécessaire aujourd'hui d'aborder une étape nouvelle de votre carrière et d'exercer les responsabilités les plus larges sur le plan de la conduite des hommes, de la gestion et du commerce dans un secteur économique en expansion.

Entreprise de services dans le domaine de la gestion de l'énergie, nous vous proposons de prendre la responsabilité d'un ensemble régional (100 personnes, 100 M de chiffre d'affaires) que vous serez chargé de manager puis de développer.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 4377 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

PMI SECTEUR PLASTIQUE

recherche son

SECRETAIRE GENERAL

30 ans environ 5 ans expérience professionnelle dans PME, diplômé d'études supérieures.

IL PRENDRA EN CHARGE :

- La Direction administrative : gestion du personnel, vie des Sociétés, assurances, contentieux, fiscalité.
- La Direction financière : élaboration et suivi du budget, analyse des dépenses évolution de la comptabilité analytique.

Envoyer CV + photo + prétentions s/réf. 1.705 à PIERRE LICHAS S.A. - B.P. 220

75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emploi international

(et départements d'Outre Mer)

emploi international

(et départements d'Outre Mer)

emploi international

(et départements d'Outre Mer)



Leader mondial des travaux sous-marins.
Des technologies de pointe et une recherche permanente.

Ingénieurs Soudeurs

de haut niveau
Recherche et Développement.

Responsable de la définition des projets et du respect des programmes, il organisera aussi les procédures, les tests et les contrôles et participera occasionnellement aux réalisations offshore. Réf M 545

confirmé Ingénierie.

Il organisera et contrôlera les opérations de soudage offshore, des études à la fin des différents projets. Réf M 546

Postes basés à Marseille, déplacements à prévoir.
Anglais pratique impératif - expérience de soudure hyperbare appréciée.
Envoyez votre dossier en précisant la référence et votre niveau de rémunération, à la Direction du Personnel COMEX, BP 143, 13275 Marseille Cedex 09.

Maroc RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES

Cette Société (100 Millions de Francs de C.A. 200 personnes) est la filiale marocaine d'un groupe industriel français de dimension internationale, spécialisée dans la chimie et la pharmacie. L'unité de production de Casablanca fabrique une gamme variée de produits pharmaceutiques.

Directement rattaché au Directeur Général, le Responsable des Services Techniques assume les fonctions Entretien, Travaux Neufs, Méthodes et Services Généraux. Il dirige et anime un effectif de 40 personnes.

Chargé de la maintenance et de l'assistance à la production, il est responsable de son budget et participe à la réalisation efficace d'un programme d'investissements (4 Millions de Francs par an).

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electromécanicien (AM, INSA, CNAM ou équivalent) de 28 ans minimum. Sa première expérience industrielle lui a permis d'acquérir de réelles compétences dans le domaine Entretien.

Après un court passage dans l'une des unités de production de la société, il sera amené à prendre ses responsabilités dans l'unité de production de CASABLANCA. Il bénéficiera des avantages liés au statut d'expatrié.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5004 B.A.

EGOR CARRIERES INTERNATIONALES
63 rue de Pontlieu 75008 Paris

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILAN PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREUIL

RECHERCHONS

ÉTUDIANT

en dernière année

de marketing ou

JEUNE INGÉNIEUR

pour une mission d'étude de marché du disque en Afrique. Durée 1 mois 1/2 av. déplacement en avion et mer. Tél. 03 03 1-64-37.

GESTION 2000 ETT 102, r. La Fayette, Paris-10^e. Pour candidater

ARABIE

INGÉNIEUR

ELECTRICITE BATIM. MT-ST Partant anglais

Tél. : 246-42-01

FRANCEVILLE GABON.

Institution algérienne d'enseignement secondaire, collège privé, réputation établie, en voie d'expansion, recherche professeurs toutes matières se présentant pour rentrée 83. Envoyez p.v. avec photo à M. Le-guill. 7, rue Nicolas-Dorville, 37100 TOURS.

CGEE ALSTHOM

SERVICES TRAVAUX EXTERIEURS

Ingénieurs débutez par l'exportation

Nous sommes le leader européen de l'entreprise électrique. Nos Services Travaux Extérieurs travaillent sur 100 chantiers dans 70 pays. Notre société connaît un développement spectaculaire, ses commandes d'exportation ont quadruplé de 1980 à 1982. Ce dynamisme nous le conserverons grâce à vous :

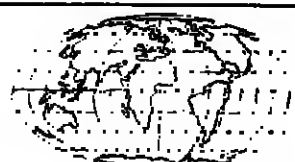
JEUNES INGÉNIEURS SUPELEC, MINES, ENSAM, ENSI

Vous êtes débutants, nous vous proposons après une période d'adaptation pratique de 6 à 8 mois à nos activités et à notre organisation ou sein de nos centres de formation et chantiers en France d'aller construire des centrales électriques, des dispatchings, des postes H.T., des aéroports... à DJAKARTA, CARACAS, DOHA, TRIPOLI, ABIDJAN... où vous pourrez résider avec votre famille.

Vous avez envie de prendre rapidement des responsabilités à un niveau élevé, d'être votre propre patron, de travailler dans le monde entier sur des chantiers que vous osez à réaliser en mettant en œuvre les techniques modernes d'une gestion informatisée, venez nous rejoindre.

Mobile, homme de terrain et d'action, nous apprécierons également que vous ayez des connaissances dans une ou plusieurs langues étrangères.

Nous saurons vous offrir les perspectives de carrière d'une Société Internationale dont l'importance et l'expansion nous permettront d'assurer votre évolution.



Ecrivez-nous à :
CGEE ALSTHOM Services des Travaux
Extérieurs - 13, rue Antonin-Raynaud
92309 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

مركز العمل

OFFRES D'EMPLOI	Le m. / col.	Le m. / lg. T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAL	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m. / col.	Le m. / lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR COMMERCIAL

300.000 F + PARIS

Nous sommes un Groupe Français Important, 6 Sociétés, spécialisé dans l'importation et la distribution de produits pétroliers, de combustibles et de services annexes.

Pour renforcer notre équipe dirigeante, nous recherchons un Directeur Commercial âgé d'au moins 30 ans, de formation grande école (HEC, ESSEC, Sup de Co...) ou universités ayant déjà acquis l'expérience d'une direction commerciale dans ce secteur d'activité. Rattaché directement au P.D.G., il devra définir la politique commerciale du Groupe et sera responsable de son application dans les différentes sociétés.

Poste évolutif en fonction des capacités du candidat.

De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à notre conseil :

Isabelle D. LAVALD - Psycho-Sociologue
JUMELLES 27220 ST ANDRE DE L'EURE

Diriger une clinique dans la Drôme

Une clinique chirurgicale de taille moyenne mais remarquablement performante. En votre qualité de Directeur, vous serez responsable de la gestion complète de l'établissement : direction du personnel, comptabilité, administration générale et commerciale, achats... Vous assurerez également les relations extérieures avec les organismes de tutelle et bien sûr avec les praticiens pour tout ce qui concerne l'organisation et la coordination des activités.

De formation supérieure, vous avez, à 35 ans environ, déjà assumé des responsabilités similaires et vos compétences en matière de gestion comptable et financière et direction de personnel sont prouvées par plusieurs années de pratiques. Une expérience dans le cadre de l'hospitalisation privée est un atout, mais nous examinerons également les candidatures issues d'autres milieux professionnels et les compétences et les qualités relationnelles sont indispensables.

Ce poste dépend directement du P.D.G. Il est à pourvoir dans une région particulièrement agréable. La rémunération sera de l'ordre de 200.000 F, selon l'expérience du candidat.

Nous avons confié à ALGOE le soin d'étudier très confidentiellement votre candidature. Adressez sous réf. 765 M en précisant votre rémunération actuelle à Carole de LAILLY.



ALGOE 9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.

MEMBRE DE SYNTHEC

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRANSPORTS
recherche

DIRECTEUR

DE SON ETABLISSEMENT DE CAEN
(130 personnes)

Spécialités : Charges complètes et messagerie
Profil : Forte aptitude au commandement, bon gestionnaire, esprit commercial, expérience transports indispensables.

Adressez CV, photo et prétentions, sous référence 3017 LM, à Pierre Mulet Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

MAISON FAMILIALE CONSTRUCTEUR S.A.

Société du Groupe Maison Familiale,
chargée de la commercialisation des maisons à l'unité en secteur diffus,
recherche son

directeur des relations humaines

Il sera particulièrement chargé du recrutement, de la formation, de l'évaluation et du suivi de carrière de l'ensemble du réseau national. Directement rattaché au P.D.G. de la Société, son poste est situé au Siège, à CAMBRAI, mais implique de fréquents déplacements sur Paris et la France.

PROFIL :

- formation supérieure commerciale ou juridique,
- expérience de plusieurs années dans la fonction Relations Humaines et en particulier dans les forces de vente,

- rémunération motivante,
- évolution de carrière possible au sein du Groupe, en particulier vers des responsabilités opérationnelles.



Adressez curriculum vitae à Yves CREN
GROUPE MAISON FAMILIALE
Avenue du Cateau
59342 CAMBRAI CEDEX.

La Filiale Française d'un très important
Groupe Anglais spécialisé en distribution
de pièces détachées automobiles, cherche
pour ses établissements de TOURS et CAEN
(200 personnes environ dans chaque établissement)

Un Directeur Administratif et Comptable

chargé(e) de la comptabilité générale et financière et de la gestion du personnel.

Nous recherchons :

• le niveau du DECS, et l'expérience de la comptabilité anglo-saxonne et de très bonnes connaissances en droit du travail,
• le passage par une école supérieure de gestion serait un atout très apprécié pour ces postes extrêmement autonomes.

Salaire annuel de départ de l'ordre de 180.000 F.
Ecrire avec C.V. en précisant ville souhaitée à
Madame T'ROUBANT

FIDAL PARIS 18 bis, rue de Villiers
92333 LEVALLOIS PERRET

PIÈCES TECHNIQUES
moulées & extrudées
750 pers. - 160 millions F.

200 KM A L'OUEST DE PARIS

FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recrute

en prévision prochain départ en retraite

DIRECTEUR TECHNIQUE 250.000 F

HOMME D'INNOVATION pour reprendre en charge une centaine de personnes réparties en :
• LABORATOIRE • METHODES • PRIX de Revient/suivi investissements • BUREAU D'ETUDES/outillages • ENTRETIEN et T.N.

• INGÉNIEUR mécanicien ou électromécanicien,
• Solide EXPERIENCE DE RESPONSABILITES SIMILAIRES, de préf. en EQUIPEMENT AUTOMOBILE. Connaissance du CAOUTCHOUC (ou des plastiques) et l'ANGLAIS appréciée.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo s.réf. 5027 à

SC sélection conseil
88, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES

296-15-01

directeur de production informatique

PARIS OUEST

Nous sommes la SSCI interne d'un très important Organisme Public et nous disposons d'outils de production (un IBM Central et un réseau de mini), reconnus par la profession parmi les plus avancés et les mieux adaptés à nos applications, dont certaines des plus originales. A la tête de votre département (plus de 60 personnes) et en relation étroite avec les Etudes et les équipes systèmes, vous êtes l'animateur et la "cheville ouvrière" des ateliers et des services ordonnancement, industrialisation et méthodes, de façon à répondre et à maîtriser, en qualité, coûts et délais, les besoins de vos "clients". Au sein de l'équipe de Direction vous participez à la gestion ainsi qu'aux décisions et choix d'avenir. Votre formation (ingénieur Grande Ecole) et votre évolution professionnelle vous font rechercher un poste plus complet où votre bagage technique incontestable (connaissances des grands systèmes, du télétraitement, des réseaux) et vos compétences de manager (tout aussi indispensables) trouveront un excellent terrain d'application : un bon esprit, un milieu stimulant, des équipes soudées et fières de leurs produits, de la stabilité mais aussi un "challenge" pour faire mieux.

Tout échange d'informations (C.V. ou demande de renseignements) sera traité de façon confidentielle.



Hervé Le Baut-Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 265.38.39

emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

CAMPENON BERNARD

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Réf. 362/M

Ingénieur, votre expérience du travail à l'étranger (direction de chantier important, d'agence, de projet, d'affaire) acquise de préférence en AFRIQUE, vous a préparé à établir des contacts à niveau élevé, à négocier, aussi bien avec les clients qu'avec les opérationnels. Vous effectuerez des déplacements fréquents à partir de PARIS. Nous vous proposons de développer notre courant d'affaires T.P. en AFRIQUE NOIRE.

CORRESPONDANT DEVELOPPEMENT

Réf. 365/M

Jeune ingénieur diplômé, vous avez une expérience de deux ou trois ans de T.P. à l'étranger, acquise en travaux et/ou en études de prix. Vous souhaitez évoluer vers des fonctions technico-commerciales. Vous parlez et écrivez couramment l'anglais et vous appréciez les missions de courte durée à l'étranger.

En collaboration étroite avec un ingénieur développement, vous serez chargé à PARIS, de la supervision des dossiers de préqualification, de la coordination des études de prix, du recueil et du traitement, des informations nécessaires au développement de projets.

DIRECTEUR DE TRAVAUX

Réf. 722/M

Ingénieur de formation, vous avez choisi les T.P. pour l'importance des ouvrages à construire et des responsabilités à assumer. Ouvert aux évolutions de la profession, vous savez que l'ETRANGER est maintenant votre champ d'action, vous parlez au moins une langue importante pour ce métier (Anglais, Espagnol, Portugais).

Vous avez déjà 6 à 10 ans d'expérience solide (en FRANCE ou à l'ETRANGER).

ETUDES DE PRIX

Réf. 368/M

Ingénieur de formation, vous avez quelques années d'expérience de chantier de T.P. en FRANCE et pour-être à l'ETRANGER, une pratique déjà étendue des Etudes de Prix. Dans ce domaine, vous souhaitez échanger vos responsabilités et prendre rapidement la tête d'une équipe complète.

Nous sommes un groupe de 18.000 personnes, nous réalisons déjà la moitié de notre activité G.C. - T.P. hors de FRANCE. Nous souhaitons renforcer notre développement dans ce secteur. Nos moyens sont les vôtres, vos talents nous y aideront. Prenez contact avec Monsieur RENOTTE sous la référence choisie (C.V., photo et rémunération actuelle) CAMPENON BERNARD - 92/98, bd Victor Hugo 92115 CLICHY

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

pour établissement devis, suivi chantiers et peuvent assurer ultérieurement la responsabilité du service.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 57603 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94307 Vincennes Cedex (qui transmettra)

Société aménagement
et construction Guadeloupe

recherche

NÉGOCIATEUR FONCIER CADRE

confirmé

30 ans minimum

licence en droit

Diplôme de notaire ou équivalent

connaissance approfondie

droit foncier et immobilier, procédure

expropriation et fiscalité

immobilière.

Expérience professionnelle acquise

de préférence en cabinet

géomètre, étude notaire, administration

ou organisme similaire. Sans de la décision, du

commandement, des relations

humaines, relations actuelles à

la négociation.

Poste à pourvoir

immédiatement.

Ecr. s/réf. 7.522 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES,

5, rue des Italiens, 75008 Paris.

emplois régionaux

informaticien gestion de production

ESSO CHIMIE (1200 personnes dont 300 ingénieurs et cadres - CA 4 600 Millions de Francs) recrute pour son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon en Seine-Maritime entre Le Havre et Rouen un

ingénieur grande école

débutant ou ayant quelques années d'expérience pour travailler ou sein d'une équipe d'ingénieurs sur un système de gestion intégré de production mettant en œuvre les techniques les plus modernes en matière de bases de données et de télécommunications.

Qualités personnelles souhaitées :

- bonne maîtrise de l'anglais,
- goût du travail en province et en usine,
- sens des contacts,
- méthode et rigueur,
- adaptabilité.

Évolution de carrière possible après quelques années soit dans le secteur informatique, soit dans d'autres fonctions à l'usine.

Salaire de départ 130 KF/an au plus suivant expérience.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous réf. 75887/LM à

M. REYNAUD-PALIGOT.

Département
des Relations
sociales



BP 52 - 76330
Notre-Dame-de-Gravenchon

CHIMIE

هكذا من العمل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Fonction personnel : un poste à responsabilités ...

...plus particulièrement dans l'administration des 4000 personnes employées aux 3 SUISSES (un des leaders français de la Vente par Catalogue).

ADJOINT de notre DIRECTEUR DU PERSONNEL, vous participerez, pour les maîtrises et mensuels, à l'élaboration et à l'application de la politique humaine de l'entreprise, à l'établissement de notre budget, « personnel ». Vous étudierez les procédures nécessaires à la mise en œuvre de la gestion prévisionnelle et en assurerez le suivi. En fonction de la législation sociale, vous contribuerez à la définition de notre politique salariale, dont vous contrôlerez l'application. Enfin, vous évalueriez les postes de travail et veillerez à l'harmonisation des qualifications. Vous serez assisté d'une trentaine de personnes dont 4 cadres.

De formation supérieure, vous avez acquis, au cours d'une expérience récente de plusieurs années dans la fonction personnel, de bonnes connaissances en informatique et, bien sûr, en droit du travail. Homme de contact et de négociation, vous êtes organisé et rigoureux.

Pour ce poste de haut niveau, basé à CROIX (59), nous vous offrons une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution au sein de notre société, en forte expansion (+20% par rapport à 1981) sur son marché.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions aux 3 SUISSES - Direction des Relations Humaines 12, rue de la Centenaire - 59170 CROIX.

3 SUISSES

JEUNE ASSISTANT AU SERVICE DU PERSONNEL

Une entreprise de 1100 personnes (Fabrication + 22 agences Travaux) à Strasbourg, recherche ce jeune cadre, niveau DUT Gestion du personnel ou similaire ayant 2 à 3 ans d'expérience diversifiée de la fonction Personnel : législation, contrats, rémunérations etc.

● Une connaissance des applications informatiques dans ce domaine, ainsi que le goût des chiffres seraient appréciés

● Poste d'avenir stable et évolutif

Ad. CV et photo, AP à SELETER Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

GRUPE INTERNATIONAL, situé à 100 km au Nord de Paris, leader sur son marché, recherche

UN RESPONSABLE GESTION DU PERSONNEL

Il aura la responsabilité :

- du recrutement du personnel non cadre,
- de la gestion administrative du personnel (gestion du travail temporaire...),
- des statistiques sur des études ponctuelles... (absentéisme, pyramide des âges).

Le candidat de formation supérieure (ESG - EDHEC, DESS en Psychologie industrielle) aura 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Au-delà de sa compétence, son tempérament concret et sa volonté de performance seront décisifs.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire. Cette annonce peut intéresser des débutants à fort potentiel.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2204.M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Nice

BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIELS - SECTEUR MÉCANIQUE

Objectif 1986 : tripler notre chiffre d'Affaires

Contrôleur de gestion Directeur commercial

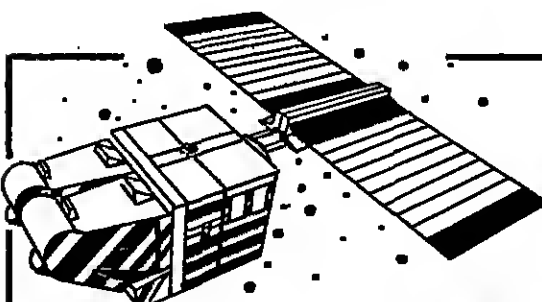
Outre la direction des Services Comptables et Informatique, il aura à définir les systèmes de gestion, à mettre en œuvre la procédure budgétaire et à établir les situations de trésorerie. Cette fonction importante et très évolutive ne pourra être confiée qu'à un gestionnaire de haut niveau justifiant d'une large expérience acquise dans le secteur industriel. Une très bonne pratique de l'informatique est nécessaire (gestion de la production).

Il aura pour première mission de participer à la restructuration du réseau de distribution. Il dirigera l'action commerciale, l'administration des ventes, l'assistance technique pour les ventes France et à l'exportation. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la vente de biens d'équipement, de formation supérieure, technique ou commerciale, mais justifiant d'une solide technicité. Langue anglaise impérative, allemanda souhaitée.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous référence concernée, par notre Conseil

claude debray conseil

78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15



THOMSON-CSF Département Satellites

recherche pour son CENTRE DE TOULOUSE INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE Position II ou III A

ayant quelques années d'expérience en étude et développement et des connaissances en hyperfréquences. Cet ingénieur aura la responsabilité, au niveau d'un groupe de projet, des aspects techniques de la réalisation des équipements de la charge utile d'un satellite.

CONTRÔLEUR DE PROJET SPATIAL Niveau V3 ou ingénieur position II

Ce poste convient à une personne ayant une formation scientifique au moins équivalente à un DUT et une expérience de quelques années en électronique (domaine des hyperfréquences).

Cette personne assurera, dans le cadre du projet le suivi de l'avancement des travaux, des coûts et de la documentation.

Anglais lu, écrit et parlé couramment exigé.

Les candidatures sont à adresser au SERVICE DU PERSONNEL - B.P. 1009 - 32023 TOULOUSE.

THOMSON DIVISION SATELLITES

HAVAS CONTACT

Développer l'informatique dans une unité de production Ingénieur AM, INSA, ENSI...

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres spéciaux, recherche pour l'une de ses unités de production (500 personnes) un ingénieur développement informatique.

Sa mission comportera les deux aspects principaux suivants :

- étudier, recommander et mettre en œuvre des automatisations sur les lignes de fabrication
- prendre en charge l'informatisation du contrôle de la production.

Évoluer dans un milieu déjà sensibilisé à la nécessité d'un développement informatique, à travailler en relation constante avec notre département central informatique et notre direction technique.

Afin de réaliser nos projets ambitieux, nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation scientifique. Son expérience de 2 ans minimum en développement informatique au sein d'une unité de production lui permettra de justifier de différentes réalisations. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Ce poste est imparti à une personnalité mature, équilibrée, ouverte aux contacts humains.

Lieu de travail : proximité de Fontainebleau (100 km sud de Paris).

De larges perspectives d'évolution seront offertes à un candidat ayant su mener à bien sa mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M-ID à CORNING FRANCE, Direction Développement du Personnel - 44, av. de Valvin - 77210 AVON.

CORNING FRANCE

DIGILOG

GRUPE DIGITONE

Notre société est spécialisée en ingénierie informatique et micro-informatique. Nous recherchons des

INGÉNIEURS débutants ou ayant quelques années d'expérience en logiciels. Domaines d'application : contrôle de processus industriels et télécommunications.

Envoyez avec C.V. et prétentions à DIGILOG, rue Frédéric Joliot 21, Les Milles, 13655 Aix en Provence Cedex.

Burroughs

Un des leaders mondiaux en informatique recherche pour son usine de VILLERS ECALLES, près de Rouen

1 INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS (1 LOGICIEN, 1 ANALOGICIEN)

2 INGENIEURS INFORMATIENS

pour participer à la conception de nouveaux terminaux, au sein du bureau d'études.

FORMATION : Ecole d'Ingénieurs, + Anglais bon niveau.

1 INGENIEUR EXPERIMENTE

pour prendre la direction du service qualité (Anglais indispensable).

1 ANALYSTE FINANCIER

pour renforcer l'équipe d'analyse financière du service comptabilité.

DES ANALYSTES EN INFORMATIQUE DE GESTION

responsables de plusieurs systèmes de gestion interne.

Pour ces 2 types de poste :

FORMATION : ESC, Maîtrise, Miage + Anglais courant.

Pour faire acte de candidature, envoyer C.V., photo et prétentions Madame B. LAHON S.A. BURROUGHS - B.P. 5 - Villers-Ecalles - 76360 BARENTIN

Burroughs

Ingénieur commercial

Le candidat devra avoir une formation supérieure (ESG - EDHEC, DESS en Psychologie industrielle) aura 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Au-delà de sa compétence, son tempérament concret et sa volonté de performance seront décisifs.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire. Cette annonce peut intéresser des débutants à fort potentiel.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2204.M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

pour gérer les 3 Champs

Les candidats peuvent être recrutés pour des postes de gestion, de gestion de la production, de gestion de la maintenance, de gestion de la qualité et de gestion de la sécurité.

1 Débutant

Le candidat, âgé de 20 à 25 ans, devra avoir une formation supérieure (ESG - EDHEC, DESS en Psychologie industrielle) aura 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Au-delà de sa compétence, son tempérament concret et sa volonté de performance seront décisifs.

2 Ingénieur

Le candidat, âgé de 25 à 30 ans, devra avoir une formation supérieure (ESG - EDHEC, DESS en Psychologie industrielle) aura 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Au-delà de sa compétence, son tempérament concret et sa volonté de performance seront décisifs.

Pour tous : renseignements et envoi de CV, photo et prétentions à :

Envoyer CV, photo et prétentions à :

expansioncentre

IMPORTANT RECRUTEMENT

Ingénieur en région Alsace

Remunération attractive

Les candidats doivent avoir une formation supérieure (ESG - EDHEC, DESS en Psychologie industrielle) aura 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Au-delà de sa compétence, son tempérament concret et sa volonté de performance seront décisifs.

Envoyez CV détaillé, photo et prétentions à :

Envoyez CV, photo et prétentions à :

Envoyez CV, photo et prétentions à :

Envoyez CV, photo et prétentions à :

Envoyez CV, photo et prétentions à :

Envoyez CV, photo et prétentions à :

Envoyez CV, photo et prétentions à :

Envoyez CV, photo et prétentions à :

Envoyez CV, photo et prétentions à :

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MDSI

Manufacturing Data Systems International, spécialiste mondial dans les techniques de la FAO, poursuit son expansion en France dans le cadre du Groupe SCHLUMBERGER. La mise au point d'un langage unique qui automatiser la programmation de machines outils à commande numérique. Un très gros potentiel de clients à 300 km autour de Bordeaux, aimerais se laisser convaincre, par vous, si vous voulez être

Ingénieur commercial FAO

Vous serez, en fait, chargé de vendre plusieurs produits FAO présentant différentes solutions, soit en temps partagé, soit sous forme de systèmes complets. Il vous faut donc un sérieux background : une école supérieure de commerce et, c'est évident, une première expérience de la vente (2 à 3 ans). Dans le meilleur des cas, vous avez vécu auprès des industries mécaniques et/ou informatiques. Vous lisez et écrivez bien l'anglais. Peut-être même le parlez-vous. Une voiture est à votre disposition et vous vous tenez vous-même votre salaire (bon fixe + intéressement motivant).

Merci d'adresser votre dossier complet sous la référence S 279 à M.J. Villain, MDSI, Tour Manhattan, Cédex 21, 92085 Paris La Défense 2.

MDSI
Schlumberger

La SEP
Division de Vernon
recherche

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

niveau V de la
Métallurgie

Diplômé IUT ou équivalent, le titulaire du poste se verra confier des applications informatiques en matière de gestion sur matériel UNIVAC 1100/80.

Le langage Cobol est indispensable et la connaissance des bases de données (type DMS) sera un atout supplémentaire.

Une expérience de 4 ans minimum dans une fonction analogue est demandée.

Merci de bien vouloir adresser votre CV, photo, prétentions sous réf. 783 M, à SEP, Service du Personnel, B.P. 802 - 27207 VERNON.

SEP

MATRA

poursuit son développement en Sologne dans le domaine des matériels de maintenance et des systèmes et recherche pour son usine de SALBRIS (650 personnes) le :

Responsable Qualité - Contrôle

Dans le cadre de la politique générale de la qualité qu'il a aidé à mettre en place et avec une équipe de 20 techniciens, il devra s'assurer de la bonne réalisation et de la qualité des matériels.

Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien expérimenté ECP - ESE - SUP'AERO ... ayant le goût de l'animation et de très bons contacts humains.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 1058 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY - 78182 Saint Quentin Yvelines Cedex.

ORGANISME FINANCIER REGIONAL

recrute
pour grande ville universitaire SUD DE LA LOIRE

3 Chargés de Mission

Les candidats peuvent être soit débutants dotés d'une formation de gestion appuyée par une solide base comptable, soit présenter une expérience de quelques années dans le domaine bancaire ou le contrôle de gestion. Ils seront chargés de détecter les opportunités de financement de PME puis d'élaborer un dossier permettant la prise de décision par la Direction. Cela nécessite le goût des contacts et des déplacements ainsi qu'un esprit d'analyse développé. Postes évolutifs. Réf. CMF

1 Délégué Régional

Le candidat, âgé de 40 ans minimum, possède une expérience réussie en entreprise à des postes de Direction. Directement rattaché au Directeur Général, il a pour mission d'assurer les relations avec des prescripteurs privés et publics, de développer une bonne image de l'organisme, d'organiser et d'animer la délégation pour atteindre les objectifs, d'instruire lui-même certains dossiers délicats et enfin de suivre les entreprises financées. Ce poste nécessite le goût des relations publiques, le sens du diagnostic et de la synthèse, la capacité de diriger par les compétences. Réf. DRM

2 Ingénieurs - Conseils

Les candidats âgés de 35/40 ans ou plus, possèdent une expérience en marketing, structure, gestion et finance en PME. Ils devront intervenir sur des dossiers "chauds" avec mission de diagnostics et de propositions d'actions, puis contrôler l'application des mesures décidées. Ils devront faire preuve du sens des contacts, de goût pour les déplacements et d'aptitude à la rédaction. Réf. ICM

Pour tous : rémunération avec intéressement.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions en précisant la réf. choisie à

expacentre ouest 12, rue P.M. Curie - Z.I. d'Ingre 45140 ST JEAN DE LA RUEILLE



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DE LAGO

INGENIEUR

Profil : spécialiste en construction métallique et soudure, ayant plusieurs années d'expérience sur les problèmes relatifs aux appareils chaudronnés et mécaniques (construction, entretien, exploitation).

Mission : Adjoint au Chef du Service Inspection Matériels, il devra coordonner l'activité des inspecteurs qu'il aura sous ses ordres.

Il participera à la mise en œuvre de moyens de contrôle des installations, à l'application des données techniques et administratives réglementaires.

Il interviendra en tant qu'expert sur les phénomènes physico-chimiques de dégradation des matériaux.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 64690 à SNEAP - DC Recrutement 26, avenue des Lilas - Tour 12-04 - 64028 PAU Cedex

IMPORTANT ORGANISME ASSURANCE

recherche

INSPECTEURS

pour implantation :
• région Alsace • région Nord • région Lyonnaise

Position Cadre

Rémunération fixe + frais réels

Les candidats devront justifier d'une expérience réussie de plusieurs années dans la branche assurances collectives.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous No 64945 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra en précisant la région choisie

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

occupant 300 personnes dans
LE NORD/PAS-DE-CALAIS
recherche

UN INGÉNIEUR ÉLECTRO-MÉCANICIEN

Diplômé, ayant quelques années de pratique du commandement en atelier, ainsi qu'une réelle expérience de la vente de biens intermédiaires ou de services.

Après mise au courant, la responsabilité de la fonction commerciale lui sera confiée.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à REGIE-PRESSE, sous n° T 039.167 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Toutefois inscription assurée.



nous recherchons pour NOYON (OISE)

RESPONSABLE DU SERVICE EMPAQUETAGE

Rattaché au Directeur d'Usine, le poste s'adresse à un ingénieur A & M ou équivalent, ayant le goût et l'expérience de l'animation des hommes (120 personnes) et attiré par l'exercice autonome de ses responsabilités humaines et techniques.

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS
Jeune Ingénieur (A & M, ICAM, ECAM...). il a une première expérience industrielle en Bureau d'études ou en production.

Sous la responsabilité du Directeur technique, il étudie et réalise les installations nouvelles, suit et coordonne leur montage et leur mise en route.

Le développement de notre implantation en France (3 usines) ouvre à terme de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé et en précisant le poste choisi sous réf. 339 M à Denis JOUSSET

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines

un chef de section prévisions programmes

Groupe International, leader sur son marché, situé à 100 km au Nord de Paris, recherche un Chef de section prévisions programmes.

Il aura la responsabilité :

- des programmes de fabrication à moyen terme au niveau des produits finis pour l'ensemble des établissements,
- des programmes hebdomadaires de production établis en fonction des contraintes ponctuelles des marchés et de la production,
- de l'animation de l'équipe chargée des programmes de fabrication,
- de la maintenance et du développement des moyens informatiques existants.

Pour réussir à ce poste, le candidat aura une formation de type Ingénieur AM, et, si possible 2 ans d'expérience professionnelle en gestion de production. Il sera disponible, mobile et possèdera un anglais courant.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. MMF/02 au Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

COGEPLAN - Tour de Lyon
185, rue de Bercy 75012 PARIS.

COGEPLAN

CSMR



LA CAISSE BOURBONNAISE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
recherche

Responsable des Etudes Commerciales

Face à l'évolution rapide des marchés et des technologies bancaires, notre Caisse Régionale renforce ses structures commerciales et souhaite renouveler son approche commerciale de la clientèle. Dans ce cadre elle crée le poste de responsable des études commerciales.

MISSIONS PRINCIPALES : Concevoir, réaliser ou faire réaliser les études marketing nécessaires pour élaborer les orientations à moyen terme et préparer les plans marketing. Participer à l'élaboration de ces orientations et de ces plans. Adapter et dans une grande mesure créer, puis gérer le système d'information marketing correspondant à notre ambition.

PROFIL : Formation commerciale supérieure (ESC ou équivalent) Première expérience dans le domaine du marketing. Connaissances informatiques et statistiques indispensables.

QUALITES : Vous avez un esprit d'imagination et de décision, vous savez proposer et hiérarchiser les études à entreprendre. Vous êtes capable de faire une analyse serrée des faits, mais aussi de synthétiser vos conclusions.

Homme de communication et de dialogue, doté d'une bonne expression écrite et orale, vous savez démontrer et convaincre. Venez nous rejoindre dans un groupe où les perspectives d'évolution de carrière et de mobilité sont très ouvertes.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : C.R.B.C.A.M. Service du Personnel - B.P. 26 - TOULON 83 ALLIER - 03003 - MOULINS

GRUPE INTERNATIONAL

situé à 100 km au Nord de Paris, leader sur son marché,
recherche

UN INGENIEUR SECURITE

Il aura la responsabilité :

- des services généraux (gardiennage, concierge...),
- du service médico-social,
- de la sécurité incendie (responsable du maintien des installations en parfait état de fonctionnement),
- des accidents du travail (responsable de la définition de l'organisation et la mise en œuvre de tous les moyens en prévention contre les risques d'accident).

Vous avez 30/35 ans environ et vous êtes un professionnel de la sécurité. Votre formation supérieure doublée d'une solide expérience sur le terrain d'une unité de production sera nécessaire pour réussir à ce poste.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2202 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Organisme de recherche industrielle et d'assistance technique en soudage recruté pour son Centre régional de Metz

UN INGENIEUR MECANICIEN OU PHYSICIEN

pour prendre la responsabilité du laboratoire de fatigue et mécanique de la rupture. Expérience indispensable. Nationalité française exigée.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions en rappelant la référence 42657 à :
projet public
12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

CHEFS D'ENTREPOTS

Notre société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, produit et distribue des biens d'équipement automobile.
Nos Directions régionales de LYON et de TOULOUSE recherchent un chef d'entrepôt.
- Rattache au Directeur Régional il prévoit l'approvisionnement, veille à la rotation des stocks, tient le tableau de bord et dirige l'activité d'équipes spécialisées.
- Vous avez le sens des contacts, un esprit méthodique, une aptitude certaine au commandement, de bonnes connaissances de gestion et de logistique.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la ville choisie sous réf. 57193 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

BRETAGNE
Importante société régionale d'urbanisme et d'aménagement recherche

CHEF COMPTABLE

Lieu de travail RENNES

FONCTION : Placé sous l'autorité du Directeur administratif et financier, le (la) candidat(e) retenu(e) dirigera le service comptable (5 personnes) équipé de matériel informatique.
- participera pour la direction générale à l'établissement et au suivi des différents tableaux de bord.
- sera chargé d'apporter aux responsables opérationnels répartis sur l'ensemble de la région, l'assistance comptable et fiscale nécessaire.

PROFIL RECHERCHE : Le candidat retenu, titulaire du D.E.C.S. devra avoir 5 années minimum d'expérience dans le secteur de l'immobilier (dont 2 ou 3 en tant que chef comptable).
- Il devra posséder une bonne maîtrise des problèmes de fiscalité immobilière et foncière.
- Ayant l'esprit d'équipe il devra être ouvert aux préoccupations opérationnelles et de gestion.
Le poste est à pourvoir le plus tôt possible.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. sont à adresser sous référence 4139 AT à HAVAS 16, av. de l'Europe 53100 RENNES.

Un groupe national important recherche dans le cadre du développement de son activité de conseil en informatique auprès des collectivités locales :

1 Ingénieur en organisation informatique de haut niveau

Bordeaux

1 Ingénieur informaticien

Valence

2 Analystes-programmeurs

Lyon - St-Etienne

Des postes seront proposés prochainement dans d'autres régions. Le groupe qui est constitué de nombreuses entités décentralisées offre de réelles perspectives de carrière.

Envoyer CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 9741, à Média-System, 104 rue Réaumur 75009 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE recherche

UN COLLABORATEUR POUR SON SERVICE RELATIONS MÉDIAS HF

Profil : expérience journalistique, formation économique, sens du contact, de l'expression écrite et verbale, et de la gestion.

Missions :
- Réalisation bulletin d'information destiné à la clientèle (tirage : environ 1.500.000).
- Contrôle documents et circulaires destinés au public.
- Réalisation communiqués de presse grand public/presse spécialisée (locale, régionale, nationale).
Intégration petite équipe axée relations publiques.
Statut Cadre.

Localisation : Ville CENTRE-OUEST de la France.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 57522 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

SOPELEM

recherche pour son usine de Chateaudun, 120 kms autoroute de Paris, son

CHEF DU PERSONNEL et des Relations Sociales

En relation étroite avec la Direction des relations humaines du siège, il assurera l'intégration des fonctions de personnel dans une usine de 400 personnes, dans le cadre d'une politique de groupe qu'il aura contribué à définir. Il sera notamment responsable du budget formation de l'usine, de la gestion administrative du personnel, des relations avec les partenaires sociaux et de l'animation de l'encadrement.

Ce poste est ouvert à un cadre du 20^{ème} ans minimum, formation supérieure ESC, Droit ou équivalent, ayant acquis une solide expérience de Chef de personnel ou d'adjoint, connaissant bien les techniques modernes de gestion du potentiel humain et disposant de qualités de contact et de dynamisme.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions, à M. SEREY - Sté SOPELEM 102 rue Chaput 92306 Levallois Perret Cedex

Juriste droit social pour succéder au Chef du Personnel

GLAENZER SPICER

Nous sommes une importante Société du secteur mécanique (plus de 2.000 personnes - 1 milliard de CA) leader dans son domaine et rattaché à un grand groupe international.

Nous recherchons, pour succéder au Chef du Personnel de notre usine située près du Mans (1200 personnes) qui doit partir en retraite dans quelques mois, un JURISTE DROIT SOCIAL ayant une forte personnalité et des capacités d'autonomie.

Nous souhaitons confier ce poste à un candidat ayant une bonne connaissance de l'industrie, des valeurs de l'expérience de 5 à 7 ans dans la fonction personnelle et d'élargir ses responsabilités. Ce poste qui comprend tous les aspects de la fonction, implique d'adhérer à une politique sociale dynamique de dialogue et d'ouverture et d'en être le moteur au sein de l'usine.

Il s'agit d'un poste bien rémunéré et qui comporte de réelles perspectives d'avenir.

Ecrire sous référence LT 474 AM

4, rue Massenet 75016 Paris

THOMSON-CSF
DIVISION ACTIVITÉS SOUS-MARINES DE CAGNES-SUR-MER (CÔTE D'AZUR)

INGÉNIEURS ACOUSTICIENS (ECP, ESPECI)

pour étude de définition et développement de transducteurs et d'antennes acoustiques sous-marines (sonars actifs et passifs). Expérience souhaitée.

ÉLECTRONICIENS (ENST, ESE, A & M + ESE souhaité)

pour laboratoire d'études : traitement du signal, sonars, informatique scientifique et microprocesseurs. 2 à 3 ans d'expérience souhaités.

Pour tous ces postes l'anglais est exigé.

Envoyer un CV détaillé en précisant le poste souhaité à THOMSON-CSF Service du Personnel, Chemin des Travaux, BP 53, 06801 CAGNES CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTEMES ET DETECTIONS

Chambre de Commerce et d'Industrie de BELFORT recherche

assistant en gestion industrielle

Pour :
- promotion PMI
- conseil en gestion
- accueil, activités nouvelles
Candidat souhaité : 25-30 ans environ, ESC ou équivalent, expérience entreprise souhaitée, contacts humains.
Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle à C.C.I. BELFORT - B.P. 142 - 80004 Belfort Cedex

RESPONSABLE DES SERVICES TRANSPORTS-DOUANES LOGISTIQUE

Ce cadre, diplômé de l'enseignement supérieur dans les domaines économiques et gestion, sera chargé d'organiser, gérer et rentabiliser les transports ainsi que les moyens logistiques et généraux de la société.

Il aura une solide connaissance des problèmes de transports internationaux : affrètements, conférences, réglementations, problèmes portuaires et douaniers, jurisprudence, lui permettant d'assumer avec initiative des responsabilités importantes de négociation et de gestion.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 803 à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche 75008 PARIS

ingénieur d'études COMPOSANTS ELECTRIQUES

LYON - Leader européen dans la fabrication de composants électriques destinés à l'industrie automobile, nous sommes de plus en plus implantés dans d'autres secteurs industriels. Notre stratégie d'expansion et de diversification sur le plan international nous amène à développer notre potentiel technique. L'ingénieur d'études que nous recherchons, directement rattaché au Directeur technique, aura en charge l'étude des nouveaux produits, sous leurs caractéristiques électrique et électronique, le développement de nos capteurs et de nos tableaux d'allumage, la mise en œuvre des essais fonctionnels et d'endurance afin d'en améliorer leur fiabilité. En relation avec les fournisseurs, il proposera toutes mesures à même d'améliorer l'évolution, la rentabilité et la qualité des produits.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (Sup Elec, ECL, INSA ou niveau équivalent) possédant une expérience industrielle d'environ trois années dans le secteur des composants électriques.

Merci d'adresser un dossier détaillé de candidature sous réf. 83 03-M à REALISE, 57 Place de la République 69002 Lyon, qui nous assiste dans cette recherche et garantit une totale discrétion.

RTC
LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC recherche

INGÉNIEUR électronicien ou informaticien

Débutant ou quelques années d'expérience, pour participer dans un premier temps à un projet Européen de système CAD Electronique, au sein d'une équipe de Recherche à GRENoble.

Connaissance de l'anglais nécessaire. Possibilité de préparer une thèse. Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et rémunération souhaitée à R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC.

à l'attention de M. BOURGES, Chef du Personnel, B.P. 301 92156 SURESNES CEDEX

BANQUE PRIVÉE recherche pour GRENoble

un responsable d'AGENCE

niveau BAC minimum, Expérience bancaire indispensable, Langue portugaise exigée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prêt, à OCBF 66, rue de la Chaussée-d'Artois 75008 PARIS qui transmettra sous référence 650 M.

RÉGION MÉDITERRANÉE

UNE P.M.E. DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE 250 PERSONNES - 200 MILLIONS C.A. EN DÉVELOPPEMENT RAPIDE

recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

Intégré à l'équipe de Direction :
- assurera l'évolution permanente des systèmes de communication de l'entreprise.
- supervisera l'élaboration de sa gestion au plus haut niveau.
- participera aux prises de décisions de politique générale.

Le candidat retenu, obligatoirement de formation universitaire, H.E.C. Sup de Co ou équivalent, aura une personnalité forte et saura garder une capacité constante de remise en question.

Rémunération après formation assurée par l'entreprise, 200.000 F par an.

Ecrire sous réf. T 39.095 M

REUTE-KESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

OFFRES



INGÉNIEUR BUREAU

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE NOUVEAU

INGÉNIEUR MÉTHODES

L'ASSISTANTE DE DIRECTEUR GÉNÉRAL

LABORATOIRE

UN CHEF DE

LA VILLE D'ART

UN INGENIEUR

DESIGNER

PROFESSEUR

PROFESSEUR

PROFESSEUR

PROFESSEUR

PROFESSEUR

PROFESSEUR

PROFESSEUR

PROFESSEUR

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF
INGÉNIEURS
MÉCANICIENS
ÉLECTROMÉCANICIENS

Département RCM de THOMSON-CSF, nous concevons et réalisons des Radars et équipements de Contrôle Mesure aéroportés. Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe ou de très importants moyens industriels permettant à RCM d'occuper une place de premier plan. Nous proposons à de jeunes ingénieurs, débutants ou possédant une première expérience des postes variés impliquant à la fois des responsabilités et des possibilités réelles d'évolution.

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDE
Responsable d'une équipe de 10 personnes, il participera en liaison avec les laboratoires d'électronique, la fabrication et l'aviation à la conception des structures et des mécanismes.

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT-TECHNOLOGIES NOUVELLES
A partir des projets de développés par le Bureau d'Études, il participera à des travaux concernant les structures aéroportées (matériaux métalliques, composites).

INGÉNIEUR MÉTHODES-USINAGE
Il assurera la mise en production et la suivi en petites séries de produits mécaniques de précision, depuis l'industrialisation jusqu'à la remise aux essais.

Merci d'envoyer CV et photo en précisant le(s) poste(s) retenu(s) à THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM - Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette 92242 MALAKOFF CEDEX.

FUTUR RESPONSABLE ATELIER CÂBLAGE-PROTOTYPES
Il encadrera une équipe de 60 personnes (formation, gestion, recrutement) chargée du développement de prototypes en relations avec le bureau d'études et les services techniques. Cette mission implique la prise en charge des aspects méthodes, devis, fabrication, délais, qualité de cet atelier en liaison avec les différents services de l'entreprise.

INGÉNIEURS ÉTUDE MATÉRIAUX
Rattachés au groupe Technologie Qualité-Fiabilité, ils seront impliqués dans la mise en œuvre et qualification de technologies nouvelles pour des applications en :
• RADIO-ÉLECTRICITÉ
• MICRO-ELECTRONIQUE.
(une formation d'ingénieur option matériaux, serait appréciée pour ces postes).

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

MATRA
Le laboratoire d'Essais Electromagnétiques, situé à Vélizy, recherche :

Ingénieur d'Essais

Sa fonction :
Il seconde le responsable du laboratoire dans la définition et le suivi des essais de qualification sur des équipements embarqués de type variés et peut être amené à se déplacer en assistance technique auprès des centres de production.
Il encadre par ailleurs une petite équipe de techniciens.

Son profil :
Ingénieur électronicien (ENSI - ISEP - INSA ...) débutant ou justifiant d'une 1ère expérience en compatibilité électromagnétique ou hyperfréquences.
Pour ce poste, la pratique de l'anglais est un atout supplémentaire.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1061 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3, avenue du Centre - Centre de MONTIGNY - 78182 - Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA VELIZY
renforce sa Division Après-Vente et crée plusieurs postes :

Ingénieurs Electroniciens
ESE - ENSI - ISEP - ISEN - INSA - IDN ...

pour le suivi d'affaires et l'Après-Vente de systèmes électroniques.

- Ils assurent le suivi d'affaires de systèmes électroniques et coordonnent les actions du personnel détaché sur site avec les différents services de la Société (services études - qualité - fabrication ...).
- A partir des problèmes techniques et logistiques rencontrés en cours d'utilisation, ils ont pour objectif de rechercher les solutions et de faire évoluer le matériel en s'appuyant sur les services compétents.
- Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs qui, après 3 ans d'expérience acquise en laboratoire d'électronique souhaitent évoluer vers une fonction de synthèse qui met l'accent sur la compétence technique mais aussi le sens de l'organisation et des relations humaines. **Ref. A**
- Détachés auprès du client, ils prennent en charge l'assistance technique à la mise en place et la maintenance des systèmes.
- Ils assurent l'encadrement de techniciens MATRA et la formation des utilisateurs-clients.
- Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs débutants à 2 ans d'expérience intéressés par une responsabilité opérationnelle et autonome et reconnue pour leur capacité d'adaptation sociale et technique.
- Déplacements de longue durée en France et à l'Etranger. **Ref. B**

Pour les deux postes :
- Une formation approfondie est assurée sur les matériels.
- Anglais courant.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1063 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3, avenue du Centre - Centre de MONTIGNY - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

Importante société de Détection et de Sécurité Incendie (Paris-Est) recherche :

L'ASSISTANTE DE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL
Elle assistera le D.G. dans la gestion et l'administration des ventes. Doit être un bon sens commercial (organisation des salons et accueil clients) autonome bilingue anglais, elle ne sera pas rebuée par les tâches de secrétariat classique. Salaire très motivant.
Pour un premier contact, merci d'envoyer votre cv, + photo et prétentions sous la référence MATI à :

JOB CONSEIL
15, rue Saussier-Leroy
75017 PARIS

URGENT LTP St-Nicolas recherche :

PROFESSEUR
temps complet pour enseignement de travaux pratiques en fabrication mécanique. Niveau lycée. Diplôme sup. BTN + BTS fabrication mécanique et 3 ans d'expérience professionnelle. Tél. : 222-63-60.

Postes stables :
- INGÉNIEURS électronique (EMI) pour contrôle qualité.
- INGÉNIEURS électronique (ISEP).
- DUT électronique (numérique ou hyperfréquences).
- BTS-DUT Génie Mécanique.
Pour ces postes, nous demandons 3 ans d'exp. min., carte d'ingénieur diplômé, anglais courtois. Société L.S.A., 7 rue Cour des Petites-Écuries, 10, 770-16-10.

IMPORTANT CABINET FRANÇAIS DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche
Jeunes
Experts Comptables diplômés
pour les associer à ses projets de développement
Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. DE à Chantal BAUDRON S.A. 61, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL
recherche
COMPTABLE 3
(Position Agent de Maîtrise)
Diplômé BTS Comptabilité ou équivalent. Expérience 3 ans minimum dans un Service Comptable de plusieurs personnes.
Enregistrement des Opérations diverses, analyse et contrôle des comptes, rapports mensuels, statistiques diverses.
Adresser C.V., salaire actuel et prétentions sous réf. 65052 à Contempe Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

emplois régionaux

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE de renom international
recherche pour l'un de ses Etablissements région NORD

UN CHEF DE FABRICATION
INGÉNIEUR MAÎTRE-ES-SCIENCES PHARMACIEN ou EQUIVALENT
Il sera responsable de plusieurs ateliers de fabrication, de la planification et de l'ordonnement.
Il participera à :
- la mise au point de nouveaux produits et procédés de fabrication.
- L'amélioration des P.R.I.
Connaissance en production de produits microbiologiques souhaitée.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 11975 à : **PIERRE LICHAS S.A.** - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Le Centre National d'Exploitation des Océans recherche pour son Centre de BREST

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (E.C.P.)

- Expérience similaire souhaitée.
- Spécialisé dans la connaissance des matériaux métalliques et composites.
- Il mettra en place un programme d'études expérimental sur le comportement des matériaux (corrosion, etc.).
- Anglais courant.

Adresser C.V. et prétentions au CNEOX Service du Personnel 86, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

LA VILLE DE METZ
recrute par voie de concours les 9, 10, 11 mai 1983 trois professeurs pour son Ecole des Beaux arts.

- 1 Designer
- 1 Professeur « Sciences et techniques appliquées à la construction »
- 1 Professeur de maquettes et de prototypes.

Les dossiers d'inscription seront acceptés jusqu'au 18 avril inclus.
Pour tous renseignements, s'adresser à l'Ecole des beaux arts de METZ, 1, rue de la Citadelle, 57000 METZ. Téléphone : (87) 75-57-78.

NICE
Société électronique se développe dans le domaine bio-médical, produit et technologie de pointe, recherche :

SON RESPONSABLE COMMERCIAL
Minimum 30 ans, formation technico-commerciale, expérience de la vente médicale, mobile, dynamique, profil et ambition de créateur d'entreprise, pour promouvoir ses ventes et élargir ses activités.
Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à BIOGÉNIAL, 114, avenue de la Californie, 06200 NICE.

ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE
3000 pers. - 750 MF

STÉ INDUSTRIELLE FAISANT PARTIE D'UN GROUPE EN EXPANSION DE 8000 PERSONNES ET 2 MILLIARDS DE F.
recrute pour ses Services Centraux à 45 KM SUD DE PARIS

Jeune INGÉNIEUR ESSAIS MÉCANIQUES

A partir des cahiers des charges des Constructeurs AUTOMOBILE, IL RÉALISE - avec 2 techniciens - LES ESSAIS MÉCANIQUES D'HOMOLOGATION DES PRODUITS FABRIQUÉS DANS LES USINES DE LA SOCIÉTÉ

POSTE TREMPIN POUR
• INGÉNIEUR diplômé (indispensable), mécanicien ou électromécanicien.
• Usant l'ANGLAIS et l'ALLEMAND
• DÉBUTANT ou 1^{re} EXPÉRIENCE

Adresser lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 5035 à

SC sélection conseil
38, AV. DE VILLIERS 75017 PARIS

csee

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX EXPORT
Gestionnaires d'une réalisation ou Assistants d'un Chef de Projet

C'est un METIER DE COORDONATEUR DE LA RÉALISATION SUR 3-4 ANS d'une installation importante, de la signature du contrat jusqu'à la mise en service, mettant en œuvre des automatismes ferroviaires et des équipements de signalisation. Nous demandons ECP, ESE, ENST, ENSAM, ENSI, ayant une expérience de process et d'automatismes industriels, à l'EXPORT ou en France et parlant couramment ANGLAIS. Lieu de travail : Paris 15ème avec déplacements de courte durée.

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES
Direction du Personnel - Service Emploi et Développement des Cadres
17, place Étienne Pernet - 75015 Paris.

N° 2 de NOTRE SERVICE RECRUTEMENT

1700 personnes. Une entreprise vivante. Une entreprise qui évolue. Embauches, mutations, promotions : il faut, pour orchestrer tout cela, un service recrutement solide. Pour cette raison, nous lui cherchons un numéro deux. Il va prendre sous sa coupe tout le recrutement du personnel non cadre. Une jeune expérience du recrutement, de l'interview et du suivi : si vous habitez la région parisienne ou si vous êtes prêt à prendre le RER, adressez votre candidature sous réf. 4383 à DESSEIN - 89, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

امكان العمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LE GROUPE LIMAGRAIN

VILMORIN - FERRY MORSE - TEZIER - GENEST...

Dans le secteur d'avenir de l'agro-industrie, LIMAGRAIN est un des premiers groupes mondiaux (CA 1,5 milliard - 2.500 personnes) avec 40 filiales en France, et sur le continent américain.

La Direction Générale étoffe ses structures de Contrôle de Gestion et d'Analyse-Prévisions, et offre dans cette perspective, des postes intéressants et réellement évolutifs à de

JEUNES FINANCIERS ET GESTIONNAIRES de haut potentiel

La mission implique :

- la préparation des budgets annuels et les plans à long terme,
- la réalisation des analyses sectorielles et la synthèse des informations comptables et financières pour la Direction Générale,
- le rôle d'assistance auprès des opérationnels dans un esprit de dialogue pour la mise en place des procédures de suivi d'activité, la détermination de la stratégie de développement,
- une contribution personnelle en s'intégrant à un groupe jeune, dynamique, dont la compétitivité associe le progrès économique et social.

Le profil :

- HEC, ESSEC, ESCP... (ISA - CESMA seraient appréciées),
- une première expérience réussie de 2 à 4 ans en Contrôle de Gestion et Planification concernant la grande distribution sur un échelle internationale acquise dans une grande société française, groupe international ou cabinet spécialisé.

L'anglais est indispensable, une seconde langue (espagnol - italien - portugais) serait un atout supplémentaire mais non indispensable. Les perspectives de développement de carrière sont réelles et motivantes dans le groupe en France et à l'étranger pour des jeunes de valeur.

Des postes sont à pourvoir :

- en priorité au siège à Clermont-Ferrand
- et dans l'immédiat dans une des filiales, à Valence

référence EX 461 AM
référence FY 462 AM

Ecrire en précisant la référence.

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

INSPECTEUR-ANIMATEUR DES VENTES

Notre société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, produit et distribue des biens d'équipements automobile. Vous avez déjà une expérience réussie dans ce domaine de la vente sur le terrain. Rattaché à notre Direction régionale Paris, vous serez chargé tout d'abord du suivi et du prospect d'une clientèle ESA grossiste. Vos résultats faciliteront votre évolution vers des responsabilités élargies.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 57192 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - O.T.

GRAND CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

La forte croissance de notre parc clientèle nous amène à renforcer notre Direction Systèmes, en recherchant des

INGENIEURS SUPPORT LOGICIEL

ayant quelques années d'expérience en logiciel système sur mini-calculateur.

Après une période de formation sur nos matériels et logiciels ils seront intégrés à nos équipes chargées de l'installation et du suivi en clientèle de nos produits logiciels standards.

Ces produits logiciels développés par notre direction des études couvrent notamment les domaines suivants :

- Télécommunications et réseaux (en particulier SNA)
- Systèmes de gestion transactionnelle
- Systèmes bureautiques

Ces postes très ouverts vers l'extérieur et le contact clientèle offrent à des candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein de notre compagnie.

Lieu de travail : banlieue Sud près du RER.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions à l'agence DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra sous réf. 4375.

Dusseine

Jeune Contrôleur de gestion

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION, filiale d'un groupe français de tout premier plan, propose une situation évolutive à un jeune Contrôleur de Gestion. Ce poste implique une participation active à tous les aspects du contrôle de gestion (tableaux de bord, budgets, analyse écart, suivi des prix de revient).

Cette fonction attrayante par sa polyvalence conviendrait à un jeune diplômé ESSEC, ESCP, maîtrise de gestion ou équivalent, ayant une première expérience du contrôle de gestion dans une société industrielle.

Lieu de travail Paris.

Ecrire sous réf. MU 475 AM

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

SOCIÉTÉ DE PÉTROLE recrute pour son siège à PARIS

JEUNES CADRES

Grandes Ecoles Commerciales et de Gestion (ESSEC, SUP de CO Paris, ESC Lyon etc...)

Les postes à pourvoir sont :

- DES POSTES «D'AUDITEURS» (Audit Opérationnel et Audit Comptable) pour lesquels une expérience préalable de 2 à 3 ans dans un cabinet d'audit ou dans un service d'entreprise est indispensable
- DES POSTES «D'ETUDES» au sein des services marketing de la Société.

Ils seront confiés à des débutants qui après une année auront pris possession des postes opérationnels sur le terrain. La mobilité professionnelle existe dans l'entreprise. La mobilité géographique en France est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous référence 64.874 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



TRÉSORIER ADJOINT

Importante Banque privée, notre service trésorerie intervient activement sur le marché monétaire. Une activité où la parole donnée a valeur de contrat, et engage votre crédibilité.

Jeune, possédant une première expérience et une bonne formation (commerciale, économique, comptable ou de gestion) vous avez un goût marqué pour la vie des entreprises et les problèmes économiques. Précis, rigoureux, attentif et discret vous avez une aisance naturelle pour les relations.

Nous vous proposons d'assister notre trésorerie dans ses interventions sur le marché, un marché où notre banque a de l'ambition.

Adressez votre candidature sous réf. 32433 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF

LE DÉPARTEMENT ÉTUDES DÉVELOPPEMENT ET IMAGERIE NOUVELLE de la BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX recherche pour ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

LE CHEF DU SERVICE LOGICIEL

Issu d'une Grande École (option informatique), il aura une expérience de 5 à 10 ans d'un poste similaire ou de la direction d'un groupe de développement important.

Sa mission sera de :
- participer aux choix d'informatiques de base de la Compagnie (micro et mini-ordinateurs),
- diriger les équipes logicielles de base (10 personnes) et logiciel d'applications (50 personnes) pour le développement de systèmes médicaux à fortes contraintes temps réel (acquisition calcul et traitement d'images).

Les produits sont actuellement construits dans la Compagnie autour du MOTOROLA 68000 et de matériel DEC.

Pour ces 2 postes, pour lesquels l'anglais est indispensable il faut adresser C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi à Françoise LEMAIRE, THOMSON-CSF EDIN, 48, rue Camille-Desmoulins 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX - Tél. 554 92 22.

ET LE RESPONSABLE DU LOGICIEL DE BASE

Issu d'une Grande École (option informatique), il lui faudra 5 ans d'expérience en logiciel de base.

Sous la responsabilité du chef de service logiciel, il dirigera l'équipe chargée de :

- maintenir les logiciels de base choisis (OS, SGBD/R, chaînes de développement croisées, etc.),
- étudier et réaliser les primitives nécessaires à la réalisation des produits,
- assurer le support informatique nécessaire vis-à-vis des équipes de réalisation.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT



Votre première expérience dans le domaine informatique vous a conforté dans votre choix. Vous souhaitez maintenant enrichir vos acquis, donner une nouvelle dimension à votre carrière.

SG2, groupe puissant de 4000 personnes poursuit sa rapide expansion avec un taux de croissance de 40 % dans tous les secteurs de l'informatique : conception et réalisation «clé en main» de systèmes informatiques de gestion, conseil de direction, automatismes, assistance-systèmes.

Nous vous proposons de renforcer vos compétences grâce à notre savoir faire et à nos techniques de pointe. Nous vous apporterons une formation complémentaire adaptée à la spécialisation choisie par vous. Vous assurerez rapidement des responsabilités dans des équipes opérationnelles réalisant des projets d'envergure.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf. YR 03 à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : l'informatique des idées et des hommes.

Avec vous jeunes informaticiens

Diplômés d'études supérieures scientifiques

Elargissons les horizons de l'informatique



DAF FRAI

ASSISTANT CHEF de PERSONNEL

recherche pour son service EQUIPEMENTS ELECTROTECHNIQUE

CGEE ALS

recherche pour son service EQUIPEMENTS ELECTROTECHNIQUE

un responsable complet

pour section clientèle

مركز العمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



DAF FRANCE

S.A. au capital de 33.000.000 Frs
600.000.000 Frs H.T. de C.A. en 82

Convention Collective Métallurgie

recherche

ASSISTANT (E) CHEF du PERSONNEL

D.U.T. gestion du Personnel
au minimum

Expérience de 3 à 5 ans
Pratique de l'Anglais appréciée.

Il (Elle) sera chargé (e) de :

- gestion administrative du Personnel de l'Entreprise et de ses Affiliations (fichiers, tableaux de bord, effectifs, caisses de retraite et de prévoyance...)
- responsabilité de la paie informatisée (450 Personnes)
- études, enquêtes, déclarations et statistiques diverses
- rédaction de projets relatifs à la gestion du Personnel
- conseil et assistance des Chefs de Département et des Responsables d'Affiliations (contrats de travail, politique salariale, procédures administr. et légales etc.)
- ultérieurement :
 - conception et organisation d'un système de gestion informatique complet
 - préparat. des réunions D.P. et C.E.
 - recrutements

Adresser CV détaillé, photo, prétentions à :
DAF FRANCE - Service du Personnel -
SURVILLIERS - B.P. 4 - 95470 FOSSÉS

CGEE ALSTHOM

recherche pour son unité de production
D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES

TECHNICIEN SUPERIEUR APPROVISIONNEMENTS

BTS/DUT ELECTRONIQUE/
ELECTROTECHNIQUE
OU EQUIVALENT

- Prospection des sources d'approvisionnement
- Négociation et suivi des commandes pour les composants actifs et passifs, les circuits imprimés et composants spéciaux sur plans.

Envoyer CV sous référence 65111 à
Contesse Publicité, 20, avenue de
l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.r.

Société d'équipements automobiles leader dans
sa branche, recherche

un responsable comptabilité

pour section clients et fournisseurs.

Effectif : 10 personnes.
Le candidat doit être titulaire du DECS ou BP
ancien régime. Age minimum 35 ans.

Descriptif du poste :

- généralités : application des procédures comptables et de la fiscalité de la TVA aux opérations clients et fournisseurs.
- Clients : facturation, enregistrement des règlements et suivi des comptes.
- Fournisseurs : ordonnancement et imputation des factures, règlements et suivi des comptes.

Lieu de travail : Gentilly.

Ecrire avec C.V., photo s/réf. 1696 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



Directeur délégué U.S.A.

référence GZ 463 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS DE PREMIER PLAN, ayant
déjà de nombreuses activités internationales, développe aux U.S.A. et au
CANADA ses implantations existantes (dont une filiale U.S.A. réalisant un CA de
40 millions de dollars) recherche son Directeur Délégué U.S.A.

Sa mission :
Interlocuteur privilégié, il devra témoigner aussi bien de qualités d'autonomie et
d'excellentes capacités relationnelles que de son rôle au sein du groupe :
• coordination et liaison avec la société-mère,
• suivi de la gestion des filiales existantes nord-américaines,
• assistance aux unités en cours de création,
• relations extérieures en particulier avec les organismes de recherches, les
universités et les pouvoirs publics.

Son profil :
• HEC, ESSEC, SC. PO (ou agrégation avec une formation complémentaire en
gestion),
• une première expérience professionnelle réussie,
• des responsabilités ayant nécessité une expérience vécue en pays anglo-
saxon, de préférence U.S.A.

Une réussite à ce poste stratégique de par sa polyvalence et son rôle de
représentativité du groupe devrait, dans le groupe en France ou à l'étranger,
permettre l'accession à des fonctions importantes.

Poste aux U.S.A.

Directeur des services techniques

référence DL 467 CM

UNE SOCIÉTÉ FRANCAISE RENOMMÉE (3300 personnes) rattachée à un
grand groupe leader, dispose d'installations et de matériels représentant
des investissements considérables, recherche le Directeur de ses Services
Techniques.

Rattaché au Directeur Général, il sera responsable de la maintenance et des
travaux neufs. Il animera un effectif de 1000 personnes, coordonnera l'activité de
plusieurs chefs de service tous ingénieurs confirmés, gèrera un budget important.
Ce poste de haut niveau conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ESE, IEG,
ECP, Mines, 50 ans minimum.

Sur le plan technique, il aura de très solides connaissances en électricité courants
faibles et il sera capable d'aborder des domaines très variés : courants faibles, informa-
tique de proces, mécanique, infrastructures... Il témoignera d'un ascendant person-
nel marqué et aura une solide expérience du commandement d'effectifs importants
complétée par de réelles qualités d'organisateur et de gestionnaire.

Poste à Lyon.

Ordre de grandeur de rémunération : 350 000 F

Un manager pour diriger une filiale

référence BJ 465 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL PERFORMANT ET LEADER recherche le
Dirigeant d'une filiale se situant dans le domaine "sports et loisirs", qui produit et
commercialise des produits de marque renommée, dont le CA est actuellement de
60 millions de francs.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation École Supérieure de Commerce
ou Ingénieur, excellent gestionnaire, ouvert aux problèmes de marketing, animateur
d'équipes, ayant déjà exercé des responsabilités de direction, soit d'une filiale, soit
d'un centre de profits, de préférence dans le domaine des produits de marques grand
public.

Poste : région Provence - Côte d'Azur.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F +

Sciences PO + droit privé secrétariat général

référence AI 464 CM

UNE COMPAGNIE FRANCAISE (910 millions de CA - 2500 person-
nes) dont l'activité est très diversifiée (exploitation - production - vente),
propose une carrière évolutive à un jeune diplômé SC. PO + Droit Privé.

Le secrétariat général auquel il sera affecté est une véritable "plaque tournante" et
traite notamment les problèmes administratifs et juridiques : droit des sociétés, ques-
tions sociales, gestion de patrimoine... tout en étant informé des questions afférentes
à la vie de la société.

Les tâches confiées concerneront ces différents domaines (en particulier droit des
sociétés et droit social) et ce premier poste devrait préparer un bon développement
de carrière.

Une première expérience professionnelle (2 à 3 ans) est vivement souhaitée mais les
candidatures de débutants seront cependant examinées.

Poste à Paris.

"Un patron" de PME

référence CK 466 AM

UN GROUPE FRANCAIS INDUSTRIEL PERFORMANT ET LEA-
DER DANS SA BRANCHE recherche le Dirigeant d'une de ses filiales
(fabrication et ventes - CA supérieur à 20 millions de francs).

Ce poste conviendrait à un candidat, École Supérieure de Commerce ou d'Ingénieur,
ayant une solide expérience professionnelle (8 à 10 ans), l'habitude de la vente de
produits à l'industrie, d'excellentes capacités de gestionnaire et des qualités d'ani-
mateur.

Il aura le profil d'un patron de PME, capable de développer son unité, avec initiative
et dynamisme.

Poste grande banlieue sud-ouest de Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F +

Prestation de services industriels jeune chef d'exploitation

banlieue sud Paris
référence BD 470 AM

Chef de centre de travaux confirmé

Strasbourg
Référence MP 471 AM

UNE SOCIÉTÉ A TAILLE HUMAINE (filiale d'un très grand groupe
français), performante, bien implantée, spécialisée dans la prestation de services :
entretiens spéciaux, antipollution, assainissements... offre des carrières évolutives à
des candidats dynamiques polyvalents, ayant des qualités d'homme de terrain et de
"patrons". Deux postes sont à pourvoir :

- Chef d'Exploitation. Il s'agit :
• d'organiser et coordonner les chantiers en étant responsable des résultats
économiques et de la qualité des prestations,
• d'optimiser l'utilisation du parc matériel,
• de collaborer avec le service commercial pour l'élaboration des devis,
• de diriger un effectif de 100 personnes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou équivalent débutant ou ayant une pre-
mière expérience professionnelle, impliquant mise en œuvre de matériels et direction
de personnel.

- Chef de Centre de travaux, capable de diriger et de développer une
agence (30 personnes) en assurant la responsabilité de l'exploitation et du
commercial.

Ce poste conviendrait à un candidat AM ou équivalent, ayant 4 à 5 ans d'expérience
en exploitation, des aptitudes commerciales, de bonnes capacités d'autonomie.
Ecrire en précisant la référence.



4, rue Massenet 75016 Paris

Etudiants, Etudiantes,

prévoyez votre rentrée 83/84.

L'Office Universitaire de Presse recherche

60 RESPONSABLES DE CENTRE (Paris/Province)

LEUR MISSION : Recruter, former et animer une équipe
de vente étudiante chargée de promouvoir 300 offres
d'abonnement presse en milieu universitaire et scolaire.

CONDITIONS : • Statut étudiant - 1925 ans
• 20 heures/semaine • Voture/téléphone
• Contrat 6 mois fixe + intéressement • Formation assurée
• Candidatures traitées par ordre d'arrivée

Adresser C.V. + lettre avant le 30 avril
à Thierry PRUD'HOMME - OFUP
70, rue Montfard - 75255 PARIS Cedex 05



Le Département
de Physique et d'Analyse de
l'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
situé à RUEIL-MALMAISON (92)

recherche pour
son laboratoire d'analyse minérale

INGENIEUR PHYSICO-CHIMISTE

Formation : Ingénieur + thèse Docteur
Ingénieur ou Maîtrise + thèse d'Etat.

NATURE DU TRAVAIL : caractérisation
de matériaux divers (notamment cata-
lyseurs) par microscopie électronique à
transmission, ESCA, AUGER.

Bonne formation en chimie minérale/
chimie du solide appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à No 64.692
Contesse Publicité 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

créez une nouvelle clientèle

Nous sommes une Agence de Publicité
de Recrutement et nous recherchons un

ATTACHE COMMERCIAL HF

Dans le cadre de notre stratégie de
développement, vous prendrez la
responsabilité de votre prospection.

En relation avec les responsables de
recrutement dans les entreprises, vous devrez
vendre nos services et assurer le suivi de
nos interventions (étude de poste,
rédaction et conception des annonces).

Vous êtes un jeune diplômé - 28 ans minimum -
d'une école de commerce ou équivalente,
et vous avez une expérience de la
vente de services.

Une période probatoire de 6 mois est exigée.
Vos responsabilités évolueront en
fonction de vos résultats.
Rémunération : fixe + intéressement.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo
sous référence n° 3297 à
AGENCE MAILLE
18, rue Volney 75002 PARIS.

GROUPE BANCAIRE PARIS 8e

recherche

Assistant (e) gestion du personnel Classe IV ou V

Rattaché (e) au Directeur du Personnel,
il (elle) se verra plus particulièrement
confier :

- la supervision de l'administration quo-
tidienne du personnel dans tous ses
aspects (mouvements de personnel,
suivi des rémunérations, tableaux
de bord, retraites, formation...) à
l'exception de la paie.
- l'animation des services généraux
(entretien, sécurité...).

Ces attributions supposent la capacité
d'organiser le travail d'une équipe de
5 personnes.

Adresser C.V., prétentions et photo à
No 15746 COFAP 40, rue de Chabrol
75010 PARIS qui transmettra.

هكذا من الأصل

	Le jour*	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le jour*	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Les systèmes graphiques du futur

EVANS and SUTHERLAND et SHAPE DATA Ltd ont réuni leurs compétences pour concevoir, développer et commercialiser des produits CAO/DAO de très haute technologie et recherchent leur

Responsable Commercial France

Faits de nos prestigieuses et récentes installations en France, nous vous offrons l'opportunité :

- de participer au lancement de notre nouveau système remarquablement performant dans le domaine de la mécanique et utilisant le logiciel ROMULUS développé par Shape Data Limited (Solid Geometric Modeling) ;
- de commercialiser nos systèmes graphiques (le PS 300 et le MPS) qui permettent les applications les plus sophistiquées et les plus avancées dans les domaines pharmaceutique, chimique, biologique, mécanique et au niveau des simulations ;
- de suivre une formation complète sur nos systèmes aux USA (Salt Lake City) et sur nos logiciels en Grande Bretagne (Cambridge) ;
- de prétendre à une rémunération très attractive et à une évolution de carrière particulièrement motivante.

Nous attendons de vous une solide expérience de la vente dans l'informatique ou dans un domaine proche. Parfaitement bilingue anglais, vous accepterez des déplacements en France et en Europe, et êtes prêt à travailler en toute autonomie.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 781 M à notre Conseil ALPHA CDI, 59, rue St Didier - 75116 PARIS.



General Electric Information Services Company

GENERAL ELECTRIC

Leader mondial de services informatiques en télétraitement, nos utilisateurs apprécient nos solutions « clés en mains » mettant en œuvre des systèmes particulièrement performants. Dans le domaine de la comptabilité et des finances, notre savoir-faire est incontesté au sein des grandes multinationales et c'est pour cela que nous recherchons notre

RESPONSABLE MARKETING

FINANCES INTERNATIONALES

Développer le marketing de nos logiciels utilisés dans le cadre des applications financières, comptables et budgétaires des grandes entreprises nationales et internationales. Assurer l'information et la formation sur nos produits, analyser les besoins du marché, définir une politique de prix, intervenir activement en avant-vente, etc.

Cette fonction de haut niveau reportant au Directeur du Marketing France sera confiée à un Homme/Femme de Marketing capable de réflexion mais aussi d'action. Votre profil : Études Supérieures ou équivalent avec si possible une formation complémentaire en gestion d'entreprise, vous avez une expérience réussie de la vente de systèmes ou de conseils informatiques auprès des utilisateurs à vocation internationale.

En contact permanent avec nos Responsables Marketing Europe et USA, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Le niveau de rémunération est lié directement à l'envergure que nous conférons à ce poste.

Philippe HUGON, notre Directeur des Relations Humaines, vous remercie de bien vouloir lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 102 M à l'adresse suivante : GENERAL ELECTRIC INFORMATION SERVICES, 19, av. Gambetta - BP 338 - 92547 MONTRouGE CEDEX.

Filiale d'un Groupe International de tout premier plan, fabricant et commercialisant des Composants Electroniques, recherche

CHEFS DU PERSONNEL

- Diplômés de l'Enseignement Supérieur (Droit, Sciences Sociales, Sciences Politiques...)
- 3 à 5 ans d'expérience acquise sur le terrain en tant qu'adjoints ou responsables sociaux d'une unité de 200 personnes environ, dans le secteur électronique ou mécanique.
- Hommes d'action et de communication, négociateurs avisés voulant dialoguer avec les partenaires sociaux et les autorités administratives.
- Soucieux des problèmes d'organisation et de fonction, sachant conseiller en permanence leur Directeur d'Usine et son équipe de Direction pour maintenir un bon climat social.
- Selon leurs performances, les candidats retenus pourront par la suite évoluer dans des Unités toujours à taille humaine, tout en bénéficiant de l'appui et des services d'une structure performante.

Postes à pourvoir en Région Parisienne et en Province.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 64831 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF

DIVISION SIMULATEURS

UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE POUR DES INGENIEURS MOTIVES.

- Un produit performant : simulateurs de systèmes avancés (avions, sous-marins, centrales...) ou de systèmes tactiques complexes (combats aériens, terrestres...).
- Des techniques de pointe : Electronique, Informatique temps réel, Optique, Son...
- Au sein d'une activité en pleine croissance, nous vous offrons la possibilité :
 - de parfaire votre expérience et d'élargir votre champ d'action si vous avez 3 à 7 ans d'industrie (fonctions Etudes, Projets, Commercial),
 - d'acquérir un solide savoir-faire si vous êtes débutants (fonctions Etudes, Mise au point).
- 3 implantations en France : TRAPPES (78) - CERGY (95) - TOULOUSE (31).

Pour vous, deux contacts directs (réf. IC83.5.M) :

A. DE BEJARRY ou F. GAUDICHON (3) 031.93.70
ou écrire THOMSON-CSF DSI - BP 226 - 95523 CERGY-PONTOISE Cedex.

THOMSON
BRANCHE SYSTEMES ET DETECTION

CISI

CISINET : UN RESEAU D'ORDINATEURS A LA POINTE DE LA TECHNIQUE INFORMATIQUE

CISI a développé depuis 10 ans, à partir de la France, un réseau de télé-informatique mondial, associant grands systèmes (IBM, CDC, CII/HB, CRAY), mini et micro-ordinateurs. Les compétences nécessaires au bon fonctionnement de ce réseau (support, conseils, développements, marketing) sont aujourd'hui regroupées au sein de la DIRECTION DES TECHNIQUES INFORMATIQUES.

La DTI offre à des

INGENIEURS INFORMATIENS HF

débutants ou confirmés,

des postes à haut niveau de technicité et de responsabilité, dans les domaines suivants :

- micro-ordinateurs : CP/M - UNIX - SOL - MS - DOS
- langages : APL - PL/1 - FORTRAN - PASCAL - ADA - C
- systèmes graphiques
- VM/CMS et Infocentre
- traitement de texte et documentaire
- réseau d'ordinateurs et télétraitement.

Lieu de travail : Région Parisienne (Paris, Sacy, Rueil-Malmaison).

Ecrire à : CISI, Direction du Personnel, 35, boulevard Brune 75680 PARIS Cedex 14.

GROUPE CISI

un Juriste « marques »

Vous avez acquis une première expérience chez un conseil ou dans une entreprise. Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'allemand. Nous vous proposons de rejoindre le service « Marques » d'un important cabinet de conseils en brevets et marques (PARIS 8^e).

Vous prenez progressivement en charge un secteur de clientèle dans un environnement moderne et efficace.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4324 LM).

un futur chef de projet informatique dans une filiale bancaire

La filiale spécialisée (Paris 15^e) d'un groupe bancaire national se dote de moyens informatiques propres et crée son service études. Vous participez au sein d'une petite équipe à la conception comme à la réalisation d'applications de gestion financières développées sur minis conversationnels.

Ingénieur grande école ou universitaire mordu d'informatique, vous pratiquez le COBOL mais BASIC et FORTRAN vous sont familiers. En deux ans, vous avez acquis votre expérience du transactionnel en SSI ou dans une entreprise du tertiaire ; nous vous offrons de devenir chef de projet.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4325 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

BAC + 2

Notre Banque renforce son Service Trésorerie. Elle recherche un homme jeune possédant de bonnes bases comptables.

Il participera à la gestion administrative et comptable du service (qui utilise largement les outils informatiques). Ce poste lui permettra d'acquiescer une solide maîtrise des opérations sur le marché monétaire.

Adresser votre candidature sous réf. 32456 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

BANQUE DE CREDIT à long et moyen terme

Quartier des Champs-Élysées recherche pour sa Direction de l'Exploitation, un

Cadre

Formation Ecole Supérieure de Commerce Niveau Classe V

Au sein d'une petite équipe de cadres, il sera chargé de la recherche de clientèle, directement ou par l'intermédiaire de prescripteurs divers, de l'étude des dossiers de demandes de crédit, et leur présentation aux comités d'engagement de la banque.

Ce poste conviendrait à un cadre ayant d'excellentes qualités commerciales, âgé de 28 ans minimum, expérience très souhaitée dans banque ou établissement de crédit à moyen ou long terme.

Veuillez écrire, sous réf 3462 à

INTERCARRIERES
5 rue du Helder 75009 Paris

Importante société d'ingénierie. La Défense (5 000 personnes) recherche pour ses services comptables

CADRE COMPTABLE

pour prendre la responsabilité de sa section clients « France et Export » (12 personnes)

A ce titre, il ou elle devra assurer :

- l'émission des facturations, les prévisions de recettes, les relations avec le service « projets », les relations financières avec les clients,
- la gestion des contrats.

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) titulaire d'une maîtrise de gestion + DECS apprécié et ayant au minimum 5 ans d'expérience dans une fonction d'encadrement au sein d'une société industrielle.

Anglais souhaitable.

Adresser lettre manuscrite + CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3421, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Promouvoir une technologie de pointe

JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE DE MARCHES

Cette multinationale d'origine américaine possède de nombreuses années d'avance dans le domaine des produits thermo transformables (R et D : 9 % CA). Ses produits ayant pour vocation la confection, l'isolation, la protection, apportent des solutions originales sur différents types de marchés. La pénétration de ces marchés s'affine tous les ans : au sein de la filiale française, un nouveau département est créé ; son Directeur en recherche le premier « entrepreneur ».

Sur des marchés aussi divers que la distribution du gaz et de l'eau, le chauffage urbain, la génie civil, il assure de façon autonome la promotion d'une technologie : ce qui implique discussion « pointue » avec les directions techniques, mais aussi démonstration auprès des installateurs et, bien sûr, négociation. Exploitant ses connaissances issues du terrain, il est aussi « Chef de Projet », et collabore étroitement avec les services marketing et développement du Groupe.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un jeune Ingénieur Centrale, A.M. ENSEM, possédant une première expérience, justifiant ainsi de ses connaissances du monde industriel, mais aussi de sa capacité à être autonome dans des structures légères. Pour s'informer et pour évoluer, il parle couramment l'Anglais. Son lieu de travail est basé au Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 7285 V à

EGOR SYSTEME
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

OFFRES

CADRE FUTUR ADJOINT

Intel

INGENIEUR DEBUTANT

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE LA DDT

Bruno-Petit

jeune c

Télécom

vos idées

Nous sommes un groupe de haute technologie nous permettons la recherche et le développement et concevoir les systèmes les télécommunications expérience professionnelle nombreux succès

Merci d'adresser Royal 75001 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
branche pièces détachées auto proche banlieue Nord-Ouest de Paris
recherche

CADRE COMMERCIAL

FUTUR ADJOINT AU CHEF DU SERVICE PREMIER ÉQUIPEMENT CONSTRUCTEUR

- Formation ESC - ETACA ou équivalent.
- Nombreux déplacements à prévoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 57191 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra



Avec 20.000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un C.A. de 899 millions de dollars en 1982, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30% du C.A. de Intel Corporation et Intel France. Banlieue Sud, recherche

INGÉNIEURS D'APPLICATION

électronique/informatique

DEBUTANT

Vous assurez la liaison technique entre notre clientèle et notre Groupe d'Ingénieurs spécialistes produits. Cette position formatrice vous permettra d'évoluer soit dans la fonction support technique soit dans la fonction technico-commerciale.

EXPERIMENTÉ

Votre première expérience réussie vous permettra d'apporter une aide d'assistance technique à nos clients. Une voiture de fonction sera mise à votre disposition. Vous aurez de bonnes connaissances dans le domaine des micro-processeurs, langages évolués et des systèmes d'exploitation.

Pour ces 2 postes, une formation technique est assurée.
L'anglais est nécessaire. Perspectives d'évolution et rémunération motivante.
Adresser CV à Intel Corporation, Direction du Personnel,
5 Place de la Balance, Silic 243, 94528 Rungis Cédex.

médiastyle

INGÉNIEURS

Dans les domaines de la grosse chaudronnerie et des échangeurs, vous serez chargés :

- du lancement et du suivi des lignes de fabrication ;
 - de la constitution et de la présentation des dossiers d'études ;
 - des négociations techniques avec le client ou les autorités réglementaires.
- Quelques années d'expérience en Bureau d'Études ou en Ingénierie sont souhaitées.

L'anglais lu est indispensable.

Adresser votre dossier de candidature, sous référence 50209/LM, à
HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.
Ce poste constitue une ouverture sur la prise de responsabilité d'une équipe.

HAVAS CONTACT

Bruno-Petit
BATELIER DE MAISON

cherche à intégrer au sein de la
DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
du groupe (2.500 personnes - C.A. 1 milliard) un(e)

jeune chargé(e) d'étude

Il prend en charge des missions très variées de réalisation et de suivi de tous les outils de gestion du personnel (tableaux de bord, bilan social et études statistiques...).
Ce poste comporte également des interventions d'assistance auprès des différentes sociétés du groupe, notamment en matière de rémunération et de réglementation du travail.
De formation supérieure en gestion du personnel, le candidat que nous recherchons a une première expérience de la fonction.
Il trouvera dans ce poste l'opportunité d'une solide formation.
L'importance de notre groupe permet d'envisager de nombreuses possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail, proximité du Pont de Sévres.

Pour un premier contact, merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Isabelle Le Garsmeur
Maisons BRUNO PETIT - 21, rue des Capucins - 92190 MEUDON

Organisation et Méthode

Télécommunications du Futur,

vos idées seront les nôtres...

Nous sommes un des tout premiers groupes français intervenant dans des domaines de haute technologie. La qualité de nos produits et la compétence de nos équipes nous permettent d'être présents avec succès sur l'ensemble des marchés mondiaux. La recherche et les études des produits futurs sont, bien entendu, une préoccupation fondamentale et nous souhaitons rencontrer des hommes d'études, capables de concevoir les équipements de demain.

Les systèmes logiques, analogiques, la commutation à base de microprocesseurs, les télécommunications spatiales et temporelles sont des domaines qu'une première expérience professionnelle vous a rendu familiers. Nous vous donnerons de nombreux moyens pour réussir et évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS sous référence 32409, qui garantit la plus grande discrétion.

HAVAS CONTACT

Proche banlieue ouest - Nous sommes une société d'ingénierie très spécialisée dans notre domaine, filiale d'un groupe de première importance. Nous réalisons notre CA et notre développement essentiellement à l'exportation. Notre société (plus de 300 personnes) est surtout composée de techniciens et d'ingénieurs, dont une petite partie sur les sites. Notre direction générale souhaite renforcer son équipe de direction en intégrant à ses côtés un vrai professionnel de la fonction "personnel" en tant que

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

à vocation secrétariat général

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur - type Sc. Po. Paris - et vous avez au moins quinze années d'expériences professionnelles réussies qui font de vous un spécialiste de la fonction. Vous avez eu l'occasion d'exercer des responsabilités plus larges - administratives et juridiques - Vous parlez l'anglais et si vous connaissez l'allemand, ce serait un atout appréciable. Directement rattaché à la direction générale, vous participerez à l'élaboration de la politique du personnel, vous veillerez ensuite à son application : recrutement et formation, communication et information, paye et politique salariale, relations avec les partenaires sociaux. Vous assisterez et conseillerez la hiérarchie en matière de relations humaines. Vous assurerez, à l'extérieur, les relations avec les groupes socio-professionnels. Vous devrez être à même de couvrir les services généraux de notre siège et une fonction juridique en matière d'assurances et de contentieux. Vous êtes capable d'intégrer pleinement les objectifs et les méthodes de travail de la direction générale et de faire passer une politique et des messages auprès d'une population spécifique et de haute technicité.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5684 M.

Imprimantes - Nous sommes une société française indépendante qui fabrique et commercialise des imprimantes. Nous réalisons en 1983 100 M de CA dont 50 % à l'exportation sur nos propres produits avec un taux moyen de progression de 35 % depuis plusieurs années tout en maintenant un taux de profit élevé et durable grâce à une très saine gestion. Nous sommes leader dans certains créneaux d'imprimantes et notre ambition est de devenir un des grands mondiaux des imprimantes. Nous nous donnons les moyens de nos futurs développements (contrat de croissance, potentiel humain, construction d'une nouvelle usine...). Dans cet esprit, nous recherchons

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

auprès des administrations

Vous avez déjà une solide expérience professionnelle qui vous a permis d'acquies un bon potentiel des techniques informatiques. Vous êtes bien introduit auprès des administrations ou familiarisé avec les contacts auprès du secteur public (réponse à des appels d'offres, suivi des dossiers...) et vous avez de bonnes aptitudes commerciales... pour le moins, vous êtes un professionnel de la vente d'imprimantes et/ou de matériel de péri-informatique. Vous vous verez confier, sous la responsabilité du directeur commercial, une importante mission de prospection et de négociation auprès des ministères et des administrations. Vous devrez donc être à même de bien comprendre les besoins techniques afin d'assurer la fonction d'interface entre le "client" et le S.E. de la société (adaptation et création de produits spécifiques). Vous possédez bien sûr, les capacités de contact indispensables que nécessitent les relations à très haut niveau au sein de l'Administration.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5685 M.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Vous avez déjà une première expérience acquise dans les domaines de la péri-informatique, de l'informatique ou dans des secteurs touchant l'informatique (l'instrumentation par exemple) en tant que commercial. Vous pouvez aussi après une expérience technico-commerciale en informatique être fortement motivé par une fonction très commerciale. Vous vous verez confier sur la région parisienne un grand secteur professionnel où vous travaillerez sur objectifs sous la responsabilité du directeur commercial, auprès des utilisateurs directs des produits et auprès des commanditaires. Vous serez également responsable d'un secteur géographique (région ou province (hors de votre région) où vous devrez animer un réseau de distributeurs. Vous bénéficierez d'une rémunération très motivante (fixe plus intéressement).

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5686 M.

Notre groupe - leader dans son domaine - s'est constitué harmonieusement depuis douze ans : aujourd'hui 5 milliards de CA, 6.000 personnes, 50 entités juridiques autonomes. Notre politique décentralisée a favorisé le développement des sociétés filiales en fonction de leurs particularités locales et/ou historiques. La volonté de management de notre direction générale restreinte, composée de "spécialistes" de tout premier plan, a permis d'instaurer un langage commun de communication et une image de marque nationale. Nous proposons à un jeune cadre de rejoindre notre équipe de contrôle de gestion, au siège à Paris, pour y exercer les fonctions de

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous avez une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP... ou ingénieur avec une formation complémentaire en gestion) et déjà 5/6 ans d'expériences professionnelles réussies où vos qualités de manager et votre tempérament opérationnel ont pu s'exprimer. Vous souhaitez parfaire votre approche de la gestion avant d'occéder à un poste de direction. Vous serez au sein de notre petite équipe de contrôle de gestion un homme de liaison entre les filiales et la direction générale : assistance - conseil - contrôle de la gestion - suivi informatique. Vous serez aussi amené à travailler sur des documents de gestion : états de synthèse, analyse critique, recommandations. Votre évolution - qui pourra être rapide vers un poste opérationnel - sera bien sûr liée à votre réussite mais aussi à votre disponibilité géographique.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5689 M.

Nous sommes une importante société industrielle d'équipement automobile, filiale d'un prestigieux groupe français. Avec nos filiales et licenciés en France et à l'étranger, nous sommes leader mondial dans notre spécialité. La qualité de notre recherche et de nos études se traduit par le dépôt de nombreux brevets dans le monde. Compte tenu de notre développement, nous recherchons un

INGÉNIEUR MOTORISTE

liaison technique constructeur étranger

Vous êtes ingénieur diplômé (AMI, ENSPM...) et bien que jeune vous avez acquis une première expérience d'études, de mise au point ou des méthodes dans le domaine automobile et plus particulièrement du moteur ou de son alimentation. Nous vous proposons d'intégrer notre direction technique où vous participerez au développement, à la mise au point et au lancement de nos produits auprès d'un constructeur étranger. Vous assurerez ainsi de nombreuses liaisons entre nos services études, méthodes, qualité fabrication et les bureaux d'études du constructeur. Ce poste, très motivant, implique des déplacements et nécessite de très bien parler anglais et ou allemand.

Ecrire à Jean-Loup Panchon sous réf. 5683 M.

HERCULES

Région Rouen - Nous sommes - Hercules France - filiale d'un très important groupe industriel spécialisé dans la production de produits chimiques destinés à des industries très diverses. Nos importants projets industriels (capacité de notre principale usine près de Rouen doublée dans les 18 mois à venir : production CMQ) nous incitent à renforcer notre équipe de développement "procédés et applications" et pour ce faire, nous recherchons un

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT

assistance technique en clientèle

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école de chimie et vous pratiquez avec aisance la langue anglaise. Vous êtes à même, après 5 ans de vie industrielle, de faire la preuve d'expériences réussies. Vous avez appris à raisonner en termes industriels et vous vous êtes déjà orienté, après quelques années en laboratoire, en recherche et/ou en développement, vers une fonction plus en contact avec l'extérieur et les clients. Vous avez : si possible une première approche de la chimie de la cellulose... en tout état de cause, vous êtes disponible et ouvert pour acquies les connaissances nécessaires et vous adapter à des techniques nouvelles. Vous aurez, au sein de notre service "développement des procédés et applications", comprenant plusieurs laboratoires, en charge essentiellement l'assistance en clientèle, pour les applications industrielles, en France et en Europe... c-à-d. vous serez l'homme de liaison entre l'usine et les clients. Vous avez bien sûr en plus des impératifs de formation, les aptitudes et le goût des contacts, les capacités pour résoudre les problèmes et trouver des solutions, une disponibilité certaine pour vous déplacer. A terme, vous trouverez dans ce contexte les possibilités de développement de carrière.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5680 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de Sefiro en précisant la référence ; ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTHEC

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Vous avez plusieurs années d'expérience de la maintenance d'ordinateurs et la volonté d'évoluer vers des postes à responsabilité technique ou humaine :

- Ingénieurs de maintenance systèmes
- Ingénieurs de support produits
- Instructeurs matériel-logiciel
- Responsables de projets
- Responsables d'équipe de maintenance

Notre croissance continue vous offre cette opportunité et un choix réel d'évolution de carrière. Vous parlez l'anglais, nous vous formerons à nos derniers produits en Europe ou aux U.S.A.

Ecrivez sous réf. M 30 à
Nicolas GROS, Ressources Humaines,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex, tél. 077.82.92.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche

2 INGENIEURS COMMERCIAUX
REGION PARISIENNE

2 INGENIEURS D'ETUDES
REGION PARISIENNE

2 INGENIEURS METHODES
REGION PAYS DE LOIRE

1 INGENIEUR FABRICATION
REGION CENTRE

Les candidats seront diplômés (A.M., E.N.I., I.N.S.A., etc), débutants ou ayant une première expérience récente dans une activité industrielle.

Les ingénieurs retenus se verront offrir de nombreuses possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions à N° 64.934, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA FILIALE LUBRIFIANTS

INGENIEUR - INFORMATICIEN

PROFIL : Chef de Projet pouvant justifier de 3 ans minimum d'expérience dans la réalisation d'applications sur matériel CII-HB 66.

Il pratiquera : GCOS-III, DM IV (Cobol 74, TDS, IDS III) et méthode PAC 700.

MISSION : Intégré à une équipe dynamique il aura la responsabilité du développement de nouvelles applications et la maintenance d'un groupe de chaînes à vocation comptable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à SHR, Gestion du Personnel 55/65, rue Camille Desmoulins 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Ingénieurs pour les technologies de demain

grand équipementier français, nous sommes une société de 3 000 personnes (dont 650 ingénieurs et cadres). Nous sommes parmi les premiers dans les systèmes de commandes automatiques de vol, dans les centrales de navigation ainsi que dans les systèmes de test automatique. Notre CA dépasse un milliard de francs dont 50% à l'exportation.

Ingénieurs opticiens
- Soit pour conduire des études théoriques et expérimentales de systèmes optiques
- Soit pour concevoir et réaliser des systèmes optiques embarqués (visualisation et copieurs) utilisant des technologies modernes, ces systèmes étant destinés à équiper la prochaine génération d'avions d'armes.
Réf. I 151

Ingénieurs logiciens
pour la Division Systèmes Informatiques Ils auront soit à concevoir et réaliser des logiciels dans le domaine des réseaux et des communications, soit à tester des logiciels faits par le Département Etudes.
Connaissances ASSEMBLEUR, COBOL et langages modernes (PASCAL, CPM, NS, DOS). Expérience télétraitement et réseaux.
Réf. I 152

Ingénieur maintenance informatique
(LILLE - AIX-EN-PROVENCE - NANTES - PARIS)
Ils auront à assister les techniciens de maintenance et les clients notamment pour les produits logiciels. Ils doivent connaître les protocoles de réseau et avoir une expérience dans la maintenance logiciel.
Réf. I 155

Ingénieurs d'études théoriques
dans le domaine du pilotage automatique et de la mécanique du vol. Ils auront à utiliser l'infomatique scientifique.
Réf. I 156

Ingénieur commercial test automatique
pour la promotion et la vente de systèmes de tests automatiques dans secteurs des marchés Industries-Administrations (France-Export).
Réf. I 157

Ingénieurs production logiciel
pour la Division Pilotage et Systèmes Ils auront à mettre en place l'environnement production logiciel. Ils doivent avoir une expérience des systèmes informatiques. Réf. I 153

Veillez adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence choisie, à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Velizy-Villacoublay Cédex.

THOMSON-CSF

RECHERCHE

POUR LA BRANCHE DES EQUIPEMENTS MEDICAUX

RESPONSABLE DE L'EQUIPE CAO

Il devra mettre en place et développer le système informatique et assister les projecteurs du bureau d'étude. Cette offre s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école (Centrale, A.M., Ponts, Mines) ayant le goût de l'innovation et du travail en équipe, justifiant d'une expérience réussie dans la mise en place d'un système CAO.

Ces postes sont à pourvoir en région parisienne.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS sous réf. 32432/M.

THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

sema|informatique

La Division informatique de sema metra, société de conseil, d'études et d'ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche un

analyste futur chef de projet

Le candidat recherché a une formation d'ingénieur et 3 ans d'expérience dans la réalisation d'applications en informatique de gestion et a une très bonne connaissance de l'assembleur IBM et de l'IMS/DLS.

Il participera en rejoignant nos équipes de spécialistes à la conception et au suivi de réalisation de systèmes de gestion temps réel dans le secteur tertiaire. Une rapide progression de carrière peut être assurée aux candidats de valeur.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10407/M à J. Hajage, Sema-Sélection : Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE

sema|selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Un jeune ingénieur pour piloter l'informatisation de notre production Paris Ouest

Notre Société, filiale d'un groupe international, assure la commercialisation, la fabrication, le montage et l'entretien d'équipements techniques destinés aux secteurs industriels et immobiliers. 25 % de notre chiffre d'affaires (700 MF) sont réalisés à l'exportation. Avec l'aide d'un Cabinet d'Organisation, nous avons prévu d'informatiser la gestion de production de nos trois usines.

Vous êtes ingénieur d'une grande école. Votre expérience de 2 à 3 ans s'est déroulée dans le domaine de la production. Vous souhaitez avoir l'opportunité de jouer un rôle moteur dans l'organisation d'une gestion de production informatisée. Vous serez rattaché à notre Directeur Industriel et vous aurez la charge d'assurer la coordination des études et de la mise en place du projet de gestion de production concernant les 3 usines, l'ordonnancement général et le bureau d'études techniques.

M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum vitae en indiquant votre rémunération sous référence 2905 M, et vous assure de son absolue discrétion.

CORT
Paris-Lille-Strasbourg

CORT - Département Recrutement - 65, avenue Kléber 75116 PARIS.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Dans le cadre du développement de projets diversifiés d'informatique bancaire, la Société Générale recherche, pour son Département de l'Organisation et de l'Informatique, Division des Etudes Informatiques,

3 Ingénieurs Informaticiens

- Dans le cadre du secteur VALEURS MOBILIÈRES le candidat recherché aura la responsabilité de plusieurs projets concernant les opérations de bourse. Il dirigera plusieurs équipes totalisant une vingtaine d'informaticiens.
Réf. 75870-A
- Pour notre groupe "INTERNATIONAL" composé d'une cinquantaine d'informaticiens développant un ensemble de projets pour notre Direction des Affaires Internationales.
Réf. 75870-B
- Dans le cadre de notre SECTEUR MOYENS DE PAIEMENT nous recherchons un Chef de Groupe à qui nous confierons la responsabilité de projets concernant les échanges en compensation et les moyens de paiement entreprise (effets de commerce, virements, prélèvements...).
Réf. 75870-C

Agés d'environ 35 ans, les candidats possèdent une double expérience informatique et bancaire dans un des domaines cités et ont déjà conduit des projets importants.

Une candidature, accompagnée d'un CV détaillé mentionnant la rémunération souhaitée est à adresser sous la référence correspondant au poste à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Service Recrutement, 7, rue Caumartin 75009 PARIS.

OFFRES D'EMPLOI

3D FACT

INGENIEUR INDUSTRIEL

ACHETEUR EN ELECTRONIQUE

CHIEF DE PROJET

GESTION DES

TECHNICIEN DE MAINTIEN

TECHNICIEN DE PRODUCTION

CAISSE NATIONALE CREDIT AGRICOLE

Chef de Projet

JEUNE EXPERT COUPEUR

OU MEMORIALISTE

Sonia Lipsey

HAY Manager

12, rue Alphonse de Lamartine

ELECTRONIQUE

service marketing

ingénieur

ayant plusieurs années d'expérience dans la fabrication de produits électroniques pour l'industrie et le commerce.

Adresser votre curriculum vitae à :

ELECTRONIQUE SERVICE
92214 SAINTE-GENEVIÈVE

هكسان الال

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FACOM

LEADER EUROPEEN D'OUTILLAGE A MAIN
SPECIALISTE DE L'EQUIPEMENT DE GARAGE
recrute pour son Etablissement d'ÉZY SUR EURE, à 80 km à l'Ouest de Paris :

INGENIEUR INDUSTRIALISATION

Grande Ecole Mécanique ARTS et METIERS ou équivalent avec expérience de bureau d'études et/ou méthodes en fabrication mécanique de série.
La mission porte sur l'étude et le développement des produits, la recherche et l'implantation de nouvelles techniques de production à prix très compétitifs.
réf. FA/II

ACHETEUR EN ELECTRO-TECHNIQUE

Niveau BTS minimum
Formation et expérience en industrie électro-mécanique.
Il est chargé de négocier et de gérer les contrats de sous-traitance et de matières approvisionnées.
Il participe avec l'équipe de développement à la remise en cause de la conception des produits fabriqués pour en abaisser les prix de revient.
Une bonne connaissance du marché européen dans le domaine électronique serait appréciée.
ANGLAIS COURANT EXIGÉ.
réf. FA/AE

CHEF DE SERVICE

GESTION DES MATIERES

Ce poste convient à un BTS ou équivalent en mécanique Générale ou électro-mécanique.
En liaison directe avec la Direction d'Usines et le Service Informatique de l'unité, il est chargé d'optimiser les procédures d'ordonnement et de gestion des matières.
Il élabore les programmes de fabrication et assure la gestion des stocks.
réf. FA/QM

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

BTS ou équivalent - Bonnes connaissances en électro-mécanique et hydraulique.
Assiste techniquement le responsable Maintenance de l'Unité de production.
Collabore avec les Services Techniques à l'implantation d'équipements automatisés, microprocesseurs, informatique.
réf. FA/TM

TECHNICIEN DE PRODUCTION

BTS ou BT Mécanique Générale ou Electro-Technique.
Développe les performances de ses équipements pour améliorer la productivité.
Est formé par la robotique.
Est sensible aux notions de rentabilité.
réf. FA/TP

Perspectives d'évolution ambitieuses pour candidats intéressés par le progrès industriel au sein d'une entreprise performante.
La Société aide les nouveaux venus à se loger.
Envoyer C.V. et lettre manuscrite en précisant la référence du poste choisi à : CETAGEP, 30, avenue Amiral Lamourier, 93160 MARLY LE ROI.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour son Service Réseau de Transmission de Données
à St Quentin en Yvelines (76)

Chef de Projet Messagerie

Il aura la responsabilité d'un ou de plusieurs projets, de la formalisation des besoins jusqu'à la mise en exploitation du produit, en passant par la réalisation ou le suivi technique ainsi que par le suivi budgétaire.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (grande école ou université) possédant une première expérience de chef de projet. La connaissance des domaines suivants est un atout supplémentaire : communication des messages, réseaux, systèmes sur mini...
Adresser C.V., photo, salaire et prétentions sous réf. 20 à : ONCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

**JEUNE EXPERT COMPTABLE
OU MEMORIALISTE**

Un établissement financier, d'importance nationale, propose à un jeune cadre de haut niveau la responsabilité du secteur Plan et Procédures comptables.

Ce poste exige une solide formation de base (Grande Ecole Commerciale) complétée par une bonne maîtrise de la Révision comptable acquise, si possible, au sein d'un cabinet d'audit international ou d'un établissement financier.

Dans le cadre de sa mission, le candidat devra - notamment - mettre en place le plan comptable révisé et en assurer la bonne application au niveau de l'ensemble des services comptables décentralisés.

Les candidatures sous la référence 83042 M (avec C.V., photo et salaire actuel) seront étudiées en toute confidentialité par notre conseil.

Sonia Lipzyne

HAY Managers ☎ 267 44 64

13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
recherche pour son

service prévisions
marketing achats

ingénieur

ayant plusieurs années d'expérience des composants électroniques, acquise :
soit chez un fabricant de composants (semi-conducteurs de préférence) ;
soit dans une entreprise de construction électronique (laboratoires, normalisation ou achats).

Adresser curriculum vitae, prétentions, photo à :
Administration du Personnel
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT 55, Quai Carnot
92214 SAINT-CLOUD.

RIPOLIN



Un des premiers fabricants français de peintures, et filiale du groupe CDF Chimie.
Dans le cadre du contrat de solidarité, nous recherchons au sein de nos divers établissements

Pour renforcer notre force commerciale :

Un responsable exportation : basé à Arpejon 91 cadre d'environ 28 ans avec quelques années d'expérience (Anglais-Allemand) (réf RE).

Un prescripteur anti-corrosion : d'environ 28 ans (Arpejon 91) (réf PA).

Des attachés commerciaux : division bâtiment (Lille-Nice-Toulouse) (réf ACB).

Des attachés commerciaux : division grand public (Arpejon 91 - Toulouse) (réf ACPG).

Des attachés commerciaux : division distribution industrie (Nancy) (réf ACID).

Responsable merchandising : (Paris) (réf RM).

Pour renforcer notre équipe de gestion :

Un contrôleur de gestion : (Stains 93) cadre d'environ 28 ans + 2 ans expérience en milieu industriel + études supérieures de commerce (réf CG).

Un assistant du contrôleur de gestion : Ayant une formation comptable (réf ACG).

Des comptables expérimentés : (Stains 93) en comptabilité de clients, fournisseurs, générale et analytique (réf CC-CF-CGA).

Des comptables industriels : avec plusieurs années d'expérience en milieu industriel (détachés en usine : 13-62-91-93). Assurant le contrôle et le suivi des prix de revient contrôle et analyse comptabilité matières (réf CI).

Il serait souhaitable que les candidats soient familiarisés avec l'informatique en temps réel dont ils seront utilisateurs.

Un jeune diplômé : de niveau DUT gestion du personnel (Arpejon 91) (réf GP).

Une jeune secrétaire : niveau BTS pour la direction des relations sociales (Stains 93) (réf S).

Une sténo-dactylo : pour administration du personnel (Stains 93) (réf SD).

Pour renforcer notre potentiel technique :

De jeunes diplômés : Bac chimie F6 (près de Marseille) (réf CHBF).

De jeunes chimistes : niveau DUT (Stains 93) (réf CHDT).

Des coloristes : (Stains 93 - Arpejon 91) (réf CO).

Tous ces postes sont de nature à motiver des jeunes de valeur souhaitant progresser.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à : Roseline Ceugniet - Société RIPOLIN - 23 avenue Gaston Monmousseau 93240 Stains, qui traitera confidentiellement les dossiers de candidature.

l'Électronique pure

La réussite, la compétence de SECRE dans le domaine de l'ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE lui permettent de contribuer d'une manière décisive à l'évolution de ce secteur de pointe. Attentif à l'évolution du marché, nous diversifions en permanence nos activités en accordant à l'ETUDE ET AU DEVELOPPEMENT une totale priorité.

Ingénieurs et Techniciens

Radio VHF - UHF

Au sein de nos équipes vous prendrez d'importantes responsabilités dans l'étude et le développement de produits, (projets, avant-projets), et d'équipements de RADIOCOMMUNICATIONS en réponse aux demandes spécifiques de nos clients.
Ces postes s'adressent à de VRAIS électroniciens, passionnés de technique, qui, débutants ou possédant une première expérience, évolueront dans une entreprise qui se donne les moyens de ses ambitions. SECRE, une grande entreprise qui a su assurer sa réussite en conjuguant harmonieusement audace et réflexion, en conservant la qualité de vie propre aux sociétés construites à l'échelle de l'homme.
La haute technicité de nos équipes, la diversité de nos activités, l'importance de nos moyens d'étude et de production, nous donnent confiance dans l'avenir. Le nôtre et le vôtre.

SECRE

Direction du Personnel
214, rue du Faubourg Saint-Martin 75483 PARIS CEDEX 10.

**INGENIEUR DEVELOPPEMENT :
faites vos preuves, vous pouvez devenir
chef d'agence régionale. . .**

PONTS, TP, AM... NANTES, TOURS, LILLE-DUNKERQUE, PARIS

Nous construisons des villages de maisons et des immeubles collectifs. Avant le démarrage du chantier, nous avons des tâches essentielles à réaliser. L'INGENIEUR DEVELOPPEMENT prend en charge ces hautes responsabilités. C'est ce poste que nous souhaitons vous confier. Vous serez chez nous l'interlocuteur des architectes, mais également de l'administration et des municipalités. C'est donc par votre intermédiaire que les affaires pourront se réaliser.

Votre première expérience du bâtiment vous permet de maîtriser les notions de coût et de planning. Il est en effet indispensable que vous coordonnerez toutes les étapes de votre mission : faire préparer et suivre les dossiers (P.C., Prêts Aides par l'Etat, appel d'offre...).

Avant de vendre, vous savez d'abord vous vendre et faites preuve dans le développement de votre affaire d'un esprit critique et raisonne. Si vous vous sentez suffisamment ouvert pour vous lancer dans ce "challenge", nous le serons aussi. La preuve ? Déterminez donc vous-même vos prétentions ! Si vous êtes fortement motivé par ce poste d'ingénieur développement, adressez-nous votre lettre de candidature (C.V. + photo) sous référence E.V. à PROMOGIM 9, avenue Friedland - 75008 PARIS

promogim

PROMOGIM : plus de 12.000 logements en 10 ans.
Notre créneau : les programmes réalisés en prêts aidés par l'Etat (P.A.P.)
Promogim, Groupe S.C.R.E.G. 1er Groupe français de BTP, a un capital social de 60 000 000 F

هكذا امن الامن

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

AGENCE DE PUBLICITÉ
recherche
**ASSISTANT (E)
CONTROLEUR de GESTION**

Débutant (e) ou 1 à 2 années d'expérience
Formation I.U.T., Maîtrise de Gestion ou E.S.C.
Expérience agence et connaissances
comptables de base appréciées.

Libre rapidement.

Adresser C.V. et prétentions
à Danièle Lambert, 30, boulevard Vital-Bouhot,
92200 NEUILLY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BIENS D'ÉQUIPEMENTS AUTO
recherche
pour ses services techniques

UN INGÉNIEUR AM OU ÉQUIVALENT

Il assumera la responsabilité du Bureau d'Études Produit et sera chargé de la conception et de la
détermination des prix de revient.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 57190 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL
Quartier ÉTOILE
recherche

**RESPONSABLE
DE LA COMPTABILITÉ
CHIEF COMPTABLE**

- Animation d'un service de 6 personnes. - Comptabi-
lité générale et analytique / bilan inclus. - Gestion tre-
sorerie et paie. - Révision du système comptable avec
étude d'informatisation. - Relation directe avec la
Direction.

Expérience professionnelle nécessaire.
Rémunération de l'ordre de
150.000 à 170.000/an.

Adresser C.V. manuscrit, photo à: J. BLIQUE
14, rue des Déportés, 27000 EVREUX



**LEADER DE LA
COMMUNICATION TEMPORELLE**
recherche dans le cadre de ses activités
TELEMATIQUES et TELEPHONIQUES

**ingénieurs expérimentés
et ingénieurs débutants**

ayant reçu une formation informatique approfondie.

Au sein d'une division développant des systèmes de télécommuni-
cation à base de microprocesseurs, ils intégreront une équipe d'étude
chargée d'un projet de RADIOTELEPHONIE PUBLIQUE et parti-
ciperont à sa réalisation dans l'un des domaines suivants :

- Développement logiciel
- Intégration système

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. AS/JL à
CIT ALCATEL - 10, rue Latécoère 78140 VELIZY
au Service Recrutement et Orientation.

**LES LABORATOIRES
DE MARCOUSSIS
CENTRE DE RECHERCHES
DE LA COMPAGNIE GENERALE
D'ELECTRICITE**

recrutent

**ADJOINT AU
RESPONSABLE
DES RELATIONS
EXTERIEURES**

Organisation des expositions
Communications internes
Anglais parlé couramment,
formation technique souhaitée.

Adresser lettre manuscrite et curriculum
vitae, avec photo, sous référence H/1531/RE
au Service du Personnel
des Laboratoires de Marcoussis,
Route de Nozay, 91460 Marcoussis.

Telemecanique

LES SOLUTIONS DE PROGRES

Un des leaders européens des constructeurs pour
automatismes industriels utilisant des techniques
avancées dans les domaines :

**ÉLECTROTECHNIQUE - ÉLECTRONIQUE
AUTOMATISME - PNEUMATIQUE**

**INGENIEUR BREVETS
confirmé**

pour études de liberté d'exploitation et de documentation brevets étrangers.
Formation Grandes Ecoles (le CEPI constituerait un avantage).

Langues : anglais - allemand.

Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris.

Déplacements provinciaux à prévoir.

référence 1 F 8303

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à la Direction du Personnel des
Directions Fonctionnelles, en rappelant la réf. TELEMECANIQUE ELECTRIQUE,
33bis, avenue du Maréchal Joffre, BP 204, 92002 NANTERRE CEDEX.

olivetti olivetti olivetti olivetti

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE
nous recrutons un jeune

Cadre administratif

- de formation supérieure (E.S.C. ou équivalent + DECS),
- ayant 2 à 3 ans d'expérience réussie dans le domaine du contrôle ou de la comptabilité ou de la tré-
sorerie.

Nous donnerons notre préférence à un cadre à fort potentiel capable d'élargir rapidement ses respon-
sabilités dans le secteur administratif et financier de l'entreprise.

Vous avez de l'ambition, une forte motivation pour vous développer dans le cadre d'une société leader
sur son marché.

Envoyer votre dossier de candidature à Monsieur J.F. BERNARD

OLIVETTI FRANCE - D. P. R. H.
91 rue du Faubourg St-Honoré - 75008 Paris

olivetti olivetti olivetti olivetti

**L'informatique appliquée
au contrôle de production**
Jeune ingénieur

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres spéciaux, recherche, pour renforcer son départe-
ment central informatique, un ingénieur informatique contrôleur de production.

Sous la responsabilité d'un chef de projets, vous développerez des applications de contrôle de production.

Vous intégrerez une équipe solide de 40 personnes et travaillerez sur un matériel sophistiqué.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation possédant, si possible, une expérience du dévelop-
pement informatique. La connaissance de l'anglais est souhaitable. Des perspectives d'évolution dans le
département informatique ou vers les services techniques et la production seront offertes à des élé-
ments de valeur.

Lieu de travail : Fontainebleau.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M/22 à **CORNING FRANCE**.
Direction développement du personnel - 44, av. de Valvins - 77210 AVON.

CORNING FRANCE

STÉ INDUSTRIELLE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
(C.A. 1,5 milliard de francs - 7 000 personnes)
filiale d'un grand groupe industriel

recherche

INGENIEUR-MECANICIEN

MISSION :

- calcul de structures par ordinateur.

PROFIL SOUHAITÉ :

- ingénieur diplômé (INSA, CNAM, UTC...)
- 2 à 3 ans d'expérience industrielle
- méthode des éléments finis en statique et dynamique ;
- calcul de réseaux de tuyauterie industrielle ;
- calcul d'appareils sous pression ;
- codes de calcul : ASME III, COOAP... ;
- programmes TITUS T, SAP 4, GIFTS... ;
- informatique, programmation FORTRAN,
en calcul scientifique et CAD ;
- matériel DEC - VAX 11/780 (V.M.S.)

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 2912
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris



EVOLUER

au sein d'une importante Société (2000 pers.) et d'une
structure commerciale dynamique en développant
votre esprit d'initiative.

VALORISER

votre formation commerciale et votre première
expérience dans une activité que nous souhaitons
développer : La distribution de produits pétroliers aux
Grandes Entreprises.

EXPRIMER

votre tempérament de vendeur à un poste de

CADRE COMMERCIAL

Adjoint au RESPONSABLE DE NOTRE SERVICE
"VENTES FUEL INDUSTRIEL"

Cor. avec une expérience réussie de la vente doublée
d'une bonne maîtrise des problèmes de gestion
administrative et financière, vous trouverez au sein
de notre société l'opportunité d'évaluer que vous
attendez. Maintenance technique, installations
thermiques, négociation de tous combustibles, carburants...
La diversité de nos activités vous le permettra.

Basé à PARIS prévoyez de fréquents mais brefs
déplacements.

Nous attendons votre candidature
(lettre manuscrite, CV + photo)
à N° 3724 FRANCAPI
17, rue de la Banque 75002 PARIS

THOMSON-CSF
recherche

**LE RESPONSABLE
DES ÉTUDES
MÉCANIQUES**

Pour la branche équipements médicaux spécialisée en matériel de
radiologie (7000 personnes - 3500 MF de CA).

Il sera responsable des bureaux d'études en Europe (80 personnes -
France, Italie, Belgique).

Basé en proche banlieue parisienne, il sera placé sous l'autorité du
directeur du groupe des moyens électromécaniques et aura pour

- la coordination des bureaux d'études,
- le suivi et le contrôle des coûts des projets,
- la mise en place d'une standardisation au niveau de la branche,
- la mise en place d'un système CAO.

Ce poste s'adresse à un candidat de 30 ans min., diplômé grande
école Centrale, Arts et Métiers, Ponts, Mines, ayant une expérience
réussie d'au moins 6 ans dans la conduite d'un bureau d'étude,
orienté vers les techniques nouvelles.

La fonction implique de fréquents déplacements à l'étranger.

La rémunération sera fonction de l'expérience et de la potentialité
du candidat.

Merci d'adresser C.v., photo et prétentions à HAVAS CONTACT -
1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS sous réf. 32.471 M.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Notre société exploite des techniques de pointe et bénéficie d'un taux de croissance élevé. Pour prendre la responsabilité
des ventes de produits industriels assurant l'isolation dans la distribution d'énergie électrique, nous recherchons un

**Ingénieur de vente
chef de marché**

Grâce à de fréquents contacts avec ses clients répartis sur
l'ensemble de la France, le nouvel ingénieur aura pour
objectif une forte pénétration du marché avec une rentabi-
lité optimale.
Nous nous attendons à rencontrer un ingénieur en électri-
cité ayant une bonne connaissance des phénomènes
électriques basse et moyenne tensions. Après une expé-
rience technico-commerciale ou technique de 3 à 5 ans,
il devra être en mesure de conseiller ses clients et gérer
son marché.

Actif, imaginatif, bon négociateur, le candidat idéal nous
prouvera bientôt que le développement de son marché
nécessite la constitution d'une équipe qu'il aura le soin de
créer.
L'Anglais est indispensable.
Le poste est à pourvoir dans l'Oise.
Adresser C.V. avec photo et en indiquant rémunération
souhaitée sous référence 3447 à Média-System,
104 rue Réaumur 75002 Paris.

Drilling muds

Research Engineer

The mineral and synthetic products made by CECA S.A. are finding increasing outlets in the fast developing oil
exploration and production business.

The "drilling mud" activity competes with a small number of american firms by offering products of mineral and
synthetic origin, as well as the scientific, technical and logistic services needed for operation and utilization of drill-
ing fluids.

We are seeking for a research engineer, specialized in "drilling muds", for our research department.

He will have to carry out research in order to perfect products, to make muds. He should be graduated in chemistry
and his position requires five years' experience in this field. He will be based in PARIS.

Interviews will be held in Paris.

Applications, with details of career to date, should be sent to CECA : **CECA SIA**
11, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY.

هكزا من الأهل

REPRODUCTION INTERDITE

	1 ligne	1 ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	1 ligne	1 ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface du nombre de périodes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Vous souhaitez entreprendre

UNE CARRIERE COMMERCIALE

- Vous êtes titulaire d'un B.T.S. ou d'un D.U.T.
- Vous êtes à la recherche d'un premier emploi ou vous avez déjà une première expérience.

UN GROUPE FRANÇAIS DE RAYONNEMENT INTERNATIONAL

- Vous proposez de VENDRE un produit de haute technicité à une clientèle de professionnels.
- Vous assurez une FORMATION RÉMUNÉRÉE de 6 mois à l'issue de laquelle vous trouverez une situation stable, un salaire fixe important et prime sur objectifs.
- Vous permettez d'envisager une évolution en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, votre curriculum vitae et, si possible, votre numéro de téléphone à :

INTERMEDIA - N° 499
59, rue La Fayette, 75009 PARIS,
qui transmettra.

Réponse assurée.

CSEE

Centre d'Etudes d'ORSAY (91)

INGENIEURS LOGICIEL MINI et MICRO

Conception, réalisation, tests et mise en service de logiciel

Au sein d'une petite équipe de travail, les ingénieurs appliqueront leurs connaissances des langages évolués (FORTRAN, PASCAL, PL/I, etc.) sur du matériel Mini ou Micro et des monteurs temps réel.

INGENIEURS SYSTEMES MINI et MICRO

Analyse et exploitation de systèmes liés à des problèmes de sécurité

GENERALISTES issus de Grandes Ecoles, ces ingénieurs prendront en charge tout ou partie de projets faisant appel à leurs connaissances en TELECOMMUNICATIONS, INFORMATIQUE (langages évolués, matériels), Théorie des Graphes, Probabilités, Statistiques.

INGENIEURS ETUDE ELECTRONIQUE

Etudes et mise au point d'équipements comportant des microprocesseurs

Au sein d'une petite équipe, de l'avant projet à la mise au point sur site, des jeunes ingénieurs débutants pourront développer les techniques propres aux calculateurs, à l'électronique rapide, et aux Asservissements pour des utilisations militaires en particulier. Formation ESE ou ENSI.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES
Service Emploi et Développement des Cadres 17 place Etienne Pernet 75015 Paris

Jeune ingénieur chimiste

Ingénieur docteur, impérativement diplômé d'une Ecole de Chimie, vous rejoindrez l'équipe d'un Laboratoire de recherches de synthèse organique, chargée de la mise au point de procédés industriels.

L'expansion actuelle du Centre de Recherches, situé à ROMAINVILLE (93), ouvre de bonnes perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 33 - VM au Service Gestion des Cadres - 35, Bd des Invalides 75007 PARIS

ROUSSEL UCLAF

Rares sont les sociétés en Europe qui ont pu passer aussi rapidement du stade artisanal à la puissance industrielle de dimension internationale (12.000 personnes C.A. - 3 milliards de FF. usines Danemark et RFA). Le Directeur du Département Industrie de notre filiale française située à Trappes-Elancourt recherche un :

INGENIEUR D'APPLICATIONS

(électronique, électrotechnique)

pour devenir son adjoint chargé d'apporter un soutien technique sécurisant à notre équipe de vendeurs et de superviser notre SAV électronique industrielle.

Vous êtes mobile, vous avez l'habitude des réunions techniques en anglais et votre carrière ces 8-10 dernières années s'est déroulée en B.E. Production ou T.N.

C'est notre Conseil C.P.A. qui est chargé de recevoir confidentiellement votre candidature et de vous informer sur cette opportunité.

Adressez C.V. avec salaire souhaité sous référence 33M057. C.P.A. - 69, rue de Monceau 75008 Paris.



MEMBRE DE SYNTIC

Distribution Alimentaire

4,5 milliards C.A.

6 500 personnes

- Préparer et mettre en place la procédure budgétaire.
- Suivre la construction du budget.
- Sortir les états de gestion et les tableaux de bord dans les délais prévus.
- Faire l'analyse des écarts.

est la mission que nous voulons confier à :

Assistant du contrôleur de gestion

La formation type Grande Ecole de Commerce, son expérience (2 à 3 ans acquise dans un cabinet d'audit français et le désir de participer à la vie d'Entreprise doivent lui permettre de s'intégrer rapidement au sein de l'équipe existante.

Nous pensons que ses compétences et un tempérament ferme mais diplomate le feront accéder au poste de CONTRÔLEUR DE GESTION après un cycle budgétaire. Le poste est situé en Banlieue Nord.

Nous remercions les personnes intéressées de nous envoyer rapidement un curriculum-vitae structuré et détaillé, en précisant leur rémunération actuelle et la référence PR0051. à l'adresse suivante :

CANEVA 20 avenue Franklin-Roosevelt 75008 Paris.

CANEVA

Assistant directeur du personnel

Vous avez une formation supérieure, 2 à 3 ans d'expérience et vous cherchez un poste qui vous apporte évolution professionnelle et développement personnel.

Vous avez acquis la conviction que la réussite dans cette fonction passe par une relation d'échanges avec les membres de l'entreprise pour les aider eux-mêmes à réussir.

Vous animerez la partie opérationnelle de la fonction pour le Recrutement et la Gestion des Cadres en étant à l'écoute des besoins de chacune des directions et en leur proposant la solution qu'elles attendent et qui intègre l'intérêt général de la société.

Selon vos goûts et vos aptitudes et en fonction de votre développement vous

participerez à l'élaboration du plan de formation, à l'appréciation du personnel, et aux relations sociales.

Vous opérez dans une société solide et en développement (913 personnes dont 250 cadres) où vous pourrez bâtir votre avenir dans le secteur de votre choix, après réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier en précisant le poste à VAG France, Direction du Personnel et des Relations Sociales.

BP 62, 02600 Villers Cotterets.



V.A.G. France



media system

هكذا من الامم

	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	19,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,80	39,85
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

I.S.A. RIBER GROUPE CREUSOT LOIRE

spécialiste mondial en instrumentation scientifique et équipement de recherche pour la micro-électronique en très forte expansion
Banlieue Ouest (RER)
recherche

CHEF DES VENTES

Rattaché au Directeur marketing, il sera chargé d'animer la force de vente en France.
Ce poste convient à un candidat dynamique, rigoureux et organisé. La clientèle est celle des laboratoires publics et privés.
- Formation scientifique de base justifiant de 2 années d'expérience dans la vente de produits industriels.
- Anglais indispensable.
- Fréquentes déplacements en Province.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN SERVICE DÉVELOPPEMENT

Son rôle sera de concevoir et développer des systèmes d'électronique logique et analogique, reliés à des instruments de mesure et d'analyse physique.
Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur familiarisé avec les techniques analogiques (haute tension, mesure de faibles signaux amplification large bande) et digitales (interfaçage avec calculateurs).

Envoyer C.V. et prétentions à :
RIBER Service du Personnel
BP 231 - 92508 RUEIL-MALMAISON

Importante Société d'Ingénierie
Filiale de l'un des premiers Groupes
Industriels Français
recherche pour son
Département des Etudes

Ingénieur d'Etudes confirmé ENSI - AM - INSA

ayant acquis une dizaine d'années d'expérience dans l'ingénierie de l'eau, maîtrisant l'anglais, il aura à animer des équipes chargées des études de projet et d'exécution.
Par sa compétence technique, il appuiera les services commerciaux dans la défense des propositions, ce qui motivera des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.
Sa formation scientifique le conduira à participer activement à la mise en œuvre au sein de la Société d'un ensemble de conception informatisée (traitement de textes - CAO - DAO).
Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 6074 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris
Cedex 02 - qui transmettra



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS
DE MESURE (91) MASSY
recherche pour sa direction des études

INGENIEURS

POSITIONS I et II

diplômés SUP AERO, SUPELEC, ENSI, A. et M. etc...

Au sein d'une équipe motivée, les candidats utiliseront les techniques électroniques et informatiques de pointe pour des études de systèmes, conception, analyse des performances, avant-projets destinés au guidage et à la navigation aérospatiale.

Ecrire sous réf. 57/83 avec C.V. et prétentions - Direction des Affaires Sociales - B.P. 74 - 91301 MASSY Cedex

P.M.E. EN EXPANSION RÉGION PARISIENNE

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Non spécialisé, ayant quelques années d'expérience pour :
- participer à la conception et à la conduite de la réalisation de matériel ;
- contrôler l'après-vente.

DOMAINE D'ACTIVITÉ :
Systèmes d'acquisition de données, électronique analogique basses fréquences, faible puissance et tout système de mesure industrielle.

Adressez dossier de candidature sous n° T 039159 M,
Régie Presse - 85 bis, rue Rameau, Paris-2.

DÉPARTEMENT CONSTRUCTION

L'AIR LIQUIDE

recherche un

ACHETEUR

Achats matières (inox-étu), fournitures et accessoires, type chaudronnerie fine.

• Relations permanentes avec les ateliers.
• Large autonomie dans la fonction.
• Niveau de formation BT, ESA p. expérience dans le domaine de la construction mécanique et chaudronnée appréciée.

Adressez C.V. à :

L'AIR LIQUIDE
Service Relations Personnel
57, Avenue Carnot
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Tél. : 881.11.11 (poste 965)

GROUPE BANCAIRE PARIS 8e recherche pour son Département des CREDITS AUX PROMOTEURS

1) jeune diplômé

MAÎTRISE DE DROIT - ÉCOLE DE
COMMERCE - I.E.P. PARIS

Expérience souhaitée, pour étude, mise en place et suivi de financements immobiliers.

2) jeune gestionnaire

Niveau BAC + 2 - I.U.T. GESTION
B.P. BANQUE ou ÉQUIVALENT

Expérience nécessaire de quelques années dans une fonction similaire.

Adressez C.V., prétentions et photo à
No 25744 COFAP 40, rue de Chabrol
75010 PARIS, qui transmettra.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

Le Groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans l'eau,
les déchets, la thermique, recrute pour son laboratoire
de recherche

Biotechnologue

Ce chercheur de haut niveau possède une formation type
Grande École d'Ingénieur ou Doctorat, et une expérience
de 5 à 7 ans en génie fermentaire, enzymatique et/ou
génétique.

L'anglais courant est indispensable.

Le salaire sera fixé en fonction de l'intérêt de l'expérience
acquise.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à S.L.E.E.
Direction du Personnel et des Ressources Humaines
45, rue Cortambert 75769 Paris cedex 16.

groupe lyonnaise des eaux

Secrétaire assistante fonction Personnel un présent et un futur...

Nous sommes une PME parisienne (117e) créée en 1956, leader sur notre marché : prestations de services en matière de contrôle et régulation des nuisibles.

Dans un premier temps, votre fonction couvrira :
- la préparation en contrôle des CCMC, charges sociales, déclarations, caisses de retraite ;
- le suivi administratif des dossiers du personnel.

Puis progressivement (environ 2 ans), vos responsabilités s'étendront à la gestion du personnel et intégreront donc les différents aspects juridiques et sociaux : vous serez alors rattachée au Directeur du Personnel de notre Société.

Nous souhaitons rencontrer une candidate qui a prouvé ses compétences au sein d'une fonction similaire, apte à assurer dans un premier temps son propre secrétariat et possédant un bon potentiel.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. LM/27 à notre Conseil qui traitera chaque candidature en toute confidentialité.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
Paris Nantes
83, bd Raspail - 75006 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC

BUREAUTIQUE INFORMATIQUE DISTRIBUEE

La bureautique et l'informatique distribuée sont sans conteste notre domaine.
Dans le cadre de notre développement, et pour donner aujourd'hui une nouvelle dimension à la promotion de nos ventes, nous recherchons un

PROMOTEUR DES VENTES

INTERNATIONALES

De formation ingénieur de préférence, vous avez, à 35 ans environ, prouvé de réelles compétences commerciales et obtenu des succès notables, idéalement à l'international pour le compte d'un grand constructeur informatique.
Mettez à profit votre double compétence commerciale et technique, vous assurerez l'interface entre nos équipes de vente et la direction marketing, chargée de définir nos produits. Votre esprit créatif doit vous permettre en outre de concevoir les outils de promotion les plus efficaces pour augmenter nos ventes. Votre excellente connaissance de l'anglais et peut-être de l'allemand, pourrait vous permettre d'élargir à l'export l'impact de vos responsabilités.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 4379 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

ingénieur commercial

C'est pour la France le poste motivant que nous proposons à un jeune ingénieur Electronicien, fortement attiré par les techniques de pointe.

Il lui faudra assimiler les notions, apprendre à bien connaître nos équipements, les besoins de nos clients et de ceux qui sont à conquérir, les produits de nos concurrents, l'environnement.

Sa mission : explorer les marchés, élaborer des propositions techniques et commerciales, négocier avec le client, suivre les affaires conclues.

Notre C.A. dépasse 500 MF : 40 à 45% sont réalisés à l'exportation.
Notre domaine de compétence : les Réseaux et les Systèmes Electroniques, l'Aide à la Navigation Aérienne, les Radars, l'identification.

Outre une formation d'ingénieur familier de l'industrie électronique, le candidat disposera d'une expérience de 5 ans en milieu technique et industriel et se sera ouvert aux problèmes commerciaux ou de gestion. Ses contacts se situeront à un niveau élevé et sa réussite reposera sur ses connaissances et sa force de conviction. Bon niveau d'anglais. Nationalité française. Poste à PARIS.

Veillez envoyer votre dossier de candidature sous réf. 8440-M à
I.C.A. 3 rue d'Hauteville - 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

SOCIÉTÉ DE GESTION DE L'ÉNERGIE
Filiale du Groupe

elf aquitaine

recherche

Jeunes Ingénieurs

diplômés d'une grande école (ECP, MINES, AM) désireux de commencer leur vie professionnelle par un poste opérationnel.

Après une courte période de formation, ils seront affectés en région (y compris ILE DE FRANCE) pour prendre des responsabilités techniques et de conduite des hommes, se préparant ainsi à occuper dans l'avenir des postes de commandement dans un secteur économique en expansion.

Adressez C.V., photo et prétentions sous réf. 4378 à l'agence DESSEIN
69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

un chef des services administratifs

est recherché par

LA SAMARITAINE

pour son magasin de ROSNY 2

VOUS AVEZ une solide expérience de 5 ans ou moins dans la gestion, la conduite d'une équipe et le commerce de grande distribution vous attire.

NOUS VOUS OFFRONS dans le cadre d'une fonction dynamique l'intégration dans l'équipe de direction où vous prendrez la responsabilité de l'ensemble des fonctions administratives du magasin.
Une formation de l'enseignement supérieur est appréciée.

Une évolution vers des postes à responsabilités plus importantes est possible pour un candidat de valeur.

Envoyer votre candidature manuscrite et une photo à Robert GORET,
Services des Affaires Sociales, 19, rue de la Monnaie 75001 PARIS.

Samaritaine

VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY - 4 TEMPS

هكذا من الأصل

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

LA CRISE DU BOIS DE FEU AU SAHEL

La forêt tropicale part en fumée

Sous nos latitudes, où le bois ne représente plus qu'une énergie d'appoint, la bûche dans la cheminée et le pain « cuit au bois » font figure de luxe. Pour cent millions d'hommes vivant sous les tropiques, en Afrique sahélienne ou dans le sous-continent indien, le bois de feu est en revanche un matériau vital, pour la cuisine et aussi — on l'oublie parfois — pour le chauffage.

Or la forêt tropicale, seule source d'énergie pour ces populations pauvres, perd chaque année 12 millions d'hectares, soit l'équivalent en superficie de la Tchécoslovaquie ! Ce recul de la forêt oblige les populations locales, et surtout les femmes, à parcourir des kilomètres à pied pour rapporter au village le fagot indispensable. En se raréfiant, le bois devient cher. Les paysans, pour survivre, coupent tout ce qui est à portée de leur machette et vendent le bois au bord des routes. Cycle infernal.

Alors qu'il représente 5 % de l'énergie mondiale, le bois contribue pour près d'un quart des ressources énergétiques dans les pays en développement. En Haute-Volta, 97 % de l'énergie consommée provient du bois, brûlé « nature » ou après carbonisation (charbon de bois). Or la désertification gagne tout le Sahel et l'on voit poindre le jour où, faute de combustible, des populations entières devront émigrer ou périr. C'est du moins le constat fait récemment à Paris par l'association Bois de feu, créée en 1981 par le Groupe de recherches et d'études techniques (GRETE), avec l'aide du Club du Sahel et de plusieurs ministères français (1).

Dans un premier temps, on s'est

efforcé de reboiser. A grands frais : entre 3 500 F et 7 000 F l'hectare planté... et clôturé (le droit de pâture est traditionnellement libre en zone sahélienne). Et il a fallu se rendre à l'évidence : en deçà d'un mètre de précipitations annuelles, les arbres végètent et ne grandissent pas. « A Bamako, au Mali, le taux de reprise des arbres a été de 100 % », explique M. Jean Gorse, un expert de la Banque mondiale. Mais au bout de trois ans, on n'avait toujours qu'une forêt de cure-dents !

En outre, on a souvent choisi pour le reboisement des essences à croissance rapide, donc à faible pouvoir calorifique. Or, les Africains, pour brasser la bière de mil ou préparer leurs plats longuement mijotés, ont besoin de bois qui « tient » le feu. « En Gambie, on brûle le palissandre », témoigne M. Gorse. Conclusion des experts : l'augmentation de la consommation de bois de feu est « exponentielle », alors que tous les efforts accomplis pour augmenter sa production restent dérisoires ou voués à l'échec.

Deux remèdes, à ce jour, ont été envisagés. D'abord, une autre forme de reboisement. Plutôt que de replanter, sur le modèle européen, de grandes parcelles conçues pour le bois d'œuvre, mieux vaudrait revenir aux traditions africaines : cultures itinéraires en zones boisées, qui laissent des arbres après leur passage, ou plantation d'arbres isolés par le paysan lui-même, comme ces « acacias qui poussent envers et contre tout ». Mais, pour la première formule, il est souvent trop tard aujourd'hui, car bien des zones boisées ont disparu. Et la deuxième formule, longue à mettre en place,

suppose une prise en main de l'éducation du paysan qui, spontanément, ne plante pas d'arbres.

Faute d'augmenter la production de bois, reste à en limiter la consommation. Les organismes internationaux, il y a quelques années, ont eu l'idée de remplacer le foyer traditionnel (une marmite sur trois pierres) par un foyer « amélioré », c'est-à-dire fermé, maçonné. On s'est lancé localement dans des « projets », financés par la communauté internationale, pour introduire la cuisine améliorée dans les villages.

Succès très mitigé encore : « Sur 12 000 foyers construits, 30 % sont utilisés », constate M. Tim Wood, un technicien américain du mouvement VITA (Volunteers in Technical Assistance). C'est que les foyers améliorés de la première génération, conçus par des thermodynamiciens pas toujours au fait des réalités africaines, ont très vite montré leurs limites : fissures dans le corps de chauffe, enrasement des conduits (le ramonage est inconnu en Afrique), mauvaise adaptation des trous aux marmites.

Les matériaux (ciment, plaques de fonte) restent chers et l'économie de bois de feu réalisée n'est pas évidente, en regard aux inconvénients de tous ordres. Les paysans du Sahel, habitués à faire cuire le soir autour du feu, reprochent au foyer dit « amélioré » de ne pas donner de lumière !

L'association Bois de feu, consciente de ces défauts, s'efforce de promouvoir une action plus proche des habitudes locales. « La crise du bois de feu ne peut être réglée qu'en liaison avec l'agriculture », souligne M. Yves Lambert, chargé des relations internationales à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. En effet, sur des terres pauvres, la concurrence de l'arbre et des champs cultivés est âpre. Il va donc falloir expliquer, convaincre. Quant au foyer amélioré, encore balbutiant, les techniciens vont essayer d'associer à l'opération les mécaniciens et les artisans locaux (potiers, forgerons).

Le modèle unique ou convient pas à des usages qui restent très différents d'une région à l'autre, parfois d'un village à l'autre. Le technicien doit se doubler d'un sociologue, et surtout d'un pédagogue. Rude tâche pour des volontaires qui luttent presque à mains nues contre le désert. Il y a de la survie de millions d'habitants... et de l'environnement de tous.

ROGER CANS.

(1) Association Bois de feu, 73, avenue Corot, 13013 Marseille. Tél. : (91) 70-92-93 ; GRETE, 34, rue Dumont-d'Urville, 75016 Paris.

P.T.T.

LES PRIORITÉS DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Défense du monopole et réforme des relations internationales

Le directeur général des postes, M. Jacques Dauvet, s'est rendu la semaine dernière, à Berne (Suisse), où il a été reçu au siège de l'Union postale universelle (U.P.U.) par son directeur général, M. M. Sobhi. M. Dauvet s'est entretenu avec les principaux responsables de l'U.P.U. de la préparation du prochain congrès de l'organisation, qui aura

lieu en 1984 à Hambourg. Les discussions ont fait apparaître que ce congrès aura à connaître de quelques importantes questions touchant, par exemple, à la préservation du monopole des administrations et aux conséquences des échanges postaux internationaux.

De notre envoyé spécial

Berne. — La poste, on la critique souvent, mais, finalement, on l'aime bien. Les sondages réalisés par la direction générale des postes montrent que 85 % à 93 % des Français sont satisfaits de ses services. La confiance se traduit dans d'autres chiffres : depuis 1978, le trafic des lettres a augmenté annuellement de 3,3 % en service intérieur et de 1,8 % en service international. Le phénomène dépasse le cadre de nos frontières. Entre 1965 et 1975, le trafic postal par habitant a augmenté de 38 % en Afrique, de 40 % en Extrême-Orient, de 15 % dans l'ensemble des pays en développement, et de 11 % dans les pays industrialisés. Aujourd'hui, les services postaux des cent soixante-quatre pays membres de l'Union postale universelle acheminent chaque année 158 milliards de lettres et de cartes postales, 128 milliards d'imprimés et de petits paquets, 2 milliards de colis et 430 milliards de dollars en mandats-postes.

Les nouvelles techniques de communication n'ont donc pas porté — pas encore — atteinte sérieuse à la transmission du message écrit. Pourtant, on ne peut dans le monde, le succès de la poste donne quelques soucis à ses dirigeants. En premier lieu, parce qu'elle suscite bien des convoitises de la part d'entreprises privées désireuses de s'approprier les plus rentables de ses services. Les offensives, plus ou moins sournoises, contre le monopole postal se sont ainsi multipliées au cours des dernières années.

Si de nombreux gouvernements sont demeurés intraitables sur la préservation du privilège de leur administration, quelques-uns (Grande-Bretagne, Australie, Argentine) ont accepté l'ouverture à la concurrence, généralement au prétexte que le service rendu au public pouvait s'en trouver amélioré. Ces expériences sont trop récentes pour qu'un bilan puisse en être dégagé, mais elles ont relancé au sein de l'U.P.U. le débat sur le monopole.

La tendance générale incline vers le maintien de l'exclusivité totale des lettres et des petits colis au service public, faute de quoi, l'« écrémage » par le secteur privé des opérations les plus rentables aboutirait vite à l'appauvrissement de l'administration et à des charges inacceptables pour l'Etat. Mais beaucoup de responsables sont conscients que le monopole postal se doit d'être un secteur protégé improductif et inutilement coûteux. Dès 1977, sous l'impulsion des Etats-Unis, plusieurs

Jusqu'en 1969, chaque service postal assurait à ses frais l'acheminement du courrier international sur son territoire.

La recette du timbre demeurant acquise à l'administration émettrice, le système désavantageait les pays qui reçoivent beaucoup de courrier et en expédient peu — c'est-à-dire, entre autres, les pays du tiers-monde. Sur proposition de la Colombie, le congrès de l'U.P.U. de 1969 décidait donc que l'administration postale qui reçoit plus de courrier qu'elle n'en expédie serait rémunérée pour l'excédent de courrier en provenance de l'autre administration et qu'elle doit traiter dans ses services. Le congrès fixait à 0,50 franc-or par kilo de courrier la contribution des pays « excédentaires ».

Compromis

Depuis, les « frais terminaux » se sont envolés : au congrès suivant, en 1974, leur taux passait à 1,50 franc-or par kilo. Et, en 1979, à 5,50 francs-or par kilo. A ce rythme, la charge risque de devenir très vite insupportable à bien des administrations. Certains milieux économiques, au premier rang desquels les éditeurs de journaux, s'inquiètent des conséquences d'un tel surcoût sur leurs affaires et, au-delà, de ses répercussions sur l'ensemble des échanges internationaux. Un groupe de travail de l'U.P.U. a donc été chargé de préparer un projet de réforme du système.

On semble, pour l'instant, s'orienter vers un compromis prévoyant le partage des « frais terminaux » entre pays émetteur et pays récepteur. Mais à Hambourg, les débats risquent d'être très animés, les pays « déficitaires » ne paraissant guère désireux de revenir à la situation antérieure... où ils payaient pour les autres.

JAMES SARAZIN

(Publicité)

AVIS

LA PRÉFECTURE DU LOIRET communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ELECTRICITE DE FRANCE de la déclaration d'utilité publique de la ligne à 2 circuits 400 KV BELLEVILLE-BOISMORAND.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ELECTRICITE DE FRANCE comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois et demi, du mardi 15 mars 1983 au mardi 31 mai 1983 inclus, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- à la PRÉFECTURE D'ORLÉANS — Service de la Coordination et de l'Action Economique — S.C.A.E. 3 — (1^{er} étage) :
 - du lundi au jeudi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.
 - le vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.
 - les samedis 23 avril et 14 mai de 13 heures à 17 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la SOUS-PRÉFECTURE de MONTARGIS :
 - du lundi au jeudi inclus, de 8 h 15 à 16 h 45.
 - le vendredi de 8 h 15 à 15 h 45.
 - les samedis 16 avril et 30 avril de 13 heures à 17 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de BRIARE :
 - du lundi au jeudi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures.
 - le vendredi de 8 h 30 à 17 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de CHATILLON-COLIGNY :
 - du mardi au vendredi inclus, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30.
 - le samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de CHATILLON-SUR-LOIRE :
 - du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de GIEN :
 - du mardi au vendredi inclus, de 8 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures.
 - le samedi de 8 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 16 h 30.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie d'ADON :
 - le mardi de 17 heures à 19 heures.
 - le vendredi de 17 heures à 19 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de BATILLY-EN-PUISAYE :
 - les lundis, mercredis, vendredis de 15 heures à 18 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de LA BUSSIÈRE :
 - les lundis, mardis, jeudis, vendredis de 14 heures à 18 heures.
 - le samedi de 10 h 30 à 12 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de DAMMARIE-EN-PUISAYE :
 - les lundis, mercredis, vendredis de 9 heures à 12 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie d'OUZOUER-SUR-TREZÉE :
 - les lundis, mardis, jeudis, vendredis de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de THOU :
 - le mardi et le vendredi de 18 heures à 20 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de SAINT-GENEVIÈVE-OES-BOIS :
 - les lundis, mardis, jeudis, vendredis de 17 h 30 à 19 heures.
 - le mercredi de 9 heures à 12 heures.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de BEAULIEU :
 - du mardi au samedi inclus, de 8 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30.
 - excepté les jours fériés.
- à la Mairie de BOISMORAND :
 - le lundi et le vendredi de 17 heures à 19 heures.
 - le mercredi de 10 heures à 12 heures.
 - excepté les jours fériés.

— à la Direction interdépartementale de l'Industrie Région Centre
16, rue Adèle-Lanson-Chenut à SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret)
(Division Energie — 4^e étage)
tous les jours ouvrables du lundi au vendredi inclus :
de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures
Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

Orléans, le 18 février 1983.
Le Préfet,
Commissaire de la République,
Jean ROCHET.

TRANSPORTS

GRÈVE POUR UNE LOCOMOTIVE

Le trafic ferroviaire était encore perturbé sur le réseau nord, mardi 22 mars, en raison d'un arrêt de travail observé par la plupart des agents de manœuvre assurant la circulation des rames entre le dépôt du Landy et la gare du Nord (le Monde du 22 mars). Les grévistes entendent protester contre le retrait du service de l'une des quatre locomotives Diesel utilisées pour la mise en place ou le garage des trains, qui se traduirait par la suppression de treize des cent trente emplois du service de manœuvre.

Les syndicats de cheminots C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., qui soutiennent le mouvement, ont fait savoir que les agents de manœuvre étaient disposés à reprendre le travail si la direction revenait sur sa décision de supprimer la locomotive. Ils ont aussi dénoncé le comportement de « certains dirigeants de la gare et de la région Nord » qui « n'acceptent toujours pas le changement politique intervenu à la suite du 10 mai 1981 ».

Le trafic banlieue de la gare du Nord était donc encore perturbé, mardi matin, surtout sur les lignes de Val de France, Pontoise et Persan-Beaumont (un train sur trois), et sur celle de Creil (un train sur deux). La circulation était normale sur Roissy, Mitry, Claye et Aulnay. Sur les grandes lignes, les trains du service intérieur ont vu leur terminus reporté à Creil ou à Amiens, d'où des navettes assurent des liaisons avec la capitale. Le service international, hormis pour quelques trains qui partent quand même de la gare du Nord, est assuré à partir de la gare de l'Est, avec des retards de l'ordre d'une heure.

LA C.G.T. RECLAME UNE NOUVELLE POLITIQUE DES TRANSPORTS MARITIMES PETROLIERS.

Huit des vingt-huit caboteurs pétroliers français ont observé à tour de rôle, depuis le début de la semaine dernière, une grève à l'appareillage de vingt-quatre heures en application d'un mot d'ordre de la fédération C.G.T. des syndicats maritimes (le Monde du 17 mars).

Ces navires, qui assurent le transport des produits pétroliers raffinés entre des ports français ou européens, utilisent les services d'un millier de marins et officiers. Dans l'ensemble du trafic français, la part revenant à des bateaux sous pavillon national ne dépasse pas 8,4 % du cabotage international et « la situation n'est guère différente » pour le cabotage national, affirme le syndicat qui demande notamment « la mise en œuvre d'une véritable politique de transports de produits pétroliers sous pavillon national ».

Outre la politique du cabotage, le C.G.T. conteste en effet aussi celle du transport maritime suivie par certains groupes pétroliers, notamment Elf-Aquitaine. Elle déclare, en particulier, ne pas accepter l'immobilisation de deux super-pétroliers affectés par ce groupe, le Pierre-Guillaumet et le Prizial, et se demande si la loi de 1928 (faisant obligation aux compagnies de transporter les deux tiers de leur pétrole sous pavillon français) est actuellement bien respectée. Elf-Aquitaine rétorque qu'elle a assuré, l'an passé, un trafic de 94 milliards de tonnes-milles sous pavillon français, soit 33 milliards de tonnes-kilomètres de plus que ne lui imposait la loi de 1928.

VILLARS-SUR-OLLON

Nous offrons à un groupe hôtelier de collaborer ou participer à la réalisation d'un APPARTHOTEL de 200 lits.

Piscine - salles de conférence - restaurant - bar, etc. Situation exceptionnelle en centre de la station - vue imprenable.

Toutes autorisations et permis nécessaires - début des travaux en 1983.

S'adresser à Immobilier de Villars S.A.

Case postale 62

1884 VILLARS-SUR-OLLON

Téléphone : 025/35-35-31

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

S.O.N.A.C.A.T.

Direction des Équipements industriels

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 04/83/DEI

Un Avis d'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL est lancé pour la fourniture de :

MATÉRIELS DE CUISSON POUR COLLECTIVITÉS

Le présent Appel d'Offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

En outre, conformément à la circulaire n° 21 D.G.C.I.-D.M.P. du 4 mai 1981 du Ministère du Commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires.
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social.
- Liste des principaux gestionnaires de l'entreprise.
- Les bilans des deux dernières années.
- L'attestation de non-recours à des intermédiaires conformément à l'article 12 de la loi 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.
- La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à : SONACAT, DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS, 87, boulevard Mohamed-V, ALGER, contre la somme de 100 DA le lot. Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté, au plus tard le 15 avril 1983 à l'adresse indiquée ci-dessus.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'envoie en Algérie devra comporter obligatoirement la mention d'AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 04/83/DEI - « A NE PAS OUVRIER ».

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours.

الجمعية الوطنية

ÉNERGIE

Si la France appliquait les tarifs moyens européens, E.D.F. aurait un bénéfice de 16 milliards de francs, nous déclare M. Marcel Boiteux

M. Chevènement a publiquement annoncé que le prix de l'électricité distribuée à certains gros utilisateurs, comme Pechiney-Ugine-Kuhlmann, serait réduit. Pourquoi E.D.F. semble-t-elle réticente ?

Le problème n'est pas là. Sur le plan des principes, nous vivons, depuis une bonne trentaine d'années, avec l'accord des pouvoirs publics, sur l'idée que l'E.D.F. doit avoir une politique tarifaire qui rende transparent pour la nation le coût de ses prestations. Il s'agit donc d'inscrire dans nos tarifs le coût de la fourniture. C'est le coût marginal au sens vrai du terme. Nous nous attachons donc à refléter le prix de revient : pour reprendre une phrase du rapport Nora, les horloges sont faites pour dire l'heure, les tarifs pour dire les coûts.

Faut-il absolument avoir des principes aussi rigides ?

Si nous n'avions pas une règle claire, imaginez quelle puissance scandaleuse nous aurions. Nous pourrions décider de sauver M. X... et de condamner M. Y... Dès lors que des principes clairement définis sont indispensables, le principe du prix de revient n'est probablement pas le plus mauvais. Cela correspond à l'idée que nous devons contribuer à l'allocation optimale des ressources.

Alors, pour PUK ?

Nous avons toujours déclaré que, quand se posait un problème de nature à infléchir la neutralité de notre comportement, il appartenait aux pouvoirs publics d'en décider. La solution n'est d'ailleurs pas facile pour autant, puisque notre cahier des charges est très strict sur l'égalité des traitements : on ne peut faire un cadeau à l'un sans en faire à l'autre, si leurs consommations d'électricité ont les mêmes caractéristiques, quel que soit l'usage qu'ils en font. Il y a ainsi une contagion quasiment juridique, indépendamment de la contagion psychologique, qui oblige à ne pas faire d'importance quelconque aux principes.

Mais il existe des procédures extra-tarifaires. Vous connaissez l'exemple de PUK à Lacq. En vertu d'une modification à la loi de nationalisation, tout industriel a le droit de produire sa propre électricité. PUK s'est donc acheté un groupe dans l'une de nos centrales. Il y a quelques années. Financé dans de bonnes conditions en francs de l'époque, l'inflation aidant, ce groupe permet à PUK de disposer à Lacq d'un kilowatt-heure à un prix inférieur.

N'y a-t-il pas contradiction à voir E.D.F. se vanter de ses prix de revient, du fait du nucléaire, et PUK se plaindre d'un niveau de tarifs deux fois supérieurs à celui de ses concurrents ?

C'est en vertu de mécanismes comparables que certains gros industriels étrangers bénéficient encore en Europe de tarifs intéressants. En général, par un arrangement quelconque, ils ont bénéficié d'une sorte d'inflation. Cela dit, le problème de PUK ne s'arrête pas là. Il y a dans certains pays (Canada, Australie, Zaire) des ressources énergétiques à très bas prix. Si, pour des raisons stratégiques, on juge indispensable de maintenir une production d'aluminium en Europe, donc en France, du fait de notre programme nucléaire, un soutien sera nécessaire puisque même le nucléaire ne peut être compétitif avec les grands barrages de ces pays. Il faut donc savoir quelle forme prendra ce soutien. Ce choix relève du gouvernement, non d'E.D.F.

Apparemment pourtant votre préférence va à une prise de participation de PUK dans une centrale ?

Nous avons présenté diverses solutions. Notre préférence va effectivement à celle dans laquelle Pechiney aurait la disposition d'un morceau de centrale.

PUK paierait alors le seul coût d'utilisation ?

Supposons que Pechiney soit capable de nous payer un morceau de tranche nucléaire quelque part,

Certaines industries grosses consommatrices d'électricité (aluminium, chlorure, ferro-alliage, zinc), soit une dizaine d'entreprises, devraient bénéficier d'un tarif préférentiel de la part d'E.D.F. ? Lancée par Pechiney-Ugine-Kuhlmann, cette question fait l'objet d'un débat dans l'administration et bloque notamment la signature par le ministre de la recherche et de l'industrie du contrat de plan de PUK.

Alors qu'E.D.F. de France a connu en 1982 - du fait notamment d'une insuffisance du relèvement de ses tarifs - un déficit de 7,9 milliards de francs et que son endettement atteint 140 milliards, M. Marcel Boiteux, président de l'entreprise nationale, prend nettement position : une participation de ces industries à l'investissement d'E.D.F. lui semble la meilleure solution pour éviter la remise en cause d'une structure tarifaire élaborée depuis plusieurs décennies et copiée depuis lors dans le monde entier.

On se contenterait de lui facturer le prix de revient d'exploitation de la centrale correspondante.

Comment se décompose le coût d'un kilowatt-heure nucléaire ?

À la production, sur 20 centimes, il y a en ordre de grandeur 6 centimes pour l'ensemble des frais de combustible, 4 centimes de frais fixe d'exploitation et 10 centimes de charges de capital. Quand ce kilowatt-heure est vendu en haute tension, il faut ajouter 2 à 3 centimes de frais de transport et de distribution, 13 centimes en moyenne tension et pour la base tension la majoration atteint une trentaine de centimes, ne serait-ce que pour payer les 900 000 kilomètres de lignes de distribution ; trois fois la distance de la Terre à la Lune !

On a évoqué une hausse de 12 % ou total sur l'année ?

C'est l'un des schémas possibles.

Ralentissement du programme nucléaire

Au-delà des augmentations tarifaires, des économies vont être nécessaires ?

Certes, dans le budget d'investissements de 1983 nous avons fait une coupe de 1 milliard de francs. À cela s'ajoutent diverses contributions au financement qui vont finalement améliorer la situation globale. Nous avons aussi coupé un demi milliard supplémentaire sur le

compte d'exploitation. Mais celui-ci - 100 milliards de francs - n'est pas tellement souple : il y a 38 % de charges de capital, un peu moins de 20 % de charges de personnel et 27 % à 28 % d'achat d'énergie. En gros, ce sur quoi nous ne pouvons rien, c'est-à-dire les charges de capital, les achats d'énergie et les impôts représentés déjà près de 70 % du total.

Avec les frais de personnel cela fait 90 % car on ne peut réellement agir sur ce poste qu'à trois ou quatre ans d'échéance malgré la réduction des embauches. On a donc tranché dans certains frais d'entretien, on a limité beaucoup nos stocks de pétrole et de charbon, on a coupé dans les frais généraux. Cela n'a pas été facile et nous oblige, ce qui est ennuyeux, à différer un certain nombre d'initiatives nouvelles.

Il va y avoir le ralentissement du programme nucléaire ?

En fait l'une des économies prévues sur les investissements consiste à décaler un peu le rythme d'exécution des chantiers en cours pour « lisser » les commandes de chaudières nucléaires de 1983 et 1984. Mais les décisions pour les années prochaines seront prises en fonction des délibérations du IX^e plan. En tout cas le programme n'a toutes les chances d'être plus réduit qu'il ne l'était.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

ÉTRANGER

En Suisse

Le gouvernement va relancer l'activité économique

De notre correspondant.

Berne. - La Suisse a beau avoir l'un des taux de chômage les plus bas d'Europe, le gouvernement a jugé la situation de l'emploi suffisamment préoccupante pour élaborer un plan de relance économique. À quelques détails près, ce projet vient d'être adopté à une forte majorité par le Parlement.

En vertu de ce programme, près de 1 milliard de francs suisses (3,3 milliards de francs français) seront injectés au cours des trois prochaines années dans les circuits économiques. Sur cette somme, 641 millions seront consacrés à des investissements, dont 272 millions à des armements. Le reste servira notamment à mieux couvrir les risques à l'exportation et à accroître les crédits mixtes aux pays en développement.

En contribuant à réactiver l'économie, le Conseil fédéral espère parvenir à freiner la progression du chômage. En février, le taux de chômage avait atteint 0,9 % de la population active, alors qu'il n'était que de 0,3 % une année auparavant. Néanmoins, pour la première fois depuis un an, le nombre des chômeurs a régressé de 0,1 % par rapport à janvier et 27 828 demandes d'emploi étaient officiellement enregistrées fin février.

Si l'économie n'a pas encore passé le creux de la vague, certains indices laissent entrevoir que le tassement conjoncturel pourrait s'estomper au cours des prochains mois. Ce mieux s'ajoutera au léger ralentissement

de l'inflation. La baisse du coût de la vie n'a été que de 0,1 % en février, ce qui correspond à une hausse annuelle de 4,8 %.

Autre décision de la session parlementaire qui vient de s'achever : le Conseil national (Chambre basse) a rejeté (105 voix contre 50) une initiative socialiste « contre l'abus du secret bancaire et la puissance des banques ». Avancé après le scandale qui avait éclaté à Châssard du Crêt suisse, ce projet de révision constitutionnelle du parti socialiste vise à renforcer le contrôle sur les banques pour mieux lutter contre la fraude fiscale et éloigner les capitaux d'origine douteuse. Mais surtout, ce projet de loi ne veut pas nuire à la majorité des députés n'a pas voulu trahir l'un des principaux piliers de l'économie helvétique.

En présentant leur projet, les socialistes avaient pourtant tempéré leur position en expliquant qu'ils n'avaient d'autre but que de limiter certains excès du secret bancaire ouverts à l'initiative des banques qu'ils ont bon renom de la Suisse. Mais leurs adversaires n'ont pas manqué de rappeler que les banques assurent 90 000 emplois et que ce n'était pas le moment de « tuer la poule aux œufs d'or ». Dans ces conditions, il y a peu de chances que les citoyens suivent le parti socialiste quand ils seront appelés à se rendre aux urnes pour se prononcer sur cette « initiative populaire ».

JEAN-CLAUDE BURRER.

Un déficit, en 1983, de 7,9 milliards de francs

Vous commencez à appliquer de nouveaux tarifs ? C'est-à-dire pas justement pour objecter de favoriser la pénétration de l'électricité dans l'industrie ?

La structure de ces nouveaux tarifs a pour originalité de réaliser une modulation hiver-été plus importante que la modulation nuit-jour qui prédominait jusqu'à présent. De plus ils apportent des simplifications pour les petits utilisateurs et, en contrepartie, des modulations plus fines pour les gros tels les tarifs de demi-saison.

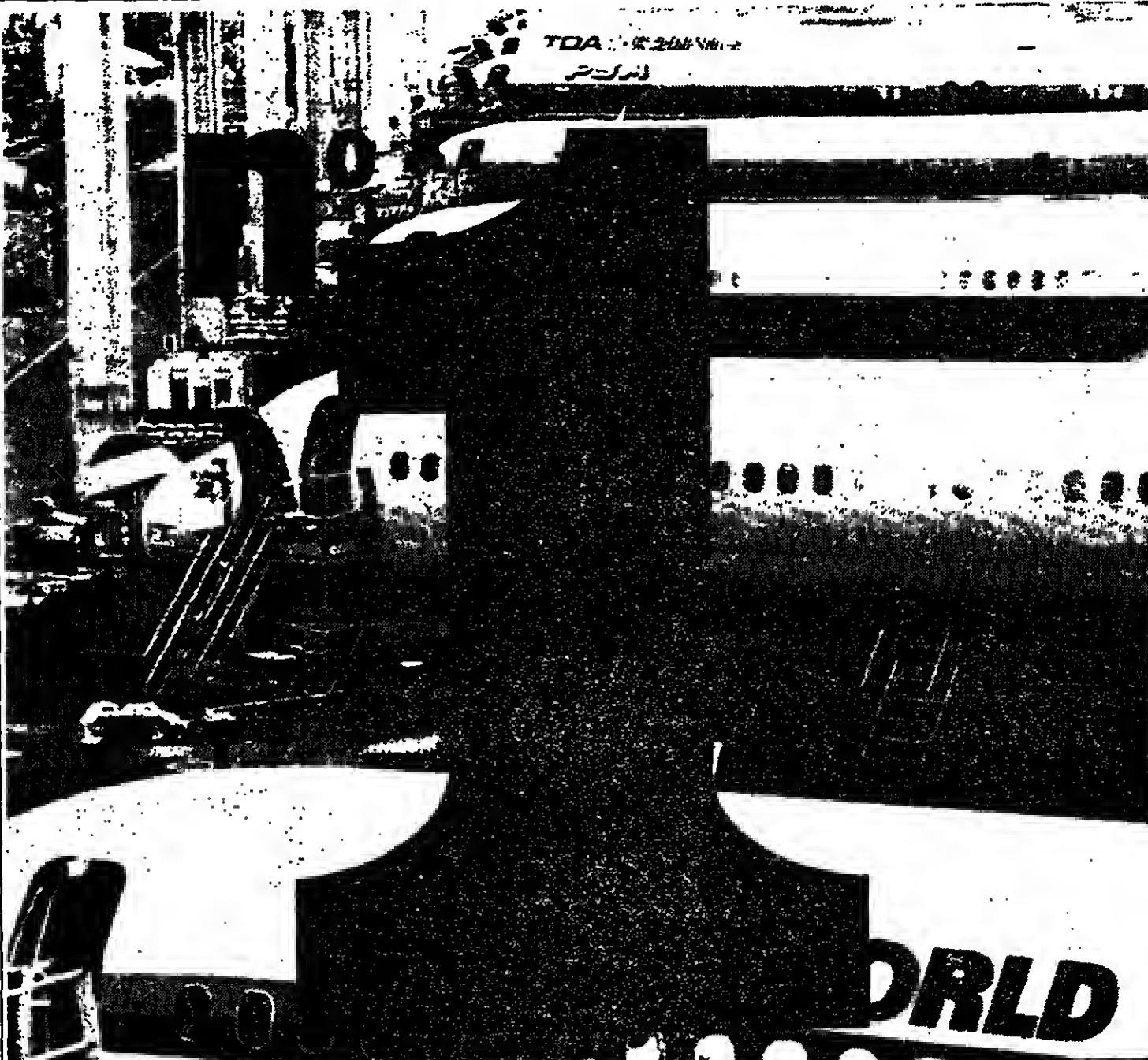
En ce qui concerne les niveaux, depuis dix ans le gain de compétitivité de l'électricité par rapport aux autres formes d'énergie est tout à fait extraordinaire. En francs constants le prix du kilowatt-heure est quatre fois plus cher qu'en 1973, celui du gazole plus de trois fois plus élevé, le charbon industriel près de deux fois plus cher alors que l'électricité n'est en moyenne que 20 % plus coûteuse : les fournitures domestiques sont de 2 % à 3 % moins cher qu'en 1973, la moyenne tension supérieure de 27 % et la haute tension de 45 %. Ces différences tiennent à la hausse des coûts du fuel et du charbon dans nos centrales, alors que les coûts de transport et de distribution, eux, ont plutôt diminué. Or nous maîtrisons bien l'évolution de nos coûts. En moyenne le prix de l'électricité fin 1990 devrait être plutôt inférieur en francs constants à ce qu'il est actuellement. Les nouveaux tarifs permettent donc dès maintenant aux industriels d'anticiper dans leurs investissements le coût de l'électricité à la fin de la décennie.

Cela ne vous empêche pas d'être fortement déficitaire ?

Oui, nous avons eu en 1982 un déficit d'exploitation de 7,9 milliards de francs. Mais si nous étions en équilibre, nous serions quand même les moins chers d'Europe. Et si nous appliquions en France les tarifs moyens pratiqués en Europe, E.D.F. aurait eu en 1982 un bénéfice de quelque 16 milliards de francs. Le nucléaire ne représente encore qu'un gain de 2 milliards de francs.

Par où passe le redressement ?

Par les tarifs et par la gestion. Pour les tarifs, il y a un rattrapage nécessaire, déjà amorcé avec la dernière hausse des tarifs autorisée en décembre. En 1983, il est beaucoup trop tard pour retrouver l'équilibre. Mais nous voudrions atténuer à la fin de cette année un niveau tarifaire tel que l'entreprise puisse retrouver l'équilibre en 1984. Nous avions, fin 1982, 17 milliards de francs de déficit cumulé pour les dernières années ; ce seul déficit d'exploitation représente près de 3 milliards de francs de charges financières. Trois milliards, c'est 3 % du chiffre d'affaires. Au-delà du glissement général des prix, il nous faut rattrapper ces 3 % et y ajouter 2 ou 3 points supplémentaires pour être au niveau nécessaire début 1984.



McDonnell Douglas : Numéro 1 des ventes d'avions de ligne en 1982.

En 1982, les ventes du Super 80 de McDonnell Douglas ont représenté 48 % du marché de l'aéronautique civile du monde libre.

Les compagnies aériennes choisissent la gamme du Super 80 parce qu'elles ont le besoin impérieux d'exploiter un appareil à l'efficacité opérationnelle immédiate. Le Super 80 offre la solution idéale en termes de

taille et de prix de revient, et 8 passagers sur 9 le préfèrent aux appareils ordinaires.

Nous ne sommes pas les seuls constructeurs d'avions. Mais les autres compagnies ne peuvent tout simplement pas égaler l'avance prise pendant des dizaines et des dizaines d'années grâce à nos études en laboratoire et notre expérience en usine.

Pour en arriver là, ils auraient dû faire ce que nous avons fait. Commencer il y a cinquante ans et ne jamais s'arrêter.

MCDONNELL DOUGLAS

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au D.E.C.S.

autres préparations :

- Capacité en Droit

- Admission dans les Ecoles de Service Social

L'ECOLE CHEZ SOI

enseignement privé à distance

1, rue Tolosa

75240 PARIS CEDEX 05

Tél. 634 21 93

هكرامان الأصل

AFFAIRES

C.I.I.-H.B., SIEMENS ET I.C.L. ENVISAGENT DE COOPÉRER

L'Europe à petits pas

L'Europe de l'information va-t-elle renaitre de ses cendres ? La compagnie française C.I.I.-H.B. (Honeywell-Bull), les groupes allemand (Siemens) et anglais (I.C.L.) envisagent de créer un centre de recherche commun. Un premier « document d'intention » a déjà été signé. Les présidents des trois sociétés devraient se rencontrer le 31 mars pour mettre au point les derniers détails.

Les conversations ont commencé l'été dernier, lorsque M. Jacques Stern, nouveau P.D.G. de C.I.I.-H.B. prit son bâton de pèlerin pour proposer à I.C.L. et à Siemens de « faire quelque chose en commun ». Le fantôme d'Unité data rôdait toujours sur l'électronique européenne, l'idée était d'avoir « une approche pragmatique », d'être « modeste mais de faire quelque chose de concret ».

Lorsque des entreprises électroniques envisagent aujourd'hui de

coopérer, leurs conversations débouchent le plus souvent sur la création d'un centre de recherche commun. Cela leur permet de partager les dépenses de recherche et de développement, de plus en plus lourdes dans ce secteur, tout en conservant leur liberté de mouvement pour la fabrication et le commercialisation des éventuelles découvertes de ces centres.

Cette méthode a été utilisée par les Japonais sur une grande échelle. En janvier, dix grandes sociétés américaines d'informatique ont décidé de constituer une société commune de recherche sur les micro-ordinateurs. C.I.I.-H.B., I.C.L. et Siemens envisagent donc de créer, à parité, une société de recherche qui emploierait d'ici deux ans une soixantaine de personnes, pour un budget annuel de 60 millions de francs. Ces chercheurs seront choisis à l'intérieur des trois sociétés, mais on n'exclut pas de

procéder à des recrutements externes. Le choix du site (Velbonne, Munich ou la Grande-Bretagne), de même que la nationalité du directeur du centre ne sont pas encore définis.

Ce centre de recherche travaillera sur plusieurs projets à long terme : reconnaissance vocale, intelligence artificielle, logiciels complexes pour les grands réseaux, conception assistée par ordinateur. Des axes de recherches qui recourent en fait ce que l'on appelle les « ordinateurs de la cinquième génération ». On sait que les Japonais ont constitué, il y a plus d'un an, un groupe de travail sur ce thème.

Cette société commune travaillera en étroite coopération avec les équipes des trois sociétés et les divers universités et centres de recherche européens. Ses travaux devraient également s'inscrire dans le programme européen Esprit.

Lancé à l'initiative de la Commission européenne et de M. Devignon, ce programme vise à développer, avec les aides communautaires et à travers la coopération d'une douzaine de firmes européennes (dont I.C.L. Siemens et C.I.I.-H.B.), de nouveaux composants électroniques et des systèmes informatiques complexes.

Huit ans après l'échec d'Unité data, un tel accord, même modeste, revêtirait une incontestable valeur symbolique. Il apporterait de l'eau au moulin de ceux qui pensent qu'une coopération industrielle européenne doit, compte tenu du poids du passé et des méfiances des uns et des autres, se faire pas à pas, sur des sujets précis et concrets, de préférence aux grandes fusions spectaculaires...

J.-M. O.

SOCIAL

4 000 salariés de R.-V.I. seront mis en chômage technique

M. Sémérén, président de Renault-Véhicules Industriels (R.V.I.), a annoncé le 21 mars à Lyon que l'effondrement du marché mondial du poids lourd allait contraindre R.V.I. à mettre quatre mille salariés des usines de la région Rhône-Alpes en chômage technique pendant une période de dix à vingt jours dans les prochains mois.

Ces mesures toucheront les salariés travaillant dans les usines de Véhicules et de Saint-Priest, dans la banlieue de Lyon, à l'exception des ouvriers travaillant dans la division cars et bus. Ce plan de mise en chômage technique devrait être examiné au cours du mois d'avril par un comité central d'entreprise, et le chômage serait rendu effectif pendant les mois de mai et de juin.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép.		Rep. + ou Dép.		Rep. + ou Dép.	
SE-LL	7,22	7,250	+ 185	+ 220	+ 355	+ 405	+ 930	+ 1050
Scm.	5,8980	5,9040	+ 150	+ 200	+ 290	+ 355	+ 720	+ 840
Yen (100)	2,9895	2,9945	+ 140	+ 170	+ 275	+ 315	+ 840	+ 910
DM	2,9985	2,9995	+ 190	+ 215	+ 370	+ 400	+ 1075	+ 1145
Florin	2,6990	2,6990	+ 195	+ 215	+ 370	+ 395	+ 1030	+ 1090
F.B. (100)	15,1880	15,2010	+ 415	+ 165	+ 540	+ 180	+ 920	+ 190
F.S.	3,4890	3,4895	+ 150	+ 275	+ 400	+ 525	+ 1440	+ 1540
L.I. (100)	5,6020	5,6100	+ 425	+ 190	+ 480	+ 465	+ 1675	+ 1330
F.	10,6655	10,6800	+ 115	+ 205	+ 280	+ 490	+ 900	+ 1130

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 1/4	9 3/16	9 9/16	9 1/4	9 5/8	9 1/2	9 7/8
SE-LL	4 5/16	4 11/16	4 15/16	5 3/16	5 1/16	4 15/16	5 5/16	5 5/16
DM	3 3/4	4 1/2	3 3/4	4 1/4	4 1/2	4 5/16	4 15/16	4 15/16
Florin	13	35	14	15 5/8	13	14 3/4	12 1/2	13 3/4
F.B. (100)	3 1/8	3 7/8	4 1/16	4 7/16	4 3/8	3 13/16	4 3/16	4 3/16
F.S.	25	50	19	13 1/2	13 1/4	11 1/2	18 5/8	20
L.I. (100)	10 1/2	11 1/4	10 9/16	11 1/16	10 1/2	11 1/8	10 1/16	11 1/16
F. franc	12 1/4	13 1/4	12 3/4	15 3/4	12 3/4	15 3/4	14 1/4	16 3/4

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Barclays Bank S.A.

Siège social: 33 rue du Quatre-Septembre 75002 Paris, tél. 265.65.65

Affiliée au premier groupe bancaire britannique

EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE F 300 MILLIONS

Prix d'émission: le pair, soit F 5.000 par obligation

Jouissance: 11 avril 1983.

Intérêt: semestriel variable, égal à la moyenne des taux mensuels du marché monétaire entre banques majeure de 7% de sa valeur.

Intérêt minimum garanti: 10,75% l'an.

Durée: 8 ans.

Amortissement: en totalité le 11 avril 1991.

Sous le n° 83-55 en date du 17 mars 1983

est à la disposition du public dans les

agences de Barclays Bank S.A.

de la Banque La Prudence à Grenoble

et à la SOBI à Monte-Carlo

BA LO du 21.3.1983

41 agences et filiales à Paris, en Province et à Monaco

Agences de Paris et de la Région parisienne:

Agence Centrale, 33, rue du 4-Septembre, 75002 Paris, tél. 265.65.65.
St-Germain-des-Près, 157, boulevard St-Germain, 75006 Paris, tél. 222.28.63.
Champs-Élysées, 6, Rond-Point Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. 359.15.26.
St-Lazare, 106 bis, rue St-Lazare, 75009 Paris, tél. 522.97.72.
Kléber, 24, avenue Kléber, 75116 Paris, tél. 500.86.86.
Neuilly, 135, avenue du Roule, 92200 Neuilly, tél. 624.48.88.
Rungis, 1, rue de la Cordene, 94150 Rungis, tél. 687.33.72.

LA DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC

Le projet d'avis du Conseil économique et social critique certains aspects du projet de loi gouvernemental

M. Paul Marchelli, rapporteur C.C.C. de la section du travail et des relations professionnelles au Conseil économique et social, a présenté devant la presse le projet de loi gouvernemental concernant la démocratisation du secteur public. Ce projet d'avis, qui apparaît comme un compromis masquant les divergences syndicales exprimées dans le débat au sein de la section, doit être discuté en session plénière au Conseil.

Les experts de la section ont tenu, selon M. Marchelli, à « vérifier avec attention que la philosophie, les mécanismes proposés par le législateur, correspondent bien à des finalités précises ». Le secteur public doit être le fer de lance du développement et jouer un rôle moteur sur le plan social. Mais il faut éviter, souligne la section, les distorsions entre le secteur nationalisé et privé, qui conduiraient à une société duale.

Le projet d'avis traduit quatre idées-forces. Les salariés doivent accéder par leurs représentants avec voix délibérative au conseil de surveillance ou au conseil d'administration des entreprises nationalisées. Ces dernières doivent s'ouvrir sur leur environnement économique et social, d'où l'entrée de personnalités extérieures dans les instances d'administration. Les conseils d'ateliers ou de bureaux doivent être mis en place. Enfin les droits syndicaux dans les entreprises nationales doivent être renforcés.

Mais la section du Conseil a émis des critiques sérieuses sur certains aspects du projet de loi. Son champ d'application devrait être défini, et une liste exhaustive des entreprises concernées devrait être arrêtée. Le seul minimum de deux cents salariés retenu pour les filiales et sociétés détenues pour qu'elles entrent dans le champ d'application est jugé trop bas par la section, qui souhaite le voir porté à mille. Le système de démocratisation, coûteux et lourd, paralyserait en effet des entreprises de trop faible taille.

Selon M. Marchelli, le choix de la structure entre deux formules - P.D.G. et conseil d'administration ou directoire avec conseil de surveillance - a suscité un vif débat. La section souhaite que le législateur incite à la deuxième formule, qui garantit une meilleure autonomie de gestion. Car, a-t-elle constaté, la première comporte « le risque d'étatisation, mais aussi pour le concurrentiel ». Le P.D.G. disposant de beaucoup de pouvoir, alors qu'il est nommé par le gouvernement, comme un tiers des membres du conseil d'administration. Le débat a été tout aussi vif sur le mode de représentation des salariés. Le projet de loi prévoit l'élection des représentants des salariés sur des listes paritaires par les organisations syndicales représentatives ou assimilées. La section demande, par souci de clarté, que ces représentants soient désignés par les organisations.

Quant aux conseils d'ateliers et de bureaux prévus par une des lois Auroux du 4 août 1982, ils font aussi l'objet de critiques. La section ne souhaite pas que soit maintenue la restriction prévue sur le rôle de l'encadrement dans l'organisation des

réunions des conseils. Elle souhaite que la liaison entre ces conseils et la direction se fasse par l'intermédiaire de la hiérarchie, « fatalement concernée ». Dans le même temps, les délégués du personnel et les représentants au comité d'entreprise seraient informés. Par souci d'efficacité, mais aussi pour éviter « la génération spontanée de hiérarchies parallèles », a-t-elle dit.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Un grand emprunt Crédit du Nord Un bon placement.

800 millions de F

Obligations de 5000 F

Prix d'émission: 4985 F, soit 99,70% du pair

Jouissance et date de règlement: 11 avril 1983

Taux d'intérêt nominal: 15,10%

Taux de rendement actuariel brut: 15,17% (au 11 avril 1983)

Durée: 8 ans

Amortissement: au pair, en totalité le 11 avril 1991

Cotation: Bourse de Paris

Fiscalité: exonération pour 5000 F de revenus d'obligations et prélèvement forfaitaire libératoire de 25%.

BA LO du 21 mars 1983. Note d'information disponible sur simple demande (visa COB n° 83-43 en date du 15 février 1983).

Toutes les agences du Crédit du Nord peuvent recueillir les souscriptions.

Crédit du Nord

« Cette annonce permet à titre informatif, le placement de cet emprunt étant terminé. »

FACE AUX DÉFIS ÉCONOMIQUES

la CFDT réplique:

De nouveaux acteurs économiques
Propositions industrielles
Politiques pour l'emploi
Temps partiel
Contre l'inflation

AUJOURD'HUI
revue du changement social

5, rue Cadet - 75439 PARIS CEDEX 09

N° 60, mars-avril 1983

Le numéro 30 F. En vente publique à Paris et dans les grandes villes de province, ou à commander 26, rue de Montolieu, 75439 PARIS CEDEX 09

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
BUREAU DU PROJET ÉDUCATION
B.P. 2250
Tél.: 8629 et 5425 - TX BD 70
BUJUMBURA

AVIS D'APPEL D'OFFRES 976/BU/2/83

Le gouvernement du Burundi - Bureau du projet éducation - lance un appel d'offres international pour la fourniture des équipements ci-après (16 lots) destinés aux établissements techniques de KAMENGE, BUBANZA, GITEGA et ESTA.

Le projet est financé conjointement par le gouvernement du Burundi et la Banque mondiale, et la participation est à égalité de conditions à toute personne physique ou morale ressortissante d'un des pays membres de la Banque mondiale, de la Suisse et de la République de Taïwan.

- | | |
|---|---|
| Lot 1: Matériel de topographie. | Lot 8: Matériel électrique. |
| Lot 2: Matériel et mobilier sol/béton. | Lot 9: Matériel de mécanique générale. |
| Lot 3: Matériel et mobilier de dessin. | Lot 10: Matériel de soudure. |
| Lot 4: Appareils scientifiques. | Lot 11: Matière première à visserie. |
| Lot 5: Matériel et mobilier de sciences. | Lot 12: Matériel de métrologie. |
| Lot 6: Matériel de résistance des matériaux et d'hydraulique. | Lot 13: Matériel de traitements thermiques. |
| Lot 7: Matériel de géomorphologie. | Lot 14: Forges. |
| | Lot 15: Matériel de plomberie. |
| | Lot 16: Matériel divers. |

Le cahier spécial des charges peut être obtenu contre paiement de 10 000 FBu ou 111 \$ U.S. auprès du Bureau du Projet Éducation à Bujumbura (B.P.E.). Le marché sera adjugé par lot ou groupe de lots.

Les soumissions, rédigées en français et établies en C + F Bujumbura par voie aérienne, doivent parvenir à M. le Secrétaire permanent du Conseil des adjudications de la République du Burundi B.P. 2087 à Bujumbura avant le 17 mai 1983, à 11 heures, heure locale. L'ouverture des plis en séance publique aura lieu le même jour, à 11 heures, heure locale, dans la salle des réunions du Conseil des adjudications, ministère des Finances, à Bujumbura.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

21 mars

Repli des actions françaises

Pour l'ensemble des professionnels, le nouvel ajustement monétaire qui vient d'être adopté par M. Delors pour faire admettre aux négociateurs ouest-allemands qu'ils doivent accomplir un pas important sur le chemin de l'union monétaire, mais ce pas est encore insuffisant.

Le gouvernement de Bonn a accepté de jouer le jeu. Une fois de plus, l'ont-ils ou pas? Brongniart, où l'on estime que l'écart de 8 % qui en résulte entre les deux monnaies est trop limité pour assurer un franc franc des bases plus stables, surtout si les marges de fluctuation (actuellement de 2,25 %) ne sont finalement pas élargies comme le bruit en avait couru en début de matinée.

Pour les habitués de la Bourse de Paris, la composition du futur gouvernement sur les autres places des pays membres du S.M.E., le marché parisien a attaché une attention toute particulière aux cours établis de banque à banque, délaissant les valeurs françaises, en baisse pour la plupart. A l'approche de la clôture, l'indicateur instantané accusait un repli de 1,4 %, et les titres les plus en baisse ont remarqué Manurhin (-6,8 %), Arjomari (-6,2 %), Générale de fonderie (-5,2 %), Labinal et C.F.P. (-5 %).

Côté hausses, seuls deux titres de « seconde zone », Paristienne de récompte et Nordan (+6 % environ) tirent leur épingle du jeu.

Alors que l'on baissait à 414,50 dollars l'once à Londres, le livret gagnait 2 000 F à Paris, à 97 500 F, le livret perdait 1 F à 719 F.

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

Pon vaillant durant la majeure partie de la séance, Wall Street a quand même réussi, lundi, à combler son retard accumulé, puis, à la clôture, l'indice des industriels, un moment revenu à 1 109,33, s'établissait à 1 125,29, soit à 7,55 points au-dessus de son niveau du 18 mars.

Le bilan de la séance a été positif, mais sans plus. Sur 1 962 valeurs traitées, 845 ont monté, 732 ont fléchi et 385 n'ont pas varié.

Les analystes attribuaient le premier accés de faiblesse du marché au dernier et fort accroissement de la masse monétaire, qui avait fait ressurgir la crainte d'un resserrement de crédit. Mais il n'y eut pas de réelles pressions à la vente. Par la suite, et après mûre réflexion, les opérateurs rejetèrent l'idée que le FED pourrait être tenté à prendre des mesures restrictives, vu la fragilité de la reprise économique.

Il reste que, autour du « Big Board », l'évolution du foyer de l'argent est suivie avec attention. Lors de la dernière adjudication, les taux d'intérêt des bons du Trésor ont encore progressé pour atteindre leur plus haut niveau depuis plus de quatre mois : 8,434 % (contre 8,256 %), à trois mois et 8,535 % (contre 8,264 %) à six mois.

Le volume des transactions a diminué : 72,16 millions de titres ont été échangés contre 87,48 millions.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 18 mars
Alcoa	35 1/2	35 1/2
A.T.T.	58 1/2	58 1/2
Boeing	37 1/2	37 1/2
Chemical Bank	10 1/2	10 1/2
De Post de Houston	39 1/2	39 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2
IBM	100 1/2	100 1/2
Johnson & Johnson	32 1/2	32 1/2
Merck	32 1/2	32 1/2
Pharmacia	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Westinghouse	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SACILOR. - Le déficit pour 1982, devant être supérieur à celui de l'exercice précédent (2,78 milliards de francs), l'effacement en tonnage du marché durant le second trimestre a plus qu'annulé les effets bénéfiques du redressement sensible des prix enregistrés en cours d'exercice.

POLITE. - Le bénéfice net de la société mère pour 1982 a baissé de 15 % pour revenir à 53,1 millions de francs. Il s'y ajoute le solde des opérations en capital, soit 1,6 million de francs. Le dividende global est fixé à 28,77 F contre 28,50 F.

SAINT-LOUIS-BOUCHON. - Grâce à la forte progression des recettes financières, notamment la dernière adjudication, le bénéfice d'exploitation pour 1982 augmente de 68,9 % à 49,21 millions de francs. Le résultat net diminue cependant de 13 % à 27,31 millions, mais la participation dans la société mère de la Mahavary (Madagascar) a été entièrement provisionnée pour 27,34 millions.

LA F.C.L. - Le dividende global est fixé à 15,69 F contre 15,18 F. L'inc. part notable du résultat d'exploitation en cours est due à la réduction du fait de l'annulation du dividende versé par la Générale Sucrière, qui représente une recette globale de 30,56 millions de francs. Actuellement, les stocks augmentent en raison de la surproduction mondiale.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE MARITIME. - La société annonce, pour 1982, des résultats de concession fortement réduits (-36 %), mais un accroissement de 50 % du montant des dividendes provenant des filiales. Elle fournit cependant aucun chiffre. Pour 1981, son bénéfice net avait atteint 25,52 millions de francs. Le dividende global est fixé à 27 F contre 25 F.

INDICES QUOTIDIENS (base 100 à 31 déc. 1981)

Indice général : 111,107

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

Indice des AGENTS DE CHANGE : 110,7

BOURSE DE PARIS

Comptant

21 MARS

VALEURS	% du nom	% du capital	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	21/3	Emmission	Rechange
3 %	25 80	1 414	De Dietrich	295	290	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	7 25	43000	175	175	187 80
4 %	25 80	1 414	Département	115	110	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	42500	43000	175	175	187 80
4 1/4 %	25 80	1 414	Département	140	145	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	95	95	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	170	170	175	175	187 80
4 3/4 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	124	124	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine	24	24	175	175	187 80
4 1/2 %	25 80	1 414	Département	510	400	Nord Worms	110	110	S. M. Machine					

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. GAUCHE ET DROITE : « Pour une pédagogie », par Maurice Duverger ; « Les métropoles introuvables », par Claude Bourdieu ; « Au nom de la raison », par Monique Paillet ; « L'échange et le partage », par Claude Lévi-Strauss.

ÉTRANGER

3. EUROPE : la victoire des sociaux-démocrates aux élections législatives.
- TURQUIE : la lutte contre le terrorisme armé.
4. AFRIQUE : l'offensive de la SWAPO.
- NAMIBIE : l'offensive de la SWAPO.
- LIBAN : les États-Unis ont envoyé six cents instructeurs pour entraîner l'armée.
- 5-6. ASIE : « Fragile Cambodge » (II), par Jacques de Bernis.
- INDE : trêve précaire en Assam.
6. AMÉRIQUES : une interview du ministre cubain de la culture.
- La situation en Amérique centrale.
- 7 à 10. LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE.

POLITIQUE

11. M. Chirac réélu maire de Paris.
12. Changement de « patrons » dans les communautés urbaines.
13. Les nouveaux maires.

SOCIÉTÉ

14. EDUCATION : la journée de concertation dans les collèges a été bien suivie.
17. Les incidents de Vénissieux.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

15. Quelles politiques sanitaires pour le tiers-monde ?
16. La grippe des internes et des chefs de clinique : « De l'espoir à l'amertume », point de vue du professeur J.-Ph. Derenne.

CULTURE

18. MUSIQUE : Ravi Shankar.
19. EXPOSITION : Rouillon, au Musée de la publicité.

ÉQUIPEMENT

44. P.T.T. : les priorités de l'Union postale universelle.
- ENVIRONNEMENT : la crise du bois de feu au Sahel.

ÉCONOMIE

45. ÉNERGIE : un entretien avec M. Marcel Boiteux, P.-D.G. d'E.D.F.
- ÉTRANGER : le gouvernement suisse va relancer l'activité économique.
46. AFFAIRES : C.H.I.-B., Siemens et I.C.L. envisagent de coopérer.
- SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (21)

- INFORMATIONS « SERVICES » (22) : Loisirs ; Météorologie ; Mois croisés ; Journal officiel.
- Annouces classées (26 à 43) ; Carnet (17) ; Programmes des spectacles (20) ; Bourse (47).

Le numéro du « Monde » daté 22 mars 1983 a été tiré à 596 907 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS
A partir de 500 F

ET COSTUMES MESURE
A partir de 1.450 F

3.000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS ET JUPES
sur MESURE

Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi
de 10 heures à 18 heures

Candidat du parti travailliste

M. HAIM HERZOG EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Déjouant toutes les prévisions, le candidat du parti travailliste M. Haim Herzog, ancien ambassadeur d'Israël aux Nations unies, a été élu, mardi 22 mars, sixième président de l'État d'Israël par la Knesset. Il a obtenu 61 voix contre 57 voix à l'autre candidat en lice, M. Menahem Elin, présenté par la coalition parlementaire qui soutient M. Begin. Il y a eu deux bulletins blancs. Cette élection surprise constitue une défaite personnelle pour le premier ministre. Selon la radio, M. Begin a été « choqué » par le résultat du scrutin.

[Âgé de 65 ans, M. Herzog a vécu tous les épisodes de l'histoire mouvementée de l'État hébreu. Né en Irlande, il est arrivé à dix-sept ans en Israël, venant de Belfast. Avocat de formation, il s'engagea pendant la guerre mondiale dans l'armée britannique et obtint ses galons à l'école britannique d'officiers. À son retour en Israël, il devint en 1948 officier d'opération dans la septième brigade de l'armée, puis successivement chef de la région du sud et de nouveau chef du service des renseignements, avant de quitter l'armée avec le grade de général. Nommé ambassadeur aux Nations unies en 1975, il a été élu député en 1982].

LE PRÉSIDENT BOLIVIEN EN FRANCE LES 29 ET 30 MARS

Le Président de la République bolivienne, M. Hernán Siles Zuazo, fera une visite officielle de travail en France les 29 et 30 mars, à l'invitation de M. Mitterrand, a annoncé mardi 22 mars un communiqué de l'Elysée. M. Mitterrand avait adressé un télégramme au chef de l'État bolivien le 9 février, pour lui proposer de le rencontrer, afin de le féliciter pour le courage et l'intégrité que les autorités boliviennes avaient manifestés en expulsant vers la France le criminel de guerre allemand Klaus Barbie.

Pour tout savoir sur

L'ORDINATEUR A L'ÉCOLE

Liberty

L'ORDINATEUR A L'ÉCOLE

25 FF chez votre marchand de journaux.

M. THÉO KLEIN NOUVEAU PRÉSIDENT DU CRIF

L'assemblée générale du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), réunie le lundi 21 mars, a élu son comité directeur et son président. M. Théo Klein remplace M. Jean-Paul Elkann, président du conseil central, qui, conformément aux statuts du CRIF, assurait la présidence par intérim depuis le décès d'Alain de Rothschild, le 17 octobre 1982.

[Né le 25 juin 1920 à Paris, licencié en droit, M. Théo Klein est avocat à la cour de Paris depuis 1945 et avocat au barreau d'Israël depuis 1969. Ancien président des anciens de la Résistance juive de France (1960), ancien président des étudiants juifs de France (de 1945 à 1950), M. Klein, qui dirige un cabinet d'avocats d'affaires, a vocation internationale, est également conseiller du gouvernement de Côte d'Ivoire depuis 1968].

Journaliste et romancière

GERMAINE BEAUMONT EST MORTÉ

La journaliste et romancière Germaine Beaumont est morte le lundi 21 mars à l'hôpital de Marnfort-l'Amaury (Yvelines). Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans. Ses obsèques auront lieu à Marnfort-l'Amaury, vendredi 25 mars, à 10 h 30.

[Germaine Battendier, qui écrivait sous le pseudonyme de Germaine Beaumont, est née le 31 octobre 1890, à Petit-Couronne, en Seine-Maritime. Sa mère était la romancière Annie de Pène. A la fin de ses études secondaires, Germaine Beaumont embrasse la carrière journalistique. Après plusieurs années passées en Angleterre, elle collabore à de nombreux journaux et magazines féminins, tels que le *Matin*, dont le rédacteur en chef est alors Bertrand de Jouvenot, les *Nouvelles littéraires*, *Femmes de France*, etc. Elle publia aussi dans la presse des romans feuilletons sentimentaux.

Amie de Colette, à qui elle consacra une biographie, elle va, à partir de 1930, écrire de nombreux romans. Elle excelle dans les récits tristes et tendres, imprégnés de mystère raffiné et servis par un style qui frôle le lyrisme. On retiendra ainsi parmi ses œuvres : *Le fruit de la solitude* (1932), *Du côté d'ici* (1933), *Comme de rien* (1943), *Comme le fleuve qui passe* (1952), *Silence* (1955), *Les légendes* (1965), *Le Chien dans l'herbe* (1975), etc.

Germaine Beaumont a aussi traduit les œuvres de Virginia Woolf et de Mary Westmacott. Elle était membre du jury Femina depuis plus d'une quarantaine d'années.

Germaine Beaumont a souvent été distinguée par des jurys littéraires, et l'un de ses romans, *Piège*, a reçu le prix Renaudot en 1930.]

● L'équipe de France de football qui rencontrera celle d'Union soviétique, mercredi 23 mars au Parc des Princes, aura la composition suivante : Tempet ; Batistoni, Mahut, Bossis, Amorós ; Ferri, Fernandez, Giresse, Platini ; Stopyra, Amisse.

DEUX JEUNES GENS SAUTENT D'UN TRAIN DE BANLIEUE

Un mort, un blessé grave

En voulant échapper à un contrôle dans un train de banlieue, un jeune garçon a été tué et un autre grièvement blessé, lundi soir 21 mars, à 21 h 45. Alors qu'une équipe de la S.N.C.F. demandait leurs billets à un groupe de jeunes gens se trouvant dans une voiture de première classe du train se rendant à Villeneuve-Saint-Georges, une bagarre a éclaté. L'un des adolescents, Jean-Jacques Sinibaldi, dix-huit ans, demeurant à Vigneux (Essonne), est parvenu à ouvrir la porte et a sauté du train. Heurtant un poteau caténaire, il a été tué sur le coup. La rame s'est immobilisée à hauteur de la rue Coriolis, à Paris-13. Plusieurs jeunes gens ont essayé de prendre la fuite. L'un d'eux, José Serrano, seize ans, domicilié également à Vigneux, a été happé par un train venant en sens inverse. Grièvement blessé, il a été transporté à l'hôpital Saint-Antoine, ainsi que l'un des contrôleurs qui avait été blessé au cours de la bagarre.

Le conflit sur la durée du travail aux ASSÉDIC

M. J.-J. DUPEYROUX EST CHARGÉ DE PROPOSER UNE SOLUTION

Le président Charlot, du tribunal de grande instance de Paris, a nommé, lundi 21 mars, M. Jean-Jacques Dupeyrou, professeur et directeur du département de droit social à Paris-II Assas, à titre de « technicien consultant » dans le cadre du référent engagé par la C.F.D.T. à l'encontre de l'UNEDIC à propos de la non-application des trente-sept heures travaillées par le personnel des ASSÉDIC. La C.F.D.T. avait engagé un référent pour faire reconnaître la validité de l'accord du 12 octobre 1981, qui prévoit un horaire hebdomadaire de trente-sept heures tenant à compter du 1^{er} janvier 1983 pour le personnel des ASSÉDIC (organismes qui versent les indemnités de chômage, gérés par l'UNEDIC). M. Dupeyrou devra déposer son rapport avant le 10 mai, jour où sera rendu le jugement. Il devra proposer une solution acceptable pour les deux parties, précise le texte du référent.

[Cet accord prévoyait la semaine de trente-sept heures travaillées pour le 1^{er} janvier 1983. En raison de la réforme de l'assurance-chômage et de la surcharge de travail qui en résulte, la direction avait demandé de surseoir à cet accord et de maintenir la semaine de trente-sept heures quarante-cinq. Trois syndicats - F.O., C.G.C., C.F.T.C. - ont accepté un compromis. Celui-ci prévoit qu'au moment où la réduction des horaires pourra être appliquée le personnel des ASSÉDIC pourra récupérer en temps de repos ou en argent le surcoût de travail qui lui est actuellement demandé.]

Le statut des centres de lutte contre le cancer ne sera pas modifié. Quelques changements seront néanmoins apportés : élargissement des compétences d'administration, limitation dans le temps des mandats des directeurs, incitation à la recherche clinique. En octobre prochain, quinze postes de médecins hospitaliers.

PROPOSANT DE CRÉER UN CENTRE PERMANENT D'INFORMATION DU PUBLIC

M. Ralite tire les conclusions

de la concertation nationale sur le cancer

M. Jack Ralite, ministre de la santé, a tiré, lundi 21 mars, les conclusions de la concertation nationale sur le cancer, qu'il avait lancée au cours de l'été 1982. Ces conclusions sont inspirées d'une série de recommandations formulées, au terme de cette concertation, par un « groupe de réflexion ».

Une nouvelle « commission des cancers » sera prochainement constituée, chargée de donner des avis « face aux innovations et aux progrès incessants ». Cette commission sera « suffisamment représentative des personnels et des usagers ». L'idée - au moment formulée - d'un Institut national du cancer (le *Monde* du 12 janvier) a, en définitive, été abandonnée. « Il n'est pas nécessaire de créer dans ce domaine une nouvelle structure », a précisé M. Ralite. En revanche sera créée une « mission nationale des cancers ». Cette mission, composée d'un « petit nombre de personnes très informées et très disponibles », assurera le suivi des décisions (stimulation du travail administratif, accélération des décisions et de leur mise en application, etc.). Cette mission organisera et gèrera un « Centre national permanent d'information du public ».

Des « conseils régionaux de la lutte contre les cancers » seront désignés cette année, pour veiller au développement d'une politique régionale du cancer. Un calendrier du dépistage des lésions cancéreuses ou pré-cancéreuses va « immédiatement » être mis en place avec les organismes payeurs (directions départementales de l'action sanitaire et sociale, Caisse nationale d'assurance maladie, Caisse agricole, mutuelles, etc.). L'actuelle enquête permanente sur le cancer, menée par les centres de lutte contre le cancer, pourrait prochainement être étendue aux hôpitaux publics et aux cliniques privées à but lucratif et non lucratif.

Un statut légal sera donné aux actuels registres du cancer. Quatre autres registres vont être créés d'ici à 1985. D'autre part, un texte législatif modifiant l'article 378 du code pénal relatif au secret professionnel sera prochainement proposé (le *Monde* du 2 mars).

Le statut des centres de lutte contre le cancer ne sera pas modifié. Quelques changements seront néanmoins apportés : élargissement des compétences d'administration, limitation dans le temps des mandats des directeurs, incitation à la recherche clinique. En octobre prochain, quinze postes de médecins hospitaliers.

SELON LES AMÉRICAINS

Les Soviétiques construisent de nouvelles installations au sol pour le lancement et l'atterrissage de navettes spatiales

De nouvelles installations susceptibles d'être utilisées pour le lancement et l'atterrissage de navettes spatiales stratégiques ont été photographiées par le satellite civil américain de télédétection des ressources terrestres Landsat-3. Ces installations auraient, selon la revue spécialisée américaine *Aviation Week and Space Technology*, été construites sur les terrains de la base de lancement de Baïkonour, située près de la ville de Volgograd.

Le magazine, qui publie des photos prises par Landsat-3, indique qu'une piste d'atterrissage, de taille comparable à celle que les navettes spatiales américaines utiliseront à Cap Canaveral (Floride), est en cours de construction à Baïkonour, et il précise que, selon les spécialistes, cette piste « pourrait être utilisée pour les atterrissages du petit avion de l'espace soviétique actuellement en cours de développement et pour celui d'une grande navette spatiale de conception analogue à celles que possède la NASA ». Un pas de tir et un vaste hall d'assemblage seraient également en cours de réalisation sur le même site. Ils seraient destinés à la nouvelle fusée - de la classe de la fusée lunaire américaine Saturn - que les Soviétiques développent actuellement.

La revue américaine affirme, d'autre part, que le Cosmos-1445 soviétique, qui est retombé le 15 mars dans l'océan Indien, au sud des îles Cocos, était bien le second prototype, sans équipage, d'un petit avion spatial lancé depuis la base de Ka-

liens « mono-appartenants » seront créés pour organiser l'activité des futures départements de cancérologie. En ce qui concerne la réinsertion professionnelle des malades cancéreux guéris, M. Ralite a rappelé que la modification de l'article 16 du statut de la fonction publique était « à l'état de projet très avancé ».

J.-Y. N.

LE PROFESSEUR JEAN-LOUIS TOURAINE DÉMENT LA PRATIQUE D'EXPÉRIMENTATIONS SUR DES FŒTUS VIVANTS

(De notre correspondant régional.)

Lyon. - Le professeur Jean-Louis Touraine (hôpital Edouard-Herriot, Lyon) a vigoureusement démenti les accusations portées contre lui par l'Association internationale contre l'exploitation des fœtus humains (le *Monde* daté 20-21 février et du 22 mars). Ce groupement, présidé par M. Claude Jacquinet, a déposé une plainte au parquet de Lyon pour dénoncer une « pratique » consistant à utiliser des fœtus extra-utérins, obtenus intactes par avortement chirurgical. L'Association affirme que l'équipe du professeur Touraine utilise pour ses expériences des fœtus « extra-utérins » vers la dixième ou dix-huitième semaine de grossesse.

« Je n'ai jamais pratiqué ce genre d'expérience », répond le chercheur lyonnais. « Ceux qui utilisent de tels arguments vont à l'opposé de leur cause en interdisant tout débat sain sur un sujet important. Je refuse la position d'accusé ». Au contraire, conclut le professeur Touraine, je serais plutôt dans la position d'accusateur si on m'interdisait l'utilisation des tissus fœtaux dans le traitement de certains déficits immunitaires chez l'enfant. Il y aurait là un délit de non-assistance à personne en danger.

De son côté, le docteur Louis René (du conseil national de l'ordre des médecins) vient de prendre la défense du professeur Touraine.

« J'estime scandaleux, a-t-il dit, que l'on puisse porter - sans preuve - des accusations aussi graves. Il n'y a pas en France de crime contre l'humanité. Je ne peux donc m'associer, comme ils le font, à des gens qui dénoncent ces prétendues pratiques contre l'humanité. Ce qui se passe en France est en conformité avec la loi et le règlement. » - C. R.

SELON LES AMÉRICAINS

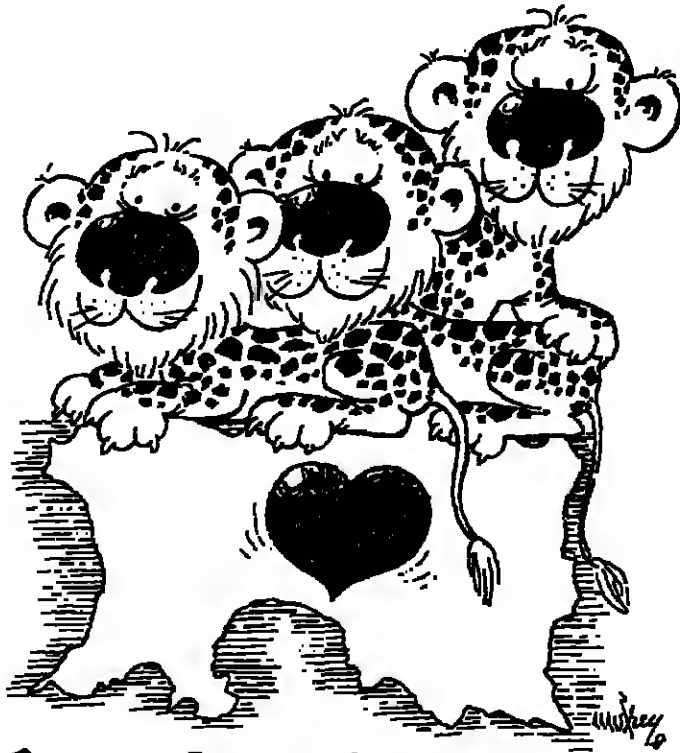
Les Soviétiques construisent de nouvelles installations au sol pour le lancement et l'atterrissage de navettes spatiales

De nouvelles installations susceptibles d'être utilisées pour le lancement et l'atterrissage de navettes spatiales stratégiques ont été photographiées par le satellite civil américain de télédétection des ressources terrestres Landsat-3. Ces installations auraient, selon la revue spécialisée américaine *Aviation Week and Space Technology*, été construites sur les terrains de la base de lancement de Baïkonour, située près de la ville de Volgograd.

Le magazine, qui publie des photos prises par Landsat-3, indique qu'une piste d'atterrissage, de taille comparable à celle que les navettes spatiales américaines utiliseront à Cap Canaveral (Floride), est en cours de construction à Baïkonour, et il précise que, selon les spécialistes, cette piste « pourrait être utilisée pour les atterrissages du petit avion de l'espace soviétique actuellement en cours de développement et pour celui d'une grande navette spatiale de conception analogue à celles que possède la NASA ». Un pas de tir et un vaste hall d'assemblage seraient également en cours de réalisation sur le même site. Ils seraient destinés à la nouvelle fusée - de la classe de la fusée lunaire américaine Saturn - que les Soviétiques développent actuellement.

La revue américaine affirme, d'autre part, que le Cosmos-1445 soviétique, qui est retombé le 15 mars dans l'océan Indien, au sud des îles Cocos, était bien le second prototype, sans équipage, d'un petit avion spatial lancé depuis la base de Ka-

Copies Couleurs
sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e - 347.21.32



3 léopards, 4 côtes ...

(A SUIVRE)

سكان العرب